

N^o 45 Sommaire

CHRONIQUE

Les relations entre l'Union européenne et l'Amérique latine

Par Bernard de Largentaye

7

DOSSIER

Migrations, territoires et multiculturalisme

Introduction

Par Marie-Eugénie Cosio et André Quesnel

17

Identités culturelles et démocratie

Par Michel Wieviorka

21

Des territoires multiculturels ?

Par Christian Gros

31

Frontière interne, gouvernance locale et production de la culture politique en milieu rural mexicain. La réforme agraire dans le Sud-Veracruz (1920-2000)

Par Éric Léonard

51

Mobilité, absence de longue durée et relations intergénérationnelles en milieu rural (Veracruz, Mexique)

Par André Quesnel et Alberto del Rey

75

La Vierge des Neiges ou la Vierge de Guadalupe? Quelques effets de la division symbolique du territoire dans un quartier urbain de migrants (Tijuana, Mexique)

Par Françoise Lestage

93

ÉTUDES

Territoire, agriculture et production socio-économique dans les Andes colombiennes. Un regard anthropologique

Par Beatriz Nates Cruz

107

Qui vote et comment, au Brésil?

Par Stéphane Monclaire

123

Unos cuantos piquetitos. Violencia, mente y cultura

Par Myriam Jimeno

143

INFORMATION SCIENTIFIQUE

Lectures

167

LES RELATIONS ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET L'AMÉRIQUE LATINE¹

BERTRAND DE LARGENTAYE*

LA POLITIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE en Amérique latine et aux Caraïbes a été forgée par deux directions générales de la Commission, l'ancienne DG VIII, devenue la DG développement ou DG DEV, chargée de la gestion du programme ACP, Afrique, Caraïbes, Pacifique, et l'ancienne DG I A, l'actuelle direction générale relations extérieures (DG RELEX). Les pays ACP ont une assemblée paritaire et un secrétariat permanent basé à Bruxelles. La DG I A fut créée pour mettre en œuvre la PESC – politique étrangère et de sécurité commune – définie par le traité de Maastricht, un traité conclu en novembre – décembre 1991, signé début 1992 et entré en vigueur le premier novembre 1993. La politique de l'Union européenne en Amérique latine et aux Caraïbes a pris la forme d'un partenariat stratégique entre les deux partenaires, avec des sommets de chefs d'État et de gouvernement. Ce partenariat s'articule autour de trois dimensions stratégiques :

- un dialogue politique ;
- des relations économiques et financières ;
- une coopération dans les domaines de l'éducation, de la science, de la technologie et dans les domaines culturel, humain et social.

Les cinq dernières années ont vu une réorganisation de la Commission. La gestion des programmes de coopération au développement, quelle que soit leur origine, a été confiée à une structure nouvelle, Europe Aid. Les directions générales plus directement concernées par l'action extérieure, les DG relations extérieures, développement, commerce, ainsi que le bureau d'aide humanitaire ECHO, ont intégré ce qu'il est convenu d'appeler la famille RELEX. Avant d'entrer dans le vif du sujet, il convient de rappeler que l'Union européenne est la première puissance commerciale du monde et la

* Chargé de mission à « Notre Europe ».

première aussi pour l'aide publique au développement. La Commission dispose à travers le monde d'un important réseau de délégations qui jouent le rôle de véritables ambassades et qui participent à la gestion des programmes de coopération. Nous examinerons d'abord dans la suite l'action de l'Union européenne sur le terrain. Nous passerons ensuite à l'analyse que fait l'Europe de la situation socio-économique de l'Amérique latine et aux conclusions opérationnelles qu'elle est conduite à en tirer. Une troisième partie plus prospective sera consacrée enfin aux promesses de Guadalajara.

L'ACTION DE L'UNION EUROPÉENNE SUR LE TERRAIN

Pour prendre la mesure de l'action sur le terrain il convient sans doute de commencer par rappeler quelques données statistiques de nature économique, démographique et sociale. Depuis le premier mai 2004, l'Union européenne a 25 membres et 450 millions d'habitants. Autant dire qu'en termes de population les deux partenaires sont deux entités équivalentes et qu'ensemble elles représentent un peu moins d'un habitant de la planète sur six. Les échanges commerciaux se soldent depuis 1993 par un excédent européen (57,5 milliards d'euros d'exportations pour 53,7 milliards d'importations), ce qui est dans l'ordre des choses s'agissant des relations entre une entité économiquement développée et une autre qui l'est moins. Les échanges ont doublé en douze ans, de 1990 à 2002. L'Union européenne est le second partenaire commercial de l'Amérique latine. La quasi-totalité des productions latino-américaines entrent sur le marché européen en bénéficiant du système des préférences généralisées (SPG) de l'Union. L'Union européenne est la première source d'investissements directs de la région. Le stock d'investissements européens s'élevait à 206 milliards de dollars en 2002. L'aide de l'Union européenne au développement de l'Amérique latine et des Caraïbes représente 500 millions de dollars par an, auxquels viennent s'ajouter les prêts de la BEI. L'UE est le premier bailleur de fonds de la région. L'aide prend la forme de programmes comme @LIS et ALBAN, deux programmes qui visent à resserrer les liens entre l'Union européenne et l'Amérique latine dans les domaines de la société de l'information et de l'enseignement supérieur respectivement. Les États – membres de l'Union européenne détiennent 50 % de la dette extérieure des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Pour comprendre cette évolution, il est nécessaire de passer en revue les accords passés par l'Union européenne avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. On notera d'abord une préférence marquée pour les accords conclus avec des entités sous-régionales plutôt qu'avec chacun des pays pris individuellement. L'Europe apporte toujours une réponse de principe positive à une demande de négociation d'accord d'association lorsqu'elle a un caractère régional et qu'elle porte sur l'ensemble des marchés. Dans le cas de l'Amérique centrale et de la communauté andine, elle espère que la perspective de négociations en vue de la conclusion d'accords d'association

comprenant des accords de libre-échange entre les parties incitera les membres de ces deux entités sous-régionales à poursuivre leurs processus d'intégration. La forme d'intégration la plus accomplie est celle qui existe aujourd'hui avec le Chili. L'accord d'association conclu avec ce pays en novembre 2002 couvre des volets politique, économique et commercial, mais un accord d'association moins ambitieux existe déjà avec le Mexique.

Avec le Mercosur, les négociations en vue d'un accord d'association ont notamment pour objectif le renforcement du programme interne, en vue de l'achèvement de son marché commun d'ici au premier janvier 2006. Pour l'Union européenne l'achèvement de l'union douanière du MERCOSUR est une condition indispensable à la conclusion de l'accord. Les négociations aboutiraient ainsi à une association entre deux régions intégrées. Le projet d'accord contient, à côté du chapitre commercial, un chapitre relatif au dialogue politique. Des accords de dialogue politique et de coopération ont été conclus, en décembre 2003, à Rome, avec la communauté andine et avec l'Amérique centrale. Des négociations de libre-échange sont prévues avec les deux entités : les éventuels accords qui s'ensuivront s'appuieront sur les résultats du programme de Doha pour le développement. La Commission, qui est en train de remanier le système de préférences généralisées (SPG) de l'Union européenne, examine la possibilité de continuer à accorder un accès préférentiel au marché pour les produits importés des pays andins et d'Amérique centrale après 2005. L'Union européenne soutient par ailleurs les Caraïbes dans le cadre du neuvième Fonds Européen de Développement. Des négociations pour un accord de partenariat économique ont commencé en avril.

Sur le plan des flux migratoires, il convient de relever l'inversion des courants migratoires traditionnels. L'Amérique latine n'est plus aujourd'hui une terre vers laquelle se dirigent les Européens pour commencer une vie nouvelle. C'est le contraire qui est vrai. Les flux migratoires de l'Amérique latine et des Caraïbes vers l'Union européenne ont considérablement augmenté ces dernières années : 100 000 Equatoriens vivent aujourd'hui en Espagne.

SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DE L'AMÉRIQUE LATINE ET CONCLUSIONS OPÉRATIONNELLES DE L'UNION EUROPÉENNE

Venons-en à l'analyse critique que fait l'Europe de la situation socio-économique de l'Amérique latine et aux conclusions opérationnelles qu'elle en tire. On commencera par établir un relevé de quelques tendances lourdes au premier rang desquelles il faut citer le dynamisme démographique, le chômage, l'inégalité, la pauvreté, la faiblesse des institutions et l'instabilité macroéconomique.

La pauvreté affectait 48 % de la population en 1996 et 44,4 % en 2003, soit 227 millions d'habitants. En 2003 près d'un quart des citoyens latino-américains ont déclaré que leurs revenus ne leur permettaient pas de répondre à leurs besoins essentiels. L'extrême pauvreté touche 18,8 % de

la population (95 millions d'habitants). S'agissant de l'inégalité, tous les records mondiaux sont battus. L'Amérique latine dans son ensemble, et dans le cadre d'une grande hétérogénéité interne, est la région du monde la plus marquée par l'inégalité. Le décile le plus riche de la population détient 48 % du revenu total, tandis que le décile le plus pauvre n'en reçoit que 1,6 %. Les pauvres sont proportionnellement plus nombreux qu'en Afrique du Nord, au Moyen Orient ou en Europe de l'Est, malgré un PIB par tête supérieur. L'Union européenne ne renonce pas à la réforme agraire, qualifiée dans l'avis du comité économique et social dont il sera question plus loin « d'absolue nécessité pour résoudre la situation de millions d'agriculteurs et journaliers plongés dans la pauvreté, pour accroître la capitalisation de la production agricole et contribuer ainsi à une cohésion économique et sociale accrue. »

On constate une perte de confiance des citoyens dans toutes leurs institutions, en particulier, dans les institutions politiques, ce qui tient sans doute d'abord à l'inapplication des normes légales. L'Union européenne est décidée à s'engager plus avant dans l'assistance technique destinée à faire naître des capacités administratives pour créer :

- un état de droit effectif ;
- des agences de régulation dotées de pouvoirs réels ;
- et pour favoriser le développement de la société civile organisée, élément essentiel pour la construction d'un État démocratique.

Il convient aussi de développer les capacités de négociation des pays les moins bien pourvus de la région, de façon à leur donner les moyens de mieux identifier leurs intérêts et de mieux les défendre. Le système fiscal est également en cause. Il n'est pas possible d'organiser un État moderne, qui assume les fonctions qui lui incombent, sans un système d'imposition juste, efficace et suffisant. L'impôt sur le revenu est inexistant dans la plupart des pays de l'Amérique latine. Il manque enfin dans les pays de la région des systèmes de protection sociale universels. Nous reviendrons sur la question de l'instabilité macroéconomique à propos du consensus de Washington. Les améliorations importantes réalisées ces dernières années en matière de stabilité macroéconomique dans un assez grand nombre de pays de la région constituent un acquis essentiel, bien qu'insuffisant, pour garantir des rythmes supérieurs et plus stables de croissance économique.

On peut tenter de décrire à grands traits l'évolution du cadre de référence, de ce que Galbraith appelait la « sagesse conventionnelle », dans lequel s'inscrit l'analyse européenne. On est passé en quelques lustres des thèses de Raul Prebisch sur une politique de développement basée sur la substitution des importations au libéralisme débridé du consensus de Washington. Le modèle « substitution des importations », que l'on observe d'abord dans les années 1920 et 1930 du siècle passé, à la faveur de la forte expansion économique provoquée dans certains pays latino-américains par la première guerre mondiale, vise à remplacer les importations, dans le cadre de l'intégration des économies nationales dans l'environnement économique mondial, par une production nationale et à créer un tissu productif propre. L'apparition de profonds déséquilibres macroécono-

miques (inflation et déficits des balances des paiements), que nous venons d'évoquer, a compromis ces tentatives de développement endogènes.

Le consensus de Washington, promu par le Trésor américain et les institutions financières internationales, a été décrit, à ma connaissance pour la première fois, par l'économiste Williamson en 1990. Il se fixe trois objectifs :

- la stabilité macroéconomique, à commencer par celle des prix, obtenue par l'équilibre du budget et celui de la balance des transactions courantes ;
- l'ouverture sur l'extérieur, commerciale et financière (libéralisation des mouvements de capitaux) et la vérité des prix par la suppression des subventions ;
- la privatisation.

Le consensus de Washington est né de l'expérience des pays latino-américains dans les années 1980, ce qui est assez peu connu en dehors des milieux spécialisés. À l'époque, dans la région, les marchés ne fonctionnaient pas bien, ce qui était dû en partie à des politiques mal inspirées, qui se soldaient par des déficits budgétaires considérables, des politiques qui avaient pour objet de financer le fonctionnement d'un secteur public peu performant. Les restrictions aux importations étaient légion tandis que les encouragements aux exportations étaient rares. La politique de hausse des taux d'intérêt mise en œuvre par M. Paul Volcker au début des années 1980 eut pour effet d'exacerber les déséquilibres. Le service de la dette extérieure s'alourdit et les gouvernements se tournèrent de plus en plus vers les instituts d'émission pour financer les dépenses courantes. L'inflation se déchaîna : son taux s'éleva et fut sujet à de fortes variations. Le consensus de Washington fut d'abord conçu pour combattre ce fléau. L'inflation a toujours la réputation d'être la principale maladie macroéconomique du continent latino américain, même si elle paraît aujourd'hui plus contenue.

Depuis, le contexte a changé, notamment à la suite des travaux de Joseph Stiglitz. La « sagesse conventionnelle » actuelle est une sagesse post consensus de Washington. La critique la plus forte a porté sur les effets déstabilisateurs des politiques de libéralisation des mouvements de capitaux. Les effondrements des systèmes financiers en Amérique latine, qui ont résulté de l'ouverture complète sur l'extérieur des marchés financiers, ont entraîné des pertes de production considérables, atteignant 30 à 40 % du PNB, ce qui, une fois encore, constitue un record mondial. Il est clair aujourd'hui que les prescriptions du consensus avaient un caractère simpliste, un caractère réducteur. Il faut pour le moins prévoir des politiques d'accompagnement : régulation des marchés financiers, politique de la concurrence, restructuration des entreprises comme préalable à leur privatisation et encouragements à la transparence et aux transferts de technologie. Dans cette perspective, la politique de privatisation a rencontré des limites. Les réformes des systèmes de protection sociale menées à bien ces dernières décennies – privatisation de la gestion des systèmes de retraite et d'assurances maladie notamment – et la transformation des systèmes de finan-

cement par répartition en systèmes financiers de capitalisation individuel- le n'ont pas produit les résultats annoncés, ont réduit le contrôle de l'État, ainsi que sa capacité de recouvrement, et ont favorisé l'emploi informel et laissé en marge des systèmes de protection une majorité croissante de la population.

LES PROMESSES DE GUADALAJARA

Comment se présente le partenariat au lendemain du sommet de Guadalajara? Rappelons que ce sommet, qui s'est réuni les 28 et 29 mai 2004, est le troisième entre l'Europe et l'Amérique latine. C'est au premier, à Rio, il y a cinq ans, que l'Amérique latine et l'Union européenne ont décidé de développer une relation stratégique. La coopération future s'est fixé deux grands objectifs, l'intégration régionale et la cohésion sociale. L'intégration économique régionale constitue un élément essentiel pour le développement, surtout si l'on considère l'indispensable diversification des économies latino-américaines et la nécessité de développer des secteurs productifs compétitifs et d'attirer des investissements étrangers. Or, le commerce intra-régional en Amérique latine est très limité : 15,4 % des échanges du sous-continent, contre 40,3 % en Amérique du Nord, 48,9 % en Asie et 67,3 % en Europe occidentale. La Commission européenne a proposé de fixer des critères d'intégration, qui serviraient de repères, de références, dans le cadre d'un processus de suivi :

- fonctionnement opérationnel du cadre institutionnel ;
- création d'une union douanière ;
- réduction des obstacles non tarifaires au commerce.

Quant au manque de cohésion sociale dans la région Amérique latine Caraïbes, sa manifestation la plus marquante est la pauvreté et l'inégalité, sources d'instabilité. Une répartition plus juste et équitable des richesses est le premier fondement de la cohésion sociale. Les principes essentiels sur lesquels se cimente la cohésion sociale sont la sécurité devant l'existence et la garantie de droits pour tous. Or, selon le latinobaromètre, un instrument de sondage auquel ont accès les services de l'Union, le trait principal de la culture latino-américaine est le faible niveau de confiance entre les personnes. La pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes touche davantage les campagnes que les villes, les femmes que les hommes. À côté de la pauvreté et de l'inégalité, on trouve aussi, comme manifestation du manque de cohésion sociale, la délinquance et la criminalité : l'indice de victimologie, élaboré par les Nations unies, montre que les niveaux de délinquance et de criminalité en Amérique latine et dans les Caraïbes sont parmi les plus élevés du monde. Une étude promue en l'an 2000 par la Banque mondiale met en évidence une relation étroite entre inégalité économique et niveau de criminalité. Selon un rapport des Nations Unies de 2002, 90 % des assassinats de défenseurs des droits de l'homme perpétrés dans le monde le sont en Amérique latine.

La Commission a organisé, les 5 et 6 juin 2003, un séminaire intitulé « la cohésion économique et sociale en Amérique latine et aux Caraïbes ». Le

premier juillet 2003 le Commissaire PATTEN a adressé au comité économique et social une demande d'avis exploratoire sur la cohésion sociale en vue de la troisième rencontre de la société civile d'Amérique latine et de l'Union européenne que le comité, en collaboration avec ses homologues d'Amérique latine et des Caraïbes, devait organiser à Mexico les 13, 14 et 15 avril de cette année. Cet avis a été adopté le 6 février 2004 et publié au Journal Officiel de l'Union européenne le 30 avril. Par ailleurs, l'Union européenne met en œuvre un programme de 30 millions d'euros dénommé Eurosociale pour développer des réseaux d'administrations publiques, permettant le transfert d'expérience et de savoir-faire tout en définissant et en mettant en œuvre des politiques sociales.

Le sommet de Guadalajara a été de nouveau l'occasion d'évoquer les transpositions auxquelles pouvait donner lieu le modèle social européen. C'est la tentative de conjuguer développement économique et développement social qui a caractérisé le modèle social européen. Jacques Delors l'a défini comme le modèle qui combine État et marché, initiative privée et droits collectifs, entreprises et syndicats. Les différents modèles qui coexistent en Europe ont comme points communs des dépenses élevées de protection sociale, un rôle régulateur de l'État et le rôle important joué par les partenaires sociaux. La dépense sociale publique moyenne par habitant en Amérique latine est presque trente fois inférieure à la moyenne de l'Union européenne.

Le modèle social européen est caractérisé par le rôle de la puissance publique pour organiser les transferts qui mettent en pratique les idées de solidarité sociale et d'intégration économique. L'intégration doit mettre en œuvre des mécanismes de compensation et de solidarité équivalents à ceux qu'ont représenté dans l'Union européenne les fonds structurels.

Le principe de cohésion sociale est au cœur des valeurs de l'Union européenne. Les Conseils européens de Lisbonne et de Feira ont fait de la promotion de la cohésion sociale un élément essentiel de la stratégie suivie par l'Union pour atteindre son objectif, qui est de bâtir l'économie la plus compétitive et la plus dynamique du monde basée sur la connaissance d'ici à 2010. Cette politique, dite stratégie de Lisbonne, met en avant la méthode ouverte de coordination qui a pour objet de faire connaître et de faire valoir les meilleures pratiques, de faire évaluer l'expérience de chacun par ses pairs et de susciter les comparaisons et l'émulation. Nul doute que cette stratégie et cette méthode influenceront la coopération entre l'Union européenne et l'Amérique latine au cours des prochaines années, même si ces objectifs affichés apparaissent aujourd'hui bien ambitieux pour ne pas dire hors de portée.

Guadalajara a donc montré un partenariat tourné vers l'extérieur, sensible aux conditions à réunir pour mieux maîtriser la mondialisation. Le sommet a témoigné d'un parti pris multilatéral. On le voit dans le domaine commercial, où les deux parties sont attachées à parvenir à une conclusion positive du cycle de Doha. Un système commercial multilatéral et ouvert est nécessaire pour les intégrations régionales. On l'a vu aussi, sur un plan plus général, aux Nations unies, au moment de la crise irakienne de l'an dernier, au moment où les partisans de la sécurité collective et du

multilatéralisme se sont opposés à ceux qui étaient disposés à avaliser une action unilatérale. L'engagement profond de l'Amérique latine envers le multilatéralisme a été réaffirmé lors du dernier sommet présidentiel du groupe de Rio, qui s'est tenu à Cuzco au Pérou, et où la nécessité de « réactiver les initiatives pour réformer et mettre à jour le système des Nations unies, spécialement en matière de sécurité collective » a été soulignée.

CONCLUSION

Il est possible de conclure par deux mots sur ces initiatives réformatrices. On admet assez aisément aujourd'hui que les Nations Unies doivent se fixer de nouveaux objectifs. Elles doivent notamment :

- assumer la responsabilité du développement durable ;
- refaire de la sécurité collective la clef de voûte du système de l'ONU dans un monde où des menaces nouvelles ont fait surgir la tentation de l'unilatéralisme, avec ses actions de préemption et ses guerres préventives ;
- sur un plan plus pratique, rendre des arbitrages et faire reconnaître une hiérarchie des normes diverses édictées par les différentes agences de l'ONU.

On peut donc se demander si les organes actuels peuvent être réformés de manière à leur permettre d'atteindre ces objectifs nouveaux, ou s'il ne serait pas préférable de créer des organes nouveaux : un conseil de sécurité économique ou une organisation mondiale de l'environnement par exemple. La réforme serait sans doute plus appropriée dans le cas du conseil de tutelle, qui recevrait comme mission nouvelle de créer des structures étatiques efficaces et solides là où elles ont disparu. Ainsi, le partenariat entre l'Union européenne et l'Amérique latine devrait peser sur le cours que va prendre la transformation des Nations Unies.

Note

- 1 Cette chronique est le texte d'une communication présentée le 4 juin 2004 au Conseil de gestion de l'Institut des Hautes Etudes d'Amérique latine. Elle expose dans ses grandes lignes les différentes politiques mises en œuvre par l'Union européenne avec l'Amérique latine.



TITI ET DENE. DENE, JEUNE GUARANI D'UNE RÉSERVE DE L'ÉTAT DE SAO PAULO, ARBORE UN T-SHIRT DE SON HÉROS PRÉFÉRÉ (CLICHÉ : ALAIN MUSSET).

MIGRATIONS, TERRITOIRES ET MULTICULTURALISME

MARIE-EUGÉNIE COSIO* & ANDRÉ QUESNEL**

AVEC LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES d'intégration régionale comme l'Alena ou le Mercosur en Amérique latine, on assiste à une intensification des migrations à longue distance – et des installations pour des durées longues – dans les zones où émergent des marchés du travail fortement demandeurs de main d'œuvre. Ainsi dans le cadre de l'Alena, depuis sa ratification en 1994, on observe une forte redistribution de la population active la plus jeune vers les différents bassins d'emploi des métropoles urbaines et surtout vers la frontière nord et les États-Unis. Dans certaines régions du Mexique, le recensement de population de l'an 2000 a mis en évidence une décroissance de la population totale et surtout des classes d'âges 20-39 ans, dans les cinq dernières années, au profit d'autres régions ; alors qu'au recensement des États-Unis la même année, la population d'origine mexicaine représentait près de 8 % de la population totale, dépassant 20 % de la population dans certaines villes du sud des États-Unis.

Dans l'espace national du Mexique ou des États-Unis, les régions d'immigration se trouvent donc ainsi confortées et de nouveaux territoires se constituent, occupés par une population immigrante composée de groupes très divers, eux-mêmes formés de populations originaires d'un même région géographique et/ou culturelle, en particulier quand il s'agit des populations indiennes. Dans ces lieux, la confrontation des normes culturelles pose les questions de la convivialité entre les groupes et, d'autre part, de l'exercice plein des droits des populations immigrées au sein de la société d'accueil ou, en retour, dans la société de départ.

Du 31 mars au 3 avril 2003, un colloque international s'est tenu à Saltillo (Mexique), dans les locaux de l'Université Autonome de Coahuila, lequel a permis de discuter de « Migrations, territoires et multiculturalisme ». Ce

* Université de Paris X, CREDAL.

** IRD, CEPED.

colloque, qui a réuni des participants français, mexicains et nord-américains, autour de la présentation d'une trentaine de communications, était organisé par le CIESAS, le CREDAL, l'IRD et le programme UC Mexus de l'Université de Californie. L'objectif du colloque était d'aborder la mobilité, considérée comme un passage de frontière politique et/ou culturelle, du point de vue du multiculturalisme et des territoires dits « ethniques », tant dans les zones de départ que dans les zones d'accueil, au Mexique comme aux États-Unis, dans une triple perspective : historique, démographique et anthropologique. Les discussions se sont appuyées essentiellement sur des cas concrets portant sur la situation mexicaine et nord-américaine (notamment en Californie), en la comparant toutefois à d'autres situations contemporaines, notamment en Amérique du Sud, en France et en Espagne.

Ce dossier de la revue « *Cahiers des Amériques latines* » a fait le choix de publier des textes en français, portant notamment sur le Mexique, à partir de trois études de cas : « Mobilité et production de la gouvernance locale dans le Mexique rural. La politique agraire comme processus de frontière interne dans le Sud-Veracruz, 1920-2000 » (E. Leonard) ; « Mobilité, absence de longue durée et relations intergénérationnelles en milieu rural mexicain (Veracruz, Mexique) » (A. Quesnel et A. del Rey) et, finalement, « La vierge des Neiges ou la vierge de Guadalupe ? Quelques effets de la division symbolique du territoire dans un quartier urbain de migrants (Tijuana, Mexique) » (F. Lestage).

Ces études de cas sont précédées par deux articles qui posent la question des « Identités culturelles et démocratie » (Michel Wieviorka) et « des territoires multiculturels ? » (C. Gros), à partir notamment d'une approche de philosophie politique et de sociologie des mouvements sociaux. Ces deux articles abordent les nouvelles citoyennetés et les dimensions politiques de l'immigration à partir de la question essentielle des identités. Michel Wieviorka s'interroge en constatant que « la production des identités est un processus chaotique, jamais clos ou achevé, et qui peut déboucher sur d'autres processus ». Christian Gros souligne également, à propos des politiques territoriales de certains États latino-américains visant à reconnaître des territoires « ethniques » que « ces politiques ont pour effet de créer des frontières intérieures venant séparer des groupes saisis dans leur spécificité culturelle. Ce faisant, elles participent fortement à la création d'une réalité nouvelle ... qui peut s'avérer, à terme, conflictuelle, à l'inverse de ce que ces mêmes États se proposaient d'obtenir en s'engageant dans une politique des identités ».

Les trois études de cas abordent ces questions, à partir de données empiriques mexicaines. L'article d'Éric Léonard examine les conséquences territoriales de la politique agraire au Veracruz sur une longue période (1920-2000). Réforme agraire dont les modalités, définies sous la présidence de Cárdenas, ont « opéré comme un processus de frontière interne sur la construction du régime de gouvernance et de la culture politique en milieu rural ». Ainsi, sur trois générations, les sociétés et familles rurales ont fonctionné en communautés fermées et verticales, que le changement institutionnel des années 1990 a ouvertes et transformées, cédant progressivement la place à une organisation centrée sur les solidarités familiales. Ceci explique pourquoi les flux d'émigration du Sud-Veracruz sont modulés

en fonction de l'accès à la terre des familles et des générations, le foncier restant l'élément central des stratégies familiales.

D'une manière générale, les changements culturels générés par la migration des individus les plus jeunes des communautés rurales sont orientés par la question des relations intergénérationnelles et des transferts qui les accompagnent. En effet, non seulement l'absence de longue durée des jeunes émigrants induit des changements fondamentaux dans la vie des communautés et au sein des familles, mais de plus, le retour du migrant ou ses interventions à distance dans la vie sociale de son lieu d'origine provoquent des transformations radicales et une ouverture sur l'extérieur. André Quesnel et Alberto del Rey constatent ainsi que « la longue absence des membres les plus jeunes des localités rurales pose de nombreuses questions quant au devenir des familles rurales, tant en ce qui concerne leur organisation domestique que l'organisation politique de la localité ».

Les conditions d'intégration sociale et économique des groupes immigrés aux différents espaces de la vie sociale de la société d'accueil, les modalités suivant lesquelles sont générées des minorités qui souffrent souvent d'une ségrégation spatiale, favorisant ainsi l'émergence et/ou le maintien de certaines pratiques dites culturelles, méritent également qu'on s'y attarde. À partir d'un quartier urbain de Tijuana, Françoise Lestage observe la division symbolique du territoire, à travers de l'appropriation et de la domination symbolique de l'espace qui « résulte de l'interaction de multiples acteurs : institutions, migrants, leaders, associations ».

Les travaux présentés dans ce dossier permettent certains éclairages de la question des identités et du multiculturalisme, à partir de l'espace et de la construction de territoires et de frontières « ethniques ». Il faut aussi souligner l'impact économique et sociétal des migrations internationales en Amérique latine, et plus particulièrement de la migration du Mexique vers les États-Unis, en ces temps où les mouvements migratoires en provenance des communautés du Sud les plus défavorisées vers les régions les plus riches du Nord comme du Sud, constituent une des problématiques fondamentales du devenir des régions de départ et des régions d'accueil.

Les discussions qui ont eu lieu à Saltillo entre des spécialistes d'Amérique latine, des États-Unis et d'Europe, la majorité travaillant sur l'Amérique latine mais pas seulement, a montré la synergie entre les communautés scientifiques mexicaines, nord-américaines européennes et françaises. Leur rencontre autour de la question des migrations internationales, et plus particulièrement du Mexique vers les États-Unis, a montré la diversité des analyses et des points de vue. Les collègues nord-américains analysent le multiculturalisme comme un problème de formation, d'organisation, d'adaptation et de pratiques communautaires de sociétés qui semblent communautaires *a priori*, sans réels liens avec les régions d'origine, soudées par le « rêve américain ». Au contraire, les collègues mexicains soulignent très fortement les interactions entre les régions de départ et d'accueil, notamment par l'impact économique des *remesas*. Quant aux collègues français, la question des identités est au centre du débat, en quelque sorte quel que soit le territoire où se trouve l'individu. C'est alors qu'on peut voir émerger de véritables territoires transfrontaliers et multiculturels, comme essaie de le montrer ce dossier des *Cahiers des Amériques latines*.



LA FRONTIÈRE MEXIQUE/ÉTATS-UNIS. ENTRE CIUDAD-JUAREZ ET EL PASO, LE PONT DE SANTA FE EST À LA FOIS UN POINT DE PASSAGE ET UNE BARRIÈRE (CLICHÉ : ALAIN MUSSET).

IDENTITÉS CULTURELLES ET DÉMOCRATIE

MICHEL WIEVIORKA*

IL EXISTE TROIS MANIÈRES PRINCIPALES DE CONSIDÉRER le débat sur les identités culturelles, du moins tel qu'il a commencé à se mettre en place à la fin des années 1960 dans de nombreuses sociétés occidentales.

La première consiste à examiner sociologiquement la poussée nouvelle, ou renouvelée, d'identités culturelles demandant à être reconnues dans l'espace public de tel ou tel pays. Qu'il s'agisse d'affirmations ethniques, religieuses, régionalistes, de mouvements de femmes, d'homosexuels, ou bien encore d'acteurs demandant à ce qu'une déficience physique soit tenue pour une différence culturelle, innombrables sont les mobilisations collectives qui, d'une manière ou d'une autre, renouvellent fortement la scène des conflits dans des sociétés qui, comme le constatent à l'époque Daniel Bell ou Alain Touraine, se post-industrialisent. On entre alors dans l'ère des « nouveaux mouvements sociaux » – une expression qui correspond en fait aux mobilisations des années 1970 et 1980, féministes, écologistes, régionalistes, antinucléaires, étudiantes, etc., et qui s'applique beaucoup plus mal aux contestations de la fin des années 1990, et par exemple aux luttes « alter mondialistes ».

Une deuxième entrée dans ces débats consiste à considérer plutôt la façon dont la philosophie politique se charge de ces questions et en fait un des thèmes centraux, le plus décisif peut-être, de son renouvellement. Jusqu'à la publication de l'ouvrage majeur de John Rawls, *A Theory of Justice*, en 1971, cette discipline était relativement délaissée; elle conquiert alors une grande vitalité, et très vite, l'ouvrage de Rawls, qui n'est pourtant pas le moins du monde consacré aux identités culturelles, suscite des réponses qui introduisent cette thématique. Dès lors, se mettent en place d'importantes discussions, et d'abord dans le monde anglo-saxon, avec un principe de structuration conflictuelle puisque s'y opposent « liberals » et « communitarians ». Les premiers ne veulent considérer dans l'espace public que des individus, qui devraient être

* Directeur d'études à l'EHESS (École des hautes études en sciences sociales), Directeur du CADIS (laboratoire fondé par Alain Touraine en 1981), Directeur des Cahiers internationaux de sociologie (avec Georges Balandier).

libres et égaux en droit et accéder directement aux valeurs universelles (le droit, la raison) ; les seconds soutiennent qu'il s'agit là d'une abstraction ignorant la réalité et en particulier les ancrages culturels de toute personne singulière, ils demandent que ces ancrages puissent être respectés et reconnus.

Enfin, une troisième entrée possible dans ces débats consiste à examiner les propositions de traitement institutionnel qui ont vu le jour, dès les années 1960, face à la poussée de différences culturelles au sein de certains pays. Un mot, ici, s'est assez vite imposé, c'est celui de multiculturalisme, expression souvent utilisée de manière imprécise, et qui ne devrait servir qu'à désigner les politiques qui prennent en charge les identités collectives pour leur apporter des droits culturels, et donc une certaine reconnaissance, éventuellement associée à des mesures sociales – on peut parler, dans ce cas, de multiculturalisme « intégré » pour désigner ces dispositifs qui conjuguent reconnaissance culturelle, et action volontariste pour aider les membres des minorités concernées à faire face à l'injustice sociale. Le Canada, où l'expression a été forgée avant de se retrouver pratiquement incluse dans la Constitution, sous forme d'une charte, l'Australie et la Suède peuvent fort bien illustrer cette idée du multiculturalisme « intégré ». Pour les États-Unis, il vaut mieux parler de multiculturalisme « éclaté », tant les politiques de reconnaissance culturelle se distinguent nettement des politiques sociales en faveur des minorités – ce qu'on appelle l'« affirmative action ».

Quelle que soit l'entrée privilégiée, nous devons reconnaître que la question des identités culturelles a été formulée, ou reformulée, depuis une bonne trentaine d'années, et qu'entre-temps, bien des choses ont pu changer. Le plus clair renvoie à la discussion de philosophie politique. Celle-ci en effet est à l'évidence épuisée. Non pas que les problèmes aient été réglés, ne serait-ce que théoriquement. Mais parce que les débats piétinent, qu'aucune idée nouvelle n'apparaît, et que si beaucoup de ceux qui y sont intervenus campent sur des positions en fait stabilisées très tôt, dès le début des années 1980, quelques-uns, conscients précisément de ce blocage intellectuel, s'efforcent de circuler entre les deux positions majeures, « liberal » ou « communitarian ». Il en est ainsi, notamment, de Michael Walzer, qui explique aimer se rapprocher d'un point de vue « liberal » lorsqu'il échange avec des « communitarians », et *vice versa*.

Les politiques multiculturalistes demeurent en débats, et la façon dont celui-ci est de plus en plus tranché contre elles, aux États-Unis notamment, est souvent interprétée comme une marque de virage à droite. Le pays qui s'est peut-être le plus nettement et le plus longuement identifié à ces politiques, le Canada, ne les a pas abandonnées. Mais elles ont cessé d'apparaître comme une panacée, elles sont généralement perçues comme secondaires. Il est vrai qu'il est devenu clair qu'elles ne peuvent prendre en charge ni la question du Québec, et donc la question nationale, ni celle des nations « premières », les Indiens. Au Canada, les évaluations du multiculturalisme ne sont plutôt positives, mais alors sans enthousiasme, que s'il s'agit des minorités issues de l'immigration ; elles en font un dispositif aujourd'hui à la fois mineur et faiblement controversé.

Enfin, depuis la fin des années 1960, le moins qu'on puisse dire est que les différences culturelles ont prospéré et se sont diversifiées au sein des démocraties occidentales, les unes plutôt amenées du dehors, par des flux

migratoires considérables, les autres plutôt produites, ou reproduites au sein même de ces démocraties. Mais aux premières formulations, qui inscrivait sans discussion la réflexion sur ces différences dans le cadre strict de l'État-nation, et qui s'efforçaient d'y voir des ensembles relativement bien délimités, s'ajoutent aujourd'hui bien d'autres éléments. D'une part le cadre de l'État-nation éclate, et s'avère insuffisant pour penser ces questions. Il en est ainsi, par exemple, si l'on considère des régions frontalières comme celle qui sépare le Mexique et les États-Unis, si l'on s'intéresse à des phénomènes de déplacements qui ne se réduisent pas à la seule image de la diaspora, comme ceux qu'étudie Alain Tarrius, entre le sud de la France, l'Espagne et divers pays méditerranéens, ou bien encore si l'on examine comment circulent les biens culturels et les idées ou les informations. Et d'autre part, les différences culturelles elles-mêmes apparaissent comme un ensemble extrêmement diversifié, au sein duquel certaines sont certes relativement délimitées, voire stabilisées, mais où beaucoup d'autres semblent plutôt relever du changement permanent, de l'instabilité, du mélange. C'est pourquoi il faut examiner à nouveaux frais ces questions, en partant de l'analyse la plus concrète possible de ce que sont, aujourd'hui, les identités culturelles.

LES IDENTITÉS CULTURELLES

Les approches traditionnelles de la culture y voient un ensemble de valeurs et de traits qui traversent le temps et éventuellement l'espace (avec les migrations) de manière à se reproduire. La culture, dans les perspectives classiques, est stable, elle constitue un legs, un héritage que les générations nouvelles reçoivent des anciennes et qu'elles perpétuent. Elle relève alors de logiques de reproduction, au fil desquelles il peut certes arriver qu'elle se dissolve ou s'altère, mais où en principe elle est transmise à l'identique. Dans le monde contemporain, de telles logiques peuvent trouver leur place. Mais il est clair qu'elles sont de plus en plus concurrencées par des processus de changement, dans lesquels l'invention joue un rôle considérable. Ces processus peuvent aller si loin qu'il est possible, dans certains cas, de contester l'idée même d'identité culturelle, qui renvoie nécessairement à une collectivité, à un groupe ; mieux vaut alors mettre en avant l'image de changements qui ne peuvent être compris qu'à l'échelle des individus, comme s'il ne pouvait plus y avoir d'identités collectives, mais alors, simplement, des logiques personnelles de créativité et d'invention culturelle. Il est donc possible de dire des identités culturelles qu'elles peuvent en théorie être situées sur un axe que viennent borner deux points extrêmes : à un bout des logiques de pure reproduction collective, à l'identique, et à l'autre bout, des logiques de pure créativité personnelle.

A) La logique de la reproduction à l'identique n'est en aucune façon portée par la subjectivité personnelle des membres du groupe concerné. Le seul fait tangible est la perpétuation du groupe, de ses valeurs, de ses repères identitaires. L'individualisme, ici, ne trouve guère sa place, l'identité relève, pour parler comme Louis Dumont, d'une approche en termes holistes. Pour connaître la culture considérée, en effet, seul importe le point de vue de la totalité.

B) À l'autre extrémité de cet axe théorique, au contraire, la logique de la singularité pure renvoie à des personnes déliées de toute appartenance collective. Le seul fait tangible, dès lors, est la production de soi, la construction de soi comme être capable de créer, d'exprimer, et donc de se constituer en acteur individuel de la culture – l'artiste, celui qui fait travailler son corps, le sportif, etc. Pour comprendre cette personne, le point de vue du sujet singulier est le plus utile, le plus déterminant.

Ces deux points extrêmes sont vraisemblablement plus idéals typiques que réels ou concrets. Dans le monde moderne, en effet, on imagine mal que des identités culturelles soient à ce point étrangères à tout changement qu'on puisse considérer qu'elles correspondent pleinement et exclusivement à des logiques de reproduction ; il est à peine plus facile de concevoir que l'individualisme moderne conduise à des logiques de production de soi qui seraient complètement affranchies de toute appartenance identitaire. En fait, ces deux points extrêmes balisent un espace à l'intérieur duquel il est possible de définir des points intermédiaires qui sont certainement plus pertinents pour essayer de penser concrètement les identités culturelles aujourd'hui. Deux d'entre eux, ici, méritent tout particulièrement examen.

C) Un premier point intermédiaire renvoie à des identités collectives, de groupe, et donc à des ensembles culturels mais qui doivent se comprendre dans ce qu'elles présentent de dynamique. L'identité, dès lors, se définit non pas dans la façon dont elle se reproduit, mais dans celle dont elle se produit. L'identité collective relève alors de l'invention, elle est elle-même une création. À l'intérieur de ce cas de figure, d'importantes distinctions peuvent être observées. Dans certains cas, la logique de la production n'interdit pas que fonctionne aussi une logique de reproduction, et que l'on puisse constater une forte continuité. L'islam d'Europe ou de France, par exemple, est en bonne part un héritage, pour les populations issues de l'immigration venue du monde arabo-musulman – c'est sa dimension de reproduction. Mais il est aussi différent de l'islam de leurs ancêtres, il doit beaucoup au racisme subi dans la société d'accueil, à la discrimination sociale auxquels ces populations répondent par un travail sur elles-mêmes qui abouti à un renouveau religieux, ce qui correspond à une logique de production. Cet islam d'Europe, ou de France, est donc à la fois différent, car produit, mais identique, car reproduit. Il n'en demeure pas moins l'islam. Dans d'autres cas, la logique de la production l'emporte, au point à la limite d'être seule en cause. Il y a alors pure invention, même s'il s'agit d'un « bricolage », selon le mot célèbre de Claude Lévi-Strauss, c'est-à-dire de la création d'une identité nouvelle à partir d'éléments dont certains sont empruntés à la tradition et simplement « bricolés ».

La production des identités est un processus chaotique, jamais clos ou achevé, et qui peut déboucher sur d'autres processus. Certains prolongent la logique de production, par fragmentation, par exemple lorsque des scissions s'opèrent au sein d'une identité pour en démarquer des sous-ensembles plus complexes : dans le mouvement américain d'affirmation des sourds-muets, par exemple, on a pu signaler que s'isolent ceux d'entre eux qui sont homosexuels, puis, parmi ces derniers, ceux qui, de surcroît, entendent vivre leur

judaïsme. D'autres prolongements nous ramènent plutôt aux cas de figure précédents, et donc nous rapprochent des points extrêmes de notre axe. D'une part, en effet, la production d'une identité collective peut se solder par la formation de sous-groupes qui s'efforceront de figer la culture jusque-là en gestation, et donc de la faire entrer dans une logique de reproduction. D'autre part, elle peut autoriser des individus à se dégager du groupe qui effectue le travail sur lui-même qu'implique l'invention collective de formes culturelles, et ces individus peuvent fort bien alors se rapprocher de la logique de la production individuelle de soi qui constitue, on l'a vu, une borne extrême de notre axe analytique.

D) Un deuxième point intermédiaire sur l'axe qui va de la reproduction à la créativité individuelle est suffisamment complexe et diversifié pour pouvoir être désigné par toute sorte de termes, tels que : métissage culturel, hybridité, mélange, créolisation. Il y a là, en effet, des logiques où il devient difficile de parler en termes d'identités collectives, mais où pourtant il est exclu de réduire le changement culturel à de purs processus individuels. La culture se transforme, dans ce cas, mais sans s'enfermer dans des cadres qui sont ceux d'identités structurées, avec leurs valeurs, leurs repères susceptibles d'avoir une certaine stabilité. On s'éloigne de logiques de reproduction, on entre dans des logiques de production mais contrairement au point précédent, celles-ci ne débouchent pas sur des formes clairement définies d'identités collectives, et bien davantage sur des processus de changement.

Le métissage cesse d'être conforme à son concept lorsque les acteurs qui le portent se figent dans la figure du métis, acceptent d'être reconnus comme formant un groupe aux attributs relativement délimités. Le métissage ne peut réellement exister que comme transformation et mélange constants. Dans ce qu'il présente de plus positif, l'inventivité, à la fois de soi-même et de la culture, par mélange, rencontres, chocs créatifs, le métissage culturel repose fondamentalement sur la subjectivité des acteurs, il est à la fois la condition et le résultat de la subjectivation des individus qui en procèdent – ce qui ne veut pas dire qu'il l'autorise toujours, ou qu'il en procède systématiquement. Le métissage culturel peut en effet être aussi source de grands drames psychologiques, de difficultés existentielles à se définir soi-même. Mais, pour compliquer l'analyse, on doit aussi reconnaître que c'est dans ce type de difficultés que peut se préparer le travail de transgression qui débouchera sur la créativité personnelle, et en tout cas que se mettra en place un processus éventuel de subjectivation.

Lu du point de vue du sujet et de la subjectivation, l'axe analytique qui vient d'être proposé fait apparaître nettement une progression : plus on va de la reproduction vers la production des identités collectives, puis vers le métissage et enfin vers des logiques purement personnelles, et plus le thème du sujet semble envahir la réalité, et s'imposer comme catégorie centrale de l'analyse.

LE PASSAGE AU POLITIQUE

Les débats relatifs aux différences culturelles ont été d'autant plus passionnés, tout au long des trente dernières années, qu'ils avaient des impli-

cations politiques à la fois immédiates, et d'une importance considérable. Or si nous suivons l'axe analytique qui vient d'être dessiné, nous voyons que chacun des points sur lesquels nous nous sommes arrêtés débouche sur des problèmes politiques qui lui sont propres. Il n'y a pas un prolongement politique unique, mais, là aussi, plusieurs cas de figure possibles. Cette hétérogénéité interdit de proposer une « one best way », un modèle politique unique, qui vaudrait aussi bien pour les logiques de reproduction que pour celles de reproduction, pour les phénomènes stables et délimités et pour ceux qui se révèlent mouvants et instables.

A) Dans certains cas, les acteurs qui relèvent d'une logique de reproduction entendent doter la culture qui est la leur d'une forme politique propre et autonome. Ils tendent alors, le cas échéant, à faire sécession d'un ensemble plus large où pour l'instant ils sont inscrits. Pour eux, la politique signifie la rupture. Il en est notamment ainsi lorsqu'un mouvement nationaliste mobilise des référents culturels anciens, des traditions, pour tenter de se doter d'un État indépendant. C'est pourquoi le multiculturalisme, comme dispositif institutionnel permettant au contraire l'intégration des différences dans un même ensemble étatique se révèle totalement inadapté face aux orientations prônant non pas la participation ou la reconnaissance politique d'une minorité, mais des degrés sans cesse croissants d'autonomie devant déboucher à terme sur une indépendance.

Dans d'autres cas, les acteurs qui entendent reproduire une culture à l'identique, tout en vivant au sein d'une société donnée, plus large, dont il n'est pas pour eux question de sortir, demanderont un traitement politique autorisant cette reproduction, et même la facilitant. Ils auront tendance, par conséquent, à demander des droits, ou des tolérances, qui leur permettent de maintenir un contrôle du groupe sur ses membres, d'éviter la dissolution, le mariage mixte par exemple, de maintenir haut dressé le mur entre le dedans et le dehors. Ils pourront d'autant plus aisément s'efforcer de faire vivre leur culture qu'elle ne pose aucun problème au reste de la société, qu'elle s'en sépare, y compris matériellement, en disposant de territoires autonomes, et que les droits politiques qu'ils revendiquent ou bien sont à usage interne exclusivement, ou bien ne font qu'accorder au groupe concerné une représentation qui est jugée légitime ou acceptable par le reste de la collectivité sociale et nationale considérée, par exemple au nom d'un pacte politique comme celui qui existe au Liban entre communautés religieuses.

B) Les acteurs qui relèvent d'identités collectives relativement bien délimitées et définies elles-mêmes inscrites dans des logiques de production attendent beaucoup d'un traitement politique. Celui-ci peut être demandé et désiré, mais aussi accordé, de deux façons distinctes au moins. Ou bien les acteurs souhaitent une large tolérance, qui leur permet de vivre leur culture dans une assez grande liberté, mais sans pour autant demander des droits spécifiques. Ou bien ils sont plutôt demandeurs d'une politique de reconnaissance, qui leur accorde des droits culturels. Ce qu'on appelle multiculturalisme est l'institutionnalisation de ce type de politique, et donc d'un principe de reconnaissance.

Chacune de ces deux orientations présente ses dangers ou ses limites. Dans le premier cas, les membres du groupe concerné risquent d'être fragilisés dans leur existence même. La tolérance, en effet, peut toujours être mise en cause par le pouvoir politique sans qu'il ait à s'en expliquer ou justifier, elle fait de ceux qui sont « tolérés » des citoyens de deuxième zone, et peut fort bien se réduire, obligeant la minorité concernée à vivre dans la hantise de la persécution, ou en tout cas disqualifiant sa culture au point de lui interdire toute visibilité dans l'espace public. Dans le deuxième cas, les acteurs qui relèvent d'une différence culturelle risquent l'opposé, la tendance à s'inscrire dans des processus de fermeture identitaire. Les droits acquis, en effet, peuvent devenir un encouragement à s'enfermer dans des dérivés qui les ramènent à des logiques de reproduction, et surtout, qui les exposent à la tentation du communautarisme. Deux grands dangers, symétriques, guettent donc les acteurs qui relèvent d'une logique de production collective de l'identité lorsqu'ils vivent dans une société relativement ouverte. Le premier est celui d'une disqualification, qui procède elle-même d'un universalisme jusque-là tolérant mais se raidissant pour leur refuser toute légitimité dans la sphère publique ; le second est celui d'une démocratie offrant des droits culturels se pervertissant en communautarisme.

Qu'il s'agisse de tolérance ou de reconnaissance, dans les deux cas, l'acteur, s'il doit rester dans des logiques de production, et donc dans des logiques conciliant l'appartenance collective et le choix personnel, c'est-à-dire la subjectivité individuelle des membres de l'identité concernée, a besoin d'une grande souplesse dans le fonctionnement du système politique. Il a besoin de démocratie, d'esprit démocratique, pour que son propre fonctionnement puisse être évalué sans être soumis à la tyrannie de la majorité, et pour pouvoir trouver et maintenir cet équilibre si fragile qui le fait vivre, de manière idéale, sur le fil du rasoir, entre les risques de dissolution, et ceux de la fermeture communautaire.

C) Le métissage culturel n'a rien à attendre d'une politique de reconnaissance collective, qui est le contraire de sa logique du changement et du mélange. La reconnaissance, en effet, les droits culturels ne peuvent que figer ce qui, pour rester métissage, doit pouvoir se transformer en permanence. Les acteurs du métissage culturel n'ont rien à gagner, autrement dit, à tenter en tant que tels de se hausser ou de se hisser au niveau politique – ils ne pourraient qu'y perdre leur âme. Pourtant, ils ont besoin, pour que la logique du métissage puisse jouer à fond, de conditions politiques favorables, d'une grande ouverture d'esprit dans la société d'ensemble, de possibilités de circulation intense, de communication. L'esprit démocratique est certainement une condition non seulement nécessaire mais aussi favorable au mélange des cultures et à l'inventivité. Mais il s'agit bien ici de permettre à chacun, comme individu, de se construire en mélangeant les apports culturels, et non pas de permettre à des groupes, quels qu'ils soient, d'exister en tant que tels. En même temps, si de tels groupes n'ont pas un minimum de possibilités d'existence, leur rencontre risque d'être difficile à envisager.

D) Enfin, faut-il le dire, le sujet personnel a besoin, en tant que tel, de conditions politiques pour pouvoir sinon se construire, en dehors de toute appar-

tenance identitaire, abstraction faite de toute culture, du moins s'exprimer, se transformer en acteur singulier de son existence, pour pouvoir maîtriser tant bien que mal son expérience.

Si l'on fait la synthèse de ces remarques, deux types de problèmes sont posés, qui appellent certainement des réponses distinctes. D'une part, lorsqu'elles ne sont pas tentées par la dissidence, les identités collectives, qu'elles soient dominées par des logiques de production ou par des logiques de reproduction, sont toujours susceptibles de revendiquer des droits culturels, et de chercher à bénéficier d'une représentation dans l'espace politique. La démocratie, ici, est susceptible d'être interpellée en tant qu'elle se doit d'être représentative. Et d'autre part, l'exercice de la subjectivité individuelle, a fortiori dans le métissage ou bien dans le pur individualisme, n'a aucune raison d'attendre quoi que ce soit d'une quelconque représentation démocratique : on voit mal, en effet, quelle identité, nécessairement collective, pourrait ici tenter de se faire représenter. L'enjeu est-il alors à formuler en terme de démocratie participative ? En partie seulement, et dans la mesure où les acteurs veulent participer à la définition et à la mise en place des conditions leur permettant de déployer des logiques d'action, ou de s'affirmer dans leur subjectivité. Mais au-delà, les acteurs peuvent surtout souhaiter que ces conditions existent, sans avoir eux-mêmes à fonctionner à un quelconque niveau politique. Le métissage et l'individualisme poussent ainsi à se tenir à distance du politique, du moins s'il s'agit des valeurs et de la culture.

* * *

On voit peut-être mieux maintenant certaines des impasses des débats des années 1980 et 1990. Non seulement ils ont minimisé les difficultés qu'il y a à penser la question culturelle sans s'enfermer dans le strict cadre de l'Etat-nation, mais aussi, ils ont trop souvent résisté à penser, si l'on peut dire, les différences au sein des différences. Ils ont en effet, pour l'essentiel, été tentés de tout synthétiser, et peut-être même de tout amalgamer dans une seule et unique problématique, comme si les défis lancés par le nationalisme indépendantiste, les demandes formulées par des communautés stables, les attentes de groupes au contraire dominés par des transformations considérables, celles de personnes prises dans des logiques de mélange et de rencontre, celles, enfin, des individus soucieux d'être sujets de leur trajectoire et maîtres de leur expérience culturelle, comme si tout ceci, donc, dessinait un ensemble faiblement différencié. En fait, il faut non seulement admettre qu'il y a des enjeux et des problèmes distincts, mais, en plus, reconnaître qu'en pratique, souvent, ils se chevauchent et se mêlent pour ne jamais correspondre à des types qui seraient sociologiquement purs. Et pour compliquer encore un peu plus la perspective, ne faut-il pas rappeler qu'un groupe ou une personne sont toujours susceptibles de variations, voire de modifications sensibles de leurs orientations ? Le débat n'a rien à gagner à tout confondre, ou à emprunter à ce qui relève d'un type de problème les catégories permettant d'en aborder d'autres types. C'est pourquoi, tout en pouvant évidemment apporter un éclairage utile, la philosophie politique ne saurait jamais se substituer à la connaissance concrète des situations réelles, historiques.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Le débat sur les identités culturelles peut être considéré de trois manières principales. La première consiste à examiner sociologiquement la poussée nouvelle, ou renouvelée, des identités culturelles, demandant à être reconnues dans l'espace public, c'est-à-dire l'ère de nouveaux mouvements sociaux (féministes, écologistes, régionalistes, etc.). Une deuxième entrée dans ces débats consiste à considérer plutôt la façon dont la philosophie politique se charge de ces questions et en fait un de ses thèmes majeurs. Enfin, une troisième entrée possible consiste à examiner les propositions de traitement institutionnel qui ont vu le jour, dès les années 1960, face à la poussée de différences culturelles au sein de certains pays, le mot multiculturalisme s'imposant, souvent de manière imprécise, bien qu'il se réfère de fait aux politiques qui prennent en charge les identités collectives pour leur apporter des droits culturels, et donc une certaine reconnaissance, éventuellement associée à des mesures sociales. Cet article examine ces trois approches et propose une analyse de ce que sont, aujourd'hui, les identités culturelles.

El debate sobre las identidades culturales puede ser considerado por tres modos principales. El primer consiste en el examen sociológicamente el nuevo empuje, o identidades renovadas, culturales, petición de ser reconocido en el espacio público, que es la era de nuevos movimientos sociales (feministas, ecologistas, regionalistas, etc.). La segunda entrada a estos debates consiste en la consideración más bien el modo que la filosofía política tiene cuidado de estas preguntas y de hecho

uno de sus temas principales. Finalmente, la tercera entrada posible consiste en el examen de las propuestas de tratamiento institucional que fue nacido, a partir de los años 1960, delante del empuje de diferencias culturales dentro de ciertos países, la palabra multiculturalismo ser el imperativo sí mismo, a menudo de un modo indistinto, aunque esto se refiera en realidad a la política que tiene cuidado de las identidades colectivas para traerles derechos culturales, y el así cierto reconocimiento, posiblemente asociado a medidas sociales. Este artículo examina estos tres enfoques y propone un análisis de que es, hoy, las identidades culturales.

The debate on the cultural identities can be considered by three main manners. The first one consists in examining sociologically the new push, or renewed, cultural identities, asking to be recognized in the public space, that is the era of new social movements (feminists, ecologists, regionalists, etc.). The second entrance to these debates consists in considering rather the way the political philosophy takes care of these questions and in fact one of its major subjects. Finally, the third possible entrance consists in examining the propositions of institutional treatment which were born, from the 1960s, in front of the push of cultural differences within certain countries, the word multiculturalism being imperative itself, often in a indistinct way, although it refers actually to the policies which take care of the collective identities to bring them cultural rights, and thus certain recognition, possibly associated to social measures. This article examines these three approaches and proposes an analysis of what are, today, the cultural identities.

Mots-clés : mouvements sociaux, multiculturalisme, identités collectives, droits culturels, migrations internationales.

Palabras claves : movimientos sociales, multiculturalismo, identidades colectivas, derechos culturales, migraciones internacionales.

Keywords : social movements, multiculturalism, collective identities, cultural rights, international migrations.



ZONE INTERDITE. À L'ENTRÉE D'UNE RÉSERVE INDIGÈNE (ÉTAT DE SÃO PAULO), UN PANNEAU SIGNALE QUE L'ACCÈS EST INTERDIT AUX PERSONNES ÉTRANGÈRES (CLICHÉ : ALAIN MUSSET).

DES TERRITOIRES MULTICULTURELS ?

CHRISTIAN GROS*

EN CE DÉBUT DE SIECLE, ON N'A JAMAIS AUTANT PARLÉ DE FRONTIÈRES, de migrations, de diasporas ou de réseaux. Ce que peut signifier passer une frontière, une frontière qui à la fois réunit et sépare (deux pays, deux régions, parfois deux continents). On évoque aussi la formation de néocommunautés à l'étranger rassemblant les migrants d'une même origine, diasporas venant d'un même village ou région. Néo-communautés qui sont aussi des communautés transnationales, « déterritorialisées » mais articulées avec les communautés d'origines par diverses sortes de flux, d'échanges, de transactions (Appadurai, 1996, 2001).

Je voudrais, ici, mettre l'accent sur un phénomène qui peut surprendre car il paraît tourner le dos à ce que nous venons d'évoquer. Il s'agit de la création ou confirmation, à la fin du xx^e siècle, de frontières internes qui viennent délimiter des territoires que l'on peut qualifier d'« ethniques » et qui, sur eux, assignent de fait à résidence un ensemble de personnes supposées participer d'une même culture. Une culture pensée et voulue comme différente de celle de l'autre, proche voisin ou plus lointain et de la culture nationale, hégémonique. C'est un phénomène assez surprenant, car il intervient dans une époque où le processus de globalisation semble vouloir mettre à bas les murailles les plus hautes, érigées par les États, pour ouvrir les coins les plus reculés du territoire national aux vents du large, faisant en sorte que rien n'échappe aux nécessités de la reproduction élargie du capital à la circulation des hommes, des idées des produits. C'est un phénomène surprenant aussi parce que cette territorialisation d'une population considérée comme indigène est en partie l'œuvre de l'État lui-même et paraît reproduire, en un lointain écho, une politique de séparation des castes et de réduction (*reducciones*) indigène mis en place par la couronne espagnole à l'époque coloniale, une couronne qui se voulait alors protectrice des Indiens en échange de leur loyauté (et du paiement d'un tribut). Comment une telle politique de tutelle pourrait-elle se reproduire aujourd'hui, alors que l'on n'a jamais autant parlé de métissage culturel et d'hybridation (Garcia

* Sociologue, IHEAL-CREDAL, Université de Paris III.

Canclini, 1990 ; Clifford, 1999) et alors même que les populations indigènes paraissent à leur tour entrer de plain-pied dans la postmodernité ? Elles n'ont jamais autant voyagé, quittant leurs terroirs d'origine, abandonnant (au moins provisoirement) leurs *pueblos de indios* et leurs champs pour s'installer en ville, passer la frontière, s'expatrier.

Pourquoi, dès lors, vouloir la « territorialiser » à nouveau et, nous le verrons, étendre éventuellement ce programme à d'autres populations saisies par leur origine africaine. Des populations qui partagent une histoire bien différente – elles sont le fruit d'un déracinement radical – et qui n'ont jamais eu, depuis lors, une territorialité reconnue, aucune frontière venant les enclore et les séparer physiquement de leurs voisins ?

Je tenterai de répondre à cette question en insistant, ici, sur le rôle de l'État. Un État aujourd'hui « néolibéral » qui, dans ses prérogatives, reste le seul à pouvoir démarquer des territoires ethniques et à reconnaître alors, sur son sol, la présence d'une population culturellement différenciée. Un État qui, quand il s'engage dans une telle politique (ce n'est pas toujours le cas), favorise alors un processus de communalisation ethnique de ses populations paysannes (je traite ici essentiellement du monde des campagnes) et légitime les demandes de nouveaux acteurs ethniques. Je mettrai l'accent sur le rôle de l'État alors qu'il n'est pas le seul en cette affaire. Interviennent aussi, et dans le même sens, des acteurs locaux, des organisations indigènes avec leurs dirigeants, leurs experts et leurs militants, et aussi des ONG de divers types et des institutions transnationales. Mais, si l'État n'est pas le seul concerné et se trouve même parfois réticent à s'engager, il me semble qu'il a, en cette affaire, une responsabilité particulière. N'est-ce pas à lui qu'il revient, en fin de compte, de dessiner avec l'aide de ses experts les contours de ces nouvelles frontières internes, les inscrivant sur le terrain et dans l'imaginaire, ratifiant de ce fait la présence de groupes se réclamant d'une origine commune, se voulant donc enracinés, « autonomes » et séparés ?

Je commencerai par des exemples, prenant pour cela les cas de la Colombie, du Brésil de l'Équateur et de la Bolivie. Je me demanderai ensuite pourquoi, dans ces pays et dans cette époque d'accélération du processus de globalisation, la puissance publique s'engage dans une telle direction. Je tenterai, enfin, d'identifier quelques-unes des conséquences d'une telle politique, me demandant, notamment, dans quelle mesure l'établissement de frontières intérieures est compatible avec l'idée de nations pluri-culturelles ?

COLOMBIE, BRÉSIL, ÉQUATEUR, BOLIVIE : DE LA RÉFORME AGRAIRE À LA RECONNAISSANCE DE TERRITOIRES POUR LES COMMUNAUTÉS NOIRES ET INDIGÈNES

Suivons le chemin qui, en l'espace de vingt ans, fait passer la Colombie d'une politique de réforme agraire et de colonisation à une politique de reconnaissance de territoires collectifs pour les communautés noires habitant le Pacifique colombien. Quand, au début des années 1970, le mou-

vement indigène (Gros, 2002 ; Laurent, 2001) prend son essor dans la partie andine du pays – il réclame la restitution des terres usurpées aux *resguardos*¹ depuis la fin du siècle précédent – le pays vit encore dans la lancée d'une réforme agraire adoptée 10 ans plus tôt. Une réforme à la colombienne qui, bien timidement, promet une distribution des terres en provenance des grands domaines, préconise la dissolution des *resguardos* indigènes encore existants pour en répartir la terre à leurs habitants et favorise la poursuite d'un mouvement de colonisation dans les régions périphériques censées être libres de tout occupant. Le mouvement indien est alors assimilé à une variante du puissant mouvement paysan qui, sous les bannières de l'ANUC², envahit les terres des grands domaines, terres qui auraient dû faire l'objet d'une expropriation dans le cadre de la réforme promise. Et comme l'époque est à un raidissement devant cette poussée paysanne, l'État colombien va s'opposer frontalement à cette variante indigène jugée subversive et tentera par tous les moyens de freiner les récupérations. Et quand il devra céder face à un mouvement indigène déterminé qui peut se prévaloir d'une loi ancienne (loi 89 de 1890) interdisant la cession des terres des *resguardos* (et qui rend donc sans fondement juridique les titres détenus par les *haciendas* qui les empiètent), il le fera en tentant d'imposer (sans succès) le modèle « paysan » de la propriété individuelle ou de la coopérative. Pas de place en cette époque pour une politique volontariste de reconnaissance territoriale pour les communautés indigènes.

Mais dans les années 1980, l'État colombien change son fusil d'épaule. Il s'engage alors dans un vaste programme de titularisation de terres collectives pour des communautés indiennes vivant essentiellement dans les basses terres du pays (Amazonie, Orénoque, Pacifique, Guajira, etc.), régions peu peuplées et ouvertes jusque-là à la colonisation. Ici les populations indigènes sont bien différentes de celles qui vivent dans le Cauca ou autres régions des Andes. Vivant dans les marges du pays, on ne peut les considérer comme paysannes. Elles n'ont jamais été organisées sous la forme du *resguardo* ou du « pueblo de indios » à l'époque de la couronne espagnole. Pour elles, la figure juridique du *resguardo* qui va être réactualisée et projetée par l'État sur leurs espaces est une nouveauté radicale. Or, son introduction ne signifie pas seulement pour elles la reconnaissance d'un « territoire » indigène inaliénable. Il établit sur ce dernier l'existence d'une communauté politique dotée d'une autorité indigène ayant des pouvoirs administratifs reconnus et désignée localement suivant les us et coutumes (en fait le modèle du *cabildo* élu annuellement est souvent plaqué sur les réalités locales). L'affaire n'est pas mince : les superficies concernées se comptent par millions d'hectares. De fait, dans ces régions où l'État était jusque-là pratiquement absent, le *resguardo* devient un élément important d'une nouvelle organisation politico-administrative sur laquelle l'État doit pouvoir compter. Notons, que cette reconnaissance territoriale intervient alors que la puissance publique s'engage parallèlement dans une politique de décentralisation qui introduit l'élection des maires et un transfert de compétences et de ressources en direction des municipes.

En 1991, le pays qui a déjà signé la convention 169 de l'OIT est un des premiers de la région à adopter une nouvelle constitution qui définit la nation comme étant pluriethnique et multiculturelle. La constitution recon-

naît un ensemble de droits collectifs pour les populations indigènes dont celui de disposer d'un territoire.

Constitution politique de la Colombie

Article 330 : « En conformité avec la Constitution et les lois, les territoires indigènes seront gouvernés par des conseils conformés et réglementés selon les us et coutumes de leurs communautés et qui exerceront les fonctions suivantes :

1. Veiller à l'application des normes légales sur l'usage du sol et le peuplement de leurs territoires.
2. Dessiner les politiques, les plans et les programmes de développement économique et social dans leurs territoires en harmonie avec le plan national de développement.
3. Promouvoir les investissements publics dans leurs territoires et veiller à leur application.
4. Percevoir et distribuer des ressources.
5. Veiller à la préservation des ressources naturelles.
6. Coordonner les programmes et projets promus par les différentes communautés au sein de son territoire.
7. Collaborer au maintien de l'ordre public au sein de leurs territoires en accord avec les instructions et dispositions du gouvernement national.
8. Représenter leurs territoires devant le gouvernement national et devant les différentes entités auxquelles elles feraient parties.
9. Et celles qui leur désignent la constitution et la loi.

Paragraphe :

L'exploitation des ressources naturelles dans les territoires indigènes se fera sans porter atteinte à l'intégrité culturelle, sociale et économique des communautés indigènes. Dans les décisions qui s'adopteront dans cette exploitation, le gouvernement provoquera la participation des représentants des communautés concernées ».

Elle consolide ainsi l'existence des *resguardos*. Ces derniers, anciens ou nouveaux, couvrent alors 25 millions d'hectares, soit près d'un quart de la superficie nationale. Désormais, la carte du pays est constellée de territoires indigènes (tableau n° 1). Dans sa lancée, la constitution prévoit au sein de son projet général de réorganisation territoriale, la création d'« entités territoriales indigènes » (ETIs), sorte de municipes indigènes pouvant englober plusieurs *resguardos* et des territoires attenants. Ces ETIs devraient disposer d'une autonomie renforcée. Et, en conformité avec son modèle décentralisateur, la constitution prévoit aussi un transfert de ressources publiques en direction des territoires indigènes (Eti ou *resguardos*) qui pourront les investir en toute autonomie (ce qui constitue une autre nouveauté radicale par rapport à ce qui était à l'époque coloniale une des raisons d'être du *resguardo* : à savoir payer un tribu). L'État, par ailleurs, s'engage à « nettoyer » (*sanear*) les territoires indigènes en assurant l'indemnisation et le départ des colons qui s'y trouveraient installés contre la volonté des

comuneros indigènes et de leurs autorités. Aujourd'hui, si la loi venant réguler l'existence des ETIs se fait toujours attendre, la très grande majorité de la population indigène vit au sein de frontières nouvelles établies ou confirmées par l'État. Des frontières qui définissent un dedans (la « communauté » avec l'espace qui légalement lui appartient et qu'elle doit administrer) et un dehors : là où sont les autres, tous les autres.

TABLEAU N° 1 : LES TERRITOIRES INDIGÈNES EN COLOMBIE

Catégorie	Superficie	Population
<i>Resguardo</i> d'origine coloniale	476 734 ha	214 664 habitants
<i>Resguardo</i> nouveaux	27 144 563 ha	268 694 habitants
Communautés civiles	82 372 ha	42 250 habitants
Autres	–	80 000 habitants

Source : DNP – 1995.

Mais la constitution de 1991 innove plus radicalement encore quand elle propose d'organiser et de « territorialiser » les populations noires vivant sur la côte Pacifique du pays³. Il faut savoir que si la population indigène représente, à tout prendre, moins de 2 % de la population du pays (700 000 personnes environ), il en va différemment des populations noires dont on estime qu'elles sont de dix à douze fois plus nombreuses⁴. Sous l'influence des deux représentants indigènes élus à la constituante et qui se feront les avocats des populations vivant sur la côte Pacifique, une nouvelle législation va se mettre en place à leur sujet (loi 70 de 1993) (Wade, 1994, 1999 ; Escobar, 1996 ; Agudelo, 2002 ; Hoffman, 1999). Mais, il ne s'agit point, ici, de dépoussiérer et de moderniser un modèle d'organisation de type colonial, ni même de sortir de l'oubli une législation de l'époque républicaine comme ce fut le cas quand le pays se lance dans la création de neo-resguardos pour les populations indigènes des basses terres. Depuis la fin de l'esclavage, au XIX^e siècle, la population noire n'a plus d'existence juridique en tant que telle et est devenue « invisible » aux yeux du législateur. Il s'agit donc de créer de toutes pièces, en s'inspirant du modèle indigène, une nouvelle catégorie sociale relevable et redevable d'une législation spécifique lui reconnaissant des droits collectifs. La population noire du pacifique Colombien (la législation qui va se mettre en place ne traite pas de celle qui pourrait vivre dans d'autres régions du pays, sur la côte Atlantique en particulier) sera « ethnicisée », « territorialisée » et nouvellement organisée. « Ethnicisée », car on lui attribue une identité culturelle particulière attachée à son caractère d'afro-descendante (elle a ainsi droit à une forme particulière d'éducation interculturelle) ; « territorialisée », car l'État lui reconnaît des droits collectifs sur les terres qu'elle habite « ancestralement » ; et nouvellement organisée, car la reconnaissance de ses droits collectifs suppose à la base qu'elle adopte la figure juridique de « communauté noire », une forme spécialement créée pour elle.

La place manque pour rendre compte des multiples effets de cette véritable « invention ». Disons cependant que, vue depuis l'État, la logique qui sous-tend cette politique n'est guère à nos yeux différente de celle qui

explique la création de *neo-resguardos* pour les populations indiennes des basses terres (à commencer par les communautés Embera et Waunaan vivant dans le Pacifique). Remarquons aussi que cette « ethnicisation » des populations noires et leur territorialisation subséquente à aussi un caractère « performatif ». Elle induit une nouvelle réalité sociale se construisant à l'abri de territoires et de frontières qui jusque-là n'avaient jamais existé comme tels. Frontières durcissant les séparations existantes entre populations noires et populations indiennes, frontières séparant ces deux groupes de ceux qui ne relèvent pas de cette ethnicité organisée par la loi et ne disposent donc, ni d'institutions « communautaires » assurant leur « autonomie », ni de territoires spécifiques. Odile Hoffman remarque à ce propos que cette mise en forme communautaire qui se plie aux exigences du modèle proposé par l'État (et qui est largement adoptée et reproduite par les militants) se construit sur un « triple oubli ». Le premier concerne celui des relations que l'on qualifierait aujourd'hui d'« interethniques », existant jusque-là entre Blancs, Indiens et Noirs ; le deuxième concerne les « solutions territoriales alternatives, inventées ou imposées, mais qui représentent de fait, des pratiques distinctes de celles prônées par les normes législatives et le discours militant sur le territoire » ; le troisième concerne « la négation des adscriptions identitaires multiples et simultanées et l'imposition d'un profil identitaire unique » (Hoffman, 2002:70-71). Nous reviendrons sur ce phénomène et ses conséquences. Précisons cependant que la population « cible », celle qui dans le cadre de la loi peut se prévaloir de son origine africaine est dans cette région autrement nombreuse que la population indienne autochtone et ajoutons que les territoires qui sont reconnus aux « communautés noires » couvrent d'ores et déjà plus d'un million d'hectares, hectares qui s'ajoutent à ceux déjà établis, dans le même espace, sous la forme du *resguardo* indigène.

Prenons maintenant le cas du Brésil qui connaît aussi une population indienne éparpillée au sein de vastes espaces et une importante population noire, la plus nombreuse de la région. Dans les années 1970, en pleine période de dictature militaire, le Brésil, après avoir mis en place un statut de l'Indien qui confirme la tutelle exercée par l'État sur ses populations natives (on les appelle « sylvicoles »), se lance dans une politique nouvelle de démarcations des terres indigènes (Albert, 1997). Le propos est moins, semble-t-il, de reconnaître des droits territoriaux, que de « pacifier » la région et d'ouvrir à la colonisation les espaces considérés comme libres de toute occupation indigène : l'époque est à l'épopée de la Transamazonienne qui doit permettre une grande marche vers le nord et l'ouest du pays. Quoi qu'il en soit, le gouvernement avec l'aide de la FUNAI⁵ et de ses experts et sous la pression d'ONG indigénistes (l'Église catholique jouera un rôle important dans cette affaire) va créer des réserves indiennes séparant ainsi les terres qui sont « données » aux populations indiennes, de celles qui pourront être occupées par des nouveaux venus, petits colons, grands propriétaires, entreprises minières et forestières. En 1988, une nouvelle constitution va, dans un contexte de démocratisation, ratifier le travail mené par le régime autoritaire en matière de réserves et elle va plus loin (Carneiro da Cunha, 1990 ; Gaiger, 1988 ; Oliveira, 1995). Elle met fin au tutorat, reconnaît le caractère pluriculturel de la nation et le droit « originaire » aux terres traditionnellement occupées pour les populations indiennes⁶. Aujourd'hui ce travail est très avancé et les

territoires délimités couvrent près de 110 millions d'hectares (plus de deux fois la superficie de la France). Le Brésil sera aussi un des premiers pays de la région à signer la Convention 169 de l'OIT qui fait de la reconnaissance d'une territorialité indigène un de ses principes essentiels⁷.

Mais la tenue de la constituante brésilienne coïncide aussi avec le premier centenaire de la fin de l'esclavage au Brésil (1888) et, dans un acte qui se veut symbolique, elle adoptera un principe⁸ venant reconnaître aux populations noires descendantes d'anciens *quilombos* (communautés de Noirs ayant fui l'esclavage) la propriété collective des terres qu'ils occuperaient depuis lors. On pense alors que seule une poignée de communautés pourraient se prévaloir d'une telle descendance. Se produit alors l'inattendu. Mettant à profit cette offre politique, une population de plus en plus nombreuse va, avec l'aide d'experts et de militants qui diffusent la bonne nouvelle et aideront aux recherches nécessaires permettant de valider leurs demandes, s'identifier comme descendante d'anciens *quilombos* ! (Veran, 1999, 2002 ; Lima, 1994). L'enjeu est de taille car, dans un pays où les titres de propriétés sont une rareté parmi les populations pauvres des campagnes qui vivent bien souvent comme *posseiros* (possesseurs précaires de la terre qu'ils travaillent), se définir descendants d'esclaves fugitifs (ayant donc lutté contre l'esclavage), peut permettre, non seulement de se reconstruire une histoire positive, mais de s'assurer d'une parcelle de terre contre la voracité des nantis. Une population jusque-là abandonnée, oubliée, dont l'origine et l'identité étaient bien incertaines, (elle était souvent considérée comme étant faite de *caboclos*, Métis de Noirs et d'Indiens) va donc se lancer dans un travail de mémoire pour démontrer une origine africaine et une histoire légitimant ses nouvelles demandes. Des néocommunautés Noires disposant de titres collectifs pour leurs terres vont alors surgir dans un pays qui se voulait un exemple réussi de synthèse raciale (*miscegenação*) (Guimarães, 2002). Avec les premiers succès dans l'obtention de terres, les demandes ne cesseront de croître, au point qu'on estime aujourd'hui entre 500 et 700 le nombre de communautés qui réclament déjà leur reconnaissance comme descendantes de Noirs fugitifs⁹. Au Brésil, comme en Colombie, l'État et la loi contribuent donc, à côté des militants de la cause indienne et afro américaine, à instituer un nouveau découpage du social. Et les territoires reconnus dans la foulée deviennent un support essentiel sur lequel vont se construire, à l'abri de leurs frontières, de nouveaux récits identitaires, un nouvel imaginaire.

En Équateur, les populations indiennes sont bien plus nombreuses, mais n'ont plus d'existence juridique depuis les grandes réformes libérales du XIX^e siècle. Point d'« Indiens » pour l'État, ni de *resguardos* et autres territoires communautaires, mais, dans les Andes, des *campesinos* vivants libres ou asservis au sein de la *comuna*¹⁰ et de l'*hacienda* et, dans la région amazonienne, zone de colonisation, une situation guère différente à celle que l'on peut trouver à la même époque en Colombie ou au Brésil voisins. Il faut attendre la réforme constitutionnelle de 1996 et surtout celle de 1998 pour qu'un ensemble de droits collectifs culturels soit reconnu aux populations indigènes vivant dans le pays.

Équateur, Constitution de 1998

Article 84: « l'État reconnaîtra et garantira aux peuples indigènes :

1. (...) Maintenir, développer et fortifier leur identité et traditions dans les domaines spirituels, culturels, linguistiques, sociaux, politiques et économiques ;
2. Conserver la propriété imprescriptible des terres communautaires qui seront inaliénables ... ;
3. Maintenir la possession ancestrale des terres communautaires et obtenir leur adjudication gratuite conformément à la loi ;
4. Participer à l'usage, l'usufruit, l'administration et la conservation des ressources naturelles renouvelables qui se trouvent sur leurs terres ;
5. Être consultés sur les plans et programmes de prospection et exploitation des ressources non renouvelables ... ;
8. À ne pas être déplacés comme peuple de leurs terres ».

Cette reconnaissance tardive du caractère multiethnique et pluriculturel du pays se fera sous la pression d'un puissant mouvement indigène qui, après une longue période de maturation, fait irruption sur la scène publique avec le soulèvement indigène (*levantamiento*) de 1990, un soulèvement qui sera suivi par bien d'autres jusqu'au dernier en date en 2001. Le pays s'engage alors dans une politique de reconnaissance des terres occupées par les peuples indigènes vivant dans l'Orient amazonien. Ces derniers, jusque-là, ne pouvaient espérer une reconnaissance territoriale qu'aux travers des dispositions prévues par la réforme agraire ce qui équivalait pour eux à se faire reconnaître comme colons sur leurs propres terres¹¹. Aujourd'hui la superficie des territoires reconnus aux principaux groupes indigènes d'Amazonie est la suivante (tableau n° 2) :

TABEAU N° 2 : SUPERFICIE DES TERRITOIRES INDIGÈNES RECONNUS DANS L'ORIENTE ÉQUATORIEN

Nom	Superficie
Quichua (Pastaza)	1 115 000 ha
Quichua (Napo)	440 000 ha
Shuar et Ashuar	757 000 ha
Huaorani	717 870 ha
Siona-Secoya	40 391 ha
Cofanes	15 830 ha
Total	3 100 090 ha

L'Équateur s'engage aussi dans sa Constitution de 1998, qui s'inspire d'un modèle décentralisé et participatif, à mettre en place des circonscrip-

tions territoriales indigènes (CTIs) « autonomes » dont les contours exacts sont encore l'objet de discussions. La création de CTIs devrait être la traduction sur le plan de l'organisation territoriale de la présence en Équateur (dans la montagne, comme dans les basses terres) de communautés culturelles appelées « peuples » et « nationalités » indigènes¹² ayant désormais pignon sur rue. Ainsi, ce pays fortement centralisé et qui, contrairement à la Colombie, n'avait pas maintenu une tradition de *fueros* pour ses populations indiennes, se trouve aujourd'hui dans une situation nouvelle bouleversant sa conception comme nation unitaire. À noter que l'Équateur s'engage aussi parallèlement dans une reconnaissance des droits culturels pour les populations « noires ou afro équatoriennes »¹³. Signalons enfin et brièvement le cas de la Bolivie qui à la même époque réforme sa constitution et adopte une loi importante venant reconnaître des Territoires communautaires d'origine (TCO) dont la mise en place s'étendra des basses terres jusqu'aux hauts plateaux andins¹⁴.

Bolivie, article 171 de la Constitution de 1995

« 1. Sont reconnus, respectés et protégés dans le cadre de la loi, les droits sociaux, économiques et culturels des peuples indigènes qui habitent sur le territoire national, en particulier ceux relatifs à leurs terres communautaires d'origine, en garantissant l'usage et la mise à profit soutenable des ressources naturelles, leur identité, valeurs, langues coutumes et institutions.

2. L'État reconnaît la personnalité juridique des communautés indigènes et paysannes .../...

3. Les autorités naturelles des communautés indigènes et paysannes pourront exercer des fonctions d'administration et d'application des normes qui leur sont propres comme solution alternative aux conflits en conformité avec leurs coutumes et procédés, chaque fois qu'ils ne seront pas contraires à cette Constitution et aux lois. La loi assurera la compatibilité de ces fonctions avec les attributions des pouvoirs de l'État ».

Ici aussi, l'État, mobilisant ses anthropologues, avocats et autres experts, est désormais sommé de vérifier l'autochtonie et l'ancestralité de ses populations paysannes et autres peuples « originaires » vivant sur son sol et de délimiter les espaces territoriaux qu'ils peuvent revendiquer en avançant leur identité culturelle.

Arrêtons ici les exemples, alors qu'il aurait fallu insister sur l'impact, parfois considérable, que peut avoir, sur le renforcement de ces frontières intérieures, la mise en œuvre de programmes d'éducatons bilingues et interculturelles transmettant un nouveau discours liant culture, identité, langue et territoire (Landaburu, 2000 ; Rival, 1992), et alors que l'on aurait dû relever aussi ce que peut signifier la reconnaissance des systèmes normatifs et politiques indigènes pouvant désormais s'exercer légitimement en leur sein. Et posons-nous la question : pourquoi dans ces différents pays, l'État s'engage-t-il dans une telle politique ? Pourquoi, en Amérique latine, tourne-t-il le dos à ce qui avait été un grand projet, somme toute assez réussi, d'intégration « national-populiste » ? Pourquoi, après avoir transformé ses Indiens en paysans et avoir rendu « invisible » sa population noire, vient-il

« ethniciser » ses populations rurales ? Pourquoi, passe-t-il, d'une politique de réforme agraire où il y avait des terres à distribuer aux paysans, à une autre où il n'y a plus de terres à répartir, mais des territoires à reconnaître ?

L'ÉTAT ET SES RAISONS

Un nouvel indigénisme public commence dans les années 1980 et se fait plus visible avec les changements constitutionnels qui interviennent partout la décennie suivante. L'Amérique latine entre alors de plain-pied dans une conjoncture nouvelle venant transformer ses relations avec le « système monde ». Nouvelle situation qui entraîne au sein de chaque pays une réorganisation profonde des relations entre l'État et la société.

Pour faire vite, disons que cette conjoncture est le fait de la rencontre de trois phénomènes : un processus de transition démocratique venant rompre avec l'autoritarisme ambiant, un processus de globalisation qui oblige la région à s'ouvrir à la concurrence et à réorganiser son économie, un modèle néolibéral imposé de l'extérieur et qui déstabilise le soubassement corporatiste de l'État interventionniste (Gros, 1997 ; 2001). Or, la situation des classes inférieures, des populations rurales en particulier, ne cessera de se dégrader durant cette époque. La pauvreté augmente et surtout les écarts se creusent entre les « in », qui peuvent mettre à profit l'ouverture pour tenter leur chance sur le marché, et les « out » qui ne disposent pas du même « capital » et risquent d'être définitivement marginalisés. Paysans pauvres, Indiens et Noirs ne peuvent guère espérer être dans le camp des gagnants. Leur situation s'aggrave, semble-t-il irrémédiablement. À la même époque, on observe aussi, et ce n'est pas un hasard, une pression croissante exercée sur les ressources naturelles, renouvelables et non renouvelables (eau, bois, faune et flore, richesses minières, etc.). Or, parmi les populations rurales, celles qui peuvent être identifiées ou se revendiquer comme Indiennes ou afrodescendantes vivent bien souvent dans des régions particulièrement importantes et fragiles du point de vue plus de ces ressources. Elles seront donc en première ligne et particulièrement exposées.

Que doit faire l'État vis-à-vis des plus démunis, que peut-il faire pour protéger et mettre en valeur ses ressources naturelles ? On peut identifier trois raisons importantes et d'ordre très général qui vont conduire l'État à dessiner une politique nouvelle se traduisant par la réhabilitation de la communauté indigène (ou noire) et la création de territoires « ethniques ».

Tout d'abord l'État « néolibéral » intervenant dans un contexte de transition démocratique doit impérativement maintenir sa légitimité et assurer les conditions d'une nouvelle gouvernance. Le modèle corporatiste et autoritaire est partout en crise. L'État est sommé de restreindre ses dépenses. Il lui faut inventer (avec l'aide de la Banque mondiale, du FMI et d'autres instances internationales) un nouveau modèle de régulation. Il devra non seulement être « démocratique », mais décentralisé et participatif, attentif à promouvoir le capital culturel et social d'une population vulnérable qui risque de sombrer inexorablement dans la pauvreté, la marginalisation. Or, qui est plus vulnérable que cette population rurale faite de *campesinos* vivant dans des communautés exsangues et désormais soumises à la dure

loi du marché, ou celle qui, située dans les marges du pays, se trouve brutalement touchée par la colonisation ? La reconnaissance d'une communauté indigène (ou noire) porteuse d'une identité culturelle particulière méritant désormais d'être défendue et donnant droit à un territoire et à une certaine « autonomie » peut être entendue comme une nécessité du moment. Elle se présente à la fois comme une réponse aux demandes des nouvelles organisations indigènes construisant et politisant une identité ethnique et comme le volet pluriculturel d'une politique de décentralisation participative et d'*empowerment* qui affirme qu'il faut désormais tenir compte des réalités sociales « à la base » pour être pleinement démocratique et véritablement efficace. On a pu évoquer à ce propos le modèle du gouvernement indirect. Un modèle qui propose à l'État de transférer une partie de ses compétences et responsabilités en direction de populations natives, populations auxquelles on reconnaît des autorités coutumières exerçant dans certains domaines leur emprise territoriale.

La deuxième explication nous renvoie à un fait qui peut paraître insolite à un Européen habitué à un monde cadastré ayant depuis longtemps pris la mesure de lui-même : en Amérique latine, en cette fin du *xx^e* siècle, des régions entières restent apparemment sans maître, ouvertes à la colonisation, échappant bien souvent au contrôle de l'État et de son administration. Dans ces régions de frontières internes (et qui coïncident souvent avec les frontières politiques du pays), il n'y a pas de cadastre précis, ni d'autorité bien affirmée, ce qui multiplie les possibilités de conflits pour le contrôle de l'espace, des populations, des richesses. L'État moderne, administrateur, planificateur, wéberien en quelque sorte, se doit d'y faire son entrée tôt ou tard, d'y affirmer son autorité, d'y organiser les populations, de définir ce qui appartient aux uns et aux autres, etc. À la fin du *xx^e* siècle, quand il n'est plus question d'exterminer les populations indigènes, ni de leur proposer la seule voie de l'assimilation, cette mise en ordre pourra se faire en délimitant des territoires collectifs pour les communautés indiennes (ou noires), en créant aussi des zones protégées, sanctuaires naturels sensés être vides d'habitants, et en ouvrant le reste (c'est la plus grosse part du gâteau) au marché, à la colonisation privée, aux grands investisseurs (entreprises minières, forestières, etc.).

La troisième raison est dans le prolongement de la précédente. On a compris que ces espaces périphériques qu'il convient de réguler étaient pour la plupart situés dans des régions faites de savanes et surtout de forêts tropicales. Ce sont, on le découvre bien tardivement, des régions stratégiques pour l'avenir de la planète. Elles sont riches en eau, en bois, en biodiversité et riches, aussi, de par la diversité culturelle de leurs habitants, l'importance des savoirs accumulés. De grandes entreprises s'y intéressent. Des conférences internationales ont fait de leur protection un impératif qui dépasse les intérêts des seuls États en cause. De puissants lobbies écologistes interviennent sur la scène nationale et internationale dénonçant le pillage des ressources naturelles et réclamant des politiques de protection (Dumoulin 2003 ; Fontaine, 2003). Des institutions aussi puissantes que la Banque Mondiale ou la Banque interaméricaine de développement qui se font les représentants d'intérêts globaux et ont, durant des années, financé de grands projets d'infrastructures et de colonisations, parlent

aujourd'hui d'« éco-développement » et subordonnent désormais leurs prêts au respect d'un cahier des charges rigoureux censé assurer un usage rationnel des ressources et respecter les droits leurs habitants¹⁵.

L'heure n'est donc plus au colon, héros positif qui, à coups de hache, faisait avancer la « civilisation ». Il doit céder le pas à l'indigène protecteur de la « Terre-Mère », dépositaire d'un savoir millénaire qui demain pourrait bien s'avérer d'une importance économique considérable, mais pourrait tout aussi bien disparaître si rien n'est fait pour le protéger. Dans un tel contexte, reconnaître des territoires indigènes en établissant avec leurs habitants un contrat moral au terme duquel ils se doivent d'en assurer eux-mêmes la protection, pour leur bien comme pour celui du pays, et faire d'une pierre trois coups : ordonner le territoire et ses habitants ; répondre à des demandes ethniques dotées d'une légitimité nouvelle ; protéger de vastes espaces contre une exploitation forcenée. Le *deal* passé par l'État colombien avec les populations noires du Pacifique est particulièrement éclairant. C'est bien sous la condition explicite qu'elles maintiendront un mode d'exploitation écologiquement correct qu'elles recevront des titres collectifs sur les terres qu'elles habitent « ancestralement » (Rivas Yulissa, 2003).

UN PREMIER BILAN

Le premier effet de cette politique est sans aucun doute positif. Dans les régions périphériques du pays, la reconnaissance d'une territorialité pour une population indigène qui se trouvait jusqu'à présent dans une situation d'extrême vulnérabilité freine considérablement le processus de dépouillement dont elle était jusque-là la victime impuissante (c'était déjà une des raisons d'être de la création des *resguardos* à l'époque coloniale). Certes, les territoires attribués peuvent être envahis à nouveau, mais les terres ne peuvent plus être achetées – elles sont hors marché – et les colons prennent la figure d'envahisseurs qui savent qu'ils ne sont plus à l'abri d'une sanction et d'une expulsion. La précarité change de bord. Cette territorialité s'accompagne aussi le plus souvent d'un ensemble de droits particuliers concernant les ressources renouvelables – dont la propriété est généralement laissée aux propriétaires collectifs du territoire – et non renouvelables – pour l'exploitation desquelles l'État définit des conditions particulières d'exploitation censées respecter les droits culturels. Tout cela est important, alors que la pression sur les ressources naturelles ne cesse d'augmenter. La reconnaissance, sur ces territoires, d'une autorité indigène va dans le même sens. Et, de fait, on constate que la capacité de négociation de populations indigènes ayant fait l'objet d'une reconnaissance politique et territoriale est bien supérieure aujourd'hui de ce qu'elle était, il y a peu de temps encore, quand elles étaient tout simplement niées dans leur existence collective ou sommées de se plier aux impératifs d'un développement qui ne saurait être questionné et passait par une ouverture brutale des régions périphériques.

Bien entendu, une reconnaissance juridique et territoriale ne saurait à elle seule résoudre tous les problèmes. L'État doit montrer une réelle volonté d'appliquer sa nouvelle politique et les populations concernées doivent savoir

s'organiser, passer des alliances, se saisir du droit et défendre leurs intérêts. La reconnaissance d'un territoire, même quand elle s'accompagne d'un certain niveau d'autonomie donné aux autorités locales, ne signifie pas que disparaissent par enchantement les relations asymétriques de subordination et de domination existant entre les populations reconnues dans leur dimension ethnique et culturelle et les groupes hégémoniques qui contrôlent l'État et le pouvoir ! Il est même raisonnable de penser que le projet des classes dominantes est d'assurer avec cette nouvelle politique un maintien ou une recomposition de leur hégémonie. Projet qui n'est pas exclusif d'un autre, contre hégémonique, mûri par ceux « d'en bas » ou « d'ailleurs » qui voudraient faire de ces espaces le premier pas vers une réorganisation profonde du pouvoir et de la société. N'oublions pas que si les territoires indigènes sont bien reconnus par l'État qui met ainsi de l'ordre dans sa maison, ils sont aussi réclamés avec insistance par les organisations indigènes.

Nous avons vu aussi que cette territorialité s'accompagnait généralement de la reconnaissance d'un certain niveau d'autonomie allant de pair avec un nouveau mode de gestion décentralisé. Or, si l'« autonomie » est bien aussi une demande formulée avec constance par les organisations indigènes, le transfert de compétences publiques en direction du local peut fort bien ne pas s'accompagner des ressources minimales permettant aux communautés indigènes assises dans leurs nouveaux habits de faire face à leurs besoins et responsabilités. L'autonomie territoriale peut fort bien – mais pas nécessairement – être illusoire et cacher une pratique d'abandon et de marginalisation. Les critiques du modèle néolibéral de décentralisation l'ont bien perçu et parlent parfois durement d'« exclusion participative ». Ce qui veut dire que la participation au niveau local s'accompagnerait en fait de l'exclusion des prises de décision au niveau national, l'une favorisant l'autre...

La deuxième observation concerne les processus de communalisation ethnique et le rôle joué par l'État en ce domaine. Partons d'une idée forte et que nous résumerons ainsi : en cette fin de siècle, l'État, sous l'apparence de reconnaître des territoires indigènes, les crée de toutes pièces et à sa manière ; l'État en s'engageant dans la reconnaissance de groupes ethniques (indigènes ou afro-descendants) comme formant des entités culturellement distinctes contribue aussi et beaucoup (il n'est pas le seul à s'y employer) à les construire et à les séparer des autres. Alors que les identités sociales et culturelles sont généralement flexibles, peuvent bien être multiples et doivent être contextualisées, il tranche, durcit les traits, institutionnalise les différences et divisions...

Mais la politique de création de territoires va plus loin quand elle prétend faire coïncider les frontières ethniques avec des frontières territoriales, ce qui est souvent le cas puisque le droit au territoire se présente comme l'exercice d'un droit culturel. Quand une telle équation est sur la table, on peut s'attendre à ce que les cristallisations identitaires soient plus rigides encore. Et aussi que les dynamiques induites par cette double reconnaissance, venant coupler territoire et identité culturelle, soient elles-mêmes plus fortes. En effet, si pour obtenir le bénéfice d'un territoire et accéder à ses ressources, il convient de montrer et démontrer son autochtonie, son ancestralité, d'évoquer ses racines, son ascendance, d'affirmer la force d'un lien qui vous unit à un ensemble de familles, une communauté, il y a peu

de doutes que l'on favorise fortement un processus d'ethnogenèse, de communalisation ethnique – l'ethnicité pouvant se définir comme la croyance subjective à des ancêtres communs ou putatifs (Juteau, 1999). La mémoire est alors sollicitée, l'histoire sommée de s'inventer un nouveau récit. Un nouvel imaginaire se construit. Symboliquement et pratiquement le territoire « ethnique » se fait sanctuaire, il produit du mythe, de la frontière et de l'altérité. Désormais il y a ceux qui ont droit à un territoire et ceux qui ne peuvent le réclamer, ceux qui sont dedans et ceux qui sont dehors, ceux qui sont dedans et devraient être dehors et ceux qui bien que dehors y plongent leurs racines et sont sommés d'obéir. E. Glissant ne craint pas de parler à ce propos de « l'intolérance sacrée des racines », alors que T. Murray Li, faisant allusion à une autre région du monde qui reconnaît aussi des droits territoriaux pour ses populations autochtones, nous alerte contre les dangers de toute « métaphysique territorialiste » (Murray, 2002).

VOUS AVEZ DIT TERRITOIRE ?

Tout n'est pas égal ! Quand des territoires sont créés pour des populations indigènes vivant dans les basses terres, des populations rattrapées depuis peu par l'État et la « civilisation », elle a sans aucun doute pour effet de créer pour elles une réalité nouvelle¹⁶ : l'État intervient selon une conception de ce qu'est un territoire et avec des critères issus de sa propre histoire (Badie, 1995 ; Chase Smith, Chirif, 1991) et qui ne correspondent guère aux conceptions que pouvaient développer en cette matière les populations indigènes. Mais les choses sont destinées à changer et l'on remarquera que les demandes territoriales formulées aujourd'hui par les militants politiques des organisations indigènes sont-elles largement déterminées par une représentation du territoire qui prévaut au sein du monde moderne de l'État nation : le territoire comme *patria chica* indigène, lieu du pouvoir de la communauté et sur la communauté. Quoi qu'il en soit, disons encore que la reconnaissance d'une territorialité constitue aussi un rempart nécessaire venant protéger les populations indigènes d'une trop prévisible et définitive dépossession. À l'abri (bien relatif) de leurs frontières, elles seront plus à même de gérer les inévitables transformations que suppose leur inclusion irréversible dans une société plus grande.

Une situation différente prévaut dans des zones froides et tempérées, où vivent depuis des générations des populations paysannes autrement plus nombreuses, quelles soient indiennes noires ou métisses ; des populations qui, de gré ou de force, ont dû, depuis longtemps, se couler dans le moule organisé pour elle par l'État et la société dominante. Ici, la reconnaissance, faite au nom du pluriculturalisme, d'une territorialité qui, au-delà des terroirs locaux, viendrait épouser des frontières ethniques est autrement problématique. De fait, on voit bien comment s'opposent déjà différentes conceptions de ce que devrait signifier du point de vue territorial la reconnaissance constitutionnelle du multiculturalisme. Signalons la controverse existant dans certaines régions du Mexique autour d'une possible modification des frontières municipales pour que celles-ci soient plus en accord avec les caractéristiques culturelles de leurs habitants (Dehouve, 2003).

Reconnaissant que dans certaines régions ces dernières ne respectent pas les découpages linguistiques et culturels, c'est-à-dire ethniques – certains pensent qu'elles auraient même été spécialement dessinées afin de diviser et d'affaiblir les communautés culturelles – faut-il se lancer dans un re-découpage de la carte municipale afin d'obtenir sur un vaste périmètre des entités territoriales culturellement homogènes ?

Débat qui se retrouve en Colombie et surtout en Équateur (vu l'importance numérique des populations concernées) avec la promesse constitutionnelle de créer des circonscriptions territoriales indigènes (CTI). Pour certaines organisations indigènes qui ont été à l'initiative de cette proposition, les CTI doivent précisément permettre de construire une territorialité ethnique et politique homogène pour les « nations » et « peuples » indigènes aujourd'hui balkanisés dans le cadre de municipes dessinés à plaisir pour les diviser. La mise en place de ces circonscriptions serait une condition pour que l'autonomie promise ne soit pas un vain mot. Il ne faudrait donc pas hésiter à redessiner la carte administrative pour inscrire l'ethnicité dans le territoire selon un modèle inventé dans en Europe de et qui fera fureur au XIX^e siècle (Badie, 1995). D'autres organisations qui militent aussi pour une reconnaissance effective des droits culturels défendent un point de vue différent. La reconnaissance du caractère multiculturel de la société équatorienne devrait commencer par la base. Les municipes d'aujourd'hui, et les futures CTIs de demain, devraient mettre à profit leur autonomie pour organiser en leur sein, c'est-à-dire dans le cadre de leurs frontières, la vie en commun de groupes dont on reconnaîtrait les différences culturelles. Point de territoires sanctuaires de l'identité, mais la construction d'un projet collectif reposant sur la reconnaissance des spécificités de chacun. Le débat est donc ouvert au sein même du mouvement indigène.

Quant à l'État, qui devrait favoriser la mise en œuvre des normes constitutionnelles, mais qui est d'abord préoccupé de s'assurer un niveau minimum de gouvernance, ses hésitations sont manifestes. On le comprend. L'enjeu est à la mesure des vastes étendues concernées. On ne s'étonnera donc pas si, en Colombie et en Équateur, aucune loi ne vient encore réguler la mise en place de cette nouvelle circonscription territoriale. Peut-être, en effet, est-il urgent d'attendre, plutôt que de se lancer dans une réforme qui a toutes les chances d'être conflictuelle, créant de nouvelles frontières, assignant les groupes à résidence, quand il faudrait peut-être apprendre d'abord à « vivre ensemble ».

TERRITOIRE : ORDRE OU DÉSORDRE ?

Nous avons commencé cet article en signalant le paradoxe consistant à vouloir territorialiser des groupes culturels et à établir des frontières intérieures à caractère ethniques, alors même que jamais les frontières nationales n'avaient été aussi poreuses, ouvertes à la circulation des marchandises, des capitaux, des hommes, des idées, des cultures. Un paradoxe qui se traduit en de multiples tensions : tensions entre des demandes identitaires et de défenses communautaires et l'accélération des processus de métissage, d'hybridations ; tensions, aussi, entre une vision du territoire faisant de ce

dernier la base indispensable d'une reproduction identitaire pour des communautés culturelles stables et homogènes et une réalité faite de migrations, de flux, de réseaux, de diasporas. Et nous avons défendu l'hypothèse que cette création de nouvelles frontières n'était pas que le résultat des demandes d'un nouvel acteur ethnique politisant des demandes identitaires, mais renvoyait aussi à l'État, à ses intérêts et ses méthodes. On voit bien désormais comment derrière ce paradoxe se cache pour les pays de la région un enjeu majeur concernant une question que l'on croyait résolue avec la mise en place des États nations : la définition du territoire, un et indivisible comme lieu d'exercice de la souveraineté et, avec lui, celle de la nation. Une nation tout aussi indivisible, formant corps et communauté (Gros 2000 ; Rivière d'Arc, Schappira, 2001). Jusqu'où peut-on aller (doit-on aller) dans la reconnaissance politique de territoires intérieurs recoupant l'existence de communautés culturelles (et les construisant), sans affaiblir d'avantage l'idée que l'on se faisait de l'État nation campant sur ses frontières et alors que désormais les États ne peuvent plus contrôler les flux qui les traversent et s'engagent même parfois activement à faire tomber les barrières qui les séparent de leurs voisins ? Y aurait-il, avec les politiques du multiculturalisme, pour peu qu'on les prenne au sérieux, une remise en cause fondamentale du territoire « westphalien » fondateur de l'ordre politique moderne ?

Notes

- 1 Le *resguardo*, institution d'origine coloniale, reconnaît un territoire collectif inaliénable appartenant aux membres d'une communauté ou « *parcialidad* » indigène.
- 2 ANUC : Association nationale des usagers paysans (de la réforme agraire), créée par le président libéral Lleras Restrepo (1966-1970).
- 3 Par population « noire », il faut entendre, ici, des populations qui peuvent prétendre à une ascendance africaine, quelle que soit, de fait, la couleur de leur peau.
- 4 La Colombie est le deuxième pays d'Amérique latine, après le Brésil, pour l'importance de sa population d'origine africaine.
- 5 FUNAI, Fondation nationale de l'Indien, agence de l'État brésilien en charge des populations indigènes du pays.
- 6 L'État devra conclure rapidement (en cinq ans) le processus de démarcation des terres indigènes cf. art 67 de l'Acte des dispositions constitutionnelles transitoires.
- 7 Cf. art. 231 de la Constitution. A noter, toutefois, que les territoires indigènes au Brésil ne sont pas la base, comme en Colombie, d'une réorganisation politico-administrative.
- 8 Le Titre 68 de ses Dispositions Transitoires, stipule que : « Aux rémanents des communautés de *quilombos* qui occuperaient leurs terres, est reconnue la propriété définitive, l'État devant leur émettre les titres respectifs ».
- 9 En fait, elles seraient, selon un recensement préliminaire, plus de 2000 à pouvoir prétendre bénéficier de la loi sur les *quilombos* (Veran, 1999).
- 10 La *comuna* est une circonscription interne au municipe (la *parroquia*) qui n'a pas été spécifiquement créée pour les populations indigènes, mais sera rapidement appropriée par elles.
- 11 Ce qui, dès la fin des années 1960 et sous l'impulsion des salésiens, sera la politique suivie avec succès par les Shuar et donnera lieu à la création de la première organisation indigène moderne mise en place par une population indigène d'Amazonie : la Fédération des Centres Shuar (FCS).
- 12 Selon la terminologie utilisée par la constitution elle-même.

- 13 « Art. 85. : El Estado reconocerá y garantizará a los pueblos negros o afroecuatorianos, los derechos determinados en el artículo anterior (art. 84 qui donne la liste des droits reconnus aux peuples indigènes N. de l'A.), en todo aquello que les sea aplicable ».
- 14 Auquel il faudrait ajouter la loi 1715 de 1996 qui développe le nouveau concept de « Terres communautaires d'origine » (TCO).
- 15 Cf. par exemple la fameuse « directrice opérationnelle DO 4.20 » qui, en 1991, vient définir la politique de la Banque mondiale en direction des Peuples indigènes.
- 16 Il ne faut pas perdre de vue que cette reconnaissance par l'État de territoires indigènes cache, en fait, une perte irrémédiable sur des espaces autrefois liés à leur reproduction culturelle.

Bibliographie

- Agudelo Alvarado C ; E., 2002, *Populations noires et politique dans le Pacifique Colombien : paradoxes d'une inclusion ambiguë*, Thèse de doctorat (sous la direction de C. Gros), IHEAL, Université de Paris III.
- Albert B., 1997, « Territorialité, ethnopolitique et développement, à propos du mouvement Indien en Amazonie Brésilienne », *Cahiers des Amériques latines*, n° 23, pp.177-210.
- Appadurai A., 1996, *Modernity at Large. Cultural Dimensions of Globalisation*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Appadurai A., 2001, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Payot, Paris, 2001.
- Badie B., 1995, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Fayard.
- Carneiro da Cunha M., 1990, « L'État, les Indiens et la nouvelle constitution », *Ethnies*, n° 11-12.
- Cattaneo Pineda R. A., 2003, *Dynamiques organisationnelles et stratégies territoriales des groupes résidentiels mapuche-lafkenche de la commune de Tirúa (VIII° région, Chili)*, mémoire de maîtrise, IHEAL.
- Chase Smith R., Chirif A., Garcia P., 1991, *El Indígena y su territorio*, OXFAM America y COICA, Lima.
- Clifford J., 1999, *Itinerarios transculturales*, Barcelona, Ed. Gedisa.
- Dehouve D., 2003, *La géopolitique des Indiens au Mexique. Du local au global*, CNRS, éditions, Paris.
- Dumoulin D., 2003, *Les politiques de conservation de la nature confrontées aux politiques du renouveau indien : une étude transnationale depuis le Mexique*, thèse de Doctorat Institut d'Etudes Politiques, Paris.
- Escobar A., 1996, « El movimiento negro, identidad y territorio », en A. Escobar et A. Pedrasa (Ed.): *Pacífico ¿ desarrollo o diversidad, Estado, capital y movimientos sociales en el Pacífico colombiano*, Bogotá, CEREC.
- Fontaine G., 2003, *El Precio del petróleo. Conflictos socio-ambientales y gobernabilidad en la región amazónica*. Quito, Ed. FLACSO/IFEA.
- Gaiger, M. G., J., 1998, *Direitos indígenas na constituição brasileira de 1988*. Ed. CIMI.
- García Canclini N., 1990, *Culturas híbridas : estrategias para entrar y salir de la modernidad*, México, CONACULTA, Grijalbo.
- Gros C., 1997, « Indigenismo y etnicidad : el desafío neoliberal », *Antropología en la modernidad*, M.V. Uribe, E. Restrepo (Ed.), Instituto Colombiano de Antropología, Bogotá.

- Gros C. Muñoz M-E, 2000, *Compilation of Current Legislation on Indigenous Issues in Latin America*, Draft Report, (TC-99 – 01 – 007 – RG), Indigenous Peoples and Community Development Unit, Inter-American Bank, Washington, 298 p.
- Gros C., 2000, « Identité ou métissage : la nation en question », *Hérodote*, n° 99, 4° trim. 2000, pp. 106-136.
- Gros C., 2001, *Políticas de la etnicidad : identidad, estado y modernidad*, Instituto Colombiano de Antropología e Historia, Bogotá.
- Gros C. 2002, « Un ajustement à visage Indien ? », dans J.-M. Blanquer et C. Gros, *Las Dos Colombias*, Bogotá, Ed. Norma, pp. 249-278.
- Guimarães A.S., 2002, « Démocratie raciale », *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 49/50, pp. 11-38.
- Hoffman O., 1999, « La titulación de territorios colectivos de las comunidades negras en Colombia, entre innovaciones y contradicciones », W. Assies, G. van der Haar, A. Hoekema, (Ed.), *El reto de la Diversidad*, Michoacán, El Colegio de Michoacán, pp. 223-244.
- Hoffman O., 2002, « La violence de l'oubli : les communautés noires en Colombie et les pièges de la mémoire collective », *Cahiers des Amériques latines*, n° 38, pp. 61-76.
- Htun M., 2004, « From « racial democracy » to affirmative action : changing state policy on race in brazil », *Latina American Research Review*, Vol. 39, n° 1, Fevr. 2004, pp. 60-89.
- Juteau D., 1999, *L'ethnicité et ses frontières*, Les Presses de l'Université de Montréal.
- Landaburu J., 2000, « L'enseignement en zone indienne : changements récents en Colombie, Équateur et Bolivie », dans J. M. Blanquer et H. Trinidad, *Les défis de l'éducation en Amérique latine*, IHEAL Editions, Paris, pp. 217-229.
- Laurent V., 2001, *Communautés indiennes et espace politique en Colombie : motivations, champs d'action et impacts (1990-1998)*, Thèse de doctorat en sociologie, Université de la Sorbonne Nouvelle.
- Malikki L., 1992, « National geographic : the rooting of peoples and the territorialization of national identity among scholars and refugees », *Cultural Anthropology*, 7, pp. 24-44.
- Mosquera C., Pardo M. Hofman O., 2002, *Afrodescendientes en las Americas. trayectorias sociales e identidades.*, Universidad Nacional de Colombia, ICANH, IRD, Bogota.
- Murray LI T., 2002, « Purification ethnique, savoir récursif et dilemmes du territorialisme », *RISS*, sept. 2002, pp 401-412.
- Oliveira Filho J. P., 1995, « Muita terra para pouco Indios? Uma introdução (crítica) ao indigenismo e à atualização do preconceito », en *A temática Indígena na escola*, A.L. da Silva, L.D. Benzi Grupioni (Eds.), MEC-Mari-UNESCO, Brasília, pp. 61-81.
- Orellana R., 1999, « Municipalización de pueblos indígenas en Bolivia : impactos y perspectivas », en W. Assies, G. van der Haar, A. Hoekema, (Ed.), *El reto de la Diversidad*, Michoacán, El Colegio de Michoacán, pp. 315-340.
- Rival L., 1992, *Social transformation and the impact of formal schooling on the Huaorani of Amazonian Ecuador*, Thèse de doctorat, Université de Londres.
- Rivas Yulissa N., 2003, *Reconstitutions territoriales dans le pacifique colombien : lois ethniques, lois environnementales et mobilisations sociales*, Mémoire de DEA sous la dir. de O. Hoffman, IHEAL, Université de Paris III, 120 p.
- Rivière d'Arc H., Prévot-Schapira M.-F., (Ed.), 2001, *Les territoires de l'État nation en Amérique latine*, Travaux et mémoires de l'IHEAL, Paris.

- Veran J.-F., 2002, « Quilombos : des « lieux de mémoire » bien vivants », *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 49/50, pp. 87-96.
- Wade P., 1993, « El movimiento negro en Colombia », *América Negra*, Junio 1993, n° 5.
- Wade P., 1994, « Identités noires, identités indiennes en Colombie », *Cahiers des Amériques latines*, n° 17.
- Wade P., 1999, « La population noire en Amérique latine : multiculturalisme, législation et situation territoriale », *Problèmes d'Amérique latine, La documentation française*, n° 32, jv.-mars 1999, pp. 3-16.

RÉSUMÉ — RESUMEN — ABSTRACT

Il existe au sein des espaces nationaux, des groupes, des communautés qui considèrent que le territoire qu'ils habitent et les sépare des autres est un élément essentiel de leur identité collective. Cela est vrai tout particulièrement des communautés indigènes qui, semblent ne pouvoir exister culturellement qu'en se projetant sur une assise territoriale qui leur appartiendrait. Cet état de fait est bien souvent le résultat d'une histoire ancienne, mais il se trouve singulièrement renforcé par l'effet de politiques publiques qui se sont lancées dans une reconnaissance de territoires pour leurs populations noires ou indigènes. Au sein de ces territoires « ethniques », la tendance est de voir aussi l'autorité publique reconnaître des droits spécifiques, associés à des formes particulières de gouvernement. Cet article s'intéresse aux nouvelles frontières intérieures résultant de l'application du modèle pluriculturel, sur des exemples puisés au Brésil, en Colombie et en Équateur, mettant en scène des populations noires et indigènes nouvellement territorialisées.

Esto existe dentro de los espacios nacionales, los grupos, las comunidades que consideran que el territorio en el cual ellos viven y los separa es los demás un elemento esencial de su identidad colectiva. Esto es verdadero bastante en particular las comunidades que, parecer ser capaz de existir culturalmente sólo por cayendo sobre un se sentó territorial que les pertenecería. Este hecho establecido es muy a menudo el resultado de una antigua his-

toria, pero de una manera extraña es reforzado por el efecto de política pública que se lanzó en un reconocimiento de territorios para sus poblaciones negras o natales. Dentro de estos territorios « étnicos », la tendencia es de ver también la autoridad pública que reconoce derechos específicos, asociado a las formas particulares de gobierno. Este artículo está interesado en las nuevas fronteras internas que son resultado del uso del modelo de pluricultural, sobre ejemplos dibujados en Brasil, en Colombia y en Ecuador, organizando poblaciones negras y indígenas recientemente territorializadas.

It exists within the national spaces, the groups, the communities which consider that the territory in which they live and separates them is the others an essential element of their collective identity. It is true quite particularly native communities which, seem to be able to exist culturally only by falling on one sat territorial which would belong to them. This established fact is very often the result of an former history, but it is strangely strengthened by the effect of public policies which dashed into a recognition of territories for their black or native populations. Within these « ethnic » territories, the tendency is to see also the public authority recognizing rights specific, associated to particular forms of government. This article is interested in the new internal borders resulting from the application of the pluricultural model, on examples drawn in Brazil, in Colombia and in Ecuador, staging black and native populations recently territorialized.

Mots-clés : communautés indigènes, territoires ethniques, identités collectives, populations noires, Indigènes, frontières intérieures, Brésil, Colombie, Équateur.

Palabras claves : comunidades indígenas, territorios étnicos, identidades colectivas, poblaciones negras, Indígenas, fronteras interiores, Brasil, Colombia, Ecuador.

Keywords : Indigenous communities, ethnic territories, collective identities, Black and indigenous populations, internal borders, Brazil, Colombia, Ecuador.

FRONTIÈRE INTERNE, GOUVERNANCE LOCALE ET PRODUCTION DE LA CULTURE POLITIQUE EN MILIEU RURAL MEXICAIN

LA RÉFORME AGRAIRE
DANS LE SUD-VERACRUZ, 1920-2000

ÉRIC LÉONARD*

LA MOBILITÉ SPATIALE A CONSTITUÉ UN PHÉNOMÈNE structurant de la dynamique des sociétés rurales mexicaines depuis la colonisation espagnole¹. Sa maîtrise, à des fins de contrôle social et territorial, a représenté un enjeu récurrent des politiques publiques, en particulier à partir de la seconde moitié du xx^e siècle, marquée par l'intensification et l'extension de cette mobilité sous le double effet des programmes de colonisation agraire des marches du territoire national et du développement des migrations de travail vers les centres urbains de l'altiplano, les nouveaux bassins d'emploi de la frontière nord et les États-Unis. Ces dynamiques ont donné lieu à des brassages de population sans précédent et à la mise en rapport de noyaux de peuplement culturellement différenciés, coexistant dans des espaces voisins voire, parfois, communs : ces « territoires du multiculturalisme » sont aujourd'hui un objet d'attention renouvelée, à la fois dans la perspective d'interventions politiques visant le développement institutionnel et la « bonne gouvernance », et de la part des sciences humaines, singulièrement dans leur versant post-moderniste.

Cet essai se propose d'explorer un autre versant des rapports entre mobilité et processus culturels dans les sociétés rurales mexicaines, à partir des apports de l'anthropologie politique africaniste et en considérant le rôle structurant des interventions de l'État, en particulier celui de la politique agraire, dans la dynamique de ces sociétés. La thèse que je défendrai est que la politique agraire de l'État post-révolutionnaire a contribué à activer et à

* Socio-économiste de l'IRD, membre de l'UR « Régulations foncières, politiques publiques et logiques d'acteurs », associé à l'UMR Moisa ; leonard@ensam.inra.fr.

propager un « processus de frontière interne » (Kopytoff, 1987) qui a joué un rôle central dans la transformation des organisations et des institutions qui dominaient le milieu rural mexicain (à grands traits, celles qui relevaient du système communal d'une part, du système latifundiaire d'autre part) et dans la construction d'un nouveau dispositif de mise en rapport entre les sociétés locales, les structures de pouvoir régional et l'État. Par sa magnitude socio-spatiale et sa durée (plus de quarante ans), un tel processus a pesé sur la configuration et la reproduction de l'État post-révolutionnaire, tant dans sa dimension locale, que régionale ou nationale.

Dès les étapes initiales de la réforme agraire, ce processus de frontière interne a reposé sur d'intenses mouvements de population et l'émergence d'une « culture de la mobilité » qui a structuré les comportements des acteurs ruraux et les dynamiques organisationnelles au long de l'histoire moderne. Ce faisant, il a joué un rôle prépondérant dans la construction du régime de gouvernance en milieu rural et celle d'une culture politique spécifique, qui placent la mobilité spatiale, les relations clientélistes avec les représentants locaux de l'État et la figure de l'entrepreneur politique au centre de la matrice institutionnelle orientant les comportements individuels et collectifs.

Autant qu'un lieu physique, la frontière est considérée dans ce travail comme un espace social de « vide institutionnel », ouvert à l'intrusion légitime et à la mise en œuvre d'un modèle idéal de système politique et d'État : cette situation se prête au développement, sous une forme épurée, d'un mode de régulation socio-politique importé d'une « métropole ». Selon Kopytoff (*cit.*), le maintien et l'intensification des échanges entre cette métropole et la frontière, associés au caractère systémique du processus de frontière et à l'usage répétitif du modèle politique qu'il induit, conduisent à re-valider et revitaliser constamment ce modèle dans son foyer originel. En ce sens, la frontière opère à la fois comme un vecteur d'unification et comme une force conservatrice aux plans culturel et idéologique.

À partir d'une étude réalisée dans le sud de l'état de Veracruz, je décrirai la situation de co-production de la politique foncière par l'État post-révolutionnaire et certaines catégories d'acteurs locaux. La réforme agraire peut être lue dans cette région comme résultant de deux « logiques » de frontière superposées : de la part des acteurs ruraux, la recherche de « frontières interstitielles » pouvant supporter les dynamiques de scission travaillant les sociétés indiennes ; et de la part de l'État, la construction d'une « frontière politique interne » lui permettant de placer les communautés paysannes dans sa sphère de contrôle. Ces deux logiques se sont renforcées mutuellement jusqu'à ce que l'épuisement des espaces à coloniser remette en question leurs complémentarités fonctionnelles. La durée de ce processus, qui a concerné trois générations, conduit à s'interroger sur la prégnance des logiques de construction/appropriation de nouveaux territoires politiques au sein des sociétés et des familles rurales, au-delà de l'épuisement de la frontière agraire et de l'effritement des organisations étatiques et corporatives qui en ont soutenu la propagation dans de nouveaux milieux.

LA RÉFORME AGRAIRE CARDÉNISTE
COMME PROCESSUS DE FRONTIÈRE :
L'*EJIDO* ET LA FONDATION D'UN NOUVEAU RÉGIME
DE GOUVERNANCE EN MILIEU RURAL

**La réforme agraire dans les Tuxtlas : la confrontation entre
deux projets de régulation socio-politique**

Si l'ensemble des analystes s'accorde à placer la longue réforme agraire qu'a connue le Mexique entre 1916 et les années 1980 au centre du processus de construction, consolidation et reproduction du système politique et de l'État contemporains, ce rôle est généralement considéré en référence aux coordinations entre l'État post-révolutionnaire (incluant les élites commerciales et urbaines) et les sociétés paysannes et les pouvoirs locaux qui pré-existaient à cette réforme (gouvernement et caciques des communautés indiennes, contremaîtres et hommes de confiance des grands propriétaires, *caudillos* régionaux). La réforme agraire mexicaine est en effet classiquement considérée comme la réponse multiforme apportée par les gouvernements issus de la révolution à deux types de revendications émanant des mouvements armés paysans : d'une part la *restitution* de leurs terres aux communautés indiennes qui avaient été démembrées à la fin du XIX^e siècle ; et d'autre part la *dotation* en terre aux ouvriers agricoles et aux petits tenanciers des grands propriétaires terriens.

Peu d'attention a été prêté en revanche aux phénomènes de production de nouveaux milieux sociaux par la politique agraire, si ce n'est au niveau d'une période et d'espaces circonscrits : ceux qui ont constitué le cadre de déploiement des programmes de colonisation des terres basses du « Tropique humide », une fois conclue la phase de réforme agraire proprement dite des années 1920-1940. Une attention aux modalités de mise en œuvre de cette dernière dans l'état de Veracruz révèle pourtant que les processus de recomposition du peuplement rural et de construction sociale ont constitué une dimension centrale de son déroulement (voir Cambrézy 1991 dans le cas du centre-Veracruz) ; dans le sud-Veracruz, la région des Tuxtlas en fournit une illustration remarquable.

La réforme agraire a réellement débuté dans l'état de Veracruz sous le premier gouvernorat du général A. Tejeda (1922-1925), qui allait devenir, à partir de sa base régionale, l'un des protagonistes majeurs du jeu politique national. Le projet de Tejeda visait à construire un régime socialiste ménageant une large autonomie aux états et aux municipalités, et la réforme agraire devait constituer le principal outil politique de sa mise en œuvre (Ginzberg, 2000 ; Fowler-Salamini, 1979). Le gouvernement provincial de Tejeda appuya la formation de comités agraires à partir du tissu de caciques locaux qui avaient dirigé les guérillas révolutionnaires, arma ces comités et favorisa leur prise de contrôle sur les municipalités. Les autorités municipales furent investies de larges prérogatives dans la gestion locale du processus de réforme agraire, puisqu'elles pouvaient intervenir notamment dans la formation des organisations de demandeurs de terre, l'imposition aux propriétaires terriens de contrats de fermage obligatoires destinés à per-

mettre l'implantation des comités agraires, la reconnaissance administrative des « noyaux de peuplement » ainsi constitués, l'établissement des listes de demandeurs de terre, et la constitution des juntas municipales d'arbitrage et de conciliation sur les affaires foncières (*ibid.*). Les modalités de mise en œuvre de la réforme rétablissaient ainsi la fusion des sphères agraire et politique (et dans une certaine mesure militaire) autour du pouvoir municipal et des organisations correspondant aux anciennes communautés indiennes.

Dans les Tuxtlas, c'est la Junta d'administration civile de San Andrés, et non les comités agraires villageois, qui entreprit, à partir de 1922, les démarches de dotation en terres en représentation des villages indiens qui avaient intégré l'ancienne communauté de San Andrés. Cette forte délégation de pouvoirs aux factions régionales issues des luttes révolutionnaires conféra à Tejeda une base politique et militaire solide ; mais elle légitima également la gestion discrétionnaire des dotations de terre par les caciques révolutionnaires au profit de leurs clientèles locales. À San Andrés, Manuel Azamar, président de la Commission agraire municipale de 1923 à 1932 et de la junta municipale en 1923-1924 puis entre 1930 et 1932, exerça un contrôle étroit sur l'allocation des droits fonciers, en particulier en liant l'exercice de ces droits aux mérites militaires acquis par les particuliers ou par les collectivités villageoises dans la lutte révolutionnaire. Dès la fin des années 1920, les abus liés au statut indivis des terres distribuées dans le cadre des dotations foncières, commis par les autorités locales et municipales (locations de pâturages et concessions forestières allouées à des agents extérieurs, confiscations de parcelles et allocation à de nouveaux bénéficiaires, traitement discriminatoire des localités de second rang au profit des chefs-lieux des *ejidos* dans la répartition des terres de culture) générèrent de nombreuses tensions².

Malgré sa forte assise dans l'état de Veracruz, le projet politique porté par A. Tejeda fut défait lors des élections présidentielles de 1934, qui virent s'affronter le candidat officiel du Parti Révolutionnaire National, Lázaro Cárdenas et l'ex-gouverneur de Veracruz. Cárdenas est resté devant l'histoire le grand maître d'œuvre de la réforme agraire. Il fut également à l'origine du démantèlement du programme *tejediste* de développement d'un mouvement paysan radical, s'appuyant sur le binôme municipalité-communauté agraire, et de sa substitution par un dispositif de coordination verticale entre l'État fédéral et les sociétés paysannes, qui marginalisait les administrations provinciale et municipale et reposait sur la création de nouvelles communautés politico-foncières.

À partir de 1934, la politique de réforme agraire prend donc une nouvelle direction et adopte des modalités qui visent à affaiblir les pouvoirs communaux institués et à leur imposer les règles du jeu de l'État central (Bartra, 1985). La cooptation des chefs des guérillas agraires, sur le mode employé par A. Tejeda, s'avérant insuffisante pour atteindre cet objectif, la réforme cardéniste tente de créer de nouvelles structures communautaires : les dotations foncières sont alors réalisées dans des espaces physiques et sociaux « purgés » des institutions, voire des groupes sociaux, qui y opéraient, de façon à y entreprendre un processus original de construction des institutions foncières et politiques. Dans les Tuxtlas, cette phase correspond à une désarticulation de l'ancienne communauté de San Andrés, dont les principaux villages avaient constitué la base des dotations foncières et les chefs-

lieux des *ejidos* nouvellement créés. À partir de 1934, on assiste à un véritable soulèvement des localités de second rang contre ces chefs-lieux et à la multiplication des revendications de sécession ou de dotations de terres indépendantes de leur juridiction³.

La période entre 1934 et 1940 est ainsi le cadre d'une vaste recomposition de l'organisation démographique et territoriale (figure n° 1). Les nouvelles distributions de terre ont lieu sur les marches des vieux terroirs villageois, là où la grande propriété avait connu son plus fort développement au ^{xix}^e siècle. Mais les recensements de l'administration agraire montrent que les bénéficiaires de ces dotations constituent une population d'installation récente, dont le profil cadre mal avec celui des ouvriers agricoles qui peuple l'iconographie officielle : à Abrevadero, Coyoltepec, Los Mérida, Los Naranjos, Pueblo Nuevo, San Leopoldo, Morelos ou Bodegas de Totoltepec, les nouveaux *ejidatarios* comptent dans leur majorité moins de cinq ans de résidence et bon nombre d'entre eux viennent à peine de s'installer. À l'inverse, les rapports officiels font état des discriminations, voire des expulsions dont les anciens travailleurs des haciendas sont victimes de la part des comités agraires qui ont entamé des démarches de dotation. L'hypothèse d'une redistribution du peuplement s'appuyant sur la politique agraire est étayée par les recensements de population de 1930 et 1940 : ceux-ci montrent que les villages indiens dotés en terre au cours de la décennie précédente se vident de leur population au profit de localités nouvellement créées à la périphérie des anciens terroirs, ou de localités de second rang qui obtiennent un statut d'*ejido* indépendant⁴.

Ce transfert massif de population renvoie à un bouleversement sociologique (figure n° 2). Alors que les dotations foncières des années 1920 ont bénéficié prioritairement aux hommes de plus de 35 ans, la réforme cardéniste concerne en priorité des jeunes de 15 à 24 ans, qui constituent près de 40 % des nouveaux *ejidatarios*, contre 22 % à peine auparavant. Quand le statut d'adulte, fondant l'accès à la terre, était associé au mariage et concernait moins de 48 % des 15-24 ans en 1923, les hommes de ce groupe d'âge sont mariés à plus de 60 % et sont considérés pour plus de 90 % comme sujets à dotation par l'administration dans les *ejidos* formés à partir de 1934. Les ménages recensés dans ces nouvelles localités sont ainsi de taille réduite (35 % comptent un ou deux membres, contre 15.5 % dans les vieux villages indiens), reflet d'une installation récente et d'un peuplement peu consolidé.

Les processus de création de nouveaux *ejidos* et de redistribution de la population relèvent donc dans une large mesure de clivages générationnels et des stratégies d'émancipation des jeunes adultes vis-à-vis des pouvoirs patriarcaux opérant dans les anciens centres de peuplement indien⁵. Il est à cet égard significatif que la diffusion de l'enseignement en espagnol ait constitué le second pilier du projet cardéniste d'intégration des communautés villageoises à la Nation post-révolutionnaire, et que les maîtres d'école aient été, dans l'ensemble du sud-Veracruz, d'actifs propagateurs des thèmes agraristes, assumant fréquemment l'organisation des comités agraires locaux⁶. L'usage de la langue nahua a été rapidement abandonné dans les nouveaux *ejidos*, alors qu'il semble avoir perduré dans les assem-

FIGURE N° 1 : ÉVOLUTION DU PEUPLEMENT ET DE LA STRUCTURE AGRAIRE
DANS LA PARTIE CENTRALE DES TUXTLAS, ENTRE 1920 ET 1940.

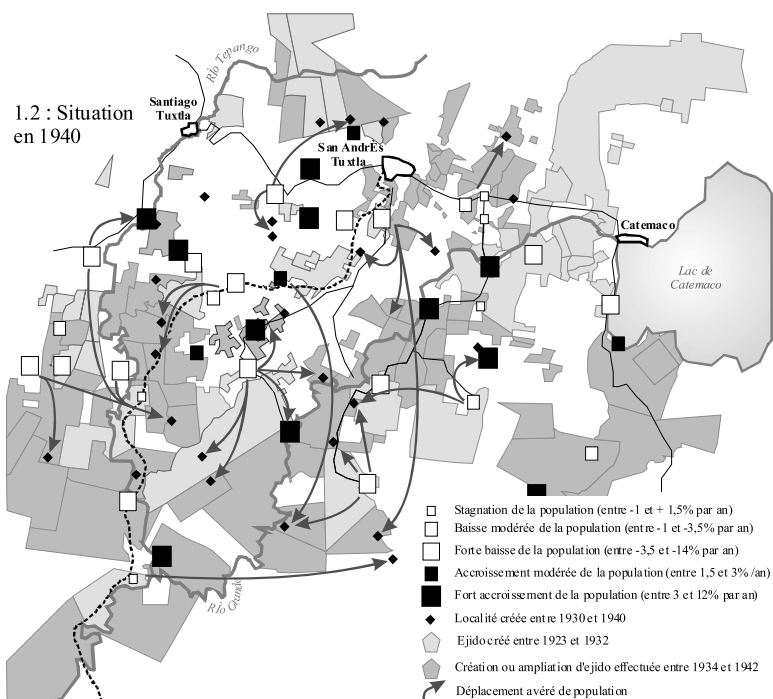
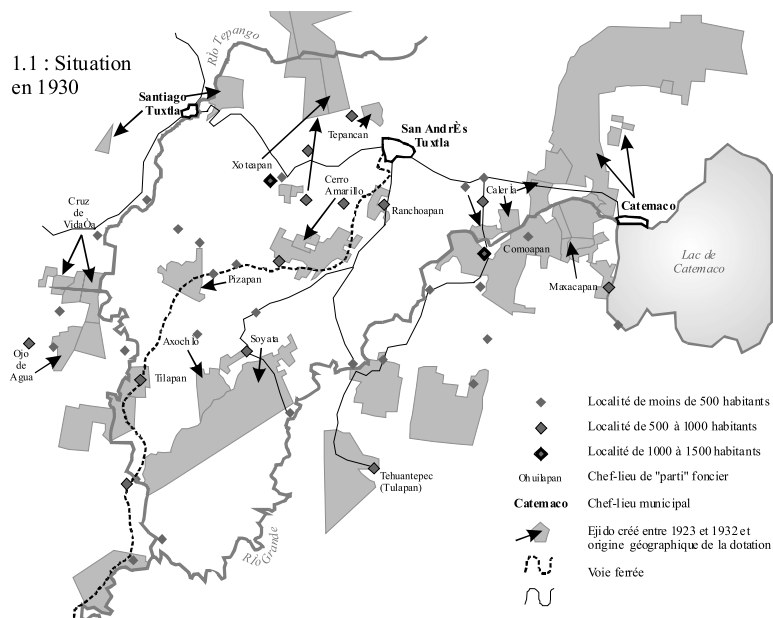
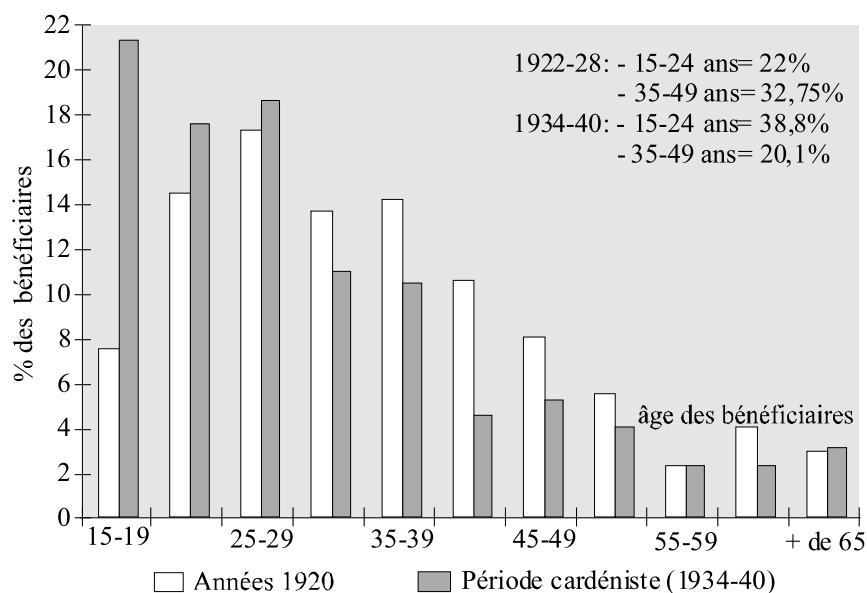
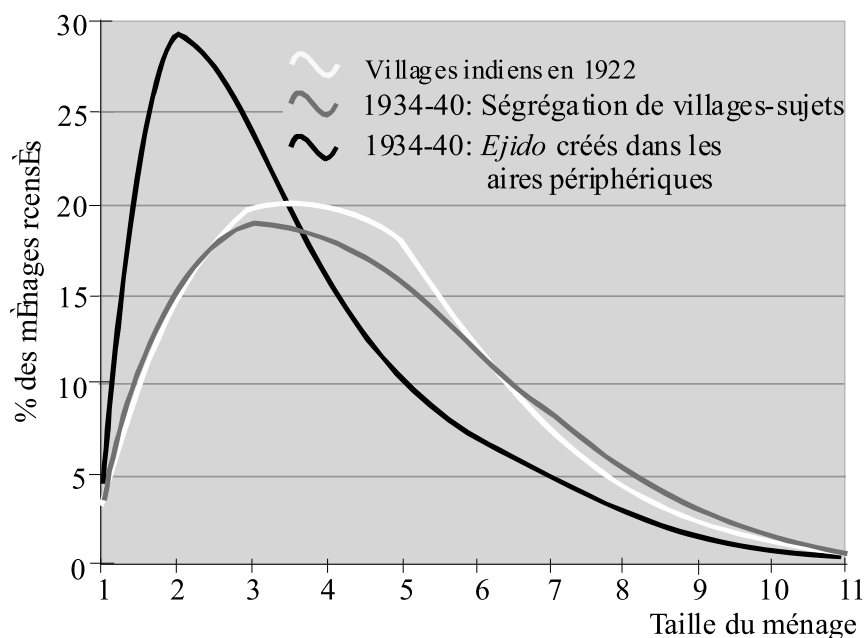


FIGURE N° 2 : CARACTÉRISTIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION BÉNÉFICIAIRE DE DOTATION FONCIÈRE DURANT LES DÉCENNIES DE 1920 ET DE 1930.

2.1 : DISTRIBUTION PAR ÂGES



2.2 : TAILLE DES MÉNAGES DANS LES LOCALITÉS BÉNÉFICIAIRES DE DOTATION FONCIÈRE



Sources : Recensements de l'administration agraire, ACAM, ARAN, Xalapa, Veracruz.

blées villageoises des vieux centres de peuplement. Mais l'enseignement en espagnol a globalement contribué à briser certains liens intergénérationnels entre les aînés parlant le nahua et leurs enfants hispanisés.

**Les entrepreneurs de la « frontière agraire » :
monopoles de médiation, personnalisation du pouvoir
et gestion patrimoniale des ressources**

Le processus de réforme agraire qui se déroule durant la présidence du général Cárdenas met en avant une figure particulière au sein de la société paysanne : celle du jeune dirigeant paysan qui s'est ménagé une insertion solide dans le dispositif d'ancrage local de l'État s'articulant autour de l'administration agraire, la Ligue des communautés agraires (LCA) et les grands commerçants de grain, de tabac et de banane du centre urbain de San Andrés. À la différence des dirigeants de l'époque tejediste, ces entrepreneurs politiques n'ont pas de passé révolutionnaire, quand bien même ils se sont formés dans les guérillas agraires sous la direction de leurs aînés. Ils appartiennent à une nouvelle génération, en butte à la reconstitution des structures patriarcales de pouvoir par les caciques révolutionnaires, et se retournent contre ceux-ci dès lors que la stratégie de l'administration cardéniste apparaît clairement marginaliser les anciennes organisations communales.

La contrainte majeure qui s'exerce sur ces entrepreneurs politiques tient à leur insertion dans les réseaux de patronage politique liés à l'État local et, symétriquement, à leur capacité d'instaurer ce type de rapports à l'échelle d'une clientèle villageoise. Avec l'appui de l'administration locale et des grands commerçants, leur stratégie s'oriente vers la construction de monopoles de courtage dans les sphères marchande et politique, à l'échelle des territoires qui se construisent sur la « frontière agraire ». Vis-à-vis de la société *ejidale*, la légitimité de cette démarche est liée à la position d'antériorité de l'entrepreneur agraire dans l'établissement des relations avec l'État local : il est généralement le gestionnaire des démarches de dotation foncière, mais plus encore, il est celui qui a établi des relations d'exclusivité avec les grands commerçants de San Andrés pour le financement et la mise en marché de la production agricole. Mais en même temps, les contraintes liées à l'adhésion des dépendants dans un contexte de forte activité de la frontière agraire favorisent la mise en œuvre et la réitération d'une idéologie qui accorde une grande place aux métaphores de l'égalité et de la parenté dans les relations politiques. Cette contrainte est d'autant plus forte que la démarche de l'entrepreneur agraire s'inscrit en contrepoint des structures patriarcales de pouvoir communal et s'appuie sur des acteurs provenant dans leur majorité de catégories d'âge homogènes et jeunes.

**Les institutions de la frontière agraire : pluralisme légal et
personnalisation du pouvoir**

Le dispositif de régulation socio-politique qui se met en place dans les *ejidos* combine ainsi des éléments de la réglementation officielle et un ensemble de normes puisées dans le fonds culturel et institutionnel communautaire, qui affirment l'égalité essentielle des membres du groupe. La régulation foncière en particulier repose sur des normes d'accès ouvert et

non limitatif aux ressources naturelles (terre, pâturages naturels, bois de chauffe et de construction, points d'eau) pour tous les chefs de famille, qu'ils bénéficient ou non du statut légal d'*ejidatario*, l'exercice des droits individuels étant conditionné au respect des obligations communautaires (contribution à la trésorerie de l'*ejido* et aux travaux d'intérêt collectif). En revanche et conformément aux dispositions légales, l'assemblée formée par les titulaires officiels d'un droit *ejidal*, se substitue au conseil des anciens dans l'exercice du gouvernement local, quand bien même c'est le comité exécutif, élu par celle-ci mais contrôlé par l'entrepreneur agraire, qui en assume les prérogatives. Cette situation de pluralisme institutionnel donne ainsi lieu à la constitution d'un groupe d'exploitants sans statut foncier légal (*comuneros*), dont les droits d'usage sont validés par l'assemblée *ejidale* et actualisés via leurs contributions aux charges collectives, mais dont les droits politiques sont fortement restreints par leur exclusion des organes de gouvernement local. Le nombre des *ejidatarios* ne pouvant être modifié sans l'aval de l'administration agraire, ce groupe est appelé à devenir majoritaire, parfois dès la seconde génération d'exploitants.

Les normes d'accès ouvert à la terre ont pour vertu de permettre une mise en valeur large et rapide des ressources en favorisant l'accroissement du nombre d'exploitations agricoles ; ce faisant elles assurent la prospérité des acteurs qui centralisent les fonctions de financement et de commercialisation de la production. Elles permettent également à l'entrepreneur agraire d'accumuler les ressources foncières grâce aux moyens financiers qu'il est capable de mobiliser pour mettre en valeur de nouvelles terres. Les rapports hiérarchiques et l'accaparement des ressources de l'*ejido* par les élites locales tendent ainsi à évincer les principes de solidarité et de réciprocité mis en avant dans leur discours politique. L'établissement de rapports de parenté symbolique (*compadrazgo*, le parrainage des enfants) permet cependant de légitimer l'exclusivité des relations économiques internes à l'*ejido* et scelle les contours de la sphère d'échange. Les métaphores égalitaires (la figure du *comunero*) et de la parenté (celle du *compadre*) forment ainsi la trame du complexe idéologique qui supporte l'institutionnalisation du patronage et du clientélisme en tant que principes de régulation socio-politique.

L'organisation hiérarchique des relations politico-commerciales, le fondement de l'autorité sur le principe d'antériorité, l'emploi de termes associés à la parenté comme métaphores des relations politiques, renvoient à certains principes constitutionnels des processus de frontière en Afrique sub-saharienne. Conformément au modèle de Kopytoff (*cit.*), ces caractères débouchent sur la détention viagère des charges d'autorité et sur la gestion patrimoniale des ressources territoriales par l'entrepreneur de la frontière : l'*ejido* devient une extension de la sphère privée de son dirigeant. C'est toutefois à l'aune de sa capacité à assurer à la communauté *ejidale* une articulation efficace avec les marchés politiques et économiques, en particulier en garantissant aux jeunes générations un accès stable aux programmes de dotation foncière, que celui-ci est évalué par ses administrés et que sa gestion patrimonialiste des ressources est légitimée.

Le régime de gouvernance qui émerge de ce processus reprend donc les principes de base de la relation patron-client et ses fondements idéologiques (les loyautés liées aux métaphores de la parenté et de l'égalité communautaire

et à la fiction morale de l'échange réciproque), mais en plaçant la figure de l'entrepreneur agraire et, par son truchement, l'État local, au centre des processus et des formes d'organisation. Cette personnalisation de l'État, à travers son dispositif d'ancrage local, défie à la fois son institutionnalisation et préserve la régulation du politique sur le mode clientéliste (Pansters, 1997). Si l'*ejido* fournit la base institutionnelle de ce régime de gouvernance, ce sont bien l'entrepreneur agraire et le processus de frontière agraire lui-même qui constituent les moteurs de sa diffusion.

De façon plus large, le déplacement sur la frontière et la construction d'un nouveau territoire politique s'imposent comme les modèles d'accomplissement des projets individuels d'autonomisation sociale. Dès leur fondation, les *ejidos* doivent ainsi faire face aux tentatives de ségrégation politique d'une partie de leurs ressortissants⁷. La concurrence que se livrent les entrepreneurs agraires pour étendre leur espace d'influence favorise par ailleurs les mobilités croisées et les brassages de population résultant des logiques de ségrégation/intégration des clientèles micro-locales⁸.

L'*EJIDO* ET LA RÉGULATION DES RAPPORTS INTERGÉNÉRATIONNELS : EXPANSION DE LA FRONTIÈRE AGRAIRE ET REPRODUCTION DU DISPOSITIF DE GOUVERNANCE RURALE

Tout se passe en fait comme si l'*ejido* était conçu comme une organisation dont la durée de vie est limitée (du fait de la saturation de ses ressources liée autant à l'expansion démographique qu'à leur accaparement, voir Cambrézy, 1991) et, en conséquence, la réforme agraire comme un processus en continu renouvellement. Dès lors, la reproduction du système politique est conditionnée par la capacité des gouvernants de l'*ejido* et celle de l'État local à prolonger le processus de dotation foncière à travers l'ouverture de nouveaux territoires productifs et politiques. À la différence du modèle d'organisation *ejidale* qui prévaut dans la réforme agraire de l'époque tejédiste, l'État est bien au cœur du fonctionnement de l'*ejido* cardéniste et des régulations intergénérationnelles qui s'y construisent. La courte période de mise en œuvre intensive de la réforme agraire dans les Tuxtlas, entre 1934-1935 et 1940-1941, constitue ainsi un tournant quant à la façon dont les sociétés *ejidales* vont avoir à envisager l'intégration sociale des nouvelles générations et la gestion de leurs ressources foncières : selon qu'elles ont ou non réussi, via le processus de réforme agraire et institutionnelle proposé par l'État et la capacité d'agence de leurs gouvernants, une articulation solide et durable avec l'administration agraire, la LCA et les entrepreneurs privés, elles devront gérer leur développement démographique sur un espace fini et un accès restreint aux marchés des facteurs, ou au contraire sur la base d'un accès renouvelé aux dotations foncières et aux programmes de développement.

**L'*ejido* confronté à la saturation de ses ressources foncières :
dynamique des institutions agraires et mise en rapport avec
les marchés politiques**

À partir de la réforme cardéniste, les institutions politiques de l'*ejido* se voient investies des charges de régulation des rapports intergénérationnels. La superposition de deux registres légaux (les règles officielles et les normes et pratiques d'inspiration communautaire) permet en particulier de transposer au niveau de la communauté villageoise les tensions, en particulier foncières, que la croissance démographique peut générer au sein des groupes domestiques. Dans la sphère agraire, les instances de gouvernement de l'*ejido* interviennent dans l'allocation des ressources foncières, en attribuant des droits d'exploitation temporaires mais tacitement reconductibles aux paysans dépourvus du statut d'*ejidatario* (*comuneros*), en validant les transferts de droits détenus aussi bien par les *ejidatarios* que par les *comuneros*, en réglant les litiges fonciers, ainsi qu'en ré-assignant éventuellement les droits d'usage de certaines parcelles en cas de manquement du détenteur aux normes qu'elles ont fixées (ce qui inclue, en contradiction avec la réglementation officielle, la validation des transactions foncières sous certaines conditions, ainsi que la privation de droit des individus rétifs au pouvoir des dirigeants ou au respect des obligations communautaires).

Dans le domaine de l'accès au pouvoir et aux ressources politiques, en revanche, les régulations qui se mettent en place, si elles conservent le caractère hybride des institutions foncières, sont fortement influencées par le dispositif corporatif que l'État-parti bâti autour de l'*ejido* et accordent une place prépondérante aux règles officielles. Le statut foncier (contenu du droit d'accès à la terre et conditions d'accès à ce droit) détermine l'étendue des droits civils : à l'une des extrémités du spectre politique local, l'entrepreneur agraire et de sa famille proche concentrent les pouvoirs ; à l'autre extrémité, les *comuneros* jouissant d'un droit d'usage temporaire et les résidents sans accès au foncier (*avecindados*) forment des catégories de citoyens de second ordre.

À mesure que les prérogatives de l'organisation *ejidale* débordent la sphère agraire pour embrasser l'ensemble du champ politique local (gestion des biens et des services publics, cooptation des candidats aux charges de représentation publique – agent municipal, comité local du parti officiel)⁹, le statut foncier devient un facteur discriminant de l'accès à l'ensemble des ressources non locales : programmes et crédits de développement agropastoral, marchés de travail, en particulier urbains, dotations administratives de nouvelles terres. Les organes de gouvernement de l'*ejido*, l'assemblée en particulier, au sein de laquelle seuls les *ejidatarios* siègent de façon statutaire, opèrent comme les espaces fondamentaux où se déroulent les processus d'apprentissage politique autour du dispositif de médiation corporative avec l'État-parti (Hoffmann, 1997).

Un décalage apparaît, et s'approfondit avec l'occupation de l'espace, entre la concentration des droits politiques par les différentes catégories d'*ejidatarios* et le contenu des droits fonciers dont ils jouissent réellement. Dès les années 1940, la redistribution des terres sous une forme égalitaire entre les seuls titulaires d'un droit *ejidal* devient une revendication récurrente

face à l'amenuisement des ressources foncières résultant des accaparements fonciers et de l'accroissement du nombre d'usagers sans statut légal¹⁰. Ces revendications vont cristalliser le débat politique et les dynamiques de pouvoir au sein des *ejidos* pendant plusieurs décennies, en révélant l'opposition entre les entrepreneurs agraires, le cercle réduit des producteurs *kulaks* (*ejidatarios* ou non) et la masse des *comuneros* d'une part, et les *ejidatarios* qui se trouvent dans une situation marginale quant à l'accès aux crédits et aux circuits privés de commercialisation (et donc quant aux possibilités d'expansion foncière) d'autre part.

La rupture entre ces deux groupes est révélée par les mesures de « parcellement » de l'espace agricole. À partir de la fin des années 1960, la disponibilité de nouvelles techniques productives – la cohorte engrais chimiques-herbicides-semences améliorées, associée à la diffusion du crédit agricole – permettant de multiplier par plus de deux la surface cultivable par un individu et la productivité du travail, précipite la révision des dispositifs de régulation foncière. La disparition de la génération des entrepreneurs agraires détenteurs de la légitimité révolutionnaire rend possible la remise en question des normes d'accès libre au foncier, au profit des seuls titulaires d'un droit *ejidal*. Le processus de parcellement a souvent eu lieu sur un mode violent, puisqu'il conduisait à une mise à jour brutale des statuts fonciers et civiques, mais aussi à la réactualisation des clientélismes autour d'une classe élargie d'intermédiaires, les paysans non *ejidatarios* étant conduits à négocier leur accès au foncier et aux ressources naturelles (bois de chauffe, pâturages), dans le cadre familial ou sur la base de proximités spatiales, religieuses, politiques, etc. Au début des années 1980, la quasi-totalité des *ejidos* créés sur la « frontière cardéniste » avaient procédé à la redistribution de leur espace productif.

Il n'est pas fortuit que ce processus d'individualisation des droits fonciers se soit engagé dans le cadre d'une dynamique de consolidation de l'agriculture familiale, associée au renforcement des interventions étatiques qui brisaient les marchés captifs contrôlés par les entrepreneurs agraires. Cette consolidation a aussi eu lieu parce que des soupapes de sécurité efficaces opéraient qui ont permis de freiner la pulvérisation de la tenure foncière : l'efficacité des articulations avec les marchés politiques, qui ont supporté la reproduction des logiques de mobilité et d'essaimage des jeunes générations vers les nouvelles frontières agraires (voir *infra*) ou celles qui s'ouvraient dans la sphère urbaine, a ainsi participé de la construction d'exploitations agricoles viables dans le cadre de régulation imposé par l'État mexicain au cours des années 1970.

Dans les Tuxtlas, le système de gouvernance fondé sur la concentration et la personnalisation des fonctions de médiation est entré en crise à partir du moment où l'efficacité des régulations politiques mises en place sur la frontière cardéniste a permis l'internalisation graduelle par les *ejidatarios* des charges de régulation intergénérationnelle qui étaient assumées par les institutions d'origine communale. Ce phénomène a recoupé une transition générationnelle et le vieillissement des tenants de la « légitimité révolutionnaire ». Pour l'État post-révolutionnaire et les élites régionales, cette évolution portait les germes d'une rupture du pacte passé à l'époque cardéniste avec les sociétés paysannes, qui reposait sur la fusion des pratiques

de patronage personnalisé et de l'institutionnalisation de l'État-parti (Pansters, 1997). La pérennité du système politique qui s'était élaboré de concert avec la mise en œuvre de la réforme agraire, dans une situation de frontière institutionnelle, apparaissait ainsi tributaire de la capacité de l'État-parti, dans ses dimensions locale et nationale, à prolonger le processus de frontière interne.

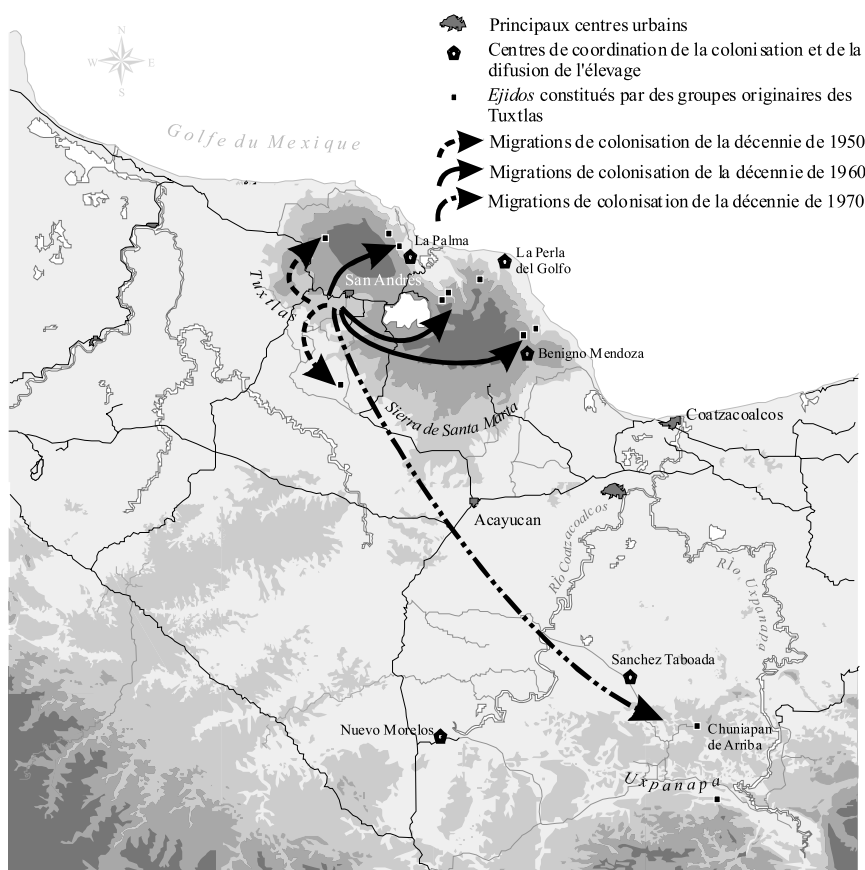
Colonisation foncière et perfectionnement du dispositif de régulation socio-politique

En fait, dès l'achèvement de la phase intensive de dotations foncières, la prolongation du processus de frontière est au centre de la dynamique politique, tant à l'échelle des communautés *ejidales* qu'au niveau du dispositif d'ancrage régional de l'État. Les premières procédures d'« ampliation » – de dotation foncière complémentaire à un *ejido* existant – sont entamées à la fin des années 1930 et se multiplient durant la décennie suivante. Elles ont pour objet les marges de la région, les terres basses méridionales ou, au nord, les versants du volcan San Martin. On observe à cette occasion, de la part des demandeurs, la récurrence des revendications de construction de nouveaux territoires et de ségrégation politique vis-à-vis de leur communauté d'origine¹¹. Ce sont pourtant les assemblées et les comités exécutifs des *ejidos* qui se chargent de canaliser et de transmettre à l'administration agraire ces demandes de terre, et leur traitement répond généralement aux logiques d'expansion des espaces de contrôle politique des groupes dirigeant les *ejidos* déjà constitués.

Pourtant, à partir de la fin des années 1940, la politique agraire de l'État mexicain change de cours, en même temps que l'épuisement de la frontière agraire dans la partie centrale des Tuxtlas impose des discontinuités territoriales de plus en plus importantes entre les *ejidos* et les « ampliaciones » qui leur sont concédées¹². La colonisation des terres basses du sud-Veracruz devient le cadre général de cette politique, et la constitution d'exploitations tournées vers les marchés, de type *farmer*, son objectif principal. La mise en place de structures foncières appelées à évoluer vers une tenure de type privatif apparaît comme une condition de l'émergence d'entrepreneurs agricoles : les « colonies agraires », où les terres peuvent être l'objet de transactions marchandes (Zaragoza et Macías, 1980), sont privilégiées, et dans les *ejidos* qui sont créés sur le pourtour de ces colonies, le parcellement de l'espace entre les bénéficiaires légaux est imposé par l'administration comme une mesure préalable. La toute puissante Union régionale des éleveurs du Sud de Veracruz (URGSV), qui fédère les intérêts des grands entrepreneurs privés du secteur rural, déplace en outre partiellement la Ligue des communautés agraires dans le pilotage politique du processus de frontière. Toutefois, le système d'articulation entre les nouvelles entités agraires, l'État et les pouvoirs régionaux reproduit le modèle de médiations verticales, centralisées au niveau d'une chaîne d'entrepreneurs politiques, qui s'est forgé dans le cadre de la réforme agraire cardéniste.

Le processus de colonisation du versant maritime de la Sierra des Tuxtlas révèle ces régularités (Colin, 1999). Cette colonisation débute réellement avec la fondation, au début des années 1950, de colonies agraires de plusieurs milliers d'hectares (La Perla del Golfo et La Palma), au niveau desquelles les

FIGURE N° 3 : CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET DENSIFICATION DE L'ESPACE EJIDAL DANS LES DIFFÉRENTS CONTEXTES DE MISE EN ŒUVRE DE LA RÉFORME AGRAIRE DANS LES TUXTLAS, 1930-1980



fonctions de régulation foncière, économique et politique sont déléguées à une poignée d'opérateurs politiques, généralement issus d'une même famille. Dans les deux colonies, il s'agit de personnes originaires du centre de l'état de Veracruz bénéficiant d'appuis familiaux dans l'entourage immédiat du gouverneur López Aria. Mais des éléments issus des groupes dirigeant les *ejidos* du centre des Tuxtlas adhèrent très vite à leur clientèle. Immédiatement, ces opérateurs tissent des relations avec les grands commerçants de San Andrés et de Catemaco, qui vont financer la mise en place des infrastructures commerciales (pirogues motorisées, trains de mules, fonds de marchandises) et le développement de la production agricole (défrichement et mise en culture des terres), ainsi qu'avec le complexe politique régional (élites municipales, LCA), qui les pourvoit en nouveaux adhérents.

À peine amorcé, ce processus de colonisation s'articule donc étroitement avec le dispositif politico-commercial qui forme la trame de l'État-local dans les Tuxtlas et restaure les modèles de patronage qui ont présidé à sa formation. Comme ce fut le cas lors de la réforme cardéniste, l'orga-

nisation territoriale qui émerge de ce processus repose ainsi sur la construction de monopoles de courtage et le développement de marchés captifs, sur la base des principes d'antériorité dans l'établissement des relations stratégiques avec les centres de pouvoir politique et commercial. Dans la zone de La Perla del Golfo, particulièrement isolée, le fondateur de la colonie, José Sánchez Viveros procéda même à la délimitation des *ejidos* Los Arrecifes et Zapotitlán, dans lesquels furent confinées les familles indiennes qui occupaient cet espace. Cette démarche reflète les logiques de construction territoriale et institutionnelle par l'entrepreneur de la frontière, qui requièrent que ces espaces soient préalablement « purgés » des institutions et des organisations qui y opéraient et qui sont susceptibles de défier la rhétorique de l'antériorité fondant la légitimité du nouveau pouvoir.

À partir du début des années 1960 et durant la décennie suivante, cette organisation s'étend et se ramifie avec la fondation d'*ejidos* sur les versants qui surplombent les plaines côtières où ces colonies se sont formées¹³. Ces *ejidos* sont composés en majorité de fils d'*ejidatarios* du centre des Tuxtlas et sont d'emblée incorporés à la chaîne de médiations clientélistes qui lient leurs fondateurs aux grands *farmers* des colonies agraires et, par l'intermédiaire de ces derniers, aux grands commerçants de San Andrés et Catemaco (*ibid.*). De nouveau, la conduite des démarches de dotation foncière fonde la construction du pouvoir politique par les dirigeants des nouveaux *ejidos*, via le patronage politique et les relations que leurs parents, eux-mêmes membres influents de la direction de leur *ejido* d'origine, ont établi avec les élites politiques et administratives de San Andrés. Eventuellement, ces articulations avec le complexe politico-commercial se construisent hors de la médiation des colonies environnantes, comme c'est le cas pour l'*ejido* Benigno Mendoza, fondé au début des années 1960 dans le municipe de Mecayapan, qui va servir de relais à l'extension des réseaux marchands et ceux de l'élevage bovin dans les villages indiens de la Sierra de Santa Marta (Paré, Velázquez et Blanco, 1993).

Durant la décennie suivante, ce processus d'essaimage des nouvelles générations du centre des Tuxtlas a pour cadre privilégié la politique officielle de colonisation de l'Isthme central et de l'interfluve Coatzacoalcos-Uxpanapa (figure n° 3). Entre 1970 et 1972, les *ejidos* Chuniapan de Arriba, Francisco I. Madero, Los Naranjos, Ohuilapan, La Victoria, Salto de Eyipantla, Texalpan et Río de Tuxtla formulent des demandes de dotation dans cette région (ARAN/328 bis, ACAM/1949). Deux au moins de ces demandes aboutissent à l'implantation de groupes organisés dans le « district de drainage de l'Uxpanapa », en reproduisant le modèle de patronage liant les bénéficiaires de ces dotations à des grands producteurs des colonies agraires voisines (Nuevo Morelos, Sánchez Taboada). Ces processus mettent de nouveau en exergue la figure de l'entrepreneur qui porte politiquement et parfois économiquement le projet de dotation foncière (voir l'encadré). Comme sur le versant maritime des Tuxtlas, l'organisation territoriale qui en résulte reproduit le schéma en inflorescence reliant un chapelet d'*ejidos* à une colonie, et celle-ci à un centre urbain où s'effectuent les opérations commerciales avec les marchés trans-régionaux (voir la figure n° 4).

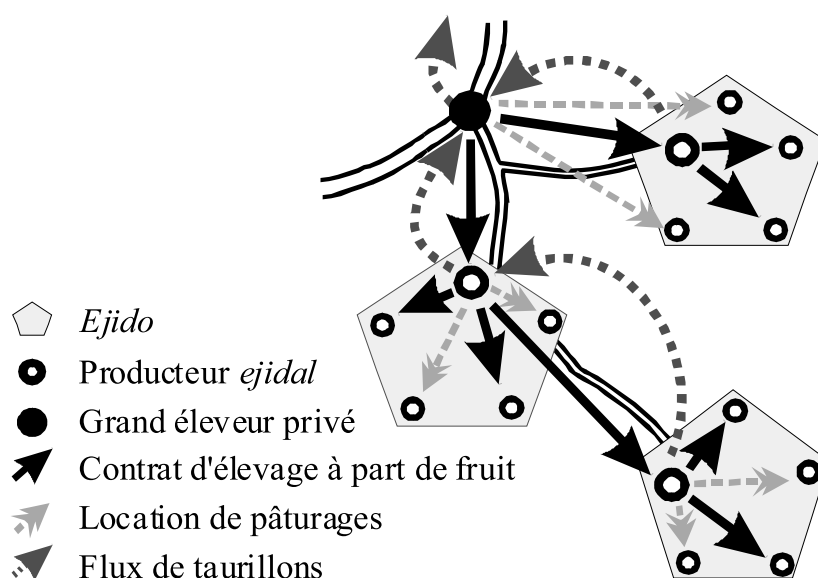


FIGURE N° 4 : LA DYNAMIQUE DE COLONISATION AGRAIRE DEPUIS LE CENTRE DES TUXTLAS, 1950-1980

Bien que dépourvus du statut d'*ejidatarios*, Francisco et Valdomero C. sont, à la fin des années 1960, deux agriculteurs prospères qui exploitent chacun une quinzaine d'hectares avec leurs propres attelages et des travailleurs agricoles, sur les terres de l'*ejido* Chuniapan de Arriba du municipio de San Andrés, dont leur père est l'un des principaux dirigeants. À cette époque, les tensions politiques internes, qui se cristallisent autour du libre accès au foncier et son accaparement, les poussent à entamer, avec l'appui du comité de l'*ejido*, des démarches de dotation dans la région de l'Uxpanapa. En 1970, ces démarches aboutissent à l'attribution de 1 400 hectares, en faveur de 56 bénéficiaires.

Avec le produit de la vente de leurs récoltes et de leurs attelages, les frères C. financent le déplacement de leurs treize ouvriers agricoles et de leurs familles et s'installent à Chamizal, un village pionnier qui jouxte les espaces forestiers à coloniser. Ils y restent deux ans, employés à l'établissement de relations de confiance avec un commerçant-éleveur de la colonie Sánchez Taboada et à l'identification des meilleurs terrains. Devançant l'administration agraire, ils délimitent eux-même l'emplacement de leur *ejido*.

Le petit nombre de colons au regard de la dotation accordée permet aux deux frères de s'appropriier en leur nom et celui de leurs enfants une surface dépassant largement les limites légales : pour lui-même et ses huit enfants (dont le plus âgé a dix-huit ans), Francisco s'adjuge ainsi 9 parcelles individuelles, soit 226 hectares. Avec son frère, grâce aux financements que leur fournit leur patron de la Sánchez Taboada, ils centralisent la commercialisation du riz, du maïs et des porcs produits dans l'*ejido*, en même temps qu'ils installent des prairies sur les terrains qu'ils défrichent.

À travers les projets publics de développement de l'élevage bovin et la prise à part de fruit de bétail appartenant à des éleveurs de la Sánchez Taboada, ils constituent rapidement un troupeau bovin et se reconvertissent exclusivement dans l'élevage. En 2000, ils sont devenus d'importants pourvoyeurs de bétail à part de fruit dans les *ejidos* créés ultérieurement dans les zones enclavées de la région et opèrent comme intermédiaires dans le commerce du bétail.

Avec la propagation du processus de frontière agraire vers les marches du système régional, le dispositif institutionnel de médiation politique et économique s'affine et se reproduit sous une forme épurée. Il aboutit à une organisation spatiale qui s'affranchit des centres historiques d'articulation socio-politique correspondant aux anciennes communautés indiennes : alors que dans les Tuxtlas, le processus d'ancrage de l'État et du système politique s'est effectué autour des nœuds de pouvoir existant, la ville de San Andrés et la municipalité, la colonisation de l'Isthme central se réalise hors de toute référence à l'échelle municipale et, dans une large mesure, aux centres urbains existants ; alors que la réforme agraire cardéniste conduit dans les Tuxtlas à la consolidation d'un lieu unique de coordination et de centralisation des pouvoirs politique et économique, les nouvelles frontières se construisent sur une base multipolaire, correspondant à la personnalisation extrême des processus de médiation économique et politique et à l'éparpillement des centres géographiques de coordination¹⁴. Mais cette dilution de l'État local dans la figure de l'entrepreneur de la frontière a également pour effet de maintenir en selle les grandes centrales corporatives de médiation politique (Union régionale des éleveurs, Ligue des Communautés Agraires) qui deviennent plus que jamais les espaces d'articulation et de (re)mise en forme des trajectoires locales ; ce faisant, c'est bien le modèle de gouvernance élaboré durant la réforme cardéniste qui se perpétue, sous une forme épurée, à travers le processus de frontière interne. Il trouve en outre, avec la spécialisation de ces frontières dans l'élevage bovin, une base économique et un support institutionnel de très large diffusion.

Pastoralisation du système agraire et émergence

d'une institution de la frontière : l'élevage à part de fruit

Le développement de l'élevage dans l'ensemble des aires de colonisation agraire repose en effet sur le couplage entre la concentration des appuis techniques et des crédits publics par un nombre réduit d'opérateurs (les membres dirigeants de l'Union régionale des éleveurs du Sud-Veracruz et, à un second niveau, un tissu de *farmers* formé par les adhérents des colonies agraires et les principaux dirigeants des *ejidos*) et l'extension du dispositif clientéliste de régulation politico-économique vers les marches territoriales du système régional. La mise en place de petites exploitations dépourvues de capital (politique, technique, circulant) dans les *ejidos* de la frontière vient ainsi supporter l'expansion de la surface fourragère et l'accroissement des troupeaux des grands éleveurs au-delà des capacités de leur propre exploitation. À partir du début des années 1980, l'assèchement climatique qui se fait sentir dans la partie centrale du Sud-Veracruz renforce cette dynamique de délocalisation des activités d'élevage vers les zones qui conservent une pluviométrie et une production fourragère mieux réparties au long de l'année.

Les pratiques d'élevage à part de fruit (*ganadería a medias*) fournissent une base institutionnelle complémentaire à l'extension du dispositif de médiations clientélistes caractéristique du contexte de frontière. Initialement, les contrats passés entre les grands éleveurs et leur clientèle *ejidale* ont concerné la fourniture de taurillons, acquis par les premiers via des crédits bancaires à taux bonifié, pour une période d'embouche allant de six mois à deux ans, la valeur correspondant à la prise de poids des animaux durant leur période de pâturage sur les terres *ejidales* étant répartie en deux parts égales. Mais, à partir de la fin des années 1980, l'assèchement des crédits publics et le relèvement des taux d'intérêts de la banque privée ont conduit à une réorientation des stratégies des grands éleveurs. Désormais, c'est la partie la plus risquée du cycle de production (correspondant à la mise à bas et à l'élevage des jeunes animaux) qui est transférée aux propriétaires de pâturage des zones de frontière, les « patrons de bétail » se concentrant sur les activités d'embouche des taurillons ainsi produits, beaucoup plus rémunératrices. Cette évolution des pratiques laisse aux colons dépourvus de capital la perspective d'une acquisition graduelle d'un troupeau reproducteur et son autonomisation vis-à-vis des grands éleveurs.

Selon les termes de ces contrats le patron fournit un nombre de génisses correspondant à la capacité fourragère de la parcelle de son métayer (évaluée selon la surface disponible et la qualité des prairies établies, éventuellement après un premier contrat de location de pâturages), ainsi qu'un taureau qui assure la monte du troupeau¹⁵. Ces contrats sont généralement établis pour trois mises-bas, et postulent une répartition par moitié des animaux nés au cours de cette période, dès leur sevrage à l'âge de 10-12 mois. Ils fixent généralement *ex-ante* le nombre de têtes de bétail dues au patron, sur une base d'une fois et demi le nombre de génisses confiées au métayer. Celui-ci doit en outre assumer les pertes liées à la mortalité des animaux, du fait de pathologies ou d'accidents. Les soins à apporter au bétail sont généralement pris en charge par les deux parties, le propriétaire fournissant les vaccins et le métayer assurant les déparasitages et les traitements anti-tiques. Les accords d'élevage à part de fruit sont parfois complétés de crédits à la consommation au bénéfice du métayer.

Souscrits par les colons pauvres afin de constituer un capital qu'ils ne peuvent acquérir dans les conditions de prix relatifs qui prévalent sur les marchés du système économique régional, ces accords tendent à les maintenir dans une situation de dépendance durable vis-à-vis des fournisseurs de génisses : du fait de l'incidence des endémies et des accidents (morsures de serpent, chutes sur des terrains à fort dévers), les taux de mise-bas sont rarement uniformes pour l'ensemble du troupeau et les pertes importantes. Il est ainsi exceptionnel, qu'à l'issue des 6 ans correspondant théoriquement aux trois cycles de reproduction, les génisses aient toutes eu trois mises-bas : les entrevues réalisées sur le versant maritime des Tuxtlas et dans l'Uxpanapa font plutôt état d'une productivité du troupeau variant entre 50 et 60 %, soit environ 1,6 naissance par génisse sur la durée du contrat. Après restitution des pertes, le métayer dispose ainsi rarement d'un cheptel supérieur à la moitié des animaux qui lui ont été confiés, capital sur lequel il doit financer l'entretien des prairies et la consommation de sa famille – la traite des vaches ayant permis au cours du contrat de subvenir en partie à ces

besoins, mais en aucun cas aux dépenses exceptionnelles associées, par exemple, aux accidents de santé.

En fait, bien que la teneur de ces accords varie dans le temps et dans l'espace¹⁶, leur rendement net, une fois les charges d'entretien des prairies et les besoins de consommation couverts par le métayer, correspond à des valeurs relativement homogènes : sur une surface de 20 hectares et pour un effectif de 10 femelles confiées durant six ans, celui-ci parvient très rarement à capitaliser plus de 3 à 4 têtes de bétail¹⁷. À cette aune, et si l'on inclut les temps d'installation et de renouvellement des prairies, une vingtaine d'années sont nécessaires à un *ejidatario* pour acquérir un cheptel garantissant son autonomie. Ce pas de temps, qui correspond à celui qui sépare deux générations, garantit aux grands éleveurs une relative stabilité des surfaces où ils transfèrent les activités de naissage et leur permet de spécialiser leur propre exploitation dans l'embouche des veaux produits par les métayers, la saturation graduelle de l'espace pastoral étant compensée par la progression de la frontière sous la pression des nouvelles générations.

L'élevage à part de fruit tend ainsi à pérenniser durablement les relations d'exclusivité qui lient les entrepreneurs de la frontière à leurs clientèles locales, tout en formalisant la fusion des sphères politique (reposant très largement sur les médiations canalisées par l'Union régionale des éleveurs) et économique. La spécialisation dans l'élevage bovin fournit ainsi un cadre idéal de mise en œuvre du modèle d'organisation socio-politique caractéristique de la frontière agraire : elle sert de vecteur économique à la diffusion et la pérennisation de la culture politique portée par les groupes participant au processus de colonisation des terres basses ; elle tend en outre à s'affranchir du cadre municipal constitutionnel pour reposer principalement sur les régulations corporatives coordonnées dans un cadre régional et fédéral. Malgré l'extrême personnalisation des relations sociales, l'État post-révolutionnaire agit en permanence comme « métropole légitimante » des processus de construction et de reproduction des pouvoirs : à travers les organisations corporatives de médiation socio-politique, qui gèrent les dotations foncières ainsi que les financements publics associés au développement de l'élevage (crédits pour l'acquisition de bétail et de matériel, communications terrestres, infrastructures commerciales et sanitaires liées à l'élevage), il est au cœur du processus de frontière.

CONCLUSIONS : L'*EJIDO*, LA FRONTIÈRE AGRAIRE ET LA REPRODUCTION DE LA CULTURE POLITIQUE DANS LE MILIEU RURAL MEXICAIN

L'*ejido*, à travers ses avatars, depuis l'époque cardéniste jusqu'à la phase actuelle de transition vers un régime de tenure privative, fournit une bonne illustration de la théorie du changement institutionnel (North, 1995) : la mise en place de nouvelles règles concernant la régulation foncière ainsi que les modes de gouvernance locale et de mise en rapport des sociétés paysannes avec l'État s'est effectuée à partir de la matrice institutionnelle des anciennes communautés indiennes (les normes d'accès au foncier et

d'organisation des échanges fondées sur les métaphores de l'égalité et de la parenté, les principes paternalistes de régulation socio-politique), mais en réformant les structures autonomes de gouvernement qui en assuraient la mise en œuvre. Au cours des années 1930, l'État a ainsi évincé ces dernières des processus de fondement et de légitimation des pouvoirs locaux. Il en a résulté un régime de gouvernance fonctionnant sur le mode du « despotisme décentralisé », dans le cadre duquel une poignée d'entrepreneurs centralisait les fonctions de coordination verticale dans les sphères politique et économique, entre les sociétés paysannes et le dispositif régional de l'État. Ce changement institutionnel, qui conditionnait la reproduction de l'État post-révolutionnaire en permettant son ancrage pérenne au niveau local, a pu être mené à bien grâce à l'activation d'une frontière interne, la mobilisation de nouveaux acteurs (entrepreneurs agraires, syndicats paysans fédérant leurs intérêts, administration agraire locale, grands commerçants) et la recomposition des territoires ruraux.

En arrière de la frontière agraire, les processus d'apprentissage au sein des instances de représentation politique de l'*ejido* ont toutefois permis la prise en main graduelle par les *ejidatarios* des fonctions de régulation intergénérationnelle assumées par les institutions d'origine communale et le déplacement de ces dernières par les règles relevant du cadre légal de régulation du secteur *ejidal*. Le régime de gouvernance fondé sur la personnalisation et l'exercice monopolistique des fonctions de médiation a alors été remis en cause, débouchant notamment sur l'éviction des normes d'accès ouvert au foncier au profit de la redistribution de l'espace productif entre les seuls titulaires du statut d'*ejidatario*, et sur l'ouverture des marchés captifs sur lesquels régnaient les entrepreneurs agraires.

Le changement institutionnel reflète ici une transformation fondamentale des bases de l'organisation sociale : la communauté paysanne « fermée », foyer d'une forte intensité et d'une large accessibilité du capital social de type « liant » (solidarités inter-familiales, normes de réciprocité) et, symétriquement, d'une extrême concentration de l'accès au capital social de type « articulant » (relatif aux conditions de mise en rapport avec les marchés politiques extra-locaux)¹⁸ a progressivement été déplacée par une organisation centrée sur la famille, au niveau de laquelle tendent à se concentrer les solidarités, en grande partie parce que le capital social « articulant » a souffert, par le biais des institutions légales de l'*ejido*, une diffusion large entre les chefs de famille *ejidatarios*.

Le régime de gouvernance fondé sur les coordinations de type vertical et la personnalisation des fonctions de médiation a toutefois rencontré une large base de reproduction et de diffusion et à travers la propagation de la frontière agraire vers les marches territoriales du système socio-politique. Les programmes de colonisation foncière, ont permis la reproduction de ce modèle sous une forme épurée, en partie grâce au support économique que lui a fourni la spécialisation des espaces de frontière dans l'élevage bovin. Ces derniers ont ainsi joué un rôle majeur dans la reproduction et la pérennité, durant plus de quarante ans, du système politique de médiations verticales gravitant autour de l'État-parti et ses relais corporatifs. La frontière agraire a ainsi opéré comme une force conservatrice sur le maintien du régime de gouvernance post-révolutionnaire et la transmission de la culture

politique au sein des sociétés rurales du Sotavento. Son épuisement physique, à la fin des années 1980, puis la ratification légale de cet épuisement, via les réformes constitutionnelles de 1992, ont bien précipité la crise du dispositif corporatif de régulation socio-politique, mais ils ne semblent pas pour autant avoir induit une remise en question des principes clientélistes qui en ont structuré la mise en œuvre.

Notes

- 1 Voir entre autres, pour le ^{xvii} siècle et des contextes aussi dissemblables que le Michoacán et le Golfe du Mexique, Lecoin (1988) et García de León (1992).
- 2 Les archives agraires font état de plaintes déposées entre 1928 et 1931 par les comités locaux des *ejidos* Texalpan et Cerro Amarillo auprès de la Junta d'administration civile de San Andrés concernant la location de terrains de leur juridiction à leurs anciens propriétaires par Manuel Azamar. Les habitants du village de Texcaltitan dénonçaient de même les abus commis par les autorités de Xoteapan, chef-lieu de l'*ejido* auquel ce village était rattaché, dans la délimitation des terres de culture. Les comités locaux responsables de ces plaintes furent dissous par la Commission agraire municipale pour sédition et rébellion.
- 3 Les archives de la Comisión Agraria Mixta attestent ainsi d'une situation d'insurrection politique des petites localités à l'encontre des chefs-lieux des *ejidos* formé durant les années 1920 : c'est le cas des hameaux de Mata de Caña et Los Mérida vis à vis du village de Soyata, de ceux de El Huidero, Bezuapan et Eyipantla vis à vis de Comoapan, de Pueblo Nuevo (nom révélateur en soi) et Los Naranjos vis à vis de Tehuantepec, amen des revendications de sécession du village de Texcaltitan au sein de l'*ejido* de Xoteapan, et de Chuniapan de Abajo dans celui de Chuniapan.
- 4 La veuve Mortera, expropriée au bénéfice de l'*ejido* Francisco I. Madero, dénonce ainsi le caractère fictif de ce village, un quartier de Xoteapan érigé en localité pour pouvoir entreprendre des démarches de dotation à son propre compte (ACAM/2119, 1938) ; à la même époque, le comité du même *ejido* de Xoteapan se plaint des velléités de ségrégation du village-sujet de Texcaltitan qui, « après avoir [...] obtenu le statut politique de congrégation [...] souhaite qu'on délimite la partie [de l'*ejido*] qui [lui] correspond, en proportion du nombre de paysans qui y résident, et qu'en même temps on [lui] permette de désigner [ses] propres autorités agraires de façon indépendante » (ARAN/140, sept. 1941).
- 5 L'exemple le plus frappant est fourni par l'*ejido* Pueblo Nuevo, émanation d'une scission interne de celui de Tehuantepec, ayant agglutiné des ressortissants de Chuniapan et de Xoteapan : en 1942, un rapport officiel faisait état d'un comité agraire local de 5 membres, dont trois étaient âgés de moins de 20 ans et un seul de plus de 25 ans (ARAN/2850).
- 6 Le président de la commission agraire de San Andrés à partir de 1935, Enrique López Huitrón, était un maître d'école. Son prédécesseur, Manuel Azamar fut muté d'office à la ville de México.
- 7 Dès 1937, le comité de Ricardo Flores Magón est ainsi confronté à la demande de constitution d'un *ejido* indépendant par les habitants du hameau de La Boca, créé deux ans plus tôt, à l'occasion de la dotation (ACAM/739). En 1939, trois ans après la fondation de l'*ejido* Abrevadero sous les auspices de J. Paxtíán, un groupe de bénéficiaires, parrainés par N. Parra, quitte le village pour occuper une propriété privée voisine, où ils fonderont l'*ejido* Sayultepec (ACAM/2779).
- 8 En mars 1935, six ans après sa création, l'*ejido* El Laurel ne compte plus que 43 des 93 titulaires initialement recensés, mais 80 nouveaux paysans s'y sont établis ; à Tulapan, en janvier 1952, on ne retrouve plus que 18 des 123 bénéficiaires de la dotation : si 57 *ejidatarios* sont déclarés décédés, 48 autres ont quitté le village avec leur famille (ACAM/313 et 3721).
- 9 A ce sujet et dans le cas du Veracruz, voir Baitenmann (1998) et Azuela (1995).
- 10 Voir les cas de Xoteapan (ARAN/140, sept. 1941) et Buenavista (ACAM/812, juin 1942). Ce phénomène n'est pas particulier aux Tuxtlas : le « parcellement » des *ejidos* fait l'objet de l'un des premiers décrets du président Ávila Camacho, en 1941, afin « d'empêcher les hégémonies indues au sein des communautés *ejidales* » (cité par Baitenmann, 1998:146). Ce décret, comme beaucoup d'autres, restera lettre morte encore de nombreuses années dans la plupart des régions du pays.

- 11 Après que le comité *ejidal* de Tulapan ait effectué en leur nom une demande d'ampliation, les jeunes de ce village stipulent au délégué de la Commission agraire que leurs revendications s'inscrivent dans une démarche de dotation indépendante, car « ils souhaitent désigner eux-mêmes leurs autorités agraires, autant afin qu'elles soient indépendantes de celles de [Tulapan], que parce que si les terres étaient concédées [sous forme d'ampliation] ils seraient exposés aux caprices des autorités du vieux village » (ACAM/3721, 26/02/1943).
- 12 Les *ejidos* Miltepec, F.I. Madero et Buenavista se voient ainsi attribuer des « ampliaciones » situées à une journée de marche de leur dotation originelle, ce qui conduit à la constitution de nouvelles localités et à leur autonomisation vis-à-vis du chef-lieu *ejidal*, tant dans le domaine de la régulation foncière que dans celui de la gestion des rapports avec l'administration.
- 13 Les *ejidos* Lázaro Cárdenas, López Mateos et Peninsula de Moreno dans le municipe de Catemaco, Laguna Escondida dans le municipe de San Andrés Tuxtla (voir Colin, 1999), Benigno Mendoza et Venustiano Carranza dans celui de Mecayapan.
- 14 Sur cette évolution divergente des organisations spatiales dans le Sud-Veracruz, voir Palma (2002).
- 15 De façon générale, les chargements en bétail sont d'un animal par hectare, de façon à permettre une bonne alimentation des veaux à naître. Sur une surface de 20 hectares correspondant à la surface-type allouée dans les *ejidos* créés dans les années 1960-1970, ils correspondent à un troupeau de 9 à 10 génisses et un jeune taureau.
- 16 Les premiers contrats de naissage à part de fruit conclus dans les colonies agraires de l'interfluve Coatzacoalcos-Uxpanapa à la fin des années 1960 établissaient une répartition des deux tiers des naissances en faveur de l'éleveur-bailleur ; mais les animaux confiés étaient des vaches adultes et la faible incidence endémique sur ces espaces vierges du point de vue de l'élevage bovin autorisait une productivité bien supérieure.
- 17 Ce rendement apparaît inférieur notamment à celui que peut procurer la location de pâturages (de 50 % environ en 2000). Mais cette option n'est bien sûr pas encouragée par les éleveurs, et pas davantage revendiquée par les colons pauvres, dans la mesure où elle ne leur donne pas accès aux crédits à la consommation ou pour la santé octroyés par les grands éleveurs et où l'échelonnement des versements est perçu comme un obstacle à la capitalisation.
- 18 Sur les notions de capital social « liant » (*linking-bonding*) et « articulant » (*bridging*), voir Woolcock et Narayan (2000).

Archives historiques

ACAM – Archivo de la Comisión Agraria Mixta de Veracruz, Xalapa.

ARAN – Archivo del Registro Agrario Nacional, Xalapa.

Bibliographie

- Azueta, A., 1995, « Ciudadanía y gestión urbana en los poblados rurales de Los Tuxtlas », *Estudios Sociológicos*, XIII (39), pp. 485-500.
- Baitenmann, H., 1998, *Rural Agency and State Formation in Postrevolutionary Mexico: The Agrarian Reform in Central Veracruz (1915-1992)*, Ph D thesis, University of Michigan, 466 p., multigr.
- Bartra, A., 1985, *Los herederos de Zapata*, México, Ed. Era.
- Cambrézy, L., 1991, « La movilidad de la población rural en el centro del estado de Veracruz: colonización agrícola y crisis de la tenencia de la tierra », *TRACE*, n° 19, pp. 27-40.

- Colin, X., 1999, *Histoire de la colonisation agro-pastorale des versants orientaux de la Sierra de los Tuxtlas*, Veracruz (Mexique), mémoire de DEA « Géographie et pratiques du développement », Université Paris-X – INAP-G, 56 p., multigr.
- Fowler-Salamini, H., 1979, *La movilización campesina en Veracruz (1920-1938)*, Mexico, Siglo XXI.
- García de León, A., 1992, *Naufragio en tierra: el impacto de la conquista en la Costa de Sotavento, siglos XVI y XVII*, UNAM, document de travail, miméo.
- Ginzberg, E., 2000, Formation de la infrastructure politique pour une réforme agraria radical: Adalberto Tejeda y la cuestión municipal en Veracruz, 1928-1932, *Historia Mexicana*, XLIX (4), pp. 637-727.
- Hoffmann, O., 1997, « L'*ejido*, laboratoire des pratiques sociales et fondement de la ruralité contemporaine au Mexique », in J.-M. Gastellu & J.-Y. Marchal (éds), *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du xx^e siècle*, Paris, Orstom, pp. 401-416.
- Kopytoff, I., 1987, « The Internal African Frontier: The Making of African Political Culture », in I. Kopytoff (ed.), *The African Frontier. The Reproduction of Traditional African Societies*, Bloomington & Indianapolis, Indiana University Press, pp.3-84.
- Lecoin, S., 1988, « Intercambios, movimientos de población y trabajo en la diócesis de Michoacán en el siglo XVI », in T. Calvo et G. López (coords), *Movimientos de población en el occidente de México*, México, Cemca – El Colegio de Michoacán, pp. 123-137.
- North, D. C., 1995, « The New Institutional Economics and Thirld World Development », in J. Harris, J. Hunter & C. M. Lewis (eds), *The New Institutional Economics and Thirld World Development*, London & New York, Routledge, pp. 17-26
- Palma, R., 2002, *Territorios y sociedades rurales en el sur de Veracruz: Aproximación a una antropología del espacio rural*, thèse de mastère en anthropologie sociale, Xalapa, CIESAS-Golfo, 121 p., multigr.
- Pansters, W., 1997, « Theorizing Political Culture in Modern Mexico », in W. Pansters (ed.), *Citizens of the Pyramid. Essays on Mexican Political Culture*, Amsterdam, Thela Publishers, pp. 1-37.
- Paré, L., Velázquez, E. et Blanco, J.-L., 1993, « La ganadería en la Sierra de Santa Marta, Veracruz: una primera aproximación », in N. Barrera & H. Rodríguez (coord.), *Desarrollo y medio ambiente en Veracruz. Impactos económicos ecológicos y culturales de la ganadería en Veracruz*, Xalapa, Friedrich Ebert Stiftung – CIESAS – Instituto de Ecología, pp. 129-165.
- Woolcock, M. et Narayan, D., 2000, « Social Capital: Implications for Development Theory, Research and Policy », *The World Bank Research Observer*, vol 15 (2), pp. 225-249.
- Zaragoza, J. L. et Macías, R., 1980, *El desarrollo agrario de México y su marco jurídico*, México, Centro Nacional de Investigaciones Agrarias.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

La mobilité spatiale est un phénomène structurant de la dynamique des sociétés rurales mexicaines et sa maîtrise, à des fins de contrôle social et territorial, représente un enjeu récurrent des politiques publiques. À partir de la seconde moitié du ^{xx}e siècle, l'intensification de cette mobilité est une conséquence à la fois des programmes de colonisation agraire des marches du territoire national et du développement des migrations de travail vers les centres urbains de l'altiplano, les nouveaux bassins d'emploi de la frontière nord et les États-Unis. Ces dynamiques ont donné lieu à des brassages de population sans précédent et à la mise en rapport de noyaux de peuplement culturellement différenciés, coexistant dans des espaces voisins. Ces territoires du multiculturalisme sont aujourd'hui un objet d'attention renouvelée, à la fois dans la perspective d'interventions politiques visant le développement institutionnel et la bonne gouvernance et, d'autre part, dans la contribution à un processus de frontière interne, qui a joué un rôle central dans la transformation des organisations et des institutions qui dominaient le milieu rural mexicain.

La movilidad espacial es una estructuración de fenómeno de la dinámica de las sociedades mexicanas rurales y su control, en los objetivos de control social y territorial, representa un interés que se repite en la política pública. A partir de la segunda mitad del siglo XX, la intensificación de esta movilidad es una consecuencia a la vez los programas de colonización agraria del paseo del territorio nacional y el desarrollo de las migraciones trabajadores hacia las áreas urbanas del altiplano, los nuevos fondos de trabajo de la frontera

del norte y los Estados Unidos. Esta dinámica dio paso a las adiciones de población sin precedentes y estacar en la relación de los hoyos culturalmente diferenciados de población, coexistir en espacios cercanos. Estos territorios del multiculturalism son un objeto de atención renovada hoy, a la vez en la perspectiva de apuntamiento de intervenciones político al desarrollo institucional y a la gobernación buena y, de otra parte, en la contribución en un proceso de frontera interna, que jugó un papel central en la transformación de organizaciones e instituciones que dominaron el ambiente mexicano rural.

The spatial mobility is a phenomenon structuring of the dynamics of the Mexican rural societies and its control, in purposes of social and territorial control, represents a recurring stake in the public policies. From the second half of the XXth century, the intensification of this mobility is a consequence at the same moment programs of agrarian colonization of the walking of the national territory and the development of the working migrations towards the urban areas of the altiplano, the new labour pools of the north border and the United States. These dynamics gave place to admixtures of unprecedented population and to stake in relationship of culturally differentiated pits of populating, coexisting in nearby spaces. These territories of the multiculturalism are an object of renewed attention today, at the same moment in the prospect of political interventions aiming at the institutional development and at the good governance and, on the other hand, in the contribution at a process of internal border, which played a central role in the transformation of organizations and institutions which dominated the Mexican rural environment.

Mots clés : mobilité spatiale, colonisation agraire, multiculturalisme, frontière interne, société rurale, Mexique, Veracruz.

Palabras claves : movilidad espacial, colonización agraria, multiculturalism, frontera interna, sociedad rural, México, Veracruz.

Keywords : spatial mobility, agrarian colonization, multiculturalism, internal border, society countryman, Mexico, Veracruz.

MOBILITÉ, ABSENCE DE LONGUE DURÉE ET RELATIONS INTERGÉNÉRATIONNELLES EN MILIEU RURAL (ÉTAT DU VERACRUZ, MEXIQUE)

ANDRÉ QUESNEL* & ALBERTO DEL REY**

DÉPUIS LA FIN DES ANNÉES 1980, dans le cadre du processus de son intégration à l'Alena, le Mexique a engagé des réformes institutionnelles et économiques afin de restructurer ses espaces économiques, réformes qui ont réorienté les flux migratoires dans tout le pays (Hiernaux, 1994) et plus particulièrement ceux en provenance du monde rural (Palma, Quesnel et al., 2000). D'une part, le développement du secteur agricole d'exportation dans les États du nord et de l'ouest, celui de l'industrie des « maquiladoras » dans les villes de la frontière nord et enfin la propre croissance économique des États-Unis, ont créé un appel très important de main-d'œuvre vers ces régions. D'autre part, les réformes économiques et institutionnelles en direction du monde rural, au premier rang desquelles la réforme de l'article 27 de la Constitution se rapportant à la propriété sociale de l'*ejido*¹, ont libéré un flux important de jeunes actifs agricoles. Ainsi les flux en provenance de la zone sud de l'état du Veracruz, que nous présentons ici, qui ont été contenus jusqu'au début des années 1990 à l'intérieur la région du Golfe du Mexique, sont aujourd'hui dirigés vers le nord du pays et les États Unis.

Ces destinations lointaines supposent des déplacements de durées plus longues et bien évidemment une nouvelle organisation des familles et de la société d'origine. En effet, en même temps que se diversifie l'espace migratoire des individus, des familles et des communautés surgissent de nouveaux rapports familiaux du fait de cette absence prolongée des migrants. Comme il a été montré à propos des régions de l'ouest et du centre-ouest du Mexique

* IRD.

** CIESAS-Golfo.

la migration internationale fragmente l'espace de la reproduction sociale des familles rurales (López, 1986) dans la mesure où le réseau migratoire qui se met en place constitue à la longue une ressource à laquelle pourront recourir toutes les familles qu'elles cherchent à s'installer définitivement ou bien à revenir (Massey et *al.* 1987). Cependant, du fait de l'allongement de la durée d'absence (liée entre autre à la difficulté croissante d'effectuer un va-et-vient entre les zones de départ et les zones d'accueil), les réseaux d'individus, qu'ils soient familiaux, communautaires ou régionaux, favorisent plus encore qu'auparavant la création de noyaux de peuplement qui finissent par constituer des lieux, sinon des « territoires » s'imposant comme une référence possible à tous les individus originaire d'un même lieu. Entre tous ces lieux de passage ou d'installation et le lieu d'origine circulent les personnes et les biens et plus particulièrement l'information nécessaire au fonctionnement d'une économie d'archipel (Quesnel et Del Rey, 2001). Cela suppose dès lors pour les familles de passer d'une économie domestique territoriale, centrée sur la production agricole, à une nouvelle organisation où les individus s'inscrivent dans d'autres activités en différents lieux.

Cette forme d'organisation n'est toutefois pas accessible à toutes les familles et reste fortement déterminée par différents facteurs au premier rang desquels le statut agraire des familles rurales². Selon les conditions d'accès au foncier se différencient en effet les objectifs de la migration, le profil du migrant et les modalités des relations intergénérationnelles et familiales d'obligation, d'engagement du bien de rupture qui se nouent entre les différents acteurs dans le cadre de l'intensification très récente des déplacements de longue durée des individus originaires de ces localités rurales du sud du Veracruz.

Dans ce contexte où les difficultés d'entrée aux États-Unis sont croissantes, l'absence apparaît être un élément fondamental de l'organisation de la reproduction sociale des familles, ainsi qu'un espace social de relations entre différents acteurs. À partir des résultats d'une enquête démographique (Moreso, 1999) et d'une étude auprès d'un sous-échantillon de familles tiré de celle-ci (Moreso, 2002), l'objectif de cet article est de proposer une première analyse de la construction de cet espace social du fait de l'absence de longue durée des individus les plus jeunes et de ses implications quant aux relations intergénérationnelles au sein des localités rurales aujourd'hui. Il s'agit ainsi de proposer une lecture de la recomposition territoriale des espaces ruraux mexicains et de leur devenir sous l'impact de la migration internationale.

LA TRANSFORMATION DE L'ESPACE MIGRATOIRE DES FAMILLES RURALES DE L'ÉTAT DU VERACRUZ

Tout au long du xx^e siècle, l'État du Veracruz a été caractérisé comme un espace récepteur de population. Son dynamisme économique centré principalement sur la production pétrolière et sur le développement de l'agriculture a permis non seulement de retenir sa population mais également d'attirer la population des autres états. Alors qu'il était resté, jusqu'au début des années

1990, à l'écart des grands mouvements migratoires qui touchaient les autres états, il présente au recensement de 2000 l'un des taux d'émigration les plus élevés³. Ce renversement de tendance s'est réalisé non seulement très rapidement mais aussi à un moment où la migration vers les États-Unis devenait plus difficile en comparaison des décennies antérieures, du fait d'un durcissement de la politique migratoire américaine marquée un renforcement des contrôles à la frontière (Cornelius 1980 ; 1989 ; 2001). Il s'agit donc d'un mouvement migratoire caractérisé par la jeunesse de ses réseaux et par le peu d'expérience de ses migrants. La région sud de l'État, appelée également Sotavento, présente de manière d'autant plus accusée ces caractéristiques qu'elle a été le siège d'une importante redistribution de terres, soit dans le cadre de formation des *ejidos*, soit dans le cadre de la colonisation agricole des années post-révolutionnaires jusqu'aux années 1970, et parallèlement d'un fort dynamisme pétrolier jusqu'au début des années 1980.

On observe ainsi que, jusqu'à la fin des années 1990, les migrations de travail sont contenues pour près de 60 % d'entre elles dans l'espace régional du Sotavento quand elles ne sont pas réalisées à l'intérieur de l'état du Veracruz ou dirigées vers des états voisins. Au début des années 1990 les déplacements vers la ville de Mexico se font plus importants (19,1 %), les déplacements vers les marchés de travail émergents de la Frontière nord et des États-Unis commencent à se développer et au contraire, les déplacements à l'intérieur de la région et de l'état du Veracruz se rétractent. Dans la seconde moitié des années 1990 on observe un changement radical : les lieux de destination traditionnels et même la ville de Mexico sont délaissés au profit de la Frontière nord et des États-Unis qui vont jusqu'à absorber plus de 40 % des flux migratoires (tableau n° 1).

TABLEAU N° 1 : DESTINATIONS DES DÉPLACEMENTS DE TRAVAIL DEPUIS LES LOCALITÉS RURALES DU SUD DE L'ÉTAT DU VERACRUZ SELON L'ÉPOQUE (%)

	Avant 1970	1970-1989	1990-1995	Après 1995
Municipe	29.3 %	19.2 %	8.7 %	4.2 %
Région du Sotavento	28.8 %	41.8 %	32.8 %	13.2 %
ÉTAT du Veracruz	16.2 %	12.4 %	10.4 %	9.5 %
Autres états	22.7 %	15.2 %	23.5 %	19.5 %
Mexico	2.5 %	9.3 %	19.1 %	13.2 %
États de la frontière nord	0.0 %	1.5 %	3.3 %	27.9 %
États-Unis	0.5 %	0.6 %	2.2 %	12.6 %
Total des déplacements	198	323	183	190

Source : MORESO 1999, IRD-CIESAS

Les transformations nationales jointes aux changements régionaux et locaux comme la crise des produits agricoles (canne à sucre, tabac et maïs) et la contraction de l'industrie pétrochimique du couloir industriel Coatzacoalcos-Minatitlan, exigent de la population rurale qu'elle se porte plus intensément sur les marchés du travail à l'extérieur de la région du Golfe, en direction de lieux plus lointains provoquant des absences de longue durée. L'absence devenant une donnée structurelle des localités rurales. Les données de 1999 sont l'expression d'un phénomène plus profond qui était en gestation dans cet état du Veracruz, à savoir l'émigration vers les États-Unis, comme on a pu en prendre la mesure à peine trois ans après en 2002 ; processus qui touche progressivement la plupart des localités et des familles de l'état du Veracruz.

L'INTENSIFICATION DES DÉPLACEMENTS VERS LES ÉTATS-UNIS : LE PROCESSUS D'INTÉGRATION AUX DYNAMIQUES LOCALES ET FAMILIALES

L'intensification de la migration vers les États-Unis présente, au niveau de la localité considérée du point de vue de son statut agraire, différentes phases et différentes logiques de fonctionnement.

Une *première phase* correspond au moment où la migration internationale surgit comme un fait nouveau à l'intérieur de quelques familles et semble s'inscrire dans une logique strictement familiale. On note d'ailleurs que seules les familles de colon et de petit propriétaire sont concernées dans un premier temps. Le fait que les chefs de famille sont originaires d'autres localités du Veracruz ou d'états voisins pour plus des deux tiers d'entre eux semble déterminant. La seconde raison tient au fait que les colons et les petits propriétaires disposent de leurs terres comme un bien patrimonial dès la fondation de la colonie ou de l'achat par la famille, et qu'ils ont pu à tout moment s'appuyer sur leur statut et leur titre foncier pour financer le déplacement de leurs enfants. À l'inverse les chefs de famille des *ejidos* qui n'ont disposé que d'un droit agraire jusqu'à la mise en œuvre, à partir de 1992, du programme de certification des droits individuels sur les parcelles de l'*ejido* (PROCEDE), n'ont jamais pu opérer de même. C'est en effet à partir de ce moment seulement (après 1995) que le *ejidatario* peut faire l'usage de son titre foncier afin de bénéficier de certaines ressources en marge de la production agricole, et plus particulièrement d'un financement d'un voyage aux États-Unis pour lui-même ou un de ses enfants. De manière générale dans cette phase, la migration internationale s'inscrit selon une logique strictement familiale parce que seul un petit nombre de familles – celles qui ont un titre foncier – disposent des ressources économiques mais aussi et surtout de l'information nécessaire pour entamer une telle démarche. Ceci apparaît plus évident encore si l'on considère les *ejidatarios* : seuls ceux qui occupent des postes de responsabilité dans la gestion de l'*ejido* et comme intermédiaire entre la localité et l'administration agraire, politique, municipale ou étatique, disposent de cette infor-

mation. Il en résulte, lors de cette première phase, une forte sélection du migrant l'intérieur des localités et des familles.

La *deuxième phase* correspond en revanche à une gestion de l'information au niveau local. Les bénéfices obtenus par les premiers migrants sont rapidement visibles dans la localité : construction d'une maison, achat de bétail voire achat de terre. Il en résulte un intérêt grandissant de la part des autres chefs de familles et de leurs enfants pour ce type de déplacement. Cette situation procure une rente à ces « pionniers » dès lors qu'ils s'attachent à socialiser l'information concernant les lieux et les conditions de la migration internationale. Ils renforcent ainsi non seulement leur position dans la localité, mais ils peuvent tirer profit de leurs connaissances leur permettant d'aider d'autres personnes à se déplacer aux États-Unis. Durant cette phase le déplacement aux États-Unis apparaît comme une nécessité vitale et sociale indépendante des conditions économiques et de reproduction des familles, même si la migration internationale reste l'apanage des familles disposant de ressources suffisantes pour la financer, en l'occurrence la détention d'un titre foncier.

Une *troisième phase* se dessine ensuite comme celle de la socialisation et du contrôle local de la ressource migratoire. Toutes les familles de la localité sont progressivement concernées par la migration internationale. La localité elle-même s'en trouve transformée de plusieurs points de vue. On observe tout d'abord la construction de maisons en dur – *casa de material* –, puis une transformation des processus productifs avec l'extension de l'élevage et la substitution de la culture du maïs par la mise en œuvre de pâturages, et enfin, comme résultat des deux processus précédents, une forte inflation du prix des parcelles et des terrains constructibles. D'ailleurs la hausse du prix des terrains d'habitation (*solar*) est telle qu'il peut dépasser celui des terres agricoles du fait de l'accroissement de la demande pour la construction d'une maison qui reste le premier investissement du migrant quel qu'il soit. Dès lors ces terrains constituent une garantie permettant aux chefs de famille ou à leurs enfants, n'ayant pas de parcelle agricole, de bénéficier d'un prêt et ainsi financer leur départ en migration. Par ailleurs, certaines familles disposent de ressources économiques acquises lors de migrations antérieures et facilitent le prêt à d'autres membres de la famille ou de leur entourage, voire à d'autres personnes – à des taux usuraires, dans ce cas. À ce moment la migration internationale cesse d'être l'opportunité accessible à quelques-uns et aux seuls hommes ; les femmes vont également se déplacer soit pour rejoindre leur frère ou leur mari, soit de plus en plus souvent de leur propre chef. Dès lors, les tenants du pouvoir dans la localité sont tenus d'intervenir afin de faciliter les départs en migration et d'assumer les effets pervers de celle-ci.

Une *quatrième phase*, que l'on peut considérer encore comme prospective dans la région du Sotavento, est celle où la migration internationale devient l'axe central de la dynamique familiale. Au moment de nos enquêtes (1999 et 2002) plusieurs éléments semblaient indiquer que la migration internationale allait se développer dans le sens déjà observé dans les États de l'ouest et centre ouest du Mexique. La migration internationale y est un passage obligé de tous les membres de la famille s'inscrivant ainsi dans le cycle familial. La famille possède alors un capital économique et social qui permet de minimi-

ser les risques de tout déplacement, qu'il vise un retour ou une installation à terme (Massey, Alarcón et al, 1987). Cependant, les possibilités d'un va-et-vient sont aujourd'hui extrêmement réduites pour les migrants en provenance de Veracruz. La durée d'absence peut dépasser deux années alors qu'elle est encore en moyenne de moins de six mois (Canales, 1999) dans les régions de l'ouest du Mexique. Aussi, derrière ce processus migratoire qui finit par toucher toutes les localités du Sotavento et leurs familles, se dessinent différents projets migratoires qui renvoient à une gestion différenciée de l'absence.

SITUATION FAMILIALE ET PROJET MIGRATOIRE : IDENTIFICATION DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE L'ABSENCE

Bien qu'il s'agisse d'un processus nouveau, la migration de longue durée en direction des marchés de travail émergents touche toutes les familles, qu'elles aient ou non l'accès au foncier, et se trouve au centre de toutes leurs stratégies de reproduction sociale. Néanmoins, comme nous l'avons souligné, les différences se construisent dès le départ sur la base du statut agraire des familles et des individus. On note ainsi que les membres de famille de colons ou de petits propriétaires se dirigent principalement vers les États-Unis (26 %) et relativement peu vers la zone frontalière (12 %), alors qu'à l'inverse pour les membres des familles des *ejidatarios*, la première destination est clairement la frontière nord (45,8 %) plutôt que les États-Unis (8,5 %). Cette différence renvoyant à une histoire migratoire bien plus ancienne dans le cas des colons (tableau n° 2).

Enfin parmi les familles qui n'avaient pas accès au foncier au moment de l'enquête, les comportements sont très disparates selon qu'ils vivent dans une localité appartenant à une colonie ou bien dans une localité d'un *ejido*. Dans ce dernier cas, les *avencidados* se répartissent dans les mêmes espaces migratoires que les familles d'*ejidatarios* du fait de la gestion supra-familiale du foncier qui a prévalu jusqu'à la réforme de 1992 (Quesnel, 2004); cette forme continue de s'imposer au prix de nombreuses adaptations quand il s'agit du contrôle des ressources locales et extra-locales, comme ici la rente migratoire. À l'inverse les colonies (et les petits propriétaires) ont fonctionné dès leur fondation sur une logique strictement familiale, sans intervention locale ou communale, et ils montrent une grande différence entre les familles selon qu'elles ont ou non accès au foncier et selon les ressources économiques et sociales dont elles disposent.

Si comme nous venons de le voir (tableau n° 2) l'intensité de la migration aux États-Unis se différencie selon le statut agraire de la famille et de la localité d'appartenance, les projets migratoires se différencient quant à eux selon les conditions de départ qui déterminent, à l'échelle des nécessités de la famille, les objectifs, la temporalité du déplacement, le profil du migrant et le moment du départ. Cet ensemble d'éléments constituant, selon nous, l'espace social de l'absence où se redéfinissent les relations intergénérationnelles et intrafamiliales (cf. infra).

TABLEAU N° 2 : DESTINATIONS DEPUIS 1995 DES DÉPLACEMENTS DE TRAVAIL À PARTIR DU SUD DE L'ÉTAT DU VERACRUZ SELON LE STATUT AGRAIRE (%)

	EJIDOS		COLONIES/PP		Total
	Ejidatarios	Sans titre foncier agricole	Colons	Sans titre foncier agricole	
Municipe	0.0 %	13.3 %	2.4 %	5.1 %	4.2 %
Région du Sotavento	6.8 %	16.7 %	16.7 %	15.3 %	13.2 %
État du Veracruz	5.1 %	10.0 %	11.9 %	11.9 %	9.5 %
Autres états	18.6 %	6.7 %	23.8 %	23.7 %	19.5 %
Mexico	15.3 %	3.3 %	7.1 %	20.3 %	13.2 %
États de la frontière nord	45.8 %	40.0 %	11.9 %	15.3 %	27.9 %
États-Unis	8.5 %	10.0 %	26.2 %	8.5 %	12.6 %
Total des déplacements	59	30	42	59	190

Source : MORESO 1999, IRD-CIESAS.

L'*objectif* de la migration dépend en effet des conditions économiques de la famille : pour certaines la migration s'inscrit dans une stratégie de survie et dès lors se conçoit comme un moyen d'assurer la vie matérielle de l'individu et du groupe domestique. Alors que pour d'autres, ces besoins de base se trouvant satisfaits du fait des ressources dont elles jouissent dans la localité, les migrations sont alors bien plus ambitieuses. Néanmoins, la migration de longue durée aux États-Unis suppose, de la part du migrant et de sa famille, qu'ils en assument le risque⁴. Un autre aspect tient au degré d'implication de la famille dans ce projet migratoire, qui va définir d'une certaine manière la trajectoire sociale du migrant tant dans le lieu d'origine que dans le lieu de destination comme on le verra plus loin.

L'objectif migratoire renvoie aussi à une *durée* déterminée pour l'atteindre et en conséquence à une durée d'absence. On peut donc s'attendre à une durée plus longue pour les objectifs plus ambitieux. Toutefois dans la plupart des cas l'objectif n'est pas clairement défini au moment du départ : on part avec l'idée d'obtenir un mieux-être et d'attendre de voir jusqu'où on peut tirer parti de ce déplacement. Cette relation objectif-temporalité est hypothétique mais importante quant à la manière dont la famille va gérer l'absence de ses membres. Si l'objectif est bien défini, cela permet de mieux assumer l'absence des membres de la famille, d'autant que l'on peut envisager ce qu'elle représente par rapport aux attentes du déplacement : on ne sait pas combien de temps le migrant restera absent, mais on connaît ce qui a été obtenu par rapport à ce que l'on espérait au départ. La date du retour se trouve donc fixée par rapport à l'objectif et au meilleur moment pour effectuer ce retour. Dans tous les cas, l'absence se réfère à un calendrier de résultats et non plus à un temps indéfini. Par contre, quand les objectifs du déplace-

ment sont moins bien définis, une plus grande incertitude s'installe au sein de la famille.

De fait, dans la plupart des cas on ne connaît pas le moment du retour car on ne peut non plus fixer un certain nombre d'objectifs à atteindre durant un laps de temps qui resterait à courir. Aussi selon la situation familiale du migrant, l'objectif prendra le pas sur le temps encore à faire et dans d'autres, à l'inverse, la durée déjà écoulée pèsera plus fortement dans les choix du migrant. Autrement dit, selon qu'il est chef de famille ou célibataire il agira différemment en fonction des conséquences de son absence : dans un premier temps, le chef de famille est plutôt conduit par les objectifs qu'il s'est fixés au départ, mais du fait même de ses responsabilités familiales, il entre dans la problématique du retour indépendamment de la réalisation de ses objectifs. Le migrant célibataire a plus de facilités à s'absenter deux ou trois ans sans revenir, et ce d'autant mieux s'il donne des nouvelles et envoie de l'argent régulièrement ou pour le moins chaque fois qu'il est sollicité. Il est intéressant de noter qu'au niveau local se construisent des temporalités singulières en référence à ces différentes situations lesquelles sont tirées de l'expérience d'autres membres de la famille et d'autres familles dans la localité et dans d'autres localités ; ces temporalités opèrent comme des marqueurs permettant le contrôle et la régulation familiale et individuelle et qui construisent les normes, en quelque sorte, de l'absence pour chacun des cas considérés, normes qui articulent le temps local, familial et individuel (Hareven, 1982).

On observe en conséquence une forte différenciation du *profil* des migrants selon leur position dans la famille et le statut agraire de celle-ci dans la localité, même si apparemment lors du premier déplacement le migrant se donne comme tout premier objectif la construction de la *casa de material*. Parmi les familles qui ont accès à la terre (dans le cadre de l'*ejido* ou de la colonie) le migrant de longue durée est principalement un fils célibataire et plus rarement un chef de famille, alors que parmi les familles sans accès au foncier, on constate que le chef de famille autant que les enfants célibataires, recourt au déplacement de longue durée (tableau n° 3).

MIGRATION ET GESTION INTERGÉNÉRATIONNELLE ET INTRAFAMILIALE DE L'ABSENCE

Au moment même où se dessine un déplacement de longue durée à la frontière nord et plus encore aux États-Unis, le jeu des relations familiales, intrafamiliales et intergénérationnelles, se voit considérablement affecté. En effet, non seulement l'absence prolongée d'un membre de la famille diminue les contacts entre celui-ci et le reste de la famille, mais elle conduit à un ajustement des rôles et de la place de chacun dans la famille. Aussi est-ce aux différents moments du déplacement – initiation, gestion et finalisation – qu'il convient de prêter attention.

La gestion de la migration renvoie aux conditions dans lesquelles se prend la *décision du déplacement* et aux acteurs qui se trouvent impliqués par les objectifs implicitement fixés à ce déplacement. Selon que la décision

TABLEAU N° 3 : PROFILS MIGRATOIRES. SITUATION FAMILIALE DU MIGRANT RURAL DU SUD DE L'ÉTAT DU VERACRUZ VERS LES MARCHÉS ÉMERGENTS SELON LA SITUATION AGRAIRE (%).
DERNIER DÉPLACEMENT DE TRAVAIL (1997-1999).

	EJIDOS		COLONIES/PP		Total
	Ejidatarios	Sans titre foncier	Colonos	Sans titre foncier	
Chef de famille	15.0 %	52.8 %	17.5 %	41.7 %	29.1 %
Fils célibataire	48.3 %	33.3 %	65.0 %	44.4 %	48.3 %
Fille célibataire	20.0 %	8.3 %	7.5 %	2.8 %	11.0 %
Fils marié	5.0 %	0.0 %	7.5 %	5.6 %	4.7 %
Fille mariée	3.3 %	5.6 %	0.0 %	0.0 %	2.3 %
Autres personnes	8.3 %	0.0 %	2.5 %	5.6 %	4.7 %
Nombre de cas	60	36	40	36	172

Source : MORESO 1999, IRD-CIESAS.

est prise en référence à la situation du groupe domestique ou qu'elle procède d'une démarche individuelle, le déplacement et la gestion de la migration ne se réaliseront pas de la même manière. Lorsqu'un individu part en migration grâce à l'intervention paternelle pour le financement de son voyage, il se voit contraint d'assumer une obligation – une dette – en même temps qu'il se trouve assuré d'une protection (Rosenzweig, 1988). Au contraire, l'individu qui prend seul la décision de partir et organise seul son départ, est libre de toute obligation vis-à-vis de son groupe domestique d'origine. Les situations sont multiples mais toujours très fortement liées aux conditions d'accès au foncier des chefs de famille. Ainsi, parmi ceux qui disposent d'un patrimoine foncier, on note que le migrant impliqué dans une relation d'obligation/protection vis-à-vis de son père est généralement un fils (célibataire ou marié) vivant sous le toit du père responsable de l'unité domestique. En revanche, dans le cas des familles qui ne disposent pas de parcelles agricoles, le migrant est plus généralement un homme marié responsable de sa propre unité domestique.

L'*intervention du père* en assurant sa protection signifie que la famille mobilisera toutes les ressources afin que le déplacement soit une réussite. Les membres de la famille sont prêts à en assumer les dépenses; si le migrant est un homme marié, son père sera chargé d'assurer la responsabilité de son foyer, l'attention à ses enfants et à son épouse, et les risques qui peuvent survenir. L'appui financier que reçoit le migrant est fondamental com-

me on le verra plus loin : il permet un déplacement plus sûr et une plus rapide insertion sur le marché du travail du lieu d'arrivée qu'il est important. Par contre, le migrant se voit obligé de répondre à l'appui qu'on lui a proportionné. Pour les migrants mariés l'obligation est double, elle est vis-à-vis de leur famille d'origine et de leur foyer. La première est revêtue de l'autorité du père et de la condition qu'il occupe dans le village alors que pour la seconde le migrant qui est en position d'autorité peut se désengager plus facilement. Cependant l'obligation qui naît entre le père et le fils marié est aussi plus fragile qu'entre le père et le fils célibataire, dès lors qu'elle s'avère plus difficile à contrôler, d'un rendement plus faible et qu'elle ne va pas sans conflit avec l'épouse du migrant qui pourra préférer rejoindre l'unité domestique de ses propres parents. C'est finalement ce sentiment d'obligation qui va conduire toute la migration et dans beaucoup de cas elle constitue la raison principale pour laquelle le migrant demeure aux États-Unis en dépit de toutes les difficultés rencontrées.

Pour que cet accord entre le père et le fils puisse se réaliser (aide et protection en échange d'obligation) le père doit nécessairement intervenir au début du déplacement voire participer à sa mise en place. Cependant le père doit en avoir le désir et les moyens. Dans les familles ayant un patrimoine foncier important le fils peut compter avec l'appui de son père mais il doit néanmoins le solliciter en même temps qu'obtenir son approbation préalable. Le migrant doit faire en sorte que son père puisse se réapproprier ce déplacement comme une décision personnelle et familiale, et l'inscrire dans un projet de patrimonialisation familiale en cas d'absence prolongée. Il en va bien différemment dans le cas des familles en situation de précarité où le père ne peut intervenir par manque de ressources propres, ni de relations pour se les procurer et non plus d'informations suffisantes pour aider son fils.

Le coût et le financement du voyage d'une part, et les modalités d'insertion sur le marché du travail d'autre part, sont révélateurs de ce point de vue du jeu des relations intergénérationnelles, et tout particulièrement de l'établissement de cette relation de protection/obligation ainsi que des possibilités d'ancrage familial et local qui en découlent.

Tout d'abord *les coûts du voyage* et du passage varient considérablement selon que la relation qui s'établit avec le *coyote*-passeur- ou intermédiaire de ce coyote découle ou non de contacts assurés localement⁵. Les modalités de financement d'un tel voyage se diversifient d'autant plus que le plus grand nombre manque de ressources. Le recours à un prêt à intérêt mensuel auprès des prêteurs de la localité ou des localités voisines est le plus couramment pratiqué⁶; le titre foncier de la parcelle et de plus en plus le titre du terrain d'habitation (*solar*) sont laissés en garantie au prêteur. La variation du taux d'intérêt du prêt qui s'établit entre 10 et 20 % mensuels est encore imputable à la position du père dans la localité. Comme la dette peut varier ainsi de 1000 à 2500 dollars, la trajectoire migratoire et le déroulement de la migration s'en trouvent différenciés, et plus encore quand le voyage se trouve directement financé par la famille (le père) sans recours à un prêt⁷.

L'*insertion sur le marché du travail* est le second élément où l'implication du père détenteur d'un patrimoine foncier se révèle déterminante. La dette exige que le migrant puisse travailler sans attendre afin de la payer le plus rapidement possible, de réduire l'accumulation des intérêts et d'en

diminuer la charge mensuelle. En effet les résultats de la migration peuvent être fort compromis et la durée d'absence augmenter selon que l'on trouve du travail rapidement ou non et que la dette est remboursée en quatre mois ou bien en trois ans comme on l'a constaté. On a clairement observé que lorsque le déplacement répond à une démarche à laquelle souscrit la famille, le migrant est assuré d'un travail avant de partir, généralement stable et la dette est faible ou n'existe pas. Dans ce cas le migrant peut donc rapidement accumuler de l'argent et l'envoyer à sa famille d'origine. Dans la situation opposée le migrant restant un laps de temps sans trouver de travail ou bien un travail insuffisamment stable ou correctement payé, se trouve rapidement pris dans la spirale de l'endettement permanent.

La migration sans intervention paternelle ne renvoie pas seulement à des situations de précarité où le père et la famille ne sont pas suffisamment bien placés dans la localité pour intervenir, elle répond aussi à des situations très particulières de désengagement du migrant de son unité domestique d'origine. Dans le premier cas, quand la famille ne dispose pas de ressources suffisantes pour intervenir, le déplacement se situe au moment où au niveau local les individus peuvent bénéficier de l'expérience des autres migrants (frère, ami) aux États-Unis, mais aussi de leur expérience migratoire dans la région. Lorsque les individus se déplacent libres de toute obligation vis-à-vis de leur père et de son unité domestique, qu'ils soient célibataires ou mariés, leur déplacement se trouve surtout soumis aux conditions rencontrées dans le lieu d'accueil. Ainsi, dès qu'ils connaissent des difficultés importantes, ne gagnent pas ce qu'ils auraient espéré ou bien que le travail s'avère pénible (ou ne pas correspondre à ce qu'ils savent faire, etc.), ou plus directement parce qu'ils en ont assez⁸, ils mettent fin à leur séjour et reviennent au village voire se déplacent vers un autre lieu.

Le désengagement peut également intervenir lors d'un second déplacement aux États-Unis. Lors d'un premier déplacement, le migrant a rempli ses obligations vis-à-vis du père, s'il est célibataire, et vis-à-vis de l'épouse comme du père s'il est marié, en ayant construit la maison – *la casa de material*, qui reste l'obligation symbolique, de l'ordre d'une économie morale – et en ayant payé bien sûr la dette contractée. Pour le second déplacement, le migrant ne nécessite l'aide de personne, soit qu'il bénéficie de ressources suffisantes issues du premier voyage, soit des contacts et des relations nouées lors de celui-ci.

LE RETOUR OU LES CONDITIONS D'ANCRAGE OU DE DÉSENGAGEMENT

La pérennisation de l'obligation et de l'engagement du migrant vis-à-vis de son groupe domestique d'origine, voire de son groupe domestique d'appartenance, se révèle l'élément fondamental d'un enjeu considérable pour le devenir des familles et des localités rurales. Après un premier déplacement réalisé avec l'aide paternelle, une fois remplie l'obligation du paiement de la dette et de la construction de la maison ou de l'aide à la construction de la maison des parents (selon que l'on est fils marié ou célibataire), surgissent

ensuite une grande diversité de situations. Certains migrants maintiennent les envois d'argent au même niveau et commencent à investir dans l'achat de bétail ou de terre, cette constitution de patrimoine étant directement gérée par le père. D'autres continuent d'envoyer de l'argent pour appuyer les études des frères et des sœurs, pour couvrir les dépenses occasionnées par le mariage d'une sœur, ou enfin pour aider au départ d'un frère, assurant ainsi implicitement le relais vis-à-vis de la famille d'origine. Dans ce dernier cas, on se situe bien dans une situation de redistribution des ressources migratoires à l'intérieur de la famille et l'on s'inscrit clairement dans la pérennité d'une économie familiale d'archipel. À l'extrémité de cette démarche, se trouvent ceux qui réduisent considérablement leurs envois, quelques fois en dessous du minimum nécessaire au maintien économique de leur famille. On voit bien que même s'il s'agit d'un « nouveau contrat » ou d'une « rénovation de contrat » où l'engagement se définit autrement. Dans la mesure où le père est capable de mettre en place la construction d'un patrimoine familial à partir de l'engagement du migrant et mettre ce dernier au centre de ce dispositif, en le désignant implicitement comme l'héritier privilégié de ce patrimoine, le migrant pourra s'engager sur de nouveaux objectifs. Sinon le déplacement n'est qu'un moyen de se procurer un moyen de subsistance personnelle et familiale. Selon que l'on se trouve dans un cas ou un autre, les relations intergénérationnelles en sortent consolidées ou bien, au contraire, totalement fragilisées voire rompues.

La trajectoire migratoire ratifie la position du migrant dans sa famille et sa localité d'origine et détermine les modalités du retour ou bien de la prolongation du séjour et finalement la nature de son ancrage dans la localité et la région d'origine. Les obligations vis-à-vis de la famille d'origine se trouvent reconnues par les membres de la localité quand le migrant a pour le moins construit cette *casa de material*; celle-ci étant un élément essentiel du repositionnement du migrant à l'intérieur de la localité (Bourdieu, 1972). Cependant c'est véritablement l'achat du bétail et de terre qui permet le renforcement de la reconnaissance par les acteurs locaux de l'entreprise migratoire. À l'inverse, l'échec est patent et fortement stigmatisé quand non seulement les conditions de vie de la famille ne se sont pas améliorées, mais que la dette n'a pas pu être payée et que la survie de l'unité domestique est compromise parce que le titre foncier ne peut être récupéré.

La réinsertion dans les activités de la localité est aussi un moment important qui donne la mesure de l'ancrage ou du désengagement familial et local. Il est clair que ceux qui n'ont pu substantiellement améliorer leurs conditions de vie ne peuvent accepter les conditions de travail qui leur sont offertes en comparaison de celles qu'ils savent pouvoir avoir aux États-Unis ou même dans les états du nord du Mexique; ils sont donc prêts à repartir soit pour pouvoir continuer à assurer la survie de leur famille, soit essayer de dégager le capital nécessaire à leur stabilisation. C'est toutefois le changement de statut qui va permettre au migrant de s'installer durablement dans la localité ou la région. Deux voies sont possibles: ou bien le migrant et/ou sa famille ont pu investir dans des moyens de production (terre ou commerce) ou bien le renforcement de sa position dans la famille en fait un héritier légitime du patrimoine foncier. Pour ce faire, il faut qu'il soit explicitement déclaré comme le bénéficiaire de cet héritage tant dans le cadre de l'*ejido* que de la propriété privée,

autrement dit qu'un nouveau « contrat » soit explicitement établi entre le migrant et son père, le migrant et la localité. Dans ce cas, le migrant peut mieux s'investir dans les activités de la localité sans pour autant renoncer à faire des déplacements afin de conforter ce patrimoine mais aussi assurer le devenir des autres membres de la famille, étant entendu qu'il en sera l'héritier. Une fois de plus la place du père est importante pour ce processus de réinsertion du migrant où le changement de son statut économique dans la localité et son statut familial sont soumis à l'action (investissement dans les moyens productifs) et au contrôle (redistribution au sein de la famille élargie) qu'il aura exercé sur le parcours migratoire de son fils. Sans cela, les migrants dont les conditions économiques et de travail ne changent pas, sont condamnés à repartir.

LA RECOMPOSITION DES RELATIONS INTERGÉNÉRATIONNELLES ET INTRAFAMILIALES

Durant les dix dernières années le déplacement vers de nouveaux marchés du travail de la Frontière nord et des États-Unis sont devenus essentiels à l'ensemble des familles rurales du Veracruz, pour différentes raisons et suivant différentes modalités qui tiennent, comme on l'a vu, à la situation foncière de ces familles. De même l'analyse du processus migratoire montre clairement que les deux mouvements d'ancrage et de désengagement sont étroitement liés aux conditions d'accès au foncier des migrants et de leur famille. La Réforme foncière de 1992 de l'*ejido*, avec son Programme de certification des parcelles à titre privé, a donc, en transférant la gestion du patrimoine foncier de l'*ejido* aux chefs de famille *ejidatarios*, profondément modifié les rapports intergénérationnels de ce point de vue. Les migrants sans terre sont les plus susceptibles de rompre avec leur famille d'origine. Pour les autres tant que le patrimoine foncier n'est pas mis en jeu dans la construction d'un patrimoine familial (par le père avec un fils migrant), les rapports avec les autres membres sont maintenus; au contraire la désignation anticipée d'un héritier génère des conflits intrafamiliaux et intergénérationnels. D'une manière plus générale si la migration se présente comme une grande opportunité pour toutes les familles rurales, elle contient en elle-même un grand risque pour le devenir de chacune des familles et des activités productives des membres de la famille dans la localité dès lors que l'absence devient le cadre de la recomposition des relations intergénérationnelles.

Le déplacement de longue durée des jeunes hommes, qu'ils soient célibataires ou mariés, signifie aussi un bouleversement profond de la place et du rôle de la femme, quelle soit la mère, l'épouse ou la sœur du migrant dans l'organisation de l'unité domestique et dans le processus de reproduction sociale. En premier rang, la place de la mère du migrant et épouse du chef de famille se trouve reconsidérée du fait de l'incertitude qui pèse sur la famille de certains migrants par leur absence prolongée et pour les risques de rupture ou pour le moins d'éloignement de la famille d'origine qu'elle peut entraîner. L'absence de contrat explicite ou pour le moins insuffisamment reconnu entre le migrant et chef de famille, conduit ce dernier à désigner

son épouse comme héritière ou bien à différer la désignation d'un héritier, afin qu'elle ne pâtit pas des aléas du comportement des enfants, ou tout au moins que tous les autres enfants ne se sentent libres de toute obligation vis-à-vis de leurs parents. L'épouse du migrant quant à elle assume seule la responsabilité de l'éducation des enfants et, si le migrant possède une parcelle, de l'organisation de la production agricole, soit en l'exploitant directement, sinon en contractant des journaliers pour réaliser les cultures. De plus elle est amenée à représenter le chef de famille dans les différentes institutions locales et à participer aux différents travaux mis en œuvre par la communauté. Enfin, il faut plus particulièrement souligner la place acquise par les filles au sein de l'unité domestique de leurs parents : face à l'incertitude qui pèse sur le devenir de leur relation avec leur fils, nombre de chefs de famille sont enclins à instaurer des relations privilégiées avec une de leurs filles qui, ou bien restent dans le foyer, ou bien s'installent à proximité ou dans la région. Les filles célibataires pourront migrer avec l'accord paternel, ce qui garantit un envoi d'argent régulier, poursuivi bien souvent après leur mariage. Les filles mariées peuvent ainsi après une séparation ou un divorce, tout comme les filles célibataires, confier leurs enfants à leurs parents afin de pouvoir se déplacer et continuer à travailler.

CONCLUSION : PROBLÉMATIQUE DE L'ABSENCE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

La longue absence des membres les plus jeunes des localités rurales pose de nombreuses questions quant au devenir des familles rurales tant en ce qui concerne leur organisation domestique que l'organisation politique de la localité. On a affaire à une société rurale où la production agricole n'est plus centrale dans les activités et les ressources économiques de la majorité des familles. Autrement dit, il semble se dessiner une économie domestique qui serait organisée selon un mode multipolaire, avec un noyau central – la maison paternelle – et différents lieux en réseau où circulent biens, informations et individus. Dans ce cadre, le contrôle des relations intergénérationnelles devient essentiel au développement local dans la mesure où l'on doit générer le transfert des ressources migratoires vers la famille et la localité. C'est donc à une gestion patrimoniale de l'absence que sont conduites les familles rurales et les pouvoirs de la localité, en s'appuyant sur tous les moyens – y compris surtout sur ceux que les pouvoirs publics peuvent offrir – afin de continuer à capter la rente migratoire. On est en face d'une situation bien paradoxale où, d'une part, les individus les plus jeunes sont absents et pourtant chaque fois plus nécessaires au développement rural de leur localité et où, d'autre part, les terres agricoles perdent leur valeur productive, alors que le foncier reste l'élément central pour continuer à bénéficier de l'aide des membres de la famille qui ont émigré et se sont engagés dans d'autres activités.

Notes

- 1 L'*ejido* est l'institution agraire en charge d'un patrimoine foncier reçu par un groupe de paysans durant la Réforme agraire qui suit la Révolution. L'*ejido* est organisé autour d'une assemblée sous la direction d'un comité exécutif. Les *ejidatarios* bénéficiaient dans ce cadre d'un droit agraire jusqu'à la Réforme de 1992. La modification de l'article 27 de la Constitution a été suivie d'un programme de cadastrage et de certification à titre privé des parcelles des *ejidos* (PROCEDE).
- 2 On peut distinguer d'une part, les familles qui vivent dans une localité d'un *ejido* (entre *ejidatarios* et *avecindados* – qui n'ont pas de titre de parcelle agricole) et d'autre part, les familles qui vivent dans les localités des zones de colonisation agricole, selon qu'elles possèdent un titre foncier (*colonos*) ou non (*pobladores*).
- 3 En 1992, l'état du Veracruz était parmi les huit états des 32 états de la Fédération, les moins touchés par la migration internationale, et l'avant-dernier pour l'incidence de la migration en général (ENADID, 1992). En 2000, il est situé parmi les six premiers états pour volume de la migration internationale (4,9 %), et seulement dépassé par le DF (district fédéral) pour l'intensité de la migration interne : 12,8 % de 1995 à 2000.
- 4 Toute une littérature économique s'est développée autour de la notion de « contrat » entre le migrant et sa famille afin de minimiser, de part et d'autre, les risques de la migration. (Pollack, 1985 ; Rosenzweig, 1988 ; Guilmoto et Sandron, 1999).
- 5 Dans les localités de notre échantillon il oscillait à l'époque (1999-2002) entre 1 000 et 2 000 dollars alors que la journée d'un journalier agricole était de l'ordre de 5 à 6 dollars par jour.
- 6 Les prêteurs sont des commerçants voire des familles d'anciens ou actuels migrants qui se convertissent en « entrepreneurs de la migration » au même titre que ceux qui investissent dans les entreprises de transport et tirent un grand profit de l'intensification des mouvements migratoires.
- 7 Une autre source de financement est la vente de bétail qui était seulement à la portée de quelques propriétaires avant que se développe la migration au nord et aux États-Unis.
- 8 « Me aburrió », je m'ennuyais, j'en avais assez est le terme qui clôt l'ensemble des raisons qui l'ont poussé à revenir.

Bibliographie

- Bourdieu, P., 1972, « Les stratégies matrimoniales dans le système de reproduction », *Annales Économies, Sociétés, Civilisations*, 27, N° 4 mai.
- Cornelius, W. A., 1981. « The Reagan Administration's Proposals for a New U.S. Immigration Policy: An Assessment of Potential Effects ». *International Migration Review* 15, 4, (Winter) : 769-778.
- Cornelius, W. A., 1989. « Impacts of the 1986 US Immigration Law on Emigration from Rural Mexican Sending Communities ». *Population and Development Review* 15, 4, (December) : 689-705.
- Cornelius, W. A., 2001. « Death at the border: Unintended consequences of US migration control policy ». *Population and Development Review* 27, 4 (December) : 661-685.
- Guilmoto, C. Z. y F. Sandron, 1999, « Approche institutionnelle de la migration dans les pays en développement », *Economie Rurale*, N° 252, juillet-août 1999 : 47-54.
- Hareven, T. K., 1982, *Family Time and Industrial Time: the relationship between the family and work in a New England Community*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Hiernaux, D., 1994, « De frente hacia la modernización: hacia una nueva geografía en México », *Campo y ciudad en una era de transición*, Bassols, M. (coord.), México: UAM-Ixtapalapa: 9-46.

- López, G., 1986, *La casa dividida*. Colegio de Michoacán, AMEP, Zamora.
- Massey, D. S., R. Alarcón, J. Durán, et al., 1987, *Return to Aztlan. The Social Process of International Migration from Western México*. Berkeley: University of California Press.
- Palma, R., Quesnel, A. y Delaunay, D., 2000. « Una nueva dinámica de poblamiento rural en México: el caso del sur de Veracruz (1970-1995) », *El Sotavento veracruzano. Procesos sociales y dinámicas territoriales*, Léonard E. y Velázquez E., México: CIESAS-IRD: 83-108.
- Pollack, R.A., 1985, « A transaction cost approach to families and households », *Journal of Economic Literature*, N° 23: 581-608.
- Quesnel, A. et Del Rey, A., 2001, « La construction d'une économie familiale d'archipel. Mobilité et recomposition des relations inter-générationnelles en milieu rural mexicain », *XXIV Congrès Général de la Population*, Salvador-Brésil 18-25 août 2001.
- Quesnel, A., 2004, « Poblamiento, regulaciones agrarias y movilidad en el sur del estado de Veracruz », en É. Léonard, A. Quesnel y E. Velázquez (coords.), *Políticas y regulaciones agrarias. Dinámicas de poder y juegos de actores en torno a la tenencia de la tierra*, México, CIESAS-IRD-Miguel Angel Porrúa: 41-71.
- Rosenzweig, M. R., 1988, « Risk, implicit contracts and the family in rural areas of low-income countries », *The Economic Journal*, N° 98, pp.1148-1170.

Sources statistiques

- Recensement Général de Population 2000 : INEGI, México.
- ENADID 1992 : Enquête Nationale de la Dynamique Démographique, INEGI, México.
- ENADID 1997 : Enquête Nationale de la Dynamique Démographique, INEGI, México.
- MORESO 1999 : Enquête démographique et foncière auprès de 947 familles : *Poblamiento, movilidad y reproducción social de las familias rurales del Sotavento, Veracruz, Mexico*, IRD-CIESAS (Quesnel, A. dir.).
- MORESO 2002. Entretien en 2002 auprès de 70 familles de MORESO, *Poblamiento, movilidad y reproducción social de las familias rurales del Sotavento, Veracruz, Mexico*, IRD-CIESAS (Quesnel, A. dir.).

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Dans le cadre de l'Alena, le Mexique a engagé des réformes institutionnelles et économiques majeures : réforme de la constitution, restructuration des espaces économiques, libérant des flux migratoires, en particulier de jeunes ruraux, principalement dirigés vers le nord du pays et les États Unis. Ces destinations lointaines supposent une nouvelle organisation des familles et de nouveaux rapports intergénérationnels du fait de l'absence prolongée des migrants. Les familles passent alors d'une économie domestique centrée sur la production agricole à une nouvelle organisation, qui reste toutefois fortement déterminée par le statut agraire des familles rurales. L'objectif de cet article est de proposer une première analyse de l'absence de longue durée des individus les plus jeunes dans une zone du sud de l'état du Veracruz (Mexique), et des nouvelles relations intergénérationnelles qui se mettent en place dans les familles d'émigrants. Il s'agit ainsi de proposer une lecture de la recomposition territoriale des espaces ruraux mexicains et de leur devenir sous l'impact de la migration internationale.

Dentro del marco de Alena, México contrató reformas principales institucionales y económicas: reforma de la constitución, la reestructuración de los espacios económicos, liberación corrientes migratorias, en campesinos particulares jóvenes, principalmente dirigidos al norte del país y los Estados Unidos. Estos destinos distantes suponen una nueva organización de familias y nuevo entre informes de generaciones debido a la ausencia prolongada de las especies migratorias. Las familias pasan

entonces de una economía de casa centrada en la producción agrícola a una nueva organización, que permanece sin embargo fuerte decidida por el estado agrario de las familias rurales. El objetivo de este artículo es proponer un primer análisis de la ausencia a largo plazo de los individuos más jóvenes en una zona de Sur del estado de Veracruz (México), y las relaciones de la generación nueva que son instaladas en las familias migratorias. Esto es así una pregunta de proponer una lectura de la reorganización territorial de los espacios mexicanos rurales y su futuro en el impacto de la migración internacional.

Within the framework of Alena, Mexico engaged major institutional and economic reforms: reform of the constitution, the restructuring of the economic spaces, freeing migratory streams, in particular young countrymen, mainly steered to the north of the country and United States. These distant destinations suppose a new organization of families and new between generations reports because of the prolonged absence of the migrants. Families pass then of a home economics centred on the agricultural production to a new organization, which remains however strongly determined by the agrarian status of the rural families. The objective of this article is to propose a first analysis of the long-term absence of the youngest individuals in a zone of the South of the state of Veracruz (Mexico), and the new generation's relations which are set up in the migrant families. It is so a question of proposing a reading of the territorial reorganization of the Mexican rural spaces and their future under the impact of the international migration.

Mots clés : Alena, rapports familiaux, rapports intergénérationnels, migration internationale, statut agraire, espaces ruraux, Mexique, Veracruz.

Palabras claves : TLC, informes familiares, las relaciones de la generación, migración internacional, estado agrario, áreas rurales, México, Veracruz.

Keywords : Alena, family reports, generation's relations, international migration, agrarian status, rural areas, Mexico, Veracruz.

LA VIERGE DES NEIGES OU LA VIERGE DE GUADALOUPE ?

QUELQUES EFFETS DE LA DIVISION SYMBOLIQUE DU TERRITOIRE DANS UN QUARTIER URBAIN DE MIGRANTS (TIJUANA, MEXIQUE)¹

FRANÇOISE LESTAGE*

D'APRÈS LES TRAVAUX DE SOCIOLOGIE ET D'ANTHROPOLOGIE URBAINE, les minorités migrantes – linguistiques, religieuses, géographiques ou nationales – s'établissent dans des espaces urbains géographiquement éloignés les uns des autres, mais qui articulent les fonctions résidentielle, commerciale, éducative, symbolique ou politique². Ces derniers sont pensés comme des totalités par les membres de ces minorités ainsi que par les chercheurs en sciences sociales qui y voient un territoire matérialisant « la conscience historique d'être ensemble »³. La notion de territoire renvoie également à une série d'espaces géographiques et sociaux articulés les uns aux autres et reliant par-delà les frontières nationales des familles de migrants originaires d'une même région. Cependant, cet article laissera de côté ces deux dimensions et se limitera à l'étude d'une coupe transversale d'une fraction de ces territoires : un quartier résidentiel occupé majoritairement par des migrants originaires de la région mixtèque de l'état de Oaxaca et établis dans la ville de Tijuana, au nord du Mexique, où réside également une population migrante à presque 50 %⁴ ou descendante de migrants issus de tous les États du pays. Ce choix méthodologique répond à un objectif précis : étudier la répartition des influences régionales ou ethniques dans des micro-territoires occupés par des populations de provenance diverse⁵. En effet l'observation et l'analyse des pratiques de la vie en commun dans un lieu circonscrit spatialement me semblent être une des méthodes possibles pour analyser ces processus, notamment à travers des institutions comme les églises et les écoles qui réunissent la plupart des habitants, toutes origines

* Université de Lille I.

géographiques et sociales confondues. Car l'appropriation des espaces institutionnels constitue un enjeu à la fois pratique, politique et symbolique : un enjeu pratique, comme celui d'éduquer les enfants ou d'accéder à un lieu de culte dans un environnement proche ; un enjeu politique car le contrôle d'une institution procure du pouvoir et éventuellement du prestige ; un enjeu symbolique enfin parce qu'elle marque la prédominance d'un groupe régional ou ethnique. Afin de m'interroger sur ces mécanismes, je m'appuierai sur les événements et les discours qui ont mené à la consécration d'une église catholique dans un quartier créé au milieu des années soixante-dix dans la ville de Tijuana et peuplé par environ 4 000 personnes en l'an 2000. On verra dans un premier temps comment l'espace symbolique a été tour à tour dominé par des migrants d'origine diverse, puis on analysera les raisons de ce changement pacifique et discret, qui contraste avec la prise de pouvoir violente qui eut lieu, à la même époque, dans une autre institution du quartier, l'école bilingue.

UNE PREMIÈRE APPROPRIATION SYMBOLIQUE DU TERRITOIRE : LA VIERGE DES NEIGES

En l'an 2000, la situation religieuse de la 3^{ème} section du quartier « Ouvrier » était la suivante : une église catholique construite dans la deuxième moitié des années 1990 et consacrée à la Vierge de Guadalupe, patronne des Mexicains ; trois temples protestants ; un rite considéré comme catholique et célébré une fois l'an, début août, pour la Vierge des Neiges, révéérée dans une partie de la région mixtèque. À Tijuana, la fête dure trois jours et comprend une messe, un repas et un bal quotidiens, ayant tous lieu dans la maison d'un retraité de 65 ans⁶, originaire de la région mixtèque, Juvencio E. Le consensus actuel est le produit d'une série d'événements ayant eu lieu de 1984 à 1995, période au cours de laquelle l'espace catholique est passé de la prédominance d'une vierge à une autre.

La fête de la Vierge des Neiges à Tijuana, un culte migrant

Comme souvent au Mexique, le culte de la Vierge des Neiges est inséparable du village où la statue de la Vierge a été placée au xvi^e siècle par les Espagnols : il a donc sa source dans le village d'Ixpantepec Nieves (Juxtlahuaca, Oaxaca). La Vierge des Neiges est réputée bien au-delà des limites du village qui l'abrite. Tous les ans, le 6 août, à l'occasion de sa fête, des pèlerins viennent des localités environnantes, mais aussi des états relativement proches de Puebla et de Guerrero (de langue mixtèque). À Tijuana, ce n'est pas un migrant d'Ixpantepec Nieves, qui a décidé de reproduire ce culte, mais un des premiers migrants mixtèques, arrivé en 1959 dans la ville et natif d'un village situé à presque une heure de route en voiture⁷.

Tout au long de l'année, l'image de la Vierge se trouve dans la chambre de la maison de Juvencio, l'organisateur, entourée de fleurs et de bougies et de quelques objets offerts par des fidèles. Au moment de la fête, Juvencio et son épouse lui dresse un autel sous l'auvent de sa maison. Sur le mur, ils placent des papiers de couleur et suspendent une dizaine de cadres de tailles et de formes différentes représentant différentes images de Vierge, dont

plusieurs de la Vierge de Guadalupe, patronne de tous les Mexicains. En dessous, sur une table couverte d'un drap blanc, ils déposent des bouquets de fleurs blanches et roses et des bougies de toutes sortes : anonymes dans des verres sans inscription, mais aussi des bougies destinées à un saint ou à une vierge en particulier, comme la vierge de Guadalupe. À ma connaissance, il n'existe pas de bougie spécifique pour la Vierge des Neiges. Sous le toit, des guirlandes de papier de couleurs rose et blanche sont suspendues. Une autre petite table couverte d'un drap blanc sert à dire la messe : le prêtre se déplace en effet jusqu'à la maison de Juvencio. Sous l'auvent, trois longues tables rectangulaires et des chaises attendent les convives.

Juvencio ne respecte pas exactement le calendrier d'origine (la date du 6 août). Il l'adapte aux nécessités des citadins qui travaillent pendant la semaine et se reposent le dimanche. À Tijuana, la fête dure donc trois jours, mais le jour principal reste le dimanche où la messe est dite à 13 h 00 au lieu de 8 h 00 du matin. Tout au long des trois jours, les parents, les membres des familles amies et voisines, qu'ils soient ou non mixtèques, rendent visite à la Vierge. Ils apportent une bougie, se recueillent quelques instants, puis s'en vont. Après la messe du dimanche, dans l'après-midi, un banquet est alors offert aux « parrains » (*padrinos*) qui financent la fête, aux parents proches et à quelques invités choisis, tels un ancien collègue de travail du maître de maison et moi-même. Un unique plat traditionnel est au menu, le *mole*, un morceau de poulet recouvert d'une sauce épaisse à base de cacao, de cacahuète et de divers piments qu'accompagne de la bière qui coule à flots, en tonneau ou en canettes.

Ces trois jours de fête coûtent cher : il faut payer les messes et le matériel pour l'autel, les fusées pour le feu d'artifice, l'orchestre, la nourriture et la boisson pour satisfaire les invités. Comme dans un village mixtèque, Juvencio demande une « coopération » à ses parents afin de couvrir une partie des frais qu'il assume. Le reste est pris en charge par un ou plusieurs couples de « parrains » : soit, ils sont sollicités par Juvencio, soit ils se proposent à lui⁹. Les parrains sont originaires des villages proches d'Ixpantepec Nieves dont les membres ont migré en grand nombre à Tijuana et en Californie : en 1996, 1997, 1998 et 1999, ils étaient de Santa María Natividad ; en 2000 et 2001, de San Jeronimo Progreso, des villages situés à quelques kilomètres d'Ixpantepec Nieves. Migration et ubiquité obligent, les parrains de 1996, 1997 et 1998, deux frères et leurs épouses originaires de Sta María Natividad, avaient une maison dans le quartier de Tijuana où a lieu la fête, mais vivaient en Californie.

L'appropriation symbolique du quartier par la Vierge des Neiges

Sans l'environnement urbain du quartier et la présence de ces parrains qui habitent au loin, on se croirait dans un village mixtèque car les rites, l'autel, la nourriture, la langue parlée par les participants sont identiques. Pourtant, les non-mixtèques aussi sont présents : voisins, collègues de travail, connaissances. Quelques-uns révèrent la Vierge et viennent déposer leur bougie et se recueillir dans la maison de Juvencio, d'autres assistent à la messe ; d'autres enfin participent au repas et au bal qui l'accompagne, comme cela se fait dans les villages d'origine des Mixtèques. Qu'ils y participent ou pas, quelle que soit leur origine géographique, la plupart des habitants du

quartier connaissent l'existence de ce rite et je n'ai jamais entendu personne le critiquer ouvertement. Bien au contraire, la piété des migrants mixtèques, leur investissement financier et affectif dans la fête de la Vierge des Neiges, produit plutôt l'admiration et le respect.

Par ailleurs, au-delà de la considération, ce culte marque à la fois le temps et l'espace du quartier, ce que je nomme « l'appropriation symbolique » du quartier par la Vierge des Neiges. D'une part, une partie des habitants, généralement les plus anciens, la révère. Ils ont tous accepté cette vierge venue de la région mixtèque dont ils n'avaient jamais entendu parler auparavant. Sa fête rythme la vie du quartier depuis une vingtaine d'années, au même titre que les événements qui clôturent l'année scolaire ou que le jour des morts, qui constitue aussi un moment rituel fort. D'autre part, les habitants du quartier, mixtèques et non-mixtèques, parlent de la chapelle « de la Vierge des Neiges » à propos d'un local où se trouve un tableau de cette vierge, comme me l'explique María de la Luz, la responsable non-mixtèque de la nouvelle église. Le tableau y est resté depuis l'unique messe qui y a été dite pour la vierge en 1984. Ce marquage réel de l'espace par une représentation de la vierge qui, au Mexique du moins, vaut pour la vierge elle-même, est bien le signe d'une occupation spatiale et symbolique du quartier par la Vierge des Neiges.

LE PASSAGE D'UNE DOMINATION SYMBOLIQUE DU TERRITOIRE À UNE AUTRE

Les faits

Quoique bien acceptée par l'ensemble des habitants du quartier depuis les années 1980 et marquant l'espace symbolique et géographique de sa présence et de son nom, la Vierge des Neiges a finalement cédé la place sans que cela paraisse troubler les bons rapports entre voisins de toutes origines. Que s'est-il passé entre 1984 où le culte de la Vierge des Neiges est officialisé pour la première fois et 1995 où le bâtiment de la nouvelle église est consacré à la Vierge de Guadalupe ?

En 1984, est créée une association, l'ASMIRT, Association de Mixtèques Résidents à Tijuana, qui regroupe des migrants originaires de la région mixtèque, notamment une dizaine d'instituteurs arrivés en 1982 et prêts à mobiliser la population du quartier. L'ASMIRT a pour objet en premier lieu l'amélioration de l'école, tant les bâtiments que les conditions de travail. Mais les instituteurs qui sont à sa tête se battent aussi pour obtenir des transformations du quartier : l'éclairage public, le goudronnage de la rue principale, les téléphones publics. Dès 1984, l'ASMIRT décide de soutenir l'initiative de Juvencio qui fête déjà chaque année la Vierge des Neiges à son domicile. En l'absence d'autorités choisies par tous pour réguler la vie sociale comme dans les communautés indiennes de Oaxaca, l'ASMIRT s'auto-désigne comme « autorité » et nomme ce que l'un des responsables appelle « la *mayordomía* », à savoir un comité de volontaires avec un président, un ou plusieurs suppléants ayant des fonctions diverses, chargés de financer la fête, exactement comme cela se fait dans les villages d'origine.

Pour dire cette première messe, l'ASMIRT s'occupe de faire venir non pas un simple prêtre, mais l'évêque. À cette occasion, un ordre religieux de sœurs, la congrégation des Escolapias, prête une grande salle qui vient d'être construite sur un terrain acheté par l'ordre en 1983, dans une zone centrale du quartier habitée par des migrants mixtèques. Selon les dirigeants de l'association, mais aussi d'après les habitants interrogés (mixtèques ou pas), tous comprennent que cette salle est destinée à être une église qui sera consacrée à la Vierge des Neiges. Certains affirment même que l'évêque invité en fit la promesse. D'après la mère supérieure, une Espagnole partie d'Andalousie à l'âge de 23 ans et qui en a environ soixante-dix aujourd'hui, cette salle était destinée à être une école, mais la décision n'a été annoncée que 3 ou 4 mois après la fête de 1984. Le local est actuellement utilisé comme centre de travail social et abrite des ateliers, des cours de coupe et de couture.

La *mayordomía* de 1984 se maintient pendant 3 ans, remplissant ses devoirs envers la Vierge des Neiges, puis disparaît « parce que le sérieux s'est perdu ». selon Gonzalo, un des anciens fondateurs de l'ASMIRT (1996). Malgré tout, pendant plus de dix ans, de 1984 à 1995, la même salle sert de lieu de culte en attendant de disposer d'une église. Avec l'aide des sœurs, les fidèles récupèrent peu à peu des fonds grâce à des loteries, des ventes et des dons. Un terrain est acheté en août 1995 et le 12 décembre de la même année, l'église est consacrée et baptisée Sainte Marie de Guadalupe alors que le bâtiment n'est encore qu'un hangar. Ce baptême n'est donc pas le fait de la majorité des habitants du quartier, mais surtout celui de la représentante de l'institution (l'Église catholique) dans le quartier, la mère supérieure⁹, ratifié par quelques-uns, le petit groupe de fidèles qui s'étaient mobilisés autour d'elle pour obtenir les fonds nécessaires à l'achat du terrain et des matériaux et auxquels elle proposa son choix.

Les explications des uns et des autres

Pourquoi ne pas avoir choisi le nom de la Vierge des Neiges alors qu'elle était présente sous différentes formes (chapelle, rite) depuis plus de quinze ans? La version officielle répandue parmi les Mixtèques et les non-Mixtèques, situe le rejet de cette vierge par la congrégation des Escolapias au moment de la fête d'août 1984, comme me le confie María de la Luz, non-mixtèque, chargée de l'organisation de la nouvelle église, ainsi que l'un des anciens responsables, mixtèque, de l'ASMIRT. Cette décision a son origine dans la veillée que les participants organisèrent dans la cour du local qu'on leur avait prêté où ils se saoulèrent. Selon les versions de mes interlocuteurs, cette beuverie déplut à la mère supérieure qui refusa ensuite de prêter le local pour la même cérémonie. Or, les fêtes religieuses catholiques dans les communautés indiennes, tout comme les rites d'offrandes aux divinités non-catholiques, ne se conçoivent pas sans atteindre un état d'ébriété qui est considéré par les participants comme l'une des composantes nécessaires à leur réussite.

Pourtant la mère supérieure justifie sa décision par d'autres arguments et refuse d'évoquer celui-là. Elle estime qu'il fallait consacrer la seule église du quartier, alors que trois temples protestants l'occupent, à une Vierge reconnue par une majorité de fidèles. Et selon elle, plusieurs des migrants origi-

naires de la région mixtèque qu'elle a interrogés ne connaissent pas la Vierge des Neiges. Cette dernière ne lui a donc pas paru aussi fédératrice que la Vierge de Guadalupe qui est la plus vénérée par l'ensemble des Mexicains, Mixtèques y compris. Peut-être cette proposition d'une vierge consensuelle souligne-t-elle également la prudence chrétienne de la mère supérieure ? Elle insiste en effet sur l'action des sœurs de sa congrégation qui ont appris aux enfants mixtèques et non-mixtèques à ne plus se bagarrer entre eux comme ils le faisaient dans les premiers temps de leur arrivée et à « s'accepter mutuellement » : pour elle, choisir la Vierge la plus reconnue par les uns et les autres maintient une forme d'égalité entre ces migrants originaires de toutes les parties du Mexique et insiste sur leurs similitudes et non pas sur leurs différences.

POURQUOI LES APPROPRIATIONS SYMBOLIQUES SONT-ELLES PACIFIQUES OU CONFLICTUELLES ?

Cette appropriation symbolique de l'espace catholique n'a provoqué ni tensions ni mobilisations chez les habitants, pas plus qu'il n'a suscité l'intérêt des médias, pourtant à l'affût de tout ce qui concerne les migrants mixtèques, en particulier dans ce quartier. Pourquoi cette appropriation symbolique s'est-elle déroulée pacifiquement ? On peut avancer plusieurs types d'explications, d'ordre spatial, religieux et politique.

D'ordre spatial parce que, hasard des terrains vacants, ou volonté de la mère supérieure, l'emplacement de la nouvelle église est tout à fait stratégique pour l'équilibre des relations entre les migrants mixtèques et non-mixtèques. La construction s'élève en effet à l'entrée du quartier, dans une sorte de *no man's land* que personne ne reconnaît comme sien, sur la crête de la colline et au croisement des deux seules rues qui permettent l'entrée dans le quartier, à la limite des deux parties plus nettement occupées par des migrants d'une origine ou de l'autre. Un espace neutre, en somme, détaché de toute appartenance symbolique.

Du point de vue de la symbolique religieuse et identitaire, le déplacement d'une vierge par l'autre ne représente qu'un petit décalage. En effet, si certaines vierges sont plus « métisses » ou plus « indiennes » que d'autres selon leur lieu de culte, la Vierge de Guadalupe est tout aussi indienne que la Vierge des Neiges. Elle est même doublement rattachée aux Indiens puisqu'elle est apparue en 1531 près de Mexico à un Indien¹⁰, sur un lieu où se dressait un temple précolombien dédié à la déesse-mère Tonanzin. Elle constitue donc un élément syncrétique entre catholicisme et croyances pré-hispaniques, au même titre, au fond, que la Vierge des Neiges, elle-même issue d'un métissage entre les deux types de cultes.

Politiquement parlant, du point de vue de la constitution d'un « territoire ethnique », le remplacement de la Vierge des Neiges par la Vierge de Guadalupe marque malgré tout un recul de la présence indienne localement. En effet, les responsables de l'association qui avait lancé la *mayordomía* voyaient dans ce culte et dans la création de « leur » église une façon de souder des migrants originaires de localités d'une même région et par-

tageant une langue, une cosmovision, des pratiques similaires, comme le dit clairement Gonzalo en 1996 :

« Ce n'est pas que je sois en faveur de la religion catholique, mais c'est qu'à travers les coutumes, nous maintenons notre unité, à travers la religion nous maintenons notre unité, à travers la langue aussi nous maintenons notre unité, et même si je ne suis d'aucun de ces villages, quand je vois Juvencio, je lui propose de l'aider, ... Parce que je suis mixtèque, parce que j'ai une tradition, des coutumes, je soutiens davantage ceux qui font quelque chose pour la culture. ».

En d'autres termes, imposer « sa » vierge et « son » église aurait permis de produire et de renforcer une cohésion sociale mixtèque qui, sinon, risque de se diluer dans le quartier et dans la ville. Pourtant, l'enjeu politique est resté « mou » et n'a mobilisé personne. Il est vrai qu'une suite d'événements politiques l'a fait passer au deuxième plan dans la vie du quartier. Dans un premier temps, l'association ASMIRT disparaît en 1985 et, même si certains de ses membres ne se désintéressent pas de la fête, celle-ci retourne à la fois à un espace plus intime, celui de la maison de Juvencio, et à une fonction plus communautaire : les participants se soucient davantage de leur position sociale dans leur village d'origine, auprès des membres de leur communauté, plutôt que dans le quartier où a lieu la fête. Dans un deuxième temps, alors que le terrain est acheté et un bâtiment provisoire construit par quelques fidèles, un conflit violent secoue une autre institution du quartier, l'école dite bilingue (espagnol/langue indienne), notamment la primaire.

Créée en 1982 par la douzaine d'instituteurs récemment arrivés de l'état de Oaxaca et formés sur place, cette école a été la première école bilingue pour Indiens migrants de Basse-Californie¹¹. Si la Vierge des Neiges n'a pas réussi à s'approprier symboliquement l'espace du quartier, les écoles bilingues (maternelle et primaire) par leur existence et leur dynamisme, marquent la prédominance des minorités linguistiques indiennes. D'autant plus que les enfants qui les fréquentent sont pour moitié au moins des fils de migrants non-indiens, plutôt bien disposés envers la langue mixtèque – qu'ils sont les plus nombreux à souhaiter apprendre¹² – ou les coutumes mixtèques, telle celle des autels des jours des morts qu'ils fabriquent en classe. Fin 1995 – début 1996, un conflit secoua donc l'école bilingue qui mobilisa une grande partie des parents d'élèves, des instituteurs et de leurs syndicats. Il eut des conséquences graves sur la vie et sur l'emploi de certains instituteurs, plus ou moins fortement touchés psychologiquement par les calomnies et les déclarations dans les journaux locaux ou carrément sanctionnés par l'institution scolaire : certains furent déplacés dans une autre école, un autre expulsé du corps des instituteurs. Sans m'appesantir ici sur cette crise, qui n'est qu'annexe à mon propos, je voudrais souligner que s'opposèrent des instituteurs pour la plupart originaires de la région mixtèque, les uns fondateurs de l'école, les autres, plus jeunes, ayant le sentiment d'être tenus à l'écart, tout cela par le biais d'un syndicat des instituteurs. Les parents d'élèves qui prirent partie se retrouvèrent dans des groupes « mixtes » composés de mixtèques et de non-mixtèques, même si les migrants originaires de certains villages de la Mixtèque suivirent en bloc un camp ou l'autre par solidarité communautaire. L'affaire fut portée devant les médias qui l'amplifièrent en la diffusant

dans toute la ville. Ce conflit qui entraîna des conséquences graves pour une série de personnes occupa les esprits pendant les premiers mois de 1996 et il est probable qu'il contribua à relativiser le changement de place et de nom du lieu de culte.

CONCLUSION

Que conclure de cette observation de la vie en commun de personnes qui se perçoivent comme différentes – par l'origine régionale, la langue, la religion – et dont les pratiques et les croyances diffèrent ? On soulignera l'importance du contexte social, économique et politique, puis celle des acteurs institutionnels.

L'influence du contexte social, économique et politique

L'appropriation symbolique de l'espace résulte de l'interaction de multiples acteurs durant plusieurs années : institutions, migrants, leaders, associations. Selon les circonstances, les uns et les autres trouvent des terrains d'entente ou se heurtent à des incompréhensions qui créent des tensions interindividuelles et interfamiliales, mais qui opposent également des « groupes » qui se reconnaissent différents. Cependant, ces groupes se définissent en fonction d'un objet de lutte spécifique ; ils peuvent être informels, dans le cadre d'une manifestation par exemple, ou formels, dans celui d'une association. Ils sont durables tels les membres des mêmes villages ou provisoires (les membres d'une association). Plus précisément, les querelles larvées ou ouvertes qui opposent les habitants du quartier mettent en présence trois catégories de personnes : soit les nouveaux arrivés et les anciens résidents, soit les migrants d'origine indienne (mixtèque pour la plupart) et ceux d'origine non-indienne, soit les migrants originaires de communautés indiennes différentes.

Néanmoins, on a vu que les désaccords qui divisent les populations a priori distinctes de par leurs habitudes, leur langue, leur lieu d'origine (Mixtèques et non-Mixtèques dans la consécration de l'église) ont des conséquences bien moins redoutables que ceux qui opposent les proches (les Mixtèques dans le conflit des écoles). Peut-être parce que la vie en commun avec des personnes différentes, quelle que soit leur origine géo-graphico-ethnique, incite chacun à agir avec une plus grande prudence ? Même si on ne comprend pas toujours ses voisins, on ne veut pas les heurter, par souci stratégique (ce sont les clients, les propriétaires de la maison, les premiers voisins) ou idéologique (ce sont des gens comme nous qui ont émigré, qui travaillent dans les mêmes lieux que nous). On conserve ainsi une forme de neutralité qui maintient la distance et facilite les rapports sociaux simples. Par ailleurs, les nouveaux voisins ou collègues sont libérés d'un passé pesant et prêts à établir des relations sur de nouvelles bases. À l'inverse, les anciennes querelles initiées dans les villages lointains sont transposées aux zones de migration où elles grossissent et gonflent l'importance des tensions de tous ordres : les seuls à jeter des pierres sur les convives d'un mariage mixtèque dans le quartier furent les voisins, proches parents des mariés ; alors que les locataires des parents du marié, originaires d'un

autre état, étaient invités à partager quelques bières et s'extasiaient sur le bilinguisme de leurs interlocuteurs mixtèques.

Dans la ville de migrants qu'est Tijuana, et d'après mes observations, les catégories de personnes généralement présentées comme « culturellement » opposées (ayant des coutumes, langues et croyances distinctes), ne se dressent que rarement les unes contre les autres. Les familles ou les individus ne s'affrontent pas parce qu'ils ont des croyances religieuses ou des langues distinctes, mais en fonction de leurs stratégies de vie ou de la lutte pour le pouvoir. C'est pourquoi sur la frontière nord les conflits les plus récurrents mettent en présence les migrants récemment arrivés et les migrants installés depuis longtemps : les premiers se battent pour récupérer à leur profit une partie du pouvoir, des avantages économiques ou du prestige que les seconds possèdent déjà, comme cela advint dans le conflit de l'école bilingue.

L'influence des acteurs institutionnels

On constate aussi que les institutions, et leurs représentants, tendent à enfermer les individus dans des catégories commodées – « ethniques », régionales, nationales. En effet, les étiquettes se construisent du dedans, par les acteurs eux-mêmes, mais elles sont aussi établies ou renforcées du dehors par un ensemble d'acteurs sociaux dominants (médias, institutions, politiques) puis manipulées par les uns et les autres. On a vu le rôle fondamental que joue dans l'appropriation symbolique de l'espace catholique le représentant de l'institution religieuse, la mère supérieure. À l'inverse des syndicats ou des médias dans la crise déclenchée par quelques instituteurs de l'école bilingue en 1995-1996, elle recherche une solution qui ne heurte aucun des fidèles, elle refuse les catégories intermédiaires et nie les différences socioculturelles. Ce fait est d'autant plus notable que la symbolique religieuse est un élément prégnant dans l'appartenance à une communauté villageoise mixtèque comme le montrent les conflits dits « religieux » qui sont légion dans les villages d'origine des migrants où ils opposent catholiques et protestants.

Enfin si l'on se penche sur la vie quotidienne des individus dans la famille, dans le quartier ou au travail, les amitiés et les inimitiés, les tensions et les alliances se situent, de toute façon, au-delà des étiquettes apposées par les institutions. Quelques mariages mixtes, une même vierge, une même école, posent les cadres de la future société « multiculturelle ». On voit du reste que les phénomènes d'acculturation sont à double sens puisque les non-mixtèques adoptent la vierge des Indiens, ce qui corrige l'image stéréotypée de catégories plus « acculturées » que d'autres : chacun subit l'influence de l'autre. Là encore, tout dépend des circonstances et du contexte. Bref, tout porte à croire que la vie en commun de familles très différentes, semble plus être un facteur de rapprochements prudents que de conflits ouverts tant qu'il n'existe pas d'enjeu économique ou politique lourd.

Notes

- 1 Une version plus courte de cet article est publiée en espagnol dans *Migración, territorios y multiculturalidad*, Cosío, Quesnel, Zamudio et Sheridan (eds.), Paris-México, Ciesas, Ird, Credal, 2004.
- 2 Alain Battagay, « L'actualité de l'immigration dans les villes françaises: la question des territoires ethniques », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 8, n° 2, 1992, pp. 83-100.
- 3 Alain Tarrius, « Au-delà des Etats-nations: des sociétés de migrants », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 17, n° 2, 2001, pp. 37-61.
- 4 Recensement de 2000, Institut National de Statistiques et d'Information Géographique (INEGI).
- 5 Étant entendu que ce micro-territoire ne constitue pas un îlot dans la ville ou dans le pays, mais qu'il fait lui-même partie d'un flux circulatoire continu d'objets, de personnes, de valeurs, etc.
- 6 Cet article a été rédigé en mars 2003. Le retraité en question est décédé en mai 2003.
- 7 San Francisco Paxtlahuaca.
- 8 Ce parrainage entraîne une parenté rituelle entre le couple formé par Juvencio et sa femme et celui ou ceux des parrains, ce qui contribue à élargir encore le cercle de ses obligés. Selon un chercheur d'origine mixtèque cette parenté rituelle s'explique parce que Juvencio a la garde de l'image de la Vierge qui se trouve dans sa maison (Communication personnelle Marcos Reyes, Colef).
- 9 S'il y a un prêtre dans une paroisse proche, au bas de la colline où se trouve le quartier, à environ vingt minutes à pied, il n'a jamais pris part aux discussions sur la construction et la nomination de la nouvelle église.
- 10 Indien qui a été béatifié par le Pape lors de sa visite au Mexique en 2002.
- 11 En 1982-83, il y a 2 écoles bilingues pour migrants indiens à Tijuana et 13 en Basse-Californie. En 1998-99, il y en a 11 à Tijuana et 70 en Basse-Californie, primaires et maternelles.
- 12 Felicitas Julita López Mejía, « Taller de desarrollo lingüístico para niños indígenas mixtecos », thèse de Licence, 1999, Tijuana, Universidad Pedagógica Nacional.

Sources :

Entretiens

- Gonzalo Montiel, directeur d'école bilingue, ancien membre de l'ASMIRT (1996) ;
- María de la Luz Victorín de Cueva, responsable de l'Église et de l'image de la Vierge de Guadalupe (1996) ;
- Sœur Antonia, d'origine espagnole, mère supérieure de l'ordre des *Escolapias* (1996) ;
- Juvencio Estrada, organisateur de la fête de la Vierge des Neiges (décédé en mai 2003) (1996, 2000).

Notes de terrain :

- fête de la Vierge des Neiges, 1996, 1997, 2000.
- cérémonies dans la chapelle de la Vierge des Neiges (1994), puis dans l'édifice provisoire situé sur l'emplacement de l'église actuelle (1997), puis dans l'église actuelle (2000).
- conversations et observations diverses dans le quartier de 1994 à 2000.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Les minorités migrantes – linguistiques, religieuses, géographiques ou nationales – s'établissent dans des espaces urbains géographiquement éloignés les uns des autres, mais qui articulent les fonctions résidentielles, commerciales, éducatives, symboliques ou politiques. Ces territoires sont pensés comme des totalités par les migrants, reliant par-delà les frontières nationales des familles originaires d'une même région. Cependant, cet article se limitera à l'étude d'une fraction de ces territoires: un quartier résidentiel occupé majoritairement par des migrants originaires de la région mixtèque de l'état de Oaxaca et établis dans la ville de Tijuana, au nord du Mexique, où ils cohabitent avec d'autres migrants provenant de tout le pays. L'objectif est d'étudier la répartition des influences régionales ou ethniques dans des micro-territoires, occupés par des populations de provenances diverses, l'observation et l'analyse des pratiques de la vie en commun, notamment à travers des institutions comme les églises et les écoles qui réunissent la plupart des habitants, toutes origines géographiques et sociales confondues.

Las minorías migratorias - lingüísticas, religiosas, geográficas o nacionales - se hacen establecidas en espacios urbanos algunos geográficamente remotos de los demás, pero que articulan las funciones residenciales, comerciales, educativas, simbólicas o políticas. Estos territorios son pensados como totalidades por las especies migratorias, que se unen más allá de las fronteras nacionales de familias originarias de la misma región. Sin embargo, este artículo se limitará con el estudio de una fracción de

estos territorios: un área residencial ocupó principalmente por especies migratorias originarias de la región mixtèque del estado de Oaxaca y estableció en la ciudad de Tijuana, en el Norte de México, donde ellos viven con otras especies migratorias que son resultado de todo el país. El objetivo es estudiar la distribución de las influencias regionales o étnicas en pequeños territorios, ocupados por las poblaciones de varios orígenes, la observación y el análisis de las prácticas de la vida en común, notablemente por instituciones como las iglesias y el instruyen que junta a la mayor parte de los habitantes, cualquier historia confusa geográfica y social anterior.

The migrant minorities - linguistic, religious, geographic or national - become established in urban spaces geographically remote some of the others, but which articulate the residential, commercial, educational, symbolic or political functions. These territories are thought as totalities by the migrants, connecting beyond the national borders of families native of the same region. However, this article will limit itself to the study of a fraction of these territories: a residential area occupied mainly by migrants native of the region mixtèque of the state of Oaxaca and established in the city of Tijuana, in the North of Mexico, where they live with the other migrants resulting from all the country. The objective is to study the distribution of the regional or ethnic influences in small territories, occupied by populations of various origins, the observation and the analysis of the practices of the life in common, notably through institutions as churches and the schools which gather most of the inhabitants, any confused geographic and social previous history.

Mots-clés: Vierge des Neiges, Vierge de Guadalupe, migrants, religion, églises, écoles, micro territoires, Oaxaca, Tijuana, Mexique.

Palabras claves: Virgen de las Nieves, Virgen de Guadalupe, migrantes, religión, iglesias, escuelas, micro territorios, Oaxaca, Tijuana, México.

Keywords: Virgin of Snows, Virgin of Guadalupe, migrants, religion, churches, schools, small territories, Oaxaca, Tijuana, Mexico.

TERRITOIRE, AGRICULTURE ET PRODUCTION SOCIO-ÉCONOMIQUE DANS LES ANDES COLOMBIENNES UN REGARD ANTHROPOLOGIQUE

BEATRIZ NATES CRUZ*

PLUS QU'UN ESPACE PHYSIQUE, le territoire peut être conçu comme une valeur instable et variable selon la culture qui le représente et le signifie. Aujourd'hui on considère généralement que le territoire représente la relation entre l'acteur (le sujet) et l'espace (l'objet), entre l'homme et son environnement : on parle dans ce cas de « territorialité médiatrice ». Cette évolution du concept même de territoire conduit notre attention non sur la carte géographique elle-même, mais bien plutôt sur les cartes « parlées » ou ethnographiques, qui mettent en évidence l'utilisation, la gestion et le sens même de la délimitation cartographique (Garcia-Garcia, 1976 ; Dimeo, 1998 ; Nates, 2000). Ce sont ces cartes « vécues » qui deviennent ainsi des référents d'identification avec des lieux et qui, dans leur processus d'incorporation, entretiennent des rapports directs avec l'identité individuelle ou collective. Évidemment, ceci va bien au-delà de la carte proprement dite et tend à établir des frontières avec les *territoires imaginés*¹.

Parler de territoire dans cette perspective fait référence non seulement aux lieux d'occupation et à leurs dynamiques spatiales mais aussi aux processus identitaires des cultures qui s'approprient ce territoire. Ici, la territorialité renvoie alors à une certaine représentation de la structure sociale présente dans des pratiques sociales sur un territoire donné, autour notamment de sa création et de son développement. La territorialité correspond précisément au moyen d'appropriation et, encore davantage, au mode de relation que l'être humain et la société entretiennent avec l'espace terrestre. La territorialité doit alors être comprise comme l'appartenance à un territoire construit his-

* Groupe de Recherche Territorialidades. Département d'Anthropologie et Sociologie, Université de Caldas, Manizales, Colombie (nates@etb.net.co).

toriquement par les acteurs sociaux. Ce sentiment d'appartenance se médialise à travers des formes de territorialité qui renvoient à *l'espace vécu* (Di Méo, 1998) ; c'est-à-dire à un espace qui se présente, s'assume et se légitime par le biais de l'espace physique (paysage créé et recréé), des activités économiques, du champ politique, du champ idéologique et du champ symbolique.

La relation que nous pouvons établir entre l'espace vécu et l'utilisation ou la gestion du territoire peut être appelée *ubiquité territoriale* (Nates, 2000), il s'agit d'une propriété identitaire intrinsèque à la territorialité. Cette propriété, qui nous accompagne dans n'importe quel lieu spatialement défini, nous amène à porter, à la fois dans la *mémoire des connaissances* (la mémoire cognitive) et dans la *mémoire quotidienne*, les discours et les actions, la parole, la kinési, et à assumer ainsi une territorialité pour soi, tant du point de vue de l'identité personnelle que de celui de l'identité sociale. Ces deux identités possèdent un contenu réflexif ou communicatif marqué, puisqu'elles supposent des relations sociales, ainsi que l'élaboration d'un code classificatoire (Friedberg, 1987) destiné à orienter le développement de ces relations.

Nous pouvons dire, afin de terminer cet aparté, que le passage de *l'espace* au *territoire* et de celui-ci à la *territorialité*, par le biais d'un *processus de territorialisation*, est finalement, ce qui définit en essence notre identité en tant qu'acteurs sociaux faisant partie d'une collectivité. C'est dans ce processus (espace-territoire-territorialité) que s'élabore notre sentiment élémentaire de possession et d'appartenance, il se construit tant dans la représentation physique proprement dite que dans une autre représentation plus intellectuelle et spirituelle (raison et sentiment). Lorsque, en tant qu'individus sociaux et à partir de la culture qui nous englobe, nous commençons à incorporer ce processus dans nos expériences vécues, le travail de la mémoire devient référentiel car il exprime la relation existentielle forcément subjective que l'individu entretient à l'intérieur d'un groupe localisé. Chez les paysans et les indigènes yanaconas des Andes colombiennes, c'est autant l'agriculture que la production socio-économique qui produisent ce processus de possession et d'appartenance.

À partir de cette réalité socioculturelle, le *processus de territorialisation dans le Massif colombien* témoigne d'un caractère tridimensionnel. Il fait référence : 1) à la terre comme contexte de l'action agricole et de ses effets économiques et sociaux, 2) à la relation émotionnelle de « l'homme *maci-ceño* » avec la terre, et 3) à la participation du territoire avec l'ordre des représentations collectives sociales et culturelles. Ce caractère tridimensionnel confère tout son sens au passage de l'espace vers la territorialité, celle-ci se renouvelant en retour au contact de l'univers symbolique où le territoire, en tant qu'intermédiaire entre l'espace et la territorialité, renforce son fondement référentiel.

Afin de tirer des connaissances pratiques de ce qui vient d'être exposé, prenons quelques éléments d'une recherche que j'ai faite durant toute une décennie (1990-2000) dans les Andes du sud de la Colombie. C'est dans les hautes montagnes et les vallées interandines du Massif Colombien que vivent les paysans et les *Yanaconas*. Dans cette partie des Andes, on assiste à une « *gestion verticale* » du territoire : un territoire qui acquière du corps et du sens, non seulement dans l'inscription symbolique du paysage, mais aussi dans l'utilisation et la gestion territoriales. Celles-ci se définissent et se représentent

par le moyen d'une catégorie culturelle connue comme *manso*²: un territoire culturellement apprivoisé et humanisé. Ainsi, le *manso* fait référence à un territoire qui s'est fabriqué et qui a pu se maintenir grâce à une « coopération verticale » qui a généré des relations socioécologiques importantes entre les habitants des différentes couches thermiques, parcourant un dénivelé qui va de 1 000 à 4 200 mètres d'altitude. Ce territoire *manso* se partage entre propriétés communales et privées. La propriété communale correspond ici à la terre indigène de la réserve, *el resguardo*³, tandis que la propriété privée fait référence aux communautés paysannes⁴ et à certaines communautés ethniques qui ne possèdent pas de *resguardo*. La terre, *mansa*, se découpe en deux types de territoires: les terres froides (*friana*) et les terres chaudes (*calentana*). Au niveau de l'altitude, le premier type fait référence à la couche thermique froide et le deuxième aux couches thermiques des zones tempérées ou chaudes.

LES TERRITOIRES *FRIANOS Y CALENTANOS*

Même si le territoire dit froid, *friano*, est autant habité par des indigènes que par ceux qui se considèrent paysans, on remarque que la plupart des entretiens coïncident en définissant le *friano* comme la terre où vivent les indigènes. Cet accord est dû au fait que, dans le passé, la majorité de ces terres appartenaient effectivement aux *resguardos*. De nos jours, par contre, cette distinction n'a plus lieu d'être. De même, la terre chaude (*calentana*) est considérée comme terre paysanne bien qu'on dénombre trois communautés *Yanaconas* autonomes sur la couche thermique tempérée. Par ailleurs, les limites des terres de *resguardo*, situées entre 2 200 et 3 400 mètres d'altitude, ne sont pas le reflet de la réalité des territoires *frianos* puisque le pâturage (*páramo*) de la Vallée des *Papas* (carte n° 1) atteint 4 200 mètres d'altitude. Les frontières sont également floues au niveau des terres *calentanans* qui couvrent, en théorie, l'espace situé entre 1 800 et 2 000 mètres, pourtant, à 1 000 mètres d'altitude, il existe des endroits considérés comme chauds. Les référents qui permettent d'identifier ces territoires relèvent évidemment d'une stratégie culturelle de situation et de définition de la population par rapport à son activité économique principale, c'est-à-dire l'agriculture. Nous verrons plus loin comment ce champ se caractérise, et par quels moyens les relations sociales s'y établissent. Malgré ces définitions flottantes en apparence, la division culturelle du territoire *manso* reste significative et opérante par rapport à la mise en ordre symbolique de la définition de la personne.

Qu'il s'agisse de désigner le territoire *friano* ou *calentano*, les natifs du Massif colombien utilisent trois critères de présentation: 1) l'apparence physique des gens, leur façon de s'habiller et leur type de sang culturellement défini comme « froid » ou « chaud »; 2) la nourriture qu'ils consomment; 3) l'utilisation de l'espace d'habitation et de l'espace agricole en rapport avec les produits cultivés et les moyens de travail. C'est à travers ces trois points qu'émerge essentiellement l'identité d'un *friano* et d'un *calentano*. Nous nous intéresserons ici au troisième point.

Les *frianos* se présentent comme des cultivateurs de maïs et de pomme de terre, ce sont des travailleurs de *mingas* (travail communal) ou des adeptes de

CARTE N° 1: LE MACIZO COLOMBIEN ET SES MUNICIPIES



l'échange de service, le *cambio de mano*. Ces formes de travail sont employées à propos des semences et récoltes de produits caractéristiques de la région, ou « cultures principales » comme celles du maïs et de la pomme de terre ; en ce qui concerne les produits mineurs ou de moindre production comme les légumes, le travail est familial. Les *calentan*os, par contre, s'appellent eux-mêmes « les gens de la canne à sucre et du café » et possèdent des formes de travail familial et des journaliers. C'est l'ensemble de la famille élargie⁵ qui assure la production tandis que la commercialisation est prise en charge par la famille nucléaire. Chez les *calentan*os, les formes de travail communal (*mingas*) ne sont pas très courantes, et lorsqu'elles ont cours c'est toujours pour une raison d'aménagement public : l'équipement d'une école, la réparation d'une route ou chemin, etc. Les terrains de culture des *frian*os et des *calentan*os reçoivent un nom selon le type de culture, les produits ou les activités spécifiques à un lieu à la manière d'une classification qui proportionne ordre à la diversité du milieu agricole et à ses connaissances (Tableau n° 1).

TABLEAU N° 1 : CLASSIFICATIONS CULTURELLES DES TERRAINS SELON LES PRATIQUES AGRICOLES

Territoires <i>mansos</i>	<i>La labranza ou trabajadero</i>	La roza	Potrero	Guachos	Rastrojo
Terres <i>frianas</i>	1. Le potager 2. Parcelle de culture	Terrains récemment “apprivoisés” (nouvelles parcelles)	Pâturages pour l’élevage du bétail	Délimitation des terres	Aires sauvages près du lieu d’habitation
Terres <i>calentanas</i>	1. Le potager 2. Parcelle de culture	Terres en processus de préparation pour la culture	–	–	Aires sauvages près du lieu d’habitation

Que ce soit chez les *frianos* ou chez les *calentanos*, le potager se situe toujours dans la cour, c'est l'endroit où l'on cultive *lo del diario* et les « cultures d'expérimentation ». *Lo del diario* fait référence aux cultures qui sont semées à petite échelle et qui servent à l'alimentation quotidienne : épices, quelques légumes et plantes médicinales⁶. Les « cultures d'expérimentation » recouvrent certaines plantes importées soit du Massif colombien soit d'ailleurs ; c'est dans le potager qu'on les teste et vérifie leur adaptation de manière à exercer un plus grand suivi de leur cycle biologique. Le potager est le domaine presque exclusif des femmes et des enfants ; dans certains cas, les hommes adultes participent aux semailles, notamment dans le cas des cultures expérimentales. De cette manière, le potager devient un espace où la famille peut directement intervenir tout au long du cycle agricole. À la différence des fermes et des parcelles, où les femmes et les enfants participent dans des temps (récoltes) et des espaces (cuisines) bien établis, dans les potagers tout est partagé et quotidien. Bien que la situation et les cultures des potagers *frianos* ou *calentanos* paraissent similaires (sans perdre de vue que les produits des terres froides ne peuvent pas être cultivés dans les terres chaudes et *vice versa*), je dois ajouter que dans les terres *calentanas* on maintient quelques cultures de coca pour vendre ou troquer avec les indigènes *frianos* qui mâchent encore les feuilles de coca lors de certains rites. D'autre part, la culture du plantain, des fruits et du café apparaissent à petite échelle dans le potager *calentano*.

Quant aux *trabajaderos* (champs de culture), ils représentent le moyen de subsistance des *frianos* ; là, on produit essentiellement de la pomme de terre et du maïs et, comme culture secondaire, de la patate douce ainsi que des tubercules andins : la *majua* et l'*ulluco*. Les parcelles de maïs *friano* sont entretenues tout au long de la période de maturation qui dure un an. Au bout de six ou sept mois, vient le temps de la première récolte, celle du maïs jeune ou doux appelé *choclo*. Cette récolte est exécutée par les adolescents et sert à entretenir ou à établir des liens affectifs entre eux. Chaque maison fait sa propre récolte, convie les proches, échange avec les voisins les bons plats apportés par les adolescents à chaque famille. Les jeunes sont toujours prêts à remplir ces tâches car ils profitent de ces moments pour donner des rendez-vous aux amis ou aux amoureux. C'est le moyen secret d'établir des relations avant le mariage, car le regard social porté sur les fiançailles qui ne débouchent pas sur un mariage est extrêmement négatif.

Les femmes qui ont leurs règles se voient refuser la participation à la récolte car on prétend qu'elles ont le sang *brava*, sauvage, et que ses effets pourraient gâter la production. Elles aident alors à préparer les repas ou s'occupent des enfants. Au contraire, la grande récolte de maïs ou de maïs mûr est à la charge des hommes, avec la participation néanmoins de quelques femmes, surtout de celles qui sont ménopausées, car elles ne font plus encourir à la société le risque des règles.

La pomme de terre, l'autre culture d'importance, possède deux récoltes suivant la variété : l'une au bout de trois mois et l'autre au bout de six. Cette culture est entièrement confiée aux hommes et est jugée comme la plus délicate, la pomme de terre est ainsi surveillée de très près durant son cycle biologique. À la différence du maïs, qui fait essentiellement partie de l'autoconsommation, la pomme de terre est majoritairement destinée à la vente.

Les *trabajaderos* sont, chez les *calentanos*, des parcelles destinées à la culture du manioc, café, canne à sucre, cacahuète, plantain, haricot rouge (de petits arbres et de plantes grimpantes), de maïs *calentano*⁷ et des quelques fruits comme la *guaba*, la *granadilla*⁸ et l'avocat. Ces cultures, à l'exception de la cacahuète et de la canne à sucre, sont plantées en association : café-plantain-*guaba*-avocat-*granadilla* et maïs-haricot rouge. En plus de ces associations, la rotation des cultures est présente : quand un terrain a un faible rendement, c'est parce que « la terre est fatiguée » et qu'il faut la laisser « se reposer » pendant un an, voire un peu plus, jusqu'à ce que le sol se récupère pour pouvoir replanter. Cet anthropomorphisme de la terre est une conception très répandue, non seulement dans le Massif, mais aussi sur tous les territoires indigènes andins où la terre est considérée comme *Pacha Mama* ou Terre Mère qu'il faut soigner comme s'il s'agissait d'un membre de la communauté.

La *roza* correspond à des terrains qui viennent d'être apprivoisés. Très éloignés des parcelles de cultures habituelles, ce sont des endroits proches des montagnes et destinés, au début, à des cultures comme les choux ou le maïs. Au fur et à mesure que le terrain s'use, c'est la pomme de terre qui les remplace. Même si l'utilisation des *rozas* au *friano* a toujours été celle-ci, c'est aujourd'hui le pavot qui occupe une place privilégiée dans la plupart des nouvelles parcelles car leur situation géographique difficile permet le camouflage de cette plante illégale. Dans les terres *calentanas*, le nom de *roza* signifie les endroits dans les jeunes champs où on pratique la culture sur brûlis comme moyen de fertilisation. Cette façon de préparer la terre pour la culture peut être à la charge des hommes ou des femmes, selon la taille du terrain.

Les terrains *potreros* même si on les trouve aussi au *calentano* sont une caractéristique du *friano* et correspondent à des aires consacrées exclusivement à l'élevage des bovins et, en moindre proportion, des ovins et des porcins. Ces endroits peuvent être situés sur une pente ou sur du plat, avec un système de rotation des animaux selon la croissance de l'herbe. Les ovins et porcins sont à la charge absolue des femmes adolescentes et adultes. Elles s'occupent du traitement des produits. Elles tondent la laine – utilisée pour l'une des activités les plus féminines de la région : le tricot –, elles tuent les porcs⁹ et préparent la charcuterie (principalement du boudin et de la saucisse). Le soin du bétail est à la charge des hommes et des femmes selon le nombre, l'activité et la destination de l'animal (consommation ou vente). L'élevage des animaux destinés à la consommation alimentaire familiale, est essentiellement à la charge des femmes, sauf dans les cas de maladie grave de l'animal ou des transferts difficiles vers d'autres pâturages. On attribue aux femmes la réussite d'une bonne production de lait chez les vaches et les hommes sont généralement interdits de traite, car ils pourraient tarir le lait des vaches.

Selon la classification territoriale, les *guachos*¹⁰ font référence à des clôtures vivantes (matérialisées par des arbres) qui délimitent les parcelles. Quand il s'agit de la propriété d'une même famille ou de propriétés particulières, les *guachos* sont de simples barrières posées sans aucune cérémonie particulière. Si les limites à établir se trouvent sur les terres des propriétés collectives (les *resguardos*) et privées, on prend soin de mettre des

arbres de bonne croissance et de bien définir les bornes du terrain ; dans ce cas, l'autorité indigène, le *cabildo*, intervient en mettant et en établissant ces frontières. Il existe deux possibilités pour établir ces *guachos* en compagnie du *cabildo* : la première, c'est le parcours effectué chaque année afin de vérifier les limites du *resguardo*, évitant ainsi que les grands propriétaires terriens limitrophes ne débordent leur clôture sur les terres communales. Dans ce cas, on ne plante des arbres que si c'est vraiment nécessaire. Les *guachos* s'accomplissent fin décembre ou début janvier, une fois que le nouveau *cabildo* est élu pour une année. Il existe une autre possibilité lorsque le *cabildo* fait une répartition des parcelles en faveur des nouvelles familles lors d'un mariage. La pratique même d'établir des limites ne s'accompagne pas de cérémonie spéciale : il suffit que les principaux membres du *cabildo* réalisent le parcours et qu'il se déroule sur une seule et même journée afin que les « indécats » (les grands propriétaires) ne profitent pas de l'obscurité pour déplacer des barrières. Le *guacho* devient ainsi l'espace social le plus important et son établissement inaugure le mandat du nouveau *cabildo*. Le bon déroulement du parcours et le contrôle des limites sont accueillis par les indigènes des terres *frianas* comme un signe heureux par rapport au mandat des nouveaux gouvernants.

Le *rastrojo* appartient aussi bien aux terres *frianas* que *calentanas* ; il se situe près des endroits où l'on exécute les activités quotidiennes (garde des troupeaux, labourage, potager, etc.). En général, on y trouve des plantes qui n'ont pas besoin d'intervention humaine pour se reproduire mais qui demandent néanmoins un suivi adéquat afin d'éviter leur extinction. Ce suivi consiste à savoir quand et quelle quantité il est possible de cueillir sans nuire à la reproduction. La différence entre le *rastrojo friano* et *calentano* réside dans les plantes qui s'y développent et l'utilisation qu'on en fait. Dans les *rastrojos* du *friano*, se nichent des plantes servant à fabriquer le savon, des plantes alimentaires tant pour les humains que pour les bêtes, des plantes médicinales et des plantes utilisées pour l'artisanat. Les plantes destinées à la fabrication du savon sont des arbustes dont les feuilles produisent une sorte de mousse savonneuse utilisée pour l'hygiène personnelle, le lavage des vêtements et la vaisselle. Parmi les plantes alimentaires, on trouve principalement le haricot rouge *cacha* (un haricot sauvage appelé aussi *torta*, *pallare* ou *morocho*), la citrouille, le potiron, la *papa-china*, le *chachafruto* et quelques fruits comme l'arboise, le *chiguacan* et les *motilones*. Parmi les plantes médicinales, on trouve celles utilisées par le soigneur traditionnel (*tewa*) dans les rituels connus comme les *baños de limpias* ou purifications. De plus le *rastrojo* fournit le bois de chauffage et de nombreuses espèces de feuilles, de racines et de fibres qui servent à protéger et à emballer les produits alimentaires (pour les beignets ou pains de maïs) pendant le stockage (des fromages et viandes) ou le transport (d'aliments cuits ou crus). N'importe quel membre de la famille peut s'occuper du *rastrojo*. Ce sont cependant les femmes au foyer qui se « débrouillent » pour compléter les aliments du jour avec ceux du *rastrojo* quand la récolte des parcelles est insuffisante.

LA RENCONTRE ENTRE *FRIANOS* ET *CALENTANOS*

En ce qui concerne les relations que les habitants des Andes tissent avec leur territoire, plusieurs explications ont été proposées; en général elles tendent à considérer la gestion de ces terres comme faisant partie d'un « archipel vertical » (Murra, 1981), où chaque ethnie contrôle un maximum de couches et de niches écologiques, afin de partager les ressources. La verticalité écologique due à la « rationalité de l'organisation andine » (Jurgen, 1980) n'apparaît pas ici comme un idéal à atteindre mais bien comme une garantie de la survivance économique et culturelle. Elle se présente comme une stratégie par rapport aux conditions difficiles du sol et c'est une agriculture multicyclique qui en découle: profitant de l'écologie andine et de ses différents climats, on cultive des plantes très diverses sur de très nombreuses couches écologiques (voir entre autres: Oberem, 1978; Golte, 1980; Radcliffe, 1990; Urton, 1990; Ceron, 1990; Vokral, 1991; Dolfus, 1991; Lopez 1991; Nates, 2000).

Dans le Massif colombien, cette gestion du territoire s'établit à travers des relations de coopération agricoles. L'agriculture est, rappelons-le, l'activité la plus importante de la région et un *comunero* (habitant du Massif) se présentera avant tout comme agriculteur. Les relations de coopération agricole s'établissent au moyen de: 1) la possession des fermes, 2) la participation et l'usufruit des récoltes, 3) la conservation et le stockage des graines, et 4) l'achat et la vente et/ou le troc sur les marchés. Ces formes de liens coopératifs amplifient et renforcent les réseaux d'amitié et de parenté entre les deux groupes, et elles permettent de résoudre les problèmes de manque de terre, en élargissant le contrôle de l'espace agricole, ce qui favorise la plus grande variété de ressources tant pour les *frianos* que pour les *calentanos*. Cependant, je dois préciser qu'afin de délimiter le contenu de cet article, je ne ferai référence qu'aux trois premières formes de « rencontres ».

La possession des fermes

Cette possession est liée aux achats de petites parcelles sur les terres *frianas*¹¹ ou *calentanas*, afin de bénéficier des cultures opposées à chacune de ces terres. Mais il existe des préférences pour l'achat du lieu de ces terrains, selon les relations amicales entre groupes de *frianos* et de *calentanos*. Dans cette mesure, les habitants des *resguardos* (sur les terres *frianas*) préfèrent chercher leurs parcelles *calentanas* vers les municipalités de La Vega, La Sierra et Almaguer¹² (carte n° 2). Les habitants du froid (*friano*) qui n'habitent pas sur les terres communales, comme les natifs non-indigènes de la municipalité de San Sebastian (notamment Valencia, El Rosal et Santiago), Sotara ou Almaguer, achètent leurs fermes à Bolivar, La Sierra, La Vega, Rosas et Timbio¹³. Quant aux *calentanos*, ils pratiquent l'opération inverse en cherchant à posséder des terres *frianas* – hors *resguardo*. Par ailleurs, ils se déplacent vers d'autres territoires *calentanos* sur des zones beaucoup plus basses dans les limites du Massif, comme Argelia, Balboa, Mercaderes et El Bordo. De l'achat ou la vente des fermes découle ainsi un ensemble de liens, de relations, entre tous les habitants du Massif colombien. Visuellement, le lien territorial serait tel qu'il apparaît sur la carte n° 2.



CARTE N° 2 : ACQUISITIONS FONCIÈRES DES FRIANOS ET DES CALENTANOS

Si l'on reprend tout ce qui a été signalé précédemment, on pourrait dire que l'appropriation de fermes ne relève pas seulement d'une stratégie territoriale pour accéder aux produits provenant des différentes couches thermiques, mais permet également d'entretenir des rapports vicinaux de type politique. Les habitants des *resguardos* s'approchent de leurs voisins tout en mettant en évidence la différence virtuelle entre paysans et indigènes que les chefs politiques veulent parfois souligner en disant : « les paysans font partie des fermes et les indigènes des *resguardos* ». Mais que se passe-t-il lorsqu'une famille n'a pas l'argent suffisant pour acheter une ferme ? Comment accéder à une terre située en dehors de son lieu d'origine ? Cette difficulté se résout à travers la pratique du *terrazqueo*¹⁴. Ainsi actuellement, les *comuneros* qui n'ont pas l'argent nécessaire à l'achat d'une ferme, établissent des contacts avec des parents ou des amis ayant des extensions de terre considérables en dehors du Massif ; ils proposent alors de travailler leurs terres et en échange d'en avoir la garde. De là viennent les autres noms du *terrazqueo* : *vivientaje* ou *vivientes*¹⁵. La différence principale entre les terres en *terrazqueo* et les fermes, réside en ce que les premières ne sont pas seulement des lieux où l'on fait des activités agricoles concrètes mais, dans la plupart des cas, elles se constituent en espace de résidence ; certaines familles préfèrent distribuer à leurs propres membres les terres qu'ils habitent, sur les lieux de leurs maisons d'origine ou dans les *terrazqueo*.

Participation et usufruit des récoltes

Les récoltes sont une des autres possibilités pour créer des contacts et établir des relations entre *frianos* et *calentanos* de manière cyclique et continue tout au long de l'année. Pour être invité aux récoltes, il suffit de faire valoir ses liens amicaux, cependant, la forme la plus institutionnalisée est celle d'inviter les parents par filiation ou consanguinité. De ces deux modes, le plus usuel reste la filiation. La parenté par filiation s'établit à travers le compérage. Pour être compère, il n'est pas nécessaire d'avoir un enfant : s'il n'y a pas d'enfant ou si tous ont déjà un parrain dans leur zone, les liens de parenté se créeront par le biais d'une *guagua*¹⁶ de *pan* ou du *guardao de semillas*. Pour devenir compère de *guagua de pan*¹⁷, il faut d'abord une solide amitié, puis « on descend » ou « on monte » selon le cas (*friano* ou *calentano*) et, sans être annoncé, on apporte une *guagua de pan* à son ami ou amie, qui doit être mère ou père de famille. Si celui qui le reçoit est délicat et attentionné avec le porteur, le compérage est tacitement établi et vite récompensé par un grand repas sur le modèle de ceux des baptêmes à l'église. Celui qui reçoit la *guagua* la range dans la cuisine en signe du nouveau compérage. Une fois cette filiation établie, les réciprocités se font dans les deux sens et deviennent très variées : des invitations à toutes les activités importantes de la famille, des visites continues, des cadeaux...

Les activités agricoles où quelques parents participent grâce aux liens d'affinité ou de consanguinité, sont la récolte du maïs, de pomme de terre, de la canne à sucre, du laurier et du café. La récolte du maïs et de la pomme de terre étant les plus importantes des terres *frianas*, le travail commence à l'aube pour se terminer au coucher du soleil interrompu seulement par les cinq repas quotidiens. Si pendant la récolte du maïs, on trouve de petits épis de forme circulaire (*tapuncas*) ou ramifiés (*trojes*), on les met

dans la cuisine en signe de chance pour l'année suivante. Dans le cas de la récolte de pomme de terre, une fois terminée, les hommes se réunissent dans un endroit prédéterminé, près de la parcelle, pour faire le *unache*, un trou creusé dans la terre : on y place les meilleures pommes de terre que l'on recouvre d'eau puis on les laisse se décomposer durant onze mois au bout desquels, on se réunit encore en terre *friana* pour déguster ce plat spécial avec du lait chaud. Quand les jours de la récolte s'achèvent, les maîtres de maison divisent la récolte en quantités égales et chaque invité repart avec son sac rempli. Pour terminer ce rituel agricole, et selon les obligations de chaque famille, on prépare des plats à base de maïs et des grillades de cochon d'Inde ; et au rythme de la musique à cordes, on fait ses adieux.

La canne à sucre, l'*achira* (tubercule sauvage), le laurier et le café, sont des récoltes *calentanas* réparties sur différentes époques de l'année qui donnent aux *frianos* de nombreuses opportunités de visite aux *calentanos*. Comme le maïs et la pomme de terre, la récolte de la canne à sucre est une des plus importantes du Massif colombien : on y fête la *molienda* ou la transformation de la canne à sucre en *panela*¹⁸. Du fait qu'il s'agit d'une culture de grande extension avec une rotation des parcelles, la récolte de la canne à sucre peut s'effectuer deux fois par an, en octobre et en juin. La *molienda* est à la fois un lieu et un rituel qui modifient le temps quotidien, non seulement des *calentanos* mais aussi des *frianos*. Un mois par an, et durant des périodes de quinze jours, *frianos* et *calentanos* vivent autour de la *molienda*.

Quand les visites des *frianos* à la *molienda* ne sont pas motivées par la participation à un des rituels liés au processus de transformation de la canne, elles ont pour but d'acheter à meilleur marché la *panela* directement à l'*hornilla* (le lieu de fabrication), ou d'obtenir les restes de la *molienda* comme le miel de *panela* et le *guarapo*, une boisson alcoolisée à base de canne. Le premier est utilisé comme sucre de table et le deuxième, dans la fabrication du *chancuco*, l'eau-de-vie artisanale. Si la récolte est abondante, les locaux et les arrivants se réunissent autour d'une grande fête où l'on boit le *chancuco* et c'est dans cette célébration que *calentanos* et *frianos* achèvent la récolte de canne à sucre qui recommencera six mois plus tard.

Les autres récoltes des *calentanos*, comme celle du laurier à cire et de l'*achira*, sont connues sous le nom de *sacatinas* ou extractions. Elles sont de peu d'importance en ce qui concerne le mouvement de population qu'elles génèrent mais revêtent une grande signification par les produits eux-mêmes. La cire obtenue du laurier est distribuée dans tout le Massif pour fabriquer des bougies utilisées chaque jour et lors de tous les rituels de l'année. De l'*achira*, on obtient l'amidon destiné à la préparation des gâteaux, biscuits et pains des grandes fêtes ; en l'absence de cette farine, il est impossible de confec-tionner les douceurs indispensables aux cérémonies de *refresco*. Les *frianos* rencontrent ainsi souvent les *calentanos* pour faire des provisions de ces produits essentiels à la vie rituelle. Ces réunions sont néanmoins plus dispersées et moins formelles que lors de la *molienda*, car on descend simplement chercher le produit. Quelques familles offrent également des repas, de façon plus familiale et sans aucune atmosphère festive. Contrairement à la *panela*, l'amidon d'*achira* et la cire de laurier sont payés en nature, sous forme de troc. Ainsi les *frianos* apportent aux *calentanos*, du fromage, de la laine de mouton, du maïs ou des pommes de terre, en échange de ces matières premières.

Le café est une plante cultivée en association avec les bananiers plantains dans ce qu'on appelle « la culture d'ombre », en raison de la fraîche protection que le plantain offre au café. Sa récolte est encore une occasion pour les *frianos* de se réunir sur les terres *calentanas*. Si la récolte se fait dans les fermes, toute la famille descend pour participer aux travaux. Mais s'il s'agit des parcelles des *calentanos*, on embauche comme journaliers des hommes, femmes et adolescents *frianos* pour la récolte et le lavage du grain. En ce qui concerne le séchage et l'emballage, le café est emmené sur les marchés et ce sont les familles propriétaires de la récolte qui s'occupent de l'affaire. Les travaux ne sont pas strictement divisés selon les sexes, mais la femme et les enfants sont néanmoins toujours chargés de la cuisine. Selon la quantité de café à récolter, les *frianos* peuvent rester entre 15 et 60 jours sur les terres *calentanas*. Lors de cette période, les rencontres avec les habitants s'accroissent autour, non pas du labeur, mais de leur présence dans les bars des villages. Certains jeux, notamment le billard, permettent aux visiteurs de connaître les lieux. Ces activités sont largement masculines. Quant aux femmes, elles se réunissent dans les salles équipées de télévision ou radio ; sous prétexte de regarder ou d'écouter une émission, elles échangent de longues conversations sur les thèmes de la vie quotidienne jusqu'à huit ou neuf heures du soir, moment où elles se séparent pour préparer les affaires du lendemain et coucher les enfants. De même que durant l'époque de la récolte du *choclo*, les adolescents s'initient non seulement aux événements sociaux mais bien aussi à l'amour. Bien que ce travail agricole ne donne pas lieu à une réciprocité comme dans les autres récoltes, il s'agit des rencontres agricoles les plus fréquentées après la *molienda*.

Conservation et stockage des graines

La conservation et le stockage des graines permettent d'instaurer une nouvelle forme de liens entre *frianos* et *calentanos*, surtout autour des grains de maïs et de haricot rouge. La conservation peut s'effectuer dans les deux terres, mais les *calentanos* préfèrent emmener leur récolte chez les *frianos*. En effet, en sus de la protection naturelle que permet un climat froid, les *frianos* sont des experts dans la culture du maïs et connaissent les meilleures façons de conserver et de stocker. Les relations sociales pour cet acte de stockage ne s'établissent qu'à travers le compérage de *guardao de semillas*¹⁹. Ce lien entre les correspondants amis *calentanos* et les *frianos* se construit peu à peu au cours de chacune des activités déjà mentionnées, notamment en ce qui concerne la possession des fermes. Ainsi, les *calentanos* de la Sierra vont chez les *frianos* de Rio Blanco, ceux d'Altamira et Santa Juana à Caquiona (carte n° 2) et entretiennent les relations nouées lors de l'achat ou la vente de terrains.

De façon similaire au compérage de *guagua de pan*, le compérage par *guardao de semillas* ne s'établit qu'une fois les graines reçues. Cette filiation se fait entre l'homme *calentano* et la famille *friana*. La différence entre ces deux compérages est fondée sur le fait que ce dernier s'effectue du bas vers le haut, c'est-à-dire, des *calentanos* vers les *frianos*, et jamais l'inverse puisque les grains se conservent préférentiellement au froid. Car, bien que le maïs et le haricot rouge soient deux plantes qui s'adaptent à tous types de climat, les zones froides et tempérées rendent une meilleure production. Par

contre, les cultures du *calentano* pourraient difficilement être semées au *friano*. Lorsqu'il n'y a pas de compérage, on peut recourir à une autre forme d'échange agricole afin de se procurer des graines de semence. Pour que cet échange existe, le maïs doit être issu des terres *calentanas*. Cet échange prend la forme d'un pacte oral où les *calentanos* donnent leur parole (*cambio de palabra*) et s'engagent à donner une partie du produit de la récolte de maïs en échange de graines de semence.

On emmène les grains à différentes périodes de l'année : tous les trois mois pour le haricot rouge et tous les neuf mois pour le maïs. Ainsi, les voyages commencent au mois de décembre par la récolte des haricots rouges plantés en septembre. Une fois les graines en leur possession, les *frianos* leur accordent les mêmes soins que s'il s'agissait des leurs ; ils mettent les haricots rouges dans des *callanas* (marmites en terre cuite), ils ajoutent de la cendre, et laissent les marmites dans les cuisines ou gardes manger durant le temps nécessaire, en général entre quinze et trente jours ; ce temps écoulé, les *calentanos* reviennent chercher les graines. Le voyage se reproduit ainsi tous les trois mois jusqu'au mois de juin, période où il faut amener la graine de maïs *calentano*. Le maïs doit être transporté en graine ou en épi. À la différence du haricot rouge, qui n'est confié aux *frianos* que pour la conservation de la graine de semence, le stockage du maïs concerne tant l'aliment que la semence. Le maïs destiné à la culture peut se conserver de différentes manières. On peut ainsi : 1) le stocker comme le haricot rouge dans de la cendre, de l'huile de maïs ou de soja, 2) mettre les épis en forme de *guayunga* ou de bouquets d'épis sur le fourneau, pour que la fumée les préserve 3) attacher les épis en forme d'ananas et les mettre également sur le fourneau, 4) exposer les grains au soleil pour les stocker, ce qui implique un travail quotidien : sortir les grains ou les épis le matin et les remballer l'après-midi jusqu'au moment où il est temps de les planter.

Dans le cas du maïs destiné à la consommation, la forme la plus usuelle est de l'épandre à même le sol en grains ou en épis dans des pièces isolées ou dans les séchoirs. En dehors de ces formes, qui correspondent à la conservation d'un maïs récolté en *zarazo*, c'est-à-dire, mûr, il existe une autre manière très importante de le conserver : la *chuchuca*. Il s'agit du moyen de garder le *choclo* ou maïs doux pendant toute l'année : on fait cuire les épis mûrs avec la feuille, puis on les laisse refroidir avant de les faire sécher et de les mettre en *guayunga* sur la fumée du fourneau. Ce processus de conservation fait que le maïs retourne facilement à son état de *choclo* ; il suffit de le faire cuire avant l'utilisation et de l'incorporer dans des plats essentiels à l'alimentation quotidienne tels que les *masas* et les *envueltos* (sortes de pains). La récolte du *choclo* se déroule au mois d'avril dans les terres *calentanas* et en mai juin chez les *frianos*. Une fois que la récolte est terminée, on consomme ce qui est nécessaire et on conserve ce qui reste en *chuchuca*.

CONCLUSION

Au cours de cet article, j'ai voulu montrer que, dans tous les cas, le sens de l'utilisation et de la gestion du territoire est prédéterminé par la conception que l'on en a et par la position des acteurs au sein du système social ;

autrement dit, ce sens est conditionné par les représentations que la culture donne au territoire dans sa mise en scène sociale. À travers le parcours ethnographique et la classification des terres *frianas* et *calentanas*, nous avons mis en évidence la manière dont le processus de territorialisation (espace-territoire-territorialité) par la production socio-économique – agricole – fait référence à l'attribution des terres à travers l'action humaine, la relation émotionnelle de cette attribution, et la participation à la construction territoriale par des représentations collectives sociales et culturelles autour des *frianos* et des *calentanós*. Ainsi, on peut dire que dans sa relation culturelle, le territoire traduit un mode de division et de contrôle de l'espace garantissant la spécificité, la permanence et la reproduction des groupes humains qui l'occupent. La pensée d'un groupe ne peut pas naître, survivre, ni même devenir consciente de cette pensée même, sans s'appuyer sur des formes visibles de l'espace. Pour cela, le territoire est une forme spatiale de la société à doubles fonctions : il permet de réduire les distances à l'intérieur et d'établir une distance infinie avec l'extérieur, au-delà des frontières. Dans cette perspective, la territorialisation en relation avec les processus identitaires se reflète sur les territoires culturalisés par des pratiques sociales ; en d'autres termes, comment les habitants perçoivent leur territoire, comment ils le valorisent, comment ils le produisent par un processus agricole « vertical » et comment ils agissent sur lui. Grâce au travail ethnographique, nous pouvons dire que les significations et les implications du territoire dans une logique de « paysans qui gagnent » ne sont compréhensibles qu'à partir des codes culturels dans lesquels ils s'inscrivent.

Notes

1. On sait bien en anthropologie que les frontières physiques ou administratives d'un territoire donné ne recouvrent pas forcément les frontières culturelles, symboliques, imaginaires ou de production socio-économique. C'est ce que j'appelle « territoire imaginé ».
2. Cette catégorie est la première des trois (*Manso*, *Bravo* et *Amanse*) qui sont utilisées culturellement par les *Yanaconas* et les paysans des Andes du Sud de la Colombie pour définir, assumer et dynamiser leur territoire. Pour plus d'information voir : Nates, 2000.
3. Le *resguardo* (réserve indigène) est une entité territoriale actuelle, où la propriété sur le territoire est communale et dont l'autorité est assumée par un *cabildo* (conseil indigène) opérant sous des lois internes autochtones reconnues par la Constitution colombienne.
4. Je distingue les paysans et les indigènes *yanacónas* non par le fait qu'ils constituent identitairement deux groupes isolés, mais parce qu'à partir de 1980, certains ont décidé de s'inscrire au sein du système des autorités indigènes et de récupérer le pouvoir sur leurs terres communales (*resguardos*), tandis que d'autres ont pris la décision de continuer à se faire appeler paysans. Selon ces derniers, se faire appeler « indigène » (avec un « baptême » ethnique et tout ce que cela implique) c'était démissionner, perdre leurs propriétés privées et revenir au passé. Pour plus d'information voir : Rapport, 1994
5. Nous entendons par famille noyau (que l'on appelle aussi dans le langage anthropologique famille nucléaire) le père et la mère, les enfants célibataires et les petits-enfants naturels, c'est-à-dire, les petits des enfants célibataires habitant sous le même toit. Le terme de famille élargie prend pour nous le même sens que celui de famille extensive (également utilisé dans le jargon anthropologique), c'est-à-dire celle qui est composée par les mêmes membres que précédemment plus les grands-parents, les enfants mariés et leur descendance, ainsi que les compères de baptême de la famille de référence.

6. Celles-ci sont des plantes qui restent sous contrôle domestique, ce qui signifie que leur consommation reste légère et inoffensive (par exemple, la plupart des infusions). Les plantes médicinales nécessitant davantage de maîtrise lors du traitement sont du domaine unique du *tewa* ou soigneur indigène traditionnel.
7. Cette variété de maïs se différencie du maïs *friano* par sa couleur jaune pâle mêlée de blanc, sa petite taille et son goût fade.
8. Cette plante a été utilisée non seulement comme aliment mais aussi comme élément cérémoniel et comme médicament. Pour plus de détails voir : Estrella, 1990.
9. L'abattage du porc n'a pas la même importance culturelle, symbolique et cyclique qu'en Europe dans les Andes colombiennes, néanmoins cet animal est marqué par une grande ambivalence et la consommation de sa viande n'est pas généralisée.
10. *Guacho* ou *wachu* est un mot *quechua* qui signifie sillon. Cependant, l'usage social de ce concept est très varié. Par exemple, dans plusieurs zones andines du Pérou « c'est la métaphore spatiale par laquelle les indigènes de ces communautés désignent une sorte d'aménagement hiérarchique, en rapport au statut qu'une personne acquière lors de cérémonies rituelles, à l'intérieur des festivités issues du calendrier chrétien et en rapport aussi avec des moments clés du cycle agricole » (Perez-Galan, 1997 :17).
11. Pour autant, évidemment, qu'elles n'appartiennent pas aux terres communales des *resguardos*.
12. Les natifs de Caquiona vont à Santa Juana (La Vega), Guachacundo et Tabachuelo (Almaguer); ceux de Pancitara et de San Sebastian à Altamira et los Uvos (La Vega); les indigènes de Rio Blanco et de Guachicono préfèrent posséder des fermes dans les Communautés Civiles de El Frontino, El Moral et El Oso (La Sierra) (voir carte n° 2).
13. Les *comuneros* de Valencia, Santiago et Almaguer descendent à San Miguel, Santa Rita, Altamira et Santa Juana (La Vega); ceux du Rosal préfèrent les terres de Bolivar; et ceux de Sotara les cherchent à Timbio (voir carte n° 2).
14. Le Terrazgo est un système économique proche du système métayer français : pendant la Colonie les grands propriétaires terriens concédaient de petites parcelles aux indigènes afin que ceci les fasse fructifier, la majeure partie des biens produits revenant aux propriétaires.
15. Il est important de savoir que cette expression est utilisée dans d'autres espaces ruraux colombiens pour nommer les familles chargées de garder les maisons de campagne des citadins aisés, en échange d'un salaire mensuel.
16. En *quechua*, ce mot fait référence au fils ou simplement au petit enfant.
17. Le compérage est très vaste et complexe dans le sud du Département du Cauca et dans tout le Département du Nariño. Par exemple, un enfant peut avoir des marraines sans qu'elles soient considérées comme les commères des parents. C'est le cas de la « marraine des ongles » et de la « marraine des boucles d'oreille ». Quand un enfant naît, c'est une femme qui doit couper les ongles et, le faisant, elle donne un cadeau en nature au bébé et devient alors sa marraine. On retrouve le même cas pour les boucles d'oreilles : une femme (qui peut également être la marraine des ongles) met à l'enfant les premières boucles d'oreille et devient sa marraine. Ainsi, les enfants ont des marraines des ongles et de boucles d'oreilles, des parrains de baptême, de confirmation, de communion, de mariage, etc.
18. La *panela* est le résultat de la cuisson du premier jus de canne à sucre et se présente sous forme solide, et circulaire ou carrée. Elle est utilisée quotidiennement et est la seule denrée sucrée dans les campagnes du Massif colombien.
19. *El guardao de semillas* fait référence à la conservation même de la semence.

Bibliographie :

- Cerón, Patricia, 1990, *El puma y la india de punturco*. Popayán, Universidad del Cauca
- Di Meo, Guy, 1998, *Géographie Sociale et territoires*. Paris, Éditions Nahatan.
- Dolffus, Olivier, 1981, *El reto del espacio andino*. Lima, Instituto de Estudios Peruanos

- Fonseca Martel, César, 1983, « El modelo andino de la complementariedad ecológica », dans la *Revista del Museo Nacional de Lima*, T. XLVII, Lima.
- Fridberg, Claudine, 1987, « Classifications populaires des plantes et mondes de connaissance », dans Tassy, Pascal (coord.), *L'ordre et la diversité du vivant: Quel statut scientifique pour les classifications biologiques?* Paris, Fondation Diderot-Fayard.
- García, José Luis, 1976, *Antropología del territorio*. Madrid, Ediciones del taller de Josefina Betancor.
- Golte, Jürgen, 1980, *La racionalidad de la organización andina*. Lima, Instituto de Estudios Peruanos.
- López, Claudia Leonor, 1991, *Los Caquiona: Fríanos de sangre caliente*. Popayán, Universidad del Cauca.
- Murra John, 1975, *Formaciones económicas y políticas del mundo andino*. Lima, Instituto de Estudios Peruanos.
- Nates, Beatriz et al. (compilación y autoría), 1996, *Las plantas y el territorio. Clasificaciones, usos y concepciones en los Andes Colombianos*. Quito, Ediciones Abya-Yala.
- Nates, Béatriz, 2000, *De lo Bravo a lo manso. Territorio y sociedad en los Andes (Macizo Colombiano)*. Quito, Editorial Abya-yala
- Oberem, Udo, 1978, « El acceso a recursos naturales de diferentes ecologías en la Sierra Ecuatoriana (Siglo XVI) », dans *Actes du XLII Congrès International des Américanistes*. Vol. IV. Paris.
- Rapport, Joanne, 1994, *Cumbe reborn. An Andean ethnography of history*. Chicago, The University Chicago Press.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Dans cet article, l'auteur explore les différentes représentations, utilisations et moyens de gestion du territoire mis en œuvre par les indigènes *Yanaconas* et les paysans du *Macizo Colombiano*. C'est en analysant de manière anthropologique les classifications économiques et les systèmes de pensées symboliques autour de l'agriculture et de ses processus de territorialisation que l'auteur interroge la notion même d'identité de ces sociétés andines à travers un processus socio-économique.

En este artículo se exploran las diferentes representaciones, utilizaciones y medios de gestión territorial entre los indígenas y

campesinos Yanaconas del Macizo Colombiano. La idea central es mostrar cómo se construye un cierto tipo de identidad, a partir de campos socioeconómicos fuertemente ligados a un sistema simbólico en torno a la agricultura, y los procesos de territorialización.

In this article the different representations, uses and means of territorial management between the natives and Yanaconas farmers of the Macizo Colombiano are explored. The central idea is to show how a certain type of identity is constructed, from socioeconomic fields strongly related to a symbolic system around agriculture, and the processes of territorialization.

Mots clés: Territoires, Agriculture, identité, système de classification.

Palabras claves: Territorios, agricultura, identidad, sistema de clasificación.

Keywords: Territories, agriculture, identity, system of classification.

QUI VOTE ET COMMENT, AU BRÉSIL ? (1989-2004)

STÉPHANE MONCLAIRE*

AU BRÉSIL, LES PARTIS POLITIQUES DISPOSENT LÉGALEMENT du monopole des candidatures aux postes électifs; de sorte que leurs multiples déficits (en termes de légitimité, de représentativité, d'implantation électorale, de centralisation des structures, d'homogénéité idéologique, de discipline interne et d'insertion dans un système d'alliance stable), bien qu'ils se soient amoindris ces dernières années, façonnent plus qu'ailleurs l'offre politique. Pour autant, celle-ci n'est pas sans lien avec les caractéristiques majeures de la population des inscrits. La composition sociale de ce corps, les traits les plus connus de son rapport à la politique et de son comportement électoral expliquent partiellement le nombre et le profil des candidats à la candidature puis des candidats investis. Ils expliquent plus encore les manières de rendre l'offre politique attractive et les formes de mobilisation employées durant la campagne. Ils affectent aussi, quoiqu'insuffisamment, la formulation des questions des enquêtes d'opinion et décident fortement des réponses qui y sont faites. Autrement dit, les propriétés sociologiques des inscrits interviennent très tôt et tout au long du processus électoral. Nul besoin d'attendre le jour du scrutin ou que les électeurs émettent leur vote pour qu'elles infléchissent l'issue des compétitions électorales. Pareille prégnance invite à rappeler ces propriétés. Les connaître évitera de se tromper sur le sens des votes émis et facilitera, de la sorte, une juste interprétation des résultats.

UN CORPS D'INSCRITS TRES DISPARATE

Le vote et l'inscription préalable sur les listes électorales sont obligatoires pour les 18 ans ou plus, facultatifs pour les analphabètes, les 16-17 ans et les plus de 70 ans. Si près de la moitié des 16-17 ans sont inscrits, la totalité ou

* Université de Paris I, Département de science politique (stephane.monclaire@wanadoo.fr).

presque des analphabètes le sont car détenir la carte d'électeur facilite leurs démarches administratives (c'est le document le plus souvent demandé par l'administration) et leur intégration à des réseaux de clientèles électorales. Quant aux brésiliens de plus de 70 ans, les rares qui ne le soient pas (1 % en 2004) sont des personnes appartenant à des catégories longtemps exclues du droit de vote (indiens, analphabètes, condamnés) et qui, lorsque ce droit leur a été donné ou redonné, avaient atteint 70 ans et n'ont pas souhaité ou pu s'inscrire. Tout cela fait que corps des inscrits et population âgée de 18 ans ou plus sont globalement synonymes. « Globalement », car cette équivalence, forte les années de recensement (1991, 2000), s'amenuise au fil des années qui suivent. Elle s'étiole également lorsque la Justice électorale tarde à rayer de ses listes d'inscrits les personnes décédées et les doubles inscriptions liées à des changements de bureau de vote. Ainsi en 1986, au sortir du régime militaire, la Justice électorale avait annulé toutes les listes électorales précédemment établies et invité tous les Brésiliens à se réinscrire. Mais au printemps 1998, à six mois du scrutin présidentiel, le nombre d'inscrits âgés de 18 ans ou plus était supérieur de 5,8 % à celui de la population de cette tranche d'âge, telle que celle-ci était alors estimée par l'IBGE. Parmi les 70 ans et plus, le solde atteignait 15,2 %. À noter que de tels écarts, même s'ils furent réduits grâce à une purge partielle des listes décidée à la veille du scrutin, firent artificiellement grimper de plusieurs points le taux d'abstention par rapport aux présidentielles précédentes : 11,9 % en 1989 ; 17,8 % en 1994 et 21,5 % en 1998 (hausse que la plupart des commentateurs de l'époque s'empressèrent d'attribuer, à tort, à un rejet croissant du personnel politique). En 2000, à l'approche des municipales, la Justice électorale mena une épuration plus systématique. En recoupant divers fichiers administratifs, elle put effacer 4,68 millions de noms de ses listes ; si bien que cette année-là, qui fut aussi celle du dernier recensement en date, le Brésil comptait 106 339 328 inscrits âgés de 18 ans ou plus pour 108 830 549 habitants de cette catégorie d'âge ; cette différence minime des inscrits par rapport aux habitants (- 2,3 %) s'explique principalement par les dispenses de réinscription accordées aux personnes âgées et par la présence de 510 000 étrangers sur le sol brésilien. Un tel niveau de correspondance permet de puiser abondamment dans les données du recensement aux fins d'établir avec finesse la sociodémographie des inscrits de l'année 2000 et de connaître relativement bien celle des inscrits des années immédiatement postérieures.

Le corps des inscrits brésilien, cinquième de la planète en 2000 de par sa taille, est massivement urbain, très mal réparti sur le territoire et traversé de profondes disparités socio-économiques (Théry & Mello, 2003:85-91 et 228-256). Toutefois, si les inscrits connaissent des conditions de vie très différentes, si leurs besoins et leurs attentes sont donc particulièrement hétérogènes et contrastés, la diversité des discours programmatiques et enchanteurs émis en leur direction par le personnel politique est bien moindre que la variété de leurs conditions de vie, car le fréquent manque d'instruction des inscrits (en réduisant leurs possibilités d'entendement des offres politiques) nivelle par le bas la forme et le contenu de ces discours.

SOUS-INSTRUCTION ET COMPÉTENCE POLITIQUE

Le corps des inscrits est globalement sous-instruit, surtout dans les régions économiquement mal et peu intégrées. En 2000, 28,7 % des inscrits brésiliens (mais deux cinquièmes au Nordeste contre un cinquième au Sudeste) n'avaient jamais été scolarisés ou alors moins de trois ans (le droit de vote a été accordé aux analphabètes en mai 1985) ; et 30,2 % ne l'avaient été que durant un, cinq, six ou sept ans. Le niveau d'instruction décroît avec l'âge, surtout chez les femmes : parmi de 60 ans ou plus, 36 % étaient alors sans instruction contre 32 % des hommes. Or, toutes les études empiriques le démontrent, le capital culturel est le facteur le plus discriminant quant au niveau de politisation des individus. De sorte qu'au Brésil, très peu d'inscrits s'intéressent à la politique. Certes cet intérêt tend à croître (y compris celui des moins instruits) au cours des campagnes électorales puisque celles-ci sont généralement des périodes aux cours desquelles la population est incitée à porter attention au débat public par les candidats, les médias et la société. En outre, dès l'enfance et au cours de la vie, un environnement familial politisé tend à réduire les effets négatifs de la faible instruction sur la politisation, donc à rendre les inscrits à la fois plus attentifs à la politique et plus capables de donner un sens politique aux choses. Certaines trajectoires sociales ou professionnelles le permettent aussi. Mais statistiquement, les inscrits les moins politisés sont surtout des individus faiblement instruits.

Au lendemain de la présidentielle de 2002, quand on demande aux Brésiliens « ces derniers temps, lisiez-vous un journal ? », « combien de fois par semaine assistiez-vous au journal télévisé du soir la Globo ou de TV Record ? », « écoutiez-vous des émissions radios débattant de thèmes politiques ? », « à quelle fréquence parlez-vous politique avec vos parents, amis ou collègues ? », « aviez-vous l'habitude de vous informer sur ce que fait tel ou tel élu ? », puis en accordant entre zéro et un point à chacune des réponses et en additionnant les points ainsi obtenus, on constate que pour 35,5 % de l'échantillon représentatif des inscrits, le degré d'information politique ne dépasse pas un point (zéro étant la valeur la plus basse et cinq la plus haute) et que seuls 22,7 % jouissent d'un degré égal ou supérieur à quatre points (tableau n° 1). Cette enquête montrait aussi une forte corrélation entre degré d'information et niveau d'étude.

TABLEAU N° 1 : DEGRÉ D'INFORMATION DES INSCRITS

Degré	
0	14,5
1	21,0
2	22,0
3	19,8
4	16,7
5	6,0
Total	100

Source : ESEB 2002

Faute de s'informer suffisamment, les inscrits ont peu de chance d'acquiescer une claire connaissance phénoménologique du politique, à commencer par celle des acteurs. En 1996, à Salvador (capitale de l'État de Bahia, Nordeste) et dans ses banlieues, seuls 69 % des adultes ayant été scolarisés durant quatre à sept ans savaient le nom de leur maire et 66 % celui de leur gouverneur ; les adultes jamais scolarisés ou alors moins de quatre ans étaient encore moins nombreux à pouvoir les citer (59 % et 53 %)¹. Faute de disposer d'une connaissance suffisante des acteurs, mais aussi des règles du jeu et des enjeux politiques les plus objectivés, les inscrits les moins instruits sont vite perdus lorsqu'ils sont exposés au débat électoral ; ce qui les décourage d'essayer de s'y intéresser. En outre, parce que les inscrits les moins (ou peu) instruits occupent généralement des positions sociales basses et parce qu'ils ont intériorisé les attitudes et les rôles auxquels les astreint leur position dominée (à savoir un sentiment d'illégitimité sociale), leur incompetence politique tendancielle se double d'un sentiment tendanciel d'incompétence politique ; cumul qui, statistiquement, les condamne à guère prendre part à l'espace public sauf lorsque le mode de participation sociale et/ou politique est de faible coût.

Ainsi des enquêtes récentes montrent que, de toutes les variables habituelles (sexe, âge, profession, revenus, ...) c'est le niveau d'étude qui provoque les plus fortes variations des chances de participation sociale traditionnelle (syndicalisme, grève, bénévolat dans des mouvements associatifs,...)². Certes, au fil des ans, cette incidence du niveau d'études s'est atténuée³ sous l'effet d'incitations d'agents mobilisateurs plus adaptées (en volume et dans leur formulation) aux petites gens et en raison de l'apparition de nouveaux terrains de mobilisation et de socialisation politique (Sousa, 1999 ; Dagnino, 2002). Mais le faible niveau d'études des inscrits nuit encore beaucoup à leur participation politique, notamment sous sa forme la plus ordinaire : le vote.

Alors que le vote est un acte élevé, de longue date, au rang de devoir civique et qu'il est un principe démocratique périodiquement célébré, notamment par les médias, les Brésiliens sont loin d'y être viscéralement attachés. Depuis le début des années 1990, 40 % à 52 % d'entre eux, selon la date du sondage, déclarent qu'ils n'iraient pas voter si le vote n'était pas obligatoire. Bien sûr, cette désaffection découle en partie de la faible saillance des enjeux censés les mobiliser, du moins des enjeux qu'ils perçoivent (car candidats et médias cherchent toujours à imposer une hiérarchie d'enjeux sans toujours s'entendre sur la valeur de chacun d'eux). Elle tient également à la consolidation démocratique car la banalisation de la tenue d'élections libres, périodiques et pluralistes a fait perdre à l'acte de vote une part de la force symbolique qu'avaient pu lui attribuer certains Brésiliens sous le régime militaire (c'est-à-dire quand voter pouvait être une manière de montrer son hostilité à ce régime autoritaire). De surcroît, les désillusions de nombreux inscrits à l'égard d'une démocratie dont le retour et l'enracinement n'ont pas été accompagnés, contrairement à leurs espoirs, d'une chute des maux continuels de leur pays (violence, corruption, inégalités sociales), ont souvent nourri une dévalorisation de l'importance des scrutins (Baquero, 2000). L'impression concomitante que plus les gouvernements se succèdent et moins les politiques publiques changent les ont fait

douter davantage de l'éventuel effet des urnes sur l'action des gouvernants⁴. Ils en viennent donc à moins s'intéresser aux campagnes électorales. Cette attitude tend à les rendre moins sensibles aux enjeux affichés ; ce qui nuit à leur mobilisation.

Toutefois cette sensation, plus ou moins diffuse, de dépréciation du vote et celle, plus ou moins manifeste, de désenchantement (l'une et l'autre ne signifiant pas forcément indifférence aux résultats électoraux, ni surtout désaccord avec le principe selon lequel tout gouvernant doit être démocratiquement élu) ne suffisent pas à expliquer qu'environ un inscrit sur deux n'irait pas voter si la législation ne les y obligeait pas. La cause principale c'est le faible niveau de la politisation des sondés et son plus net corollaire, le bas niveau d'instruction de la population. Ainsi, selon des tests de régression (modèle Logit) appliqués à des enquêtes réalisées à l'approche des présidentielles de 1994 et 1998, les chances des Brésiliens sans instruction d'aller voter au cas où le vote cesserait d'être obligatoire étaient de 10,2 % inférieures à celles des inscrits ayant été à l'école primaire, de 20,6 % inférieures à celles des inscrits ayant été au lycée, et de 31,3 % inférieures à celles des inscrits entrés à l'université (Elkins, 2000). Là encore, aucune autre variable habituelle ne s'avère plus discriminante. Certes le caractère national des scrutins présidentiels et des enjeux affichés au cours de la campagne a pu, chez certains sondés, freiner l'éclosion d'un sentiment de relative proximité envers l'offre politique, donc entraver l'intérêt à la politique et les conduire à répondre « je n'irais pas voter ». Mais, simultanément à la présidentielle, se tenaient des élections législatives et gubernatoriales disputées, elles, à l'échelon de l'unité fédérative, donc à un échelon sensé moins freiner l'apparition d'un tel sentiment. Même lorsque le scrutin est municipal et que l'essentiel des promesses ou des discours des candidats traite des problèmes de la commune où résident les sondés, les réponses ne changent guère et le niveau d'instruction des sondés continue d'engendrer les variances statistiques les plus fortes⁵.

OPINION ET « CHOIX » ÉLECTORAL

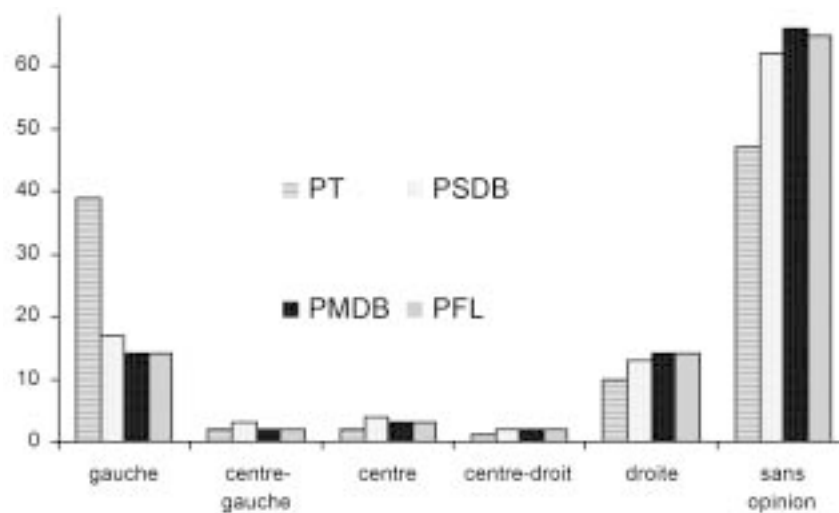
Faible instruction et basse politisation affectent l'ensemble du rapport ordinaire des inscrits à la politique. Ainsi depuis des années, une immense majorité d'entre eux ne font guère confiance aux partis politiques. Quelle que soit la date, les partis occupent toujours le dernier rang des principales institutions dont les sondeurs mesurent ou prétendent mesurer périodiquement le degré de crédibilité auprès de la population adulte. Si dans beaucoup d'autres démocraties (vieilles, jeunes ou renaissantes) les partis traînent également dans les profondeurs de ce genre de classement, la confiance des Brésiliens à l'égard des partis est infime, bien plus mince que dans la plupart de ces démocraties. Certes, la publicisation et la surestimation de la corruption de nombreux élus brésiliens nourrissent cette méfiance généralisée et constante. Mais celle-ci ne tient pas qu'à des considérations éthiques. Elle traduit aussi une grande difficulté à différencier ces organisations les unes des autres, à les ordonner. Fin 1999, par exemple, au sein des neuf principales régions métropolitaines du Brésil et parmi les 16-24 ans (6,6 millions d'inscrits soit 5,9 % de tous les inscrits du pays), c'est-à-dire parmi la tranche

d'âge la moins politisée⁶, seuls 19 % faisaient « un peu » ou « beaucoup confiance » aux formations politiques; 22 % jugeaient « meilleur pour le pays qu'il n'y ait aucun parti » et 21 % « qu'il n'y en ait qu'un seul »⁷. Ce désir d'une simplification extrême du marché politique trahit une forte incompréhension face aux partis et au système de partis existants. Il indique une envie d'un marché politique qui soit enfin compréhensible.

Ce manque général de confiance à l'égard des partis n'est évidemment pas incompatible avec la sensation de se sentir proche d'un parti et tend souvent à orienter les préférences partisans (Kinzo, 2004). Toutefois, le fait qu'entre 40 % et 60 % de Brésiliens disent, selon la date du sondage et sa proximité d'avec un scrutin, « avoir une préférence ou de la sympathie » pour un parti donné ne doit pas leurrer. Car cela ne veut pas dire qu'ils connaissent bien ou assez bien ce parti. Ainsi, en juin 2000, deux tiers d'entre eux avouaient ne pas pouvoir positionner sur un axe gauche/droite la formation dont ils se sentaient proches. Bien sûr la maîtrise préalable (très variable selon le niveau d'instruction des sondés) des notions « gauche/droite » que suppose un tel sondage, la pertinence très relative de ces notions, l'hétérogénéité idéologique (même déclinante) des partis brésiliens, rendent les réponses de ces sondés moins symptomatiques qu'elles ne paraissent. Mais même lorsqu'il s'agissait de la formation dont le discours est pourtant le plus discernable, à savoir le Parti des travailleurs (PT, formation de gauche), 47 % des sondés qui estimaient en être proches ont répondu « je ne sais pas ». Quant aux 63 % qui l'ont positionné, un sixième d'entre eux l'a, à tort, placé à droite, et un douzième, tout aussi erronément, au centre-droit ou au centre (graphique n° 1). Si la complexité et la variété des relations intra et interpartisans d'une ville à l'autre et d'une unité fédérative à l'autre (Monclaire, 2004a) contribuent à une telle indécision et à de telles erreurs, le faible niveau général de politisation des inscrits les explique également. Aussi, comment ces dizaines de millions d'inscrits qui ont déjà tant de mal à dire « qui est qui » et « qui est où », qui ne s'intéressent pas ou très peu à la politique et qui ne sont guère capables de donner un sens politique aux événements pourraient-ils, face au sondeur ou à l'urne, émettre une opinion élaborée et fermement motivée politiquement? Considérer qu'au Brésil des convictions idéologiques gisent au fond des urnes n'est pas qu'un présupposé; c'est une contre-vérité statistique.

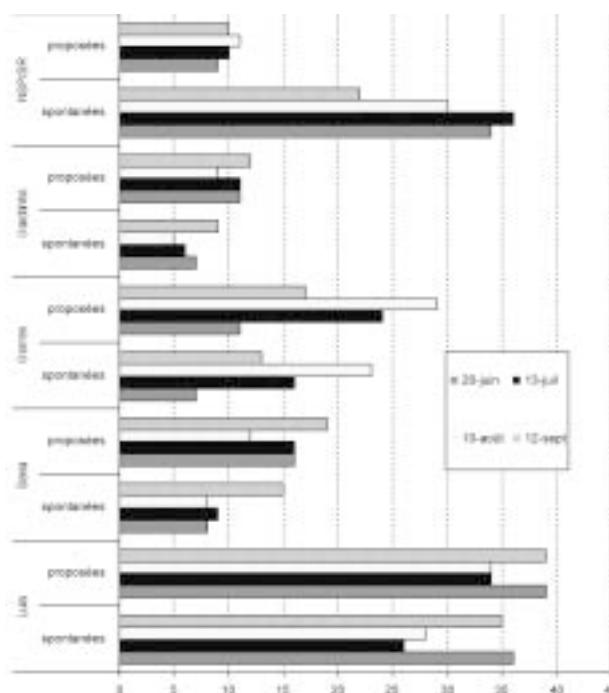
L'observation des préférences électorales met en pleine lumière cette difficulté des inscrits les moins politisés à faire des choix politiques élaborés. À trois mois du premier tour de la présidentielle d'octobre 2002, les Brésiliens auxquels on demandait d'indiquer leur intention de vote s'exprimaient très différemment selon que l'enquêteur attendait d'eux une réponse spontanée ou qu'il leur présentait un disque de papier sur lequel figurait le nom des candidats en lice (noms qu'il lisait aux analphabètes). Dans le premier cas, 34 % des sondés répondaient « je ne sais pas » ou restaient sans réponse; dans le second, seuls 9 % réagissaient ainsi (graphique n° 2). Cela signifie, qu'au moment où la question leur a été posée, un quart des sondés ignoraient ou ne se rappelaient plus le nom des candidats. Or les grands candidats étaient déjà déclarés, menaient campagne et bénéficiaient depuis longtemps d'une grande visibilité. Lula, chef historique du PT, était candidat pour la quatrième fois consécutive et était arrivé second à chaque fois; José Serra (PSDB, centre-gauche) avait été ministre de la santé de 1995 à 2001; Ciro Gomes

GRAPHIQUE N° 1 : OU LES SONDÉS POSITIONNENT-ILS LEUR PARTI PRÉFÉRÉ ?



Source: IBOPE, 2001, « Tendências », dans Opinião Pública, Vol. VII, No. 2, nov. 2001, p 275.

GRAPHIQUE N° 2 : INTENTIONS DE VOTE POUR LA PRÉSIDENTIELLE DU 6 OCTOBRE 2002
(% DE RÉPONSES SPONTANÉES VS PROPOSÉES)



Source: Institut Vox Populi. L'addition de ces pourcentages n'est pas égale à 100 en raison de la présence de deux autres candidats en lice et de la possibilité de répondre « blanc » ou « nul ».

(PPS, formation néopopuliste), ex-gouverneur du Ceará, était arrivé troisième à la présidentielle de 1998 ; et Antonio Garotinho était le gouverneur de Rio de Janeiro, c'est-à-dire du troisième État du pays en nombre d'inscrits. Même à vingt-quatre jours du scrutin, une partie importante des sondés continuait à ne pas mémoriser le nom des candidats, car l'écart entre pourcentages de non-réponses spontanées ou suggérées était encore de douze points. Les scores que ce genre d'enquêtes prête aux candidats reflètent, eux aussi, la faible politisation des inscrits. Selon la date et selon le candidat, de trois à douze points séparent les intentions de vote spontanées et celles proposées. Là encore le caractère national du scrutin et le sentiment d'une proximité insuffisante que celui-ci pourrait engendrer n'invalident pas ce constat. Car dans les sondages réalisés, par exemple, auprès des inscrits de la ville de São Paulo à l'occasion des municipales de 2004, des écarts assez semblables existaient entre réponses spontanées et suggérées⁸. Ce n'est qu'au terme de la campagne électorale (période où les opportunités de socialisation politique sont nombreuses) que ces écarts deviennent minimes.

Si les préférences électorales des inscrits les moins politisés sont affectées par la difficulté à élaborer des choix politiques, ceux effectués ne sont pas pour autant privés de tout élément logique et d'appréciation politique. La campagne électorale incite et aide à choisir. De fait, toute campagne, surtout en cas d'élection à un poste exécutif (car les possibilités de personnalisation du scrutin y sont plus fortes et les efforts de mobilisations entrepris y sont plus nets et constants qu'à l'occasion d'élections législatives) entraîne, au fil de son déroulement, une familiarisation des inscrits les moins politisés avec le nom des candidats en lice et leur permet de pouvoir différencier quelque peu les offres politiques. Ainsi, fin octobre 2004, à une semaine du second tour de l'élection du maire de la ville de São Paulo, donc après des mois de campagne, les sondés les moins instruits (dont beaucoup s'avéraient être les moins politisés) continuaient, certes, de répondre deux fois plus que les autres « je ne sais pas » lorsqu'on leur demandait quels étaient les qualités et les défauts respectifs des deux principaux candidats. Mais, ceux qui fournissaient une autre réponse établissaient de nettes distinctions entre Marta Suplicy (PT, maire sortant) et José Serra (PSDB) ; de surcroît, en ce cas, leurs réponses n'étaient pas statistiquement éloignées de celles fournies par les sondés plus instruits et les différentiels d'opinion relatifs à ces deux candidats étaient souvent assez analogues d'un niveau d'instruction à l'autre (tableau n° 2).

Enfin, toute campagne étant une période de réaffirmation symbolique de rôles sociaux idéaux (notamment celui du bon citoyen) et de célébration du lien social collectif, les inscrits tendent à revaloriser momentanée le vote. Par exemple, alors qu'à trois mois de l'élection présidentielle de 1989 seuls trois Brésiliens sur dix considéraient que leur bulletin de vote avait une influence, ils furent près d'un sur deux à le penser au lendemain du scrutin, sous l'effet, particulièrement, de discours qui réactivaient le sentiment euphorisant d'appartenance au plus grand groupe, c'est-à-dire à la communauté nationale. Cette revalorisation du vote s'opérait surtout chez les personnes peu instruites (Moisés, 1990:163). Or en accordant plus de poids à leur vote, celles-ci s'obligent tendanciellement à mieux fonder leur choix électoral, à l'effectuer davantage sur des critères d'appréciation politique socialement légitimes. Autrement dit, l'incompétence politique des inscrits les moins

politisés n'est pas totale. Leur comportement électoral ne doit donc pas être considéré comme dépourvu de toute rationalité et réflexion politique. Leur opinion est certes moins sophistiquée que celle des autres inscrits, mais elle n'est pas dénuée de sens.

TABLEAU N° 2 : LA DIFFÉRENCIATION DES CANDIDATS PAR LES INSCRITS SELON LEUR NIVEAU D'INSTRUCTION

Questions	niveaux d'instruction	Suplicy	Serra	différentiels	NSP ou SR
Quel est celui qui réalise le plus ?	primaire	48 %	35 %	+13	11 %
	secondaire	53 %	32 %	+11	6 %
	supérieure	38 %	40 %	-2	5 %
Lequel fait le plus innovateur ?	primaire	46 %	37 %	+11	12 %
	secondaire	55 %	32 %	+15	5 %
	supérieure	46 %	33 %	+13	5 %
Lequel, une fois élu, défendra le plus les pauvres ?	primaire	43 %	37 %	+6	8 %
	secondaire	47 %	34 %	+13	5 %
	supérieure	38 %	33 %	+5	6 %
Lequel, une fois élu, défendra le plus les riches ?	primaire	29 %	43 %	-14	16 %
	secondaire	30 %	47 %	-17	9 %
	supérieure	23 %	40 %	-17	10 %

Source : Datafolha 21 octobre 2004 (le total des pourcentages n'est pas égal à 100, car on pouvait aussi répondre « les deux » ou « aucun des deux »).

Les justifications de vote des moins instruits, lors d'élections municipales, s'articulent le plus souvent sur les valeurs morales de la quotidienneté, du moins sur des catégories morales propres aux rapports interpersonnels prévalant dans leur milieu social (notamment le respect et l'honnêteté). Cela ne signifie pas que les candidats pour lesquels ils votent soient effectivement respectueux d'eux et de la loi. Car ils ne votent pas en fonction des qualités personnelles du candidat, mais de l'idée qu'ils s'en font (idée dépendante de leur niveau d'information, donc de leur propension à s'informer puis à comprendre, classer et s'approprier les informations reçues). En outre, puisqu'ils sont généralement pauvres et sont de ce fait très demandeurs de politiques publiques de redistribution et de providence, ils prennent plus en considération que les autres électors les réalisations ayant directement amélioré leur vie quotidienne, c'est-à-dire principalement la leur, celle de leur quartier ou, s'ils sont en zone rurale, de leur petite commune, et non celle de personnes distantes. Car, d'une part, la société brésilienne est trop fragmentée pour que puissent aisément se développer et s'exercer des sentiments de solidarité ou d'appartenance sociale étendue, et, d'autre part, l'ampleur séculaire des inégalités sociales et le type de relations sociales structurant ces inégalités n'ont jamais aidé à constituer l'intérêt général en

horizon du système politique brésilien – que ce système fût démocratique ou autoritaire. De sorte que ces inscrits sont moins exigeants que les autres quant à l'honnêteté du personnel politique.

Ainsi en 2000, l'hypothèse « que le futur maire ne soit pas totalement honnête mais qu'il résolve les problèmes » avait d'autant plus la préférence des inscrits sur l'hypothèse « totalement honnête sans être très efficace » que leur niveau d'étude était faible (26 % parmi les sondés ayant fréquenté l'université contre 48 % chez ceux ayant au mieux fini l'école primaire)⁹. Bref, parmi les inscrits peu ou pas instruits, les préférences à l'égard de tel ou tel compétiteur sont souvent exprimées de façon sommaire et maladroite ; elles sont, par rapport à d'autres groupes, plus guidées par l'affect (sentiments, émotions, gratifications narcissiques) que par de subtiles rationalisations, mais elles ne sont pas nécessairement obscures. Concernant les élections disputées à l'échelle des unités fédératives ou du pays, une bonne part des motivations de vote de ces inscrits est aussi de cette nature. Car les élus locaux et autres agents mobilisateurs soutenant tel ou tel candidat multiplient les déplacements sur le terrain pour convaincre les électeurs des conséquences pratiques positives qu'aurait la victoire de leur champion sur le quartier ou la commune.

Une fois le candidat choisi, il reste encore à voter. Or, face à l'urne, les analphabètes étaient souvent pénalisés. Car jusqu'à l'apparition, en 1996, puis à la généralisation, en 2002, des urnes électroniques, tout votant devait, pour les scrutins majoritaires (président, gouverneurs, maires, sénateurs), cocher la croix figurant à côté du nom du candidat ou du numéro de celui-ci (à deux chiffres pour le président et le gouverneur, à trois chiffres pour le sénateur), et, pour les scrutins disputés à la proportionnelle (tous les autres postes), écrire lui-même le nom ou le numéro du candidat de son choix (quatre chiffres pour le député fédéral, cinq pour le député d'État) ou bien le sigle du parti de son choix ou le numéro de celui-ci¹⁰. Ces modalités de vote gênaient considérablement les analphabètes. Ces derniers tendaient donc, plus que les autres, à remettre un bulletin « blanc » ou à rendre un bulletin qui, au moment du dépouillement, allait être jugé « nul » par les scrutateurs car incorrectement rempli. Ce comportement s'avérait d'autant plus fréquent que l'offre politique était large. Ainsi, en 1994, dans l'État de Paraíba où près d'un inscrit sur cinq était alors analphabète, la part de bulletins « nuls » était de 8,3 % pour l'élection du gouverneur (5 candidats), de 12,5 % pour celle des sénateurs (8 candidats) et de 22 % pour celle des députés fédéraux (50 candidats). Or la Justice électorale, dans cet État comme dans le reste du pays, autorisait les électeurs à se doter, pour pouvoir voter, de normographes ou de pense-bêtes sur lesquels figurait le nom d'un candidat (objets abondamment distribués par les candidats et dont l'usage contribue à expliquer la forte propension des Brésiliens à voter pour des individus plus que pour un parti)¹¹.

Si l'urne électronique facilite la tâche des électeurs (car désormais ils n'ont plus qu'à appuyer sur des boutons pour composer le numéro du candidat de leur convenance) et si donc les votes nuls ont fortement baissé (18 points de moins dans le Paraíba pour l'élection des députés fédéraux en 2002), elle oblige à se souvenir des numéros. Selon un sondage « sortie des urnes » du 6 octobre 2002, non seulement 72 % des électeurs disent s'être

ce jour-là servi d'une antisèche au moment de voter (78 % parmi les moins instruits), mais 26 % reconnaissent ne pas l'avoir écrite eux-mêmes. En ce cas, une fois sur deux la personne ayant inscrit ou imprimé le ou les numéros qui y figurent est étrangère à leur famille; les utilisateurs de ces antisèches d'origine non familiale sont le plus souvent de sexe féminin ou/et âgés d'au moins 45 ans, inscrits en zone rurale, du Nordeste et n'ont pas été scolarisés au-delà de l'école primaire¹².

Comment mobiliser un corps d'inscrits si disparate et dont les membres sont si démunis face à la politique? Évidemment, les façons de faire varient selon l'importance du mandat brigué (local ou pas, exécutif ou législatif), selon le type de la circonscription (petite ou grande commune, État peu ou fortement peuplé, pays tout entier), selon le mode de scrutin en vigueur (proportionnel ou majoritaire), selon le volume et la nature des ressources propres ou collectives dont disposent les candidats et selon les chances de ces derniers de l'emporter. Mais la gamme des modes de mobilisation s'agence aussi au gré des niveaux de politisation des électors visés. Cette relation sera ici étudiée dans le cadre des élections présidentielles puisque l'essentiel des données quantitatives relatives à cette relation provient d'enquêtes réalisées à l'occasion de ces compétitions. Cependant, nombre des enseignements tirés de ces enquêtes peuvent sans doute s'appliquer à d'autres élections, surtout celles des gouverneurs et des maires des très grandes villes.

Si au Brésil les suffrages des élites (soit entre 1 % et 2 % des inscrits) et ceux des couches moyennes hautes (18 % des inscrits) sont recherchés par les mêmes moyens que dans les vieilles démocraties (programmes ciblés et chiffrés, discours modéré et fédérateur, marketing et plans-médias, ...), ils le sont avec plus de soin et d'intensité. Car séduire les membres des groupes dominants aide, plus que dans ces pays, à obtenir le vote des autres catégories d'électeurs. De fait, dans ce Brésil pas encore totalement dégagé du paternalisme qui l'a longtemps caractérisé, le vote des dominés s'aligne encore parfois sur le vote des dominants. Quant à la quête des suffrages des couches moyennes basses (26 % des inscrits) et des couches populaires (54 % des inscrits), elle s'opère très différemment qu'en Europe ou qu'aux États-Unis. Elle s'effectue essentiellement par trois biais: la diffusion, principalement par les médias audiovisuels, de représentations de l'offre politique clairement orientées; des usages budgétaires électoralistes; des pratiques clientélistes ciblées.

LA TÉLÉVISION COMME AGENT ÉLECTORAL

En 2000, 87,4 % des foyers brésiliens disposaient d'au moins un appareil de télévision, contre 72,5 % lors de la présidentielle de 1989 et 55,4 % en 1980. Cette hausse continue du taux d'équipement accompagne celle du taux de couverture des chaînes hertziennes, même si deux d'entre elles seulement, TV Globo et SBT, pouvaient alors être captées sur presque tout le territoire. Leurs trois principales concurrentes, elles aussi privées, TV Bandeirantes, TV Record et Rede TV ne sont respectivement reçues que dans 60,4 %, et 29,9 % des communes. Si ces cinq chaînes, toutes basées dans les villes de Rio ou de São Paulo, monopolisent l'essentiel de l'audience cumulée des

foyers du pays, l'une d'elles (TV Globo) en a toujours détenu la plus grosse part. À ce titre, elle a toujours joué, plus que les autres, un rôle clef lors des élections.

À la question « quelles sont la ou les principales sources d'information décidant de votre vote », les Brésiliens placent systématiquement en tête les conversations en famille ou entre amis (47 % des réponses cumulées) et les journaux télévisés (43 %), loin devant la presse écrite (26 %) et la radio (22 %)¹³. Sachant que les conversations avec l'entourage (au cours desquelles les opinions tendent à se cristalliser) peuvent elles-mêmes résulter d'une réaction d'autrui à tel ou tel contenu des journaux télévisés, ceux-ci constituent sans doute une source d'informations encore plus décisive. Bien sûr cela ne signifie pas que les inscrits regardent quotidiennement ces journaux télévisés, ni qu'ils les suivent avec attention les fois où le poste est allumé (sinon, la population disposerait d'un niveau de compétence politique bien supérieur). Cela veut simplement dire qu'ils estiment que ces journaux leur fournissent, à faible coût, suffisamment d'éléments d'appréciation.

Or, dans les trois ou quatre journaux diffusés quotidiennement par chacune des grandes chaînes, la vie politique nationale est rarement présentée de façon impartiale. Non seulement, les rédactions consacrent plus de temps d'antenne au (x) candidat(s) ayant la préférence du propriétaire de la chaîne ; mais ce qu'elles disent de lui et montrent de lui est plutôt avantageux, tandis qu'elles sont plus critiques à l'encontre de ses adversaires. Le cas le plus célèbre est évidemment celui de l'appui fourni en 1989 par TV Globo à Fernando Collor de Melo, candidat à la présidence de la République. Cette chaîne a contribué, en quelques semaines et à travers différents reportages partisans, à faire connaître ce jeune gouverneur, à construire sa crédibilité politique, à légitimer les mesures populistes de son programme tout en masquant ses intentions néolibérales et à le faire ainsi monter spectaculairement dans les sondages. Elle a diffusé une image négative de son principal rival, le néopopuliste Leonel Brizola (candidat du PDT, bête noire des militaires, du patron de TV-Globo et des conservateurs), au point que Collor arriva en tête du premier tour avec 30,5 % des voix et que Brizola, donné pourtant un an plus tôt grand favori, ne put même pas disputer le second tour (Lula, avec 17,2 % le devançant de 0,7 point).

De même, lors de la présidentielle de 1994, tandis que 78 % des séquences des principaux journaux télévisés portant sur Cardoso (candidat du PSDB, parti de centre-gauche alors allié à des formations libérales) étaient positives et 18 % négatives (4 % étant neutres), seuls 37 % de celles consacrées à Lula étaient favorables à ce dernier, 61 % lui étant hostiles. Si ces grands médias abordent rarement la vie politique locale (sauf celle, parfois, de l'État et des villes de Rio et de São Paulo), celle-ci est abondamment commentée, mais avec encore moins de neutralité, par les chaînes de concession locale (le Brésil en comptait 269 en 2000) qui relaient à travers le pays les programmes de TV Globo ou de ses rivales et qui diffusent, dans les tranches horaires dites de « décrochage régional », un journal local et quelques émissions de plateau. Leur manque patent d'objectivité s'explique : les concessions du droit d'émettre et leur renouvellement ont longtemps constitué une monnaie politique de haute valeur. Jusqu'à l'entrée en vigueur de la constitution de 1988, leur attribution dépendait du chef de l'État ; celui-ci les accordait à tel ou tel cacique local ou

à l'un de ses proches en échange, par exemple, d'un ferme appui à ses initiatives politiques les plus contestées)¹⁴. Depuis, les choix de l'exécutif en ce domaine doivent être ratifiés par une commission sénatoriale. Mais les bénéficiaires de ces concessions ou de leur renouvellement continuent, le plus souvent, d'être des personnalités politiques locales. Ces concessionnaires sont donc fortement tentés de se servir de leur chaîne pour faciliter leur (ré) élection, celle d'un parent ou d'un ami. Chez les téléspectateurs, cette accumulation de reportages biaisés et de propos préférentiels produit des effets graduels et inégaux. Les plus influencés appartiennent non pas aux couches populaires, car celles-ci regardent moins les journaux télévisés que le reste de la population, mais aux couches moyennes basses car elles ne disposent guère d'un sens critique aiguisé, contrairement aux couches moyennes hautes et aux élites qui ont, de surcroît, d'autres sources régulières d'information, notamment la « grande » presse écrite.

À ces programmes réalisés par les chaînes s'ajoutent ceux dont elles n'élaborent ni le contenu, ni la forme et auxquels les téléspectateurs ne peuvent échapper (sauf à fermer leur poste ou à s'en détourner, car juridiquement toutes les chaînes hertziennes sont tenues de les diffuser à la même heure)¹⁵. Ordinairement, du moins en dehors de la période dite de « campagne électorale officielle », il s'agit du temps de libre antenne (une heure gratuite par mois, diffusée en prime-time) que la loi accorde tour à tour aux partis représentés à la Chambre, au prorata des sièges qu'ils y occupent. Pendant la longue période de campagne officielle (en 2002 elle dura 45 jours pour le premier tour, puis 15 pour le second), il s'agit quotidiennement, sauf le dimanche, de deux longues tranches horaires (50 minutes chacune en 2002) réservées, l'une à 13 heures, l'autre à 20 heures, aux candidats en lice et segmentées par type de scrutin. Au sein de ces segments horaires, la répartition du temps accordé à chaque compétiteur est très inéquitable. Car, si les partis ou alliances des candidats en lice disposent à part égale du tiers de ces tranches, les deux autres tiers sont destinés aux formations siégeant à la Chambre, au prorata des sièges qu'elles y occupent. Bien évidemment, il ne suffit pas de bénéficier d'un long temps d'antenne pour remporter le scrutin. Encore faut-il convaincre un auditoire qui, à commencer par les inscrits les moins compétents, tend à fermer son poste de télévision ou à s'en détourner au fil de cette quasi-heure de campagne officielle. Là intervient le savoir-faire des conseillers dont s'entourent de plus en plus les candidats. L'accélération et l'amplitude de la volatilité des intentions de vote au cours des premières semaines de la campagne officielle suggèrent l'importance de l'impact quotidien de ces programmes. Les fortes oscillations de l'indice *Gross rating point* (qui, jour après jour, rapporte les intentions de vote à la durée du programme et à son audience) en témoignent également. En 2002, Ciro Gomes a ainsi perdu plusieurs points suite à ses apparitions télé (Figueiredo & Coutinho, 2003:101-105).

Toutefois, méthodologiquement, il n'est pas facile de mesurer ce que les intentions de votes doivent vraiment à ces programmes puisque, le même jour, le sondé peut avoir aussi regardé le journal télévisé et des spots publicitaires à caractère politique. Ces brefs messages publicitaires sont tous de durée identique et leur nombre par candidat obéit aux règles précédemment énoncées. Les chaînes ne peuvent pas refuser l'antenne à ces messages, quel qu'en

soit le contenu (celui-ci devant toutefois respecter ce que la loi sans cesse plus pointilleuse et sa jurisprudence autorisent). Leur diffusion étant le plus souvent insérée dans des programmes en prime-time (*novelas*, films, divertissements...), ces spots sont vus de tous, y compris donc par les couches populaires. Étant par définition de très brève durée, ils ne provoquent guère de phénomènes de zapping et suscitent moins de résistance que les autres supports télévisuels; ce qui accroît leur potentiel d'influence. Les manipulations cognitives auxquelles se livrent les concepteurs de ces spots et des programmes de la campagne officielle contribuent à structurer l'opinion des téléspectateurs quant à l'offre politique et aux enjeux du scrutin (RUBIM, 2004). L'influence de la télévision, en tout cas des représentations et des informations diffusées à travers ce média, ne serait pas telle si les candidats n'avaient pas, au fil des ans, suivi de plus en plus les recommandations de leurs conseillers en communication et beaucoup investi dans la fabrication de ces contenus visuels et sonores. En 2002, les frais de communication audiovisuelle et de publicité du candidat Lula s'élevaient à 11,8 millions de reais (3,4 millions d'euros), soit 24 % du total des dépenses déclarées.

ÉLECTORALISME BUDGÉTAIRE ET CLIENTÉLISME

Un autre moyen ordinaire de séduire les électorats populaires et les couches moyennes basses réside dans l'usage électoraliste des finances publiques. En ce domaine l'inégalité entre candidats est gigantesque, car tous ne décident pas de l'affectation (même partielle) des dépenses de telle commune, de telle unité fédérative ou de l'Union. Les plus avantagés sont ceux appuyés par un exécutif ou qui sont eux-mêmes maires, gouverneurs voire président. En effet, ils peuvent, comme tous leurs homologues à travers le monde, définir des politiques publiques censées plaire à telle ou telle catégorie d'inscrits. Ils peuvent aussi et avec plus de facilité que dans bien des pays fixer un calendrier d'exécution conforme à leurs intérêts électoraux. Car le droit brésilien est fort peu contraignant concernant les modalités d'exécution du budget annuel. En juin 1994, Fernando Henrique Cardoso, candidat à la présidence de la République, disposait de l'appui du gouvernement fédéral. Pour pousser les élus locaux à le soutenir, ce gouvernement les menaça de rétention budgétaire et de n'adresser certaines des sommes inscrites dans le budget de l'Union qu'à la fin de l'année, donc après les élections. Puis, pour faire comprendre aux inscrits que Cardoso les aimait, qu'il les aidait déjà à vivre mieux, l'argent retenu parvint aux unités fédératives et aux villes (du moins à celles dont les élus s'étaient montrés compréhensifs) dans les semaines qui précédèrent le scrutin, si possible peu avant que Cardoso vienne y faire campagne et tenter d'endosser la paternité de cette manne fédérale¹⁶. Huit ans plus tard, José Serra, poulain du président Cardoso et qui brigait sa succession, bénéficia lui aussi de ce genre de politiques budgétaires. En 2004, le gouvernement Lula ne procéda pas autrement en libérant, dans les mois précédant les municipales d'octobre, l'essentiel des sommes qu'il avait gelées depuis l'été 2003 et en les destinant prioritairement aux communes dans lesquelles un maire PTiste tentait de se faire réélire (Monclaire, 2004b).

Autre astuce : créer des enveloppes budgétaires à l'affectation imprécise (par exemple, l'enveloppe consacrée aux « populations en détresse »), les doter de copieux budgets afin de pouvoir puiser dedans, sans entrave, à l'approche du scrutin. Ainsi en 1994, alors que Lula, principal adversaire de Cardoso, parcourait les petites villes reculées du pays (pour montrer qu'il se préoccupait de leur sort et pour dénoncer le total manque d'intérêt que leur portaient, selon lui, Brasília et les autres partis), le gouvernement piocha abondamment dans ces enveloppes et versa à chacune de ces communes, peu après le passage de Lula, des aides exceptionnelles qui vinrent court-circuiter le discours du candidat du PT. Des pratiques similaires s'observent lors des élections locales et municipales. Des gouverneurs et des maires distribuent au moment opportun de coquettes sommes et le font savoir bruyamment. Toutefois, depuis la crise financière de 1998, une loi, exigée du FMI, impose à l'Union, à chaque unité fédérative et à chaque commune de conclure chaque année budgétaire sur un excédent primaire (recettes moins dépenses hormis celles liées aux intérêts de la dette) ; pareille austérité financière a évidemment réduit en volume les sommes utilisables et utilisées à des fins électorales.

L'impact de cet électoralisme budgétaire sur les inscrits des couches populaires ou des couches moyennes basses ne doit pas être surestimé, car ces pratiques ne sont guère créatrices, chez eux, d'un sentiment d'obligation. En revanche, le clientélisme y parvient davantage. Car, d'une part, les services et les biens fournis lors de cette relation dyadique s'accordent davantage aux besoins individuels, puisque les pratiques clientélistes interviennent au niveau micro et non pas macro-sociétal. D'autre part, ce qui est fourni est présenté comme un don et est offert sur un mode affectif, en présence du candidat ou de ses hommes relais. De la sorte, ces inscrits (dont on a dit qu'ils étaient attentifs aux réalisations concrètes de proximité améliorant leur quotidien) se considèrent d'autant plus redevables envers tel élu ou tel candidat que celui-ci aura su se glisser dans le rôle de l'homme chaleureux qui fait le bien.

Plus l'inscrit accorde de la valeur à ce qui lui a été offert de cette façon, plus il estimera devoir être reconnaissant envers le donateur, parfois pour très longtemps. Ainsi en 1989, Joaquim Roriz a offert à des dizaines de milliers de familles nécessiteuses des lots de terrain, situés dans des zones encore peu habitées de la banlieue de Brasília. Un an plus tard, ce néopopuliste se faisait élire gouverneur du District fédéral avec 55 % des voix au premier tour et réalisait, dans chacune de ces zones un score de 85 %¹⁷. Ce poste lui permit de poursuivre sa politique de don (près de 120 000 familles reçurent un lot à bâtir). En 2002, bien que ces zones souffrissent encore d'un flagrant sous-équipement en aménagements urbains, il y obtenait encore au minimum 63 % des voix au premier tour ; ce qui lui permit de disputer le second tour et de retrouver une nouvelle fois le fauteuil de gouverneur. Si une telle fidélité tient à l'importance du bien offert, elle découle également de la capacité de Roriz à rappeler régulièrement à ces inscrits ce qu'ils lui doivent.

Longtemps au Brésil, offrir de petits emplois dans l'administration de la ville, de l'unité fédérative ou de l'Union était une pratique si courante qu'un néologisme fut créé pour la désigner : « empreguismo », terme signifiant, selon le dictionnaire Aurélio, « tendance à donner des emplois publics à foison pour convenances politiques ». En pareil cas, la reconnaissance des clients

et de leur famille pouvait perdurer des années. La loi, il est vrai, ne réservait pas l'administration aux fonctionnaires et permettait d'y entrer sans concours¹⁸. Mais la constitution de 1988 et des normes juridiques complémentaires, parce qu'elles redéfinissent le statut des agents de l'administration, ont fortement freiné ces pratiques. De surcroît, depuis 1995 et, plus encore depuis 2000, ces biens individuels de très haute valeur ont connu une rapide raréfaction du fait de l'entrée en vigueur d'une loi d'assainissement des finances publiques (votée sous la pression des marchés et du FMI), fixant des plafonds en matière de dépenses de personnels, menaçant de prison ou d'interdiction de mandat électif les responsables exécutifs qui ne les respecteraient pas et prohibant toute augmentation de ces dépenses dans les 180 jours précédant une élection.

L'ensemble de l'offre de biens ou services de haute valeur connaît, depuis le retour du Brésil à la démocratie, un déclin aussi rapide qu'inexorable, non pas en raison des vertus attribuées à ce régime, mais du fait de l'élargissement du droit de vote aux analphabètes et, plus encore, de la massification galopante de l'électorat potentiel. Ainsi en 2004 le Brésil comptait deux fois plus d'inscrits qu'en 1982 (121 391 631 contre 58 871 378), quatre fois plus qu'en 1970 (28 966 114) et onze fois plus qu'en 1950 (11 455 149). Pareille croissance signifiait une hausse vertigineuse du nombre de biens à offrir et, par conséquent, élevait démesurément le coût financier des dons à entreprendre. Cette hausse continue des coûts s'est évidemment heurtée aux capacités de financement existantes¹⁹. Les candidats adeptes du clientélisme ont donc dû changer leur façon de faire. Certes, là où peu de voix suffissent encore à obtenir un mandat électif, donc dans les petites villes lors d'élections municipales, les dons individuels de valeur sont encore fréquents : tel chef d'entreprise embauchera quelques personnes, tel médecin ligaturera bénévolement les trompes de dizaines de femmes ; tel propriétaire de station de radio locale distribuera des centaines de radio transistors sur lesquels on ne pourra capter qu'une seule station (la sienne), etc.

Mais dans les villes moyennes et, a fortiori, dans les grandes villes (car le clientélisme ne s'est jamais limité aux zones rurales puisque les compétiteurs ont su très tôt s'adapter à l'urbanisation progressive de la population brésilienne et avaient développé un véritable savoir faire pour mobiliser et fidéliser des quartiers entiers), donc là où obtenir un mandat nécessite beaucoup plus de voix, les biens individuels offerts sont essentiellement de faible valeur (et cela d'autant plus que le candidat dispose de maigres ressources). Ainsi au fil des ans, les distributions de vêtements ordinaires, de sacs de riz ou de farine, de cahiers d'écolier, bref de tout un ensemble d'objets bon marché sur lesquels sont imprimés le nom et le numéro du candidat, se sont généralisées et se pratiquent de plus en plus à grande échelle. Bien sûr, le retour sur investissement n'est pas le même. Un inscrit qui reçoit un tee-shirt, même avec gentillesse, n'a pas la même réaction que celui qui reçoit un terrain à bâtir. Le tee-shirt aide peut-être à bonifier l'image du candidat ; il lui vaut rarement une voix. C'est pourquoi les candidats complètent cette offre de dons individuels sans grande valeur électorale par des dons de biens collectifs microciblés (mise à disposition de matériels et de locaux pour une association, cofinancement de la construction d'une église de quartier, déblocage d'une demande administrative de création d'une crèche ou de travaux d'assainissement, etc.).

Bref, le clientélisme est moins prégnant qu'autrefois. Les clientèles sont devenues moins nombreuses et moins captives. Elles sont, d'année en année, moins constituées d'individus ayant reçu des biens propres susceptibles de générer de la reconnaissance, que de petits groupes d'individus à qui ont été offerts des biens collectifs. Cette évolution explique en partie le moindre succès électoral des hommes politiques les plus adeptes ou les plus dépendants du néo-patrimonialisme. Et comme ces hommes-là dominent donc moins le champ politique, ils deviennent plus aisément attaquables. Les discours dénonçant l'illégitimité de leur clientélisme se font plus nombreux et, de la sorte, parviennent plus souvent aux oreilles des petites gens ; ce qui concourt à une lente désensibilisation des milieux populaires aux démarches clientélistes. Cette tendance complique la tâche des démarcheurs et, ce faisant, réduit plus encore la création, l'entretien et les performances des réseaux de clientèles électorales.

Pour obtenir le vote des inscrits des milieux populaires et des couches moyennes basses, une autre technique consiste à recruter des « cabos eleitorais » (littéralement et indissociablement « caporaux » et « manche électoraux »). Ces agents électoraux, rémunérés pour leur travail, ne doivent pas être confondus avec les militants. Choisis pour la qualité de leur insertion sociale dans tel ou tel quartier, ils distribuent des tracts, collent des affiches et, surtout, essayent de discuter un à un avec les habitants de leur rue ou de leur bloc de rues. Ce travail, opéré au ras du terrain, fournit aux inscrits guère politisés un peu d'intelligibilité du scrutin, permet de convaincre des indécis et de leur donner le numéro des candidats pour lesquels ils voteront... peut-être (Vidal, 1998:178-184). En 2004, Marta Suplicy, maire PTiste sortant de São Paulo a préféré payer une armée de cabos eleitorais et rompre ainsi avec la culture de son parti, plutôt que de confier ce porte-à-porte électoral à des milliers de militants relativement désabusés par son côté gauche caviar et par la lenteur des réformes sociales du gouvernement Lula. D'une façon générale, recourir à des cabos eleitorais ne suffit pas à palier aux limites croissantes du clientélisme et aux effets inégaux des programmes télévisés. Car ces agents sont en concurrence et concurrencés : d'une part, chaque candidat ou presque dispose de cabos eleitorais (en plus ou moindre quantité selon ses ressources) et, d'autre part, diverses autorités morales bénéficient d'une influence plus grande sur ces électorats. Au premier rang d'entre elles figurent les pasteurs (leurs recommandations de vote étant 3 fois plus suivies que celles des prêtres).

* * *

Bref, si la loi d'airain de tout scrutin est que juridiquement tous les bulletins se valent, chaque bulletin n'a cependant pas la même signification. Les hommes politiques, dans leur tentative politiquement intéressée de construire et d'imposer le sens d'une élection et du score réalisé par tel ou tel candidat, l'oublie fréquemment et sciemment. Il serait dommage de tomber dans leurs travers et de participer, ainsi, à la production d'illusions.

Notes :

- 1 Supplément à l'enquête PME/IBGE, avril 1996.
- 2 Concernant par exemple l'appartenance à un syndicat, la participation en 1996 atteignait 28,9 % chez les inscrits ayant été scolarisés 11 ans ou plus, 21,9 % parmi ceux l'ayant été 8 à 10 ans, 17,6 % chez les 4 à 7 ans et seulement 13,8 % chez les moins de 4 ans ou sans instruction (enquête de l'IBGE : http://ftp.ibge.gov.br/pub/Indicadores_Sociais/).
- 3 Voir les enquêtes menées en 1988 par l'IBGE (1991) puis en 1996 par Marcelo Costa Ferreira (1996), plus particulièrement les tests de régression (modèle Logit) que celui-ci effectue sur ces deux enquêtes, ainsi que celle réalisée en 2002 par l'Université de Caminas (CESOP, 2002), retravaillée et commentée par Martins Jr & Dantas (2004).
- 4 Durant la campagne présidentielle de 2002, près de 48 % des sondés des banlieues de São Paulo déclaraient que leur vote n'allait « pas » ou « peu changer les choses dans le pays » (enquête de M.A.G. Kinzo, citée par Martins Jr & Dantas, 2004:271).
- 5 Voir, par exemple, l'enquête menée par le sociologue Agenor Gaspereto à Ilheus (BA) en juillet 2000, à deux mois des municipales et uniquement consultable sur le web (<http://www.socio-estatistica.com.br/sevotar.htm>).
- 6 80 % de ces 16-24 ans ne lisaient ni ne regardaient jamais ou rarement les articles ou émissions télé traitant de politique ; 83% disaient ne jamais manifester, 76 % ne jamais signer de pétition (source : <http://www.fpabramo.org.br/nop/juventude/temas.htm>).
- 7 Même source.
- 8 Enquêtes Datafolha de l'été 2004.
- 9 Sondage national, IBOPE, 21-26-09-2000.
- 10 Pour ne pas trop compliquer la tâche des électeurs, la Justice électorale affecte des numéros commençant par les mêmes chiffres à tous les candidats d'un même parti. Ainsi depuis des années, Lula et les candidats du PT au governorat ont, dans chaque entité, le numéro 13 ; ses candidats au Sénat ont le numéro 131, 132 et suivants ; ses candidats à la Chambre basse, les numéros 1301, 1302 et suivants ; et ceux aux assemblées locales, 13 111, 13 112 et suivants.
- 11 98,3 % des votants de l'Etat de Paraíba avaient, en 1994, effectué un vote nominal pour la Chambre.
- 12 *Folha de São Paulo*, 13/10/2002, cahier spécial, p. 3.
- 13 Sondage national, IBOPE/CNI, 12-16/09/1998. Ces pourcentages correspondent globalement à ceux enregistrés lors des élections antérieures et suivantes (la réponse « journaux télévisés » étant évidemment moins fréquente en cas d'élections de proximité, c'est-à-dire lors des municipales dans les communes peu peuplées du pays).
- 14 L'attribution des concessions de radio obéissait aux même règles.
- 15 Promulguée en 1965, cette règle a rapidement été supprimée par les militaires puis rétablie à la fin de la démocratisation, non sans prêter ces dernières années à diverses interprétations et amendements.
- 16 Ainsi, du 1^{er} janvier au 31 mai, les cinq plus gros Etats du Nordeste (un cinquième des inscrits du pays) ne reçurent que l'équivalent de 8,1 millions d'euros d'aide au développement (soit une moyenne d'environ 54 000 euros par jour). Le complément, 26 millions, leur fut versé du 1^{er} juin au 12 août (soit environ 360 000 euros par jour).
- 17 Il devançait là de 25 et 31 points les candidats de gauche du PT et du PDT ; avance d'autant plus impressionnante qu'à la présidentielle de 1989 Lula avait obtenu 62 % des voix du District fédéral au second tour.
- 18 Dans l'Etat de Pernambuco, près de 55 % des personnes embauchées sans concours de 1975 à 1981 l'avaient été à la veille d'une élection.
- 19 Cette massification des inscrits a également fortement limité les offres de menus services de type administratif si courants dans les années 1960 à 1980 (ils sont remarquablement analysés dans Kuschnir 2000). Car plus il y avait de clients potentiels, et plus il fallait une logistique impossible à réunir.

Éléments bibliographiques

- Baquero, Marcelo, 2000, *A vulnerabilidade dos partidos políticos e a crise da democracia na América latina*, Porto Alegre, editora da UFRGS, 188 p.
- CESOP, 2002, *Estudo Eleitoral Brasileiro*, Campinas, multigraphié.
- Costa Ferreira M., 1996, « A participação política e os seus determinantes sócioeconômicos », *Opinião Pública*, vol. V, n° 2, 1999, pp. 76-86.
- Dagnino, Evelina, 2002, *Sociedade civil e espaços públicos no Brasil*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 364 p.
- Elkins, Zachary, 2000, « Quem iria votar ? », *Opinião Pública*, Vol. VI, n° 1, pp. 117-118.
- Figueiredo R. & Coutinho C., 2003, « A eleição de 2002 », *Opinião Pública*, vol. IX, n° 2, pp. 93-117.
- IBGE, 1991, *Participação político-social*, Rio de Janeiro, IBGE ed., 76 p.
- Kinzo M.A.G., 2004, « Partidos políticos, preferência partidária e decisão eleitoral no Brasil (1989-2002) », dans *Dados*, vol. 47, n° 1, pp.131-168.
- Kuschnir K., 2000, *O cotidiano da política*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar, 162 p.
- Martins Júnior J.-P. & Dantas, 2004, « Indice de participação e importância da educação », dans *Opinião Pública*, vol. 10, n° 2, pp. 268-287.
- Moisés, José Alvaro, 1990, « Eleições, participação e cultura política », *Lua Nova*, n° 22, pp. 133-188.
- Monclaire S., 2004a, « Partis et système de partis au Brésil », dans Quanquin H. (dir.), *Voter dans les Amériques*, Paris, ed. Sorbonne, hiver 2004 (sous presse).
- Monclaire S., 2004b, « Favoritismes budgétaires », dans *Infos Brésil*, n° 201, pp. 7-8.
- Rubim A. A. (org.), 2004, *Eleições presidenciais em 2002 no Brasil*, São Paulo, ed. Cult e Hacker, 164 p.
- Sousa T.P.J., 1999, *Reinvenções da utopia: a militância política de jovens nos anos 90*, São Paulo, FAPESP/Hacker, 232 p.
- Théry H. & Mello N.A. de, *Atlas du Brésil*, La Documentation Française, Paris, 302 p.
- Vidal D., 1998, *La politique au quartier*, Paris, Ed. de la MSH, 234 p.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Le but de cet article est de faire le point sur le système électoral brésilien, et plus particulièrement sur la composition du corps électoral dans un pays où les partis politiques disposent légalement du monopole des candidatures aux postes électifs. En effet, cette composition sociale explique partiellement le nombre et le profil des candidats à la candidature, puis des candidats investis. Dans le corps électoral brésilien, la faiblesse générale du niveau d'éducation relativise la portée des messages politiques, alors que la télévision joue un rôle essentiel pour faire passer le message des candidats et des partis.

O objectivo deste artigo é de fazer o ponto sobre o sistema eleitoral brasileiro, e mais especificamente sobre a composição do corpo eleitoral num país onde os partidos políticos dispõem legalmente do monopólio das candidaturas aos postos electivos. Com efeito, esta composição social explica parcialmente o número e o

perfil dos candidatos à candidatura, seguidamente candidatos investidos. No corpo eleitoral brasileiro, a fraqueza geral do nível de educação relativiza o alcance das mensagens políticas, enquanto a televisão desempenha um papel essencial para divulgar a mensagem dos candidatos e dos partidos.

The purpose of this article is to give a progress report on the Brazilian electoral system, and more particularly on the composition of the electorate in a country where the political parties legally have the monopoly of the candidatures for the elective stations. Indeed, this social composition partially explains the number and the profile of the candidates to the candidature, and then of the invested candidates. In the Brazilian electorate, the general weakness of the level of education relativizes the range of the political messages, whereas television plays an essential part to transmit the message of the candidates and parties.

Mots clés : Brésil, électoralat, niveau d'éducation, partis politiques, clientélisme, télévision

Keywords : Brasil, electorate, level of education, political parties, clientelism, television

Palavras chaves : Brasil, corpo eleitoral, nível de educação, partidos políticos, clientelismo, televisão

UNOS CUANTOS PIQUETITOS

VIOLENCIA, MENTE Y CULTURA

MYRIAM JIMENO*

CONFIGURACION EMOTIVA Y CRIMEN PASIONAL

A raíz de una noticia aparecida en un diario mexicano, allá por el año de 1935, Frida Kahlo pintó a un hombre que apuñala repetidamente a una mujer mientras una paloma sostiene un letrero que trivializa el acto: « unos cuantos piquetitos ». Esa fue la expresión del propio asesino ante la policía. La imagen de Frida Kahlo condensa una gama abigarrada de sentidos y también los simplifica, como suelen hacerlo los artistas. Esa es la razón de mi interés en el tema. Comprender cómo se articulan en un mismo espacio social dos sentidos en apariencia tan contradictorios frente a un acto humano: por un lado una acción de violencia extrema y, por el otro, su disculpa. De un lado la simplicidad del crimen, de otro, la complejidad de la trama social en la cual acontece.

No encuentro interés en la polémica entre los culturalistas o los constructivistas y quienes le asignan un peso a lo instintivo, universal y biológico de la acción violenta. Ni al debate de qué fue primero, si lo biológico o lo cultural. Por el contrario, este trabajo se sustenta en una tendencia que muestra la relativa esterilidad de tal polémica, puesto que en ella se tiende a separar lo que en la vida social es inseparable. Es decir, que los aspectos biológicos, las prácticas materiales, los objetos físicos, son inseparables del mundo de significados y relaciones, del mundo cultural en que existen y en el cual las personas los emplean. Lo biológico y lo material no tienen existencia al margen de la sociedad, como no sea en las reflexiones de una tradición académica que gusta de crear dicotomías sobre lo que es un flujo de continuidades y discontinuidades. En la comprensión de la vida emocional

* Centro de Estudios Sociales, CES/Departamento de Antropología, Universidad Nacional de Colombia.

todavía se replica la distinción griega entre los dos componentes de la persona, la *psyque* o alma perfecta, racional, y el *thymos*, temible órgano del sentimiento por lo impredecible y pasional (Dodds, cit. en Rivera 2003). Pero esta distinción oculta, como trataré de mostrarlo, que el sentimiento es ante todo un aspecto del pensamiento y no su opuesto.

En el crimen pasional es especialmente relevante la concepción moderna de la persona como una entidad escindida entre una « mente » y un cuerpo. Según esta configuración, en la « mente » individual tienen asiento las emociones y allí ocurren procesos ocultos a los demás, inescrutables, y un tanto misteriosos. Las emociones serían fuerzas de orden instintivo, obviamente opuestas al raciocinio. No pretendo discutir si las emociones obedecen a una capacidad del cerebro humano, común con muchas otras especies (véase Niehoff, 1999), o si la cultura las « construye » (Lutz, 1988; Lutz y White, 1986; Abu-Lughod, 1986; Reddy, 1997a y b). Creo que lo interesante es que parece abrirse paso una comprensión integral y no dicotómica del comportamiento humano.

Catherine Lutz (1988) señaló hace algunos años los más recurrentes esquemas de la cultura angloamericana sobre las emociones: la emoción es fuente de peligro y vulnerabilidad; la emoción es algo físico pese a que se la asocia con lo sublime; la emoción es un hecho natural, es « cruda » o « salvaje »; la emoción es un hecho subjetivo y, finalmente, la emoción es femenina, o está asociada con lo femenino. Estos esquemas, que en muy buena medida compartimos en Latinoamérica, son eminentemente simples y binarios. La neurobióloga Debra Niehoff (1999) debatió el impacto histórico de ciertas explicaciones biológicas sobre la violencia tales como la frenología, la eugenesia, la psicocirugía y otras más contemporáneas como las de la sociobiología y la genética evolutiva – el gen asesino, por ejemplo. Muestra que todas ellas se fundamentan en una concepción determinista que simplifica en extremo un proceso complejo y desestima buena parte de la información contextual. Peor aún, estas propuestas le han servido a ideologías de discriminación racial y social como pretendido sustento científico y han dificultado la comprensión del proceso interactivo que acontece entre la arquitectura biológica humana y el ambiente social. Niehoff sostiene que « la biología no es un destino » y no lo es porque el comportamiento es flexible, como lo es el cerebro mismo, y también porque « sabemos que las bases neuronales del comportamiento son mucho más que un programa genético o un instinto asesino » (Niehoff, 1999:X). Los avances en la investigación del desarrollo cerebral muestran que el ambiente comienza a modelar el cerebro aun antes del nacimiento y, a la inversa, que los rasgos innatos del cerebro definen la forma en que percibimos y reaccionamos al ambiente. Ella propone entender la violencia como un producto de la colaboración compleja entre genes y proteínas dentro de las neuronas y un exterior cambiante y a menudo hostil. Por todo ello la violencia no puede estudiarse como si fuera un defecto individual aislado y ahistórico (ibid :35-50).

En este artículo busco entender la acción violenta, no como una categoría abstracta, sino como un tipo de acción social que acontece inscrita en las relaciones específicas entre las personas. Y como en general en las acciones humanas, su aspecto instrumental es inseparable del sistema cultural de representaciones y de la configuración de los afectos. Así, la acción violenta

expresa ciertas orientaciones y valoraciones de orden histórico-cultural y traza y pone en evidencia diferencias sociales, tales como las de género, en el caso del crimen pasional. La acción violenta está cargada de significados asignados por la sociedad específica en que ocurre; en este caso el centro de mi interés son las representaciones y sus conexiones afectivas, la *configuración emotiva*, dentro de la cual ocurre el llamado crimen pasional.

Pretendo discutir que nuestra historia cultural latinoamericana alimenta una representación dicotómica del sujeto que hace parte de una *configuración emotiva*. Esta configuración articula lo cognitivo y lo emocional mediante ciertas claves de significación. Según estas claves se le asigna una determinada valoración al crimen pasional, o mejor, se le trivializa y romantiza. Las personas conocen estas claves de valoración en el contacto cotidiano con otras personas de su grupo social y a través de una variedad de circuitos culturales tales como la crónica judicial o « roja », la música, la literatura, el cine, la telenovela, las conversaciones casuales. Esto conforma una comprensión compartida mediante la experiencia común, como llaman a la cultura diversos antropólogos.

Pese a sus particularidades, la configuración emotiva en la que se produce nuestra comprensión del crimen pasional comparte su orientación básica con las creencias modernas sobre el sujeto y la afirmación social de la individualidad. Así, sería una forma de exotismo el circunscribirla a un cierto « sabor latino », reducto de las concepciones ibéricas del honor.

Para realizar el trabajo me basé en tres formas de narrativa sobre los crímenes pasionales: los relatos personales de aquellos envueltos en este tipo de crimen en casos contemporáneos ocurridos en Brasil y en Colombia. Tomé especialmente casos ocurridos en las dos últimas décadas en Brasilia y Bogotá a los cuales tuve acceso a través de personas, hombres y mujeres, detenidas en presidios de uno y otra ciudad por este crimen. Luego indagué en sus procesos judiciales, consignados en detallados expedientes judiciales, muy similares en ambos países en su prolija estructura narrativa. En tercer lugar, tomé la discusión jurídica más amplia sobre la penalización de este crimen. Para este artículo dejé de lado la discusión de los juristas y tomo tan sólo las dos primeras formas de narrativa para mostrar cómo testimonios personales y expedientes se retroalimentan y articulan entorno a ciertas líneas de significación bastante bien definidas. Estas narrativas son un camino de acceso hacia las orientaciones culturales que envuelven el crimen pasional contemporáneo y conforman nuestra *configuración emotiva*. Pienso con Vincent Crapanzano (1994; también W. Reddy. 1997b) que las locuciones sobre el sujeto y las emociones contextualizan el sentido cultural que éstos tienen en una sociedad dada.

De tal manera que mi interés no está en la teoría o en las discusiones sobre la « mente » o la conciencia, sino alrededor de un tipo de concepción sobre la « mente » y las emociones como productos específicos de la historia cultural moderna, que tienen relación con formas de acción violenta. Propongo el concepto de *configuración emotiva* para resaltar que se trata de una concepción amplia, de un verdadero esquema cultural de referencia sobre el sujeto y su vida emocional. La configuración está integrada por una red de elementos interconectados, de orden cognitivo tanto como afectivo, y de ella se sirven las personas para situarse en relación con la expresión

emocional. La configuración emotiva no es para nada un producto natural y es posible rastrear su conformación histórica como producto moderno desde la historia política de las emociones, en especial con Norbert Elias (1987, 1997), o desde la antropología (ver Reddy, 1997 a; Strauss y Campbell, 1994) o en sus particularidades latinoamericanas (Jimeno, 2001). El crimen pasional, como suelen hacerlo los actos límite, le otorga un especial relieve.

Es del mayor interés el que ciertos hallazgos recientes de las neurociencias (Kandel et al., 1997) confluyan con la posición de la antropología sobre la contingencia cultural de la vida emocional. El punto de encuentro está en ver las emociones como aspectos de la cognición con atributos particulares para las relaciones con el entorno social. Esta confluencia es promisoría porque le abre paso a un modelo integral que dé cuenta de las emociones y en particular de las acciones violentas. Volveré sobre este tema. Quiero por ahora decir que esta confluencia explicativa precisa de afirmarse sobre una crítica del sentido común, en especial sobre la recurrente escisión entre la mente y el cuerpo, la cognición y la emoción.

LOS MECANISMOS DISCURSIVOS EN EL CRIMEN PASIONAL

Las narrativas personales y judiciales de crímenes ocurridos entre 1985 y 1995 que examiné en Colombia y Brasil se agrupaban en torno a tres grandes mecanismos discursivos: se cree y se dice que la violencia estalla de forma repentina; se cree y se dice que la violencia es un acto de locura; se cree y se dice que el crimen ocurre por exceso o deformación del amor. Veamos estos mecanismos actuando.

La violencia estalla

Una idea muy reiterada en ambas narrativas, en las personales y en los expedientes judiciales, pretende que el crimen ocurre de manera repentina e inesperada, como si fuera un rayo en una tarde despejada. Un primer efecto de esta creencia es que supone que esto puede ocurrirle a cualquiera, independiente no sólo de su condición social, sino de la propia relación de pareja. Tan es así, que los propios expertos, abogados, fiscales, directores de presidios, policías especializados en homicidios con quienes conversé tanto en Brasilia como en Bogotá, se colocaron ellos mismos como ejemplo de esta afirmación. « Es que uno no sabe cómo va a reaccionar. ¡ La razón para eso es la emoción ! Ud. no sabe en un momento dado qué pueda hacer la persona », me dijo uno de los policías de Homicidios en Brasilia. Una joven y bonita fiscal en Bogotá contó que pensaba que su marido podría atacarla un día por celos, pese a que era muy « calmado ». ¿ Qué es lo que hace tan difundida esa manera de pensar sobre este crimen ? Justamente la idea de que los seres humanos tenemos en nuestro interior fuerzas incontrolables que irrumpen de lo más profundo del ser en cualquier momento y nos avasallan, hasta cometer la acción violenta. Nadie está exento del asalto de la pasión, se dice, por ello, la ley debe ser comprensiva.

Ahora bien, esta afirmación sobre el estallido de la violencia tiene sus particularidades cuando la protagonista criminal es una mujer. Los brasileños fueron especialmente explícitos en la idea de que en los casos de mujeres que matan a sus parejas, siempre muy minoritarios, « ella es más pensante, más astuta, cuida los detalles, arma la celada... ». Es decir que en contraste con el hombre, quien tiene un arranque incontrolable, ella es « fría », « calculadora » y suele actuar por tercera mano. Así lo dijeron distintos investigadores de la policía especializada en homicidios y los directores de los dos presidios principales, femenino y masculino, en Brasilia. Esta misma idea la encontré en Colombia, cuando una mujer mató a su antigua pareja en una riña, con la terrible consecuencia para ella que la sentenciaron a la pena máxima por homicidio. El caso ocurrió muy de mañana un primero de enero, en un pueblo cercano a Bogotá, cuando ella se defendió del intento de agresión del ex marido, quien había invadido su casa mientras ella dormía. Los jueces rechazaron el atenuante de la legítima defensa y especularon sobre las posibilidades que ella tendría de huir en vez de atacarlo con una pequeña navaja. La mujer tiene, pues, más dificultades para que se le admita el estallido de la violencia, pese a que dentro de los estereotipos corrientes ella es vista justamente como un ser eminentemente emocional (véase Lutz, *op. cit.*). En el crimen pasional quien « estalla » es el varón, la que « calcula » es la mujer. Y esto tiene implicaciones sobre el juicio de responsabilidades de cada uno.

Otro resultado de esta concepción de que la violencia estalla, es que el crimen no se percibe como el resultado o el desenlace de conflictos previos entre la pareja. Es decir, se ignora o se desestima la historia de la relación y del conflicto, pese a que los testimonios la enuncian y los muy voluminosos expedientes la registran con minucia. La madre de la mujer víctima del homicidio que cometió a quien llamaremos Pablo, afirmó que « eso era una muerte anunciada porque él ya iba con el cuchillo en el bolsillo... ». Los otros familiares relataron que « La relación venía mal [...] ». Diría que por lo menos un año antes ya era evidente que la relación venía bastante mal [...]. Sé que el ambiente de pareja ya era difícil ». Tan era así, que lo que desencadenó el ataque fue la determinación de la mujer de abandonar la casa al día siguiente. Los familiares de la muerta narraron numerosos incidentes ocurridos a lo largo de varios años, e incluso una llamada de ella, una semana antes del crimen, en la que le pedía a un familiar que « si alguna cosa me pasa hágase cargo de mi hijo... ». Pese a esto, otro familiar insistió en que todo obedeció a una reacción « como enloquecida », sin que nada ni nadie pudiera preverla.

Pablo y su mujer eran dos profesionales pertenecientes a las capas medias urbanas colombianas. Ella, una mujer joven, bonita, con éxito laboral; él, proveniente de un sector social más modesto, era muy reservado e inestable en el trabajo. En el expediente quedaron pormenorizados la preparación de la acción homicida, del arma, del lugar. En éste, como en los otros casos estudiados, el homicida confesó haber pensado en varias alternativas para el asesinato, en la compra de un arma tiempo atrás, en la preparación de una coartada, en las rutas de escape. No obstante, también insistió en que todo ocurrió de manera inesperada, pues, en realidad, « el cuchillo no era para matarla a ella, el cuchillo era para matarme yo, porque si ellos se iban [mujer e hijo], mi vida ya no tenía sentido ». Sin embargo, la mató de 17 puñaladas y esperó durante un par de horas hasta que se desangró. Entonces, se entregó a las autoridades.

Se volvió como loco

« [En el momento en que] le dio la boleta [notificación oficial] para la separación él se volvió como loco, se le despertó la locura y fue cuando la mató a puñaladas », dijo la madre de la misma joven anterior. La madre ya había expresado que esa era una muerte anunciada, lo que no fue obstáculo para que la atribuyera a la locura. La persistente idea de atribuir un acto violento a la locura la comparten los expertos. Cuando entrevisté al perito forense de este caso, ya habían pasado varios años de ocurrido, dijo:

« [Al crimen pasional] lo considero un prototipo de delito emocional. Incluso el penalista Nódier Agudelo¹ ha expuesto la tesis de la emoción violenta como un estado transitorio de locura, pero los jueces no la aceptan, pues no es un estado claro. Recuerdo que Pablo era muy dependiente de ella. Él decía que todo lo importante lo decidía ella. Decía que no podía vivir sin ella. No creo por eso en lo de la infidelidad, creo que es un mito. En el fondo [lo decisivo] es el miedo a la pérdida, es algo neurótico [...]. Pienso que es muy difícil probar el trastorno mental transitorio, por lo general no hay testigos... y es un crimen que causa mucho repudio. En este caso ella tenía como 27 heridas... algunas de defensa. En los crímenes emocionales hay sevicia, rabia. Recuerdo un caso de un ganadero que era traicionado por su mujer y su mejor amigo. Él los siguió y les disparó 18 tiros. Cargó tres veces el revólver. La tesis jurídica [en que ahora creo] es que la emoción violenta produce trastorno mental que le impide a la persona la autodeterminación. La persona se engeuece, pierde el control [énfasis mí]. En todo caso la inimputabilidad es casi como meterse en la cabeza del otro. El temor, la ira, los celos, restringen o aminoran la libertad y por tanto la ley aminoraba o aún eximía de la pena y allí se contaba la infidelidad. Ahora, en la tesis que considero, la ira o la emoción tan intensa puede provocar el trastorno mental transitorio y la persona sería inimputable y recibiría tratamiento, mas no castigo [destaque mío]. La experiencia muestra que en los crímenes pasionales el criminal no vuelve a delinquir. ¿Para qué mandarlo tanto tiempo con otros delincuentes? El otro extremo era antes de 1980 cuando lo que había era tolerancia ante el crimen y casi pena de muerte por infidelidad [de la mujer]. Pero en varios casos [que he conocido, narra cuatro de ellos] los autores no son delincuentes, ni peleadores. ¡ Son dependientes del otro! El caso de Pablo fue un caso de temor al abandono ».

La propuesta del psiquiatra forense sobre la relación entre locura, emoción amorosa y violencia no es nada fuera de lo común ni en Brasil ni en Colombia. Basta leer los textos de varios penalistas de ambos países para verla profusamente expuesta, y, por lo general, sustentada en clásicos de la literatura, Otelo entre ellos, por supuesto. También en textos de psicología y psiquiatría (Luna, 1999; Gómez López, 1995). En Brasil, el psiquiatra forense Talvane Marins de Moraes, de la Associação Brasileira de Psiquiatria, comentó en la revista *Emoción e inteligência* el crimen de una joven a manos de su antiguo novio, subdirector de un periódico importante de São Paulo: « El ser humano puede pasar el límite de lo que se puede y no se puede hacer en un estado de gran conmoción. Pese a que la ley no exime de responsabilidad a quien cometa homicidio bajo fuerte pasión y emoción [...] la legislación protege a quien está enfermo, o en el grado extremo de celos patológicos, llamados celos delirantes [...] en cuyo caso el enfermo es inimputable »².

En este texto es clara la asociación semántica entre emoción, violencia y enfermedad mental. Una variedad de la atribución a la locura se encuentra en otra condición, la del poder del instinto. Se asemeja a la locura justamente por la supuesta pérdida o anulación de la razón cuando aparece. El periódico *El Tiempo* de Bogotá consignó declaraciones de la psiquiatra Margarita Sierra, según las cuales se explicaría un aumento en los crímenes pasionales durante el año 2003 en Colombia por los celos: « los celos tienen su raíz en los instintos, es la parte animal la que quiere ‘defender mi posesión’. Cuando el nivel de estrés es alto [como actualmente en Colombia] esa idea de posesión no pasa a través del área frontal, de lo racional, sino que se manifiesta en forma animal » (octubre 2-03:1-2).

En el caso de Pablo, el primer examen psiquiátrico consignó el « gran control intelectual de las emociones hasta el punto de parecer frío »³. Lo describieron como una persona con « pensamiento lógico, consciente, alerta, afecto sobrecontrolado ». Concluyeron que no padecía de « trastorno mental ni inmadurez psicológica para el momento de los hechos » y más bien « conocía la naturaleza de su acto, su ilicitud y volitivamente lo hubiera podido controlar ». Pero la defensa no se dio por vencida con facilidad. Acudió precisamente a la difundida asociación entre locura y violencia⁴, de manera que pidió que se le considerara como « inimputable por haber padecido trastorno mental transitorio al momento de la ocurrencia de los hechos ».

El apoderado de la familia (parte civil) contradijo, al destacar que Pablo « procedió con sevicia y se aprovechó de la indefensión en que se hallaba la víctima », todas estas circunstancias agravantes enunciadas en el código de procedimiento penal colombiano. El juez también encontró en primera instancia que: « la circunstancia era de ‘sevicia’ definida según el código penal como ‘crueldad excesiva’ y resolvió « llamar [a Pablo] a responder por juicio criminal, por la vía en que interviene el jurado de conciencia [...] por el delito de homicidio » (Expediente de Pablo, juzgado penal, Bogotá).

Pero un año después, por solicitud de su defensa, Pablo amplió su indagatoria: « [Por entonces] yo quedé sumergido en un pozo desamparado sin capacidad para razonar, sin capacidad de pensar en las consecuencias. [Fue] el dolor inmenso [el] que me hizo perder el control (...) ». Pablo se extendió en un relato de cuando era niño y sin quererlo mató a un pájaro que quería conservar, pues lo encerró en un cajón de su cuarto. Pese a que la exposición estuvo encaminada a mostrar la perturbación de su « mente », Pablo volvió sobre la situación inmediatamente posterior al ataque a su esposa. Enunció los diversos pensamientos que entonces se le vinieron a la cabeza sobre ella y sobre la posibilidad de salvarla, sobre el hijo de ambos, sobre cómo avisar de lo ocurrido, sobre cómo constató que estaba muerta.

Narró en extenso la historia del deterioro de la relación, y de cómo ella empezó a recibir largas llamadas de amigos y « se quedaba pegada al teléfono esperando que entraran las llamadas [...] y empezó a no querer quedarse con nosotros los fines de semana, [...] ». « Ya para ese momento a ella no le importaba que yo me diera cuenta de las cosas ». Detalló varios incidentes entre ellos sobre las « relaciones » de ella. A raíz de uno de ellos, dijo, « pensé por primera vez en matarme [...] compré un bisturí y estuve durante muchos días pensando en la manera como me iba a matar ». Esto ocurrió casi un año antes del asesinato de ella. También dijo que: « [Yo] la

quería muchísimo... pues ella le daba solidez al mundo nuestro [sólo que] tenía un aspecto implacable hacia las personas que eran de [lo que consideraba ella como de] un círculo inferior [...] actuaba con la mayor desconsideración, con orgullo, con omnipotencia [...] y se presentó que yo quedé en ese círculo inferior [...] » (Expediente de Pablo, juzgado penal, Bogotá).

Del largo testimonio final y del conjunto de testimonios y entrevistas a los deudos de ella, pueden deducirse algunas cosas: Pablo pensó en el crimen por más de un año. En segundo lugar, tenía la firme intención de castigar el abandono, el menosprecio y la infidelidad, real o supuesta, de su mujer. En tercer lugar, y pese a la evidencia, él y sus abogados se encaminaron con éxito relativo a mostrar que el crimen había ocurrido como producto de una repentina alteración mental de él, producto de una intensa emoción.

En cuanto al crimen como desenlace de conflictos previos, existen abundantes testimonios en los relatos de los familiares de la víctima y en el propio expediente, sobre las desavenencias de la pareja, de la larga preparación del crimen y del temor de ella sobre lo que pudiera ocurrirle. De otro lado, tanto Pablo como otros familiares, narraron que se sentía menospreciado por ella. Él dijo sentirse « ofendido » por ella y por las muestras de « prepotencia » que le daba, pues « ella me pisoteaba y me hundía en la desesperación ». En alguna indagatoria Pablo expresó que cometió el crimen porque « la rabia que no podía expresar con palabras se volcó contra esa parte de mí mismo que era un ser insensible, petulante, despectivo [...] ». Por eso, su primer pensamiento, desde un año antes, fue el de « matarme yo mismo para borrar los sentimientos de fracaso que tenía ». Ella ya había comentado con varias personas la separación y había iniciado procedimientos jurídicos. En varios testimonios la negativa a la separación de él parece asociada a la subordinación económica de ella por su poca estabilidad en el trabajo: « Él había asumido una posición muy relegada desde el punto de vista económico », contó un familiar. Esto nos remite a la idea de que él quería castigar el menosprecio y la situación de dependencia frente a ella. Él se sentía en inferioridad y minusvalorado. Estos sentimientos, que él expresó tan bien en algunas ocasiones, son indisociables de la valoración social del papel del marido en la pareja. En el medio en que se movía esta pareja de profesionales, el papel sobresaliente de ella contrastaba con la falta de éxito laboral y social de él. El sentimiento de minusvalía y rabia que menciona en su testimonio, por lo que llamó la prepotencia de ella, es, pues, inseparable de la valoración del éxito masculino en su medio social. Todo indica que él « castigó » el quiebre de algunas reglas culturales básicas del ordenamiento de pareja: ella no fue pasiva, fue exitosa; actuó como la proveedora de la familia y se dio excesivas libertades de movimiento y relación. Considero que dada la relación íntima que existe entre creencias, motivaciones, percepciones y afectos, este quiebre de reglas de la cultura de pareja se transformó en sentimientos personales de rabia que se resolvieron por medio de la violencia en el caso en cuestión.

Pese a todo, la fuerza argumentativa de la defensa fue la que definió finalmente la sanción impuesta. Ésta se encaminó a mostrar que la insoponible idea de la separación llevó a Pablo a la « pérdida de la cabeza ». Éste es un rasgo central de nuestra configuración emotiva y es el elemento activo de la idea de que la violencia se produce por un acto de locura. Lo

importante es la tendencia de nuestra configuración emotiva a psicologizar la acción humana, seccionándola del curso de los acontecimientos en que está inscrita. Se pretende, así, que la acción es el producto de una cierta actividad que acontece en el interior de la mente humana, como si la « mente » estuviera aislada del mundo. La imagen empleada es aquella de la caja negra en cuyo interior transcurren, aislados de las relaciones con los otros, procesos « mentales ».

Así lo mostró Norbert Elias en su crítica al modelo de individuo de Parsons (Elias, 1987; véase también Jimeno, 2002). Del modelo parsoniano se deduce que los procesos mentales podrían tener explicación psicológica divorciada o aún con un menosprecio completo por la explicación social. En esta concepción de la vida emocional del sujeto, ésta no se constituye dentro de un proceso social intersubjetivo. O como lo ha sostenido Nancy Chodorow (1999), cada persona crea un significado emocional personal, intrapsíquico, y lo hace a través de su experiencia social y dentro de determinadas orientaciones culturales. Dice Chodorow que cada persona crea versiones individuales de los acontecimientos y les da un significado cultural o lingüístico que recoge del medio cultural del cual dispone. Pero, además, cada persona experimenta el sentido emocionalmente y también a través de la fantasía. De esta manera, la propuesta de Chodorow permite integrar subjetividad, emoción y vida social, pues la experiencia social es la que conforma la subjetividad.

La idea de que el sujeto actúa y siente por procesos que ocurren de forma aislada en su mente, la podemos llamar siguiendo a Duarte (1986), la psicologización de la mente y le debe mucho a la poderosa imagen de Sigmund Freud según la cual las prohibiciones de la cultura se « internalizan » y operan al interior de la persona como una « guarnición militar » en una « ciudad conquistada » (*El malestar en la cultura* [1930], 1988: 64). El que exista la guarnición que vigila y se impone mediante la culpa y el temor al castigo, no quiere decir que las fuerzas instintivas, concebidas como si fuesen preculturales y prístinas, hayan dejado de existir. Así, los instintos permanecerían agazapados, a la expectativa de burlar la vigilancia de la guarnición de la cultura y prestos a tomar por asalto a la persona, para dar rienda suelta a los destructivos o a los eróticos. Amor y muerte son así concebidos como poderes inmunes a la cultura, autónomos, provenientes de las entrañas del instinto, que se alojan en la mente individual para existir en lucha contra las fuerzas de orden sociocultural, que vienen de « fuera » a pretender subordinarlos. Es tal la fuerza de esta figura retórica y de los estereotipos que de allí se derivan, que el sólo proponerla como una construcción histórica moderna sobre la noción del sujeto y las emociones parece inútil. Pero creo que éste es el núcleo de la *configuración emotiva* que sostiene la forma como se trata el crimen pasional en nuestras sociedades latinoamericanas, herederas de un cruce entre el Occidente moderno y la noción mediterránea del honor.

Creo que esta doble herencia cultural se hace bien evidente en las modificaciones que se dieron en la legislación penal latinoamericana desde finales del siglo XIX y a lo largo del siglo pasado (véase Jimeno, 2001). En la legislación penal colombiana y brasileña ocurrió una reconceptualización de la noción de honra a lo largo del siglo XX, hasta llegar a entenderla como un *sentimiento*, dejando atrás la idea hispánica de la honra como

bien del grupo social representado por el varón. El honor pasó al capítulo del delito emocional en los tratados penales pues ahora se lo redefine como un sentimiento individual. La historiadora brasileña Elizabeth Cancelli (en prensa) ha mostrado los cambios en la concepción penal que ocurrieron en Brasil entre finales del siglo XIX y comienzos del XX. Justamente emplea casos de crimen pasional para mostrar la discusión entre la escuela positivista del derecho y sus antecesores clásicos. En la discusión jurídica se translucen los cambios que ocurrían en la sociedad en su conjunto, en especial el proceso de modernización, de urbanización e incorporación de nuevos sectores sociales tales como los obreros y las capas medias profesionales. Este proceso paulatino fue también un cambio en los modelos culturales, donde tuvo lugar la convergencia de tradiciones distintas alrededor de la concepción de persona, en particular, las tradiciones sobre el honor junto con la psicologización de las emociones individuales. De esto es una expresión elocuente el tratamiento del crimen pasional como crimen emocional. Pero falta urdimbre en el tejido de la configuración emotiva: detengámonos en los mecanismos discursivos sobre el amor en el crimen pasional.

Por exceso de amor

« El corazón tiene razones que la razón no comprende »

Pascal, empleado como refrán popular

« ¿ Por qué cree Ud. que la mató ? », le pregunté a la madre de la esposa de Pablo. Me respondió: « Él dijo que no la podía perder [...]. tenía que vivir con ella como fuera... ». Pero, una hermana de la joven reaccionó con inocultable enojo a la versión de la madre, según la cual Pablo, pese a que ya no la amaba, « no la quería dejar en paz ». « Eso no es así », afirmó, « él siempre dijo que ella era lo mejor [...] él la quiso muchísimo, bueno, hay amores que matan, pero él realmente la quiso muchísimo ». Este argumento tomó toda su fuerza retórica en la defensa de Pablo en la segunda instancia judicial. El punto nodal fue probar que él padeció de « celotipia », de celos enfermizos por el amor tan grande que sentía por ella. Porque se sentía unido a ella « como la carne a la piel », en palabras de su defensora: « Hay que meterse en la camisa del procesado porque mató lo que más amaba [...]. Ese día desgraciado no pudo soportar el dolor que le causaba ver escapar lo que más amaba como agua entre los dedos. [Entonces] yo me dije que debía estudiar sobre la personalidad, acudí a los libros de psicología. Al leer sobre la personalidad entendí por qué unos somos más emotivos que los otros [...] » (Expediente de Pablo, juzgado penal, Bogotá).

La abogada de Pablo leyó a continuación apartes de un libro no precisado según el cual: « El homicidio pasional se diferencia de aquel donde se mata para obtener un provecho [...]. El móvil que encontramos en este horripilante acto es el amor, por amor, *por exceso de amor se comete delito y por eso hay que mirarlo con el alma* » (ibid., resaltado mío). Por eso, concluye la defensora, « *la ley debe ser benigna ante las cabezas acaloradas y los corazones hirvientes* » (ibid., resaltado mío). ¿ De dónde proviene ese encendido circunloquio ? ¿ Es quizás una típica producción del « fuego de amor latinoamericano » ?

La defensa del caso de Pablo ocurrió en Bogotá, a comienzo de los años noventa del siglo XX. Más de seis decenios antes, Enrico Ferri (1856-1929), el conocido padre de la escuela del positivismo jurídico europeo, defendió a Carlos Cienfuegos, « matador de la condesa Hamilton », su amante. Amor y muerte se titula el parte sobre su extensa defensa. Ferri comenzó por recordar: « Y yo nunca he invocado, ni en la cátedra ni en mi carrera judicial, el derecho de matar para el marido que da muerte a la mujer adúltera, sorprendida in flagranti; y tanto menos lo invoco para el amante que con la amante se ha asomado al borde tenebroso de la eternidad de la tumba » (Ferri, 2000 [1925]:2). No hay derecho de matar, decía Ferri, pero se preguntó ¿ cuál es la responsabilidad moral y legal del autor « de este hecho trágico ocurrido en la tarde del 6 de marzo de 1915 en la Pensión Dienesen⁵ ». Se respondió Ferri: « No es homicidio por venganza y mucho menos es homicidio por avaricia o por brutal perversidad. Es un acto sanguinolento del amor, porque amor y muerte, como lo decía Giacomo Leopardi⁶, 'juntamente los engendró la suerte'. Amor y muerte nacieron hermanos, y más que amor y muerte, nacieron hermanos amor y delito » (*ibid*: 3).

Ferri arguye que « el delito es una aberración de la voluntad humana que llega hasta ofender el derecho ajeno sin justa causa », y que entre las razones para hacerlo está « el torbellino de la pasión ». A continuación, Ferri remite a la literatura cuyas descripciones de los sentimientos humanos y cuyo conocimiento de « los repliegues magníficos de la personalidad del hombre » nos dicen que « nada hay más próximo al amor que el odio ». Cita a varios poetas latinos y también a Alfredo de Musset, Giuseppe Giusti y a Shakespeare en apoyo de su argumento de que: « El amor es vendado y ciego [y es] la más humana entre las pasiones, pero la más terrible » (*ibid*: 4). Habla entonces del « frenesí » y para exponer su idea central: la « enfermedad de la mente ». Merced a ella demanda la absolución para Carlos Cienfuegos, « estudiante de ingeniería », pues « el delito provocado por el amor contrariado es el delito pasional por excelencia » (*ibid*: 5).

Según Ferri, aún así cabe la pregunta ¿ por qué no eximir de responsabilidad a todos los crímenes de pasión como los cometidos por venganza? Él mismo respondió clasificando los crímenes de pasión entre sociales y antisociales. Se sustentó en el maestro de la escuela clásica de derecho Francesco Carrara (1805-1888), quien examinó si « las pasiones son ciegas o racionales », para concluir que « algunas dan tiempo de razonar y no suprimen la responsabilidad, mientras otras ennegrecen la luz de la razón, quitan la responsabilidad » (*ibid*: 6). Así, dice Ferri, la venganza no puede absolverse porque es una pasión antisocial, mientras: « ¿Por qué Otelo no es vejado con la antipatía y el desprecio a pesar del homicidio? Porque el amor y el honor son pasiones nobles, humanas, generosas, y sólo por aberraciones momentáneas de la criatura humana llegan a degenerar en delito o en suicidio, o en uno y en el otro conjuntamente » (*ibid*). « Cienfuegos dio muerte por amor; por aberración de amor, si se quiere. Pero la aberración no quita la esencia humana de la pasión impelente, ya que, por otra parte, ni el amor ni el honor, como son emociones tan útiles y necesarias para la vida de la especie humana, no pueden jamás arrastrar al delito o al suicidio sino por una transitoria aberración suya, que, como profunda e incontenible erupción volcánica, hace desbordar el torrente de lava incandescente y sanguinolenta [...]. El amor los

condujo a una misma muerte⁷, dice nuestro gran poeta » [Dante en la *Divina Comedia*, nota del traductor, destaque mío] ». De lo anterior concluye Ferri que « por eso no se le puede aplicar el Código a Paolo y Francesca, pues son dramas humanos, son desventuras que arrastran al borde de la tumba o al sepulcro eterno y que se deben medir con el sentimiento humano » (*ibid*: 7).

En los expedientes de crímenes pasionales de Colombia y Brasil se encuentran alegatos muy similares a los de Ferri y muy seguramente inspirados en él directamente, como lo vimos en el caso de Pablo (como un buen ejemplo de lo anterior véase Luna, 1999). Pero me interesa destacar que aquí hay algo más que una retórica eficaz para defender a un cliente. Ésta es eficaz porque apunta a una vena que late en quienes escuchan la defensa y se irriga por la sociedad entera. Es el sentimentalismo que poetiza los excesos del amor: « La ley debe ser benigna ante las cabezas acaloradas y los corazones hirvientes », dijo la defensa de Pablo cuando pidió la inimputabilidad para su cliente.

Este sentimentalismo del amor no es de ninguna manera un rasgo peculiar latinoamericano como es evidente en las citas literarias europeas de Ferri. Pero Ferri era un hombre particularmente elocuente. Su retórica del sentimiento sirvió de modelo a numerosos penalistas latinoamericanos ante circunstancias similares. Lo fue muy especialmente para Jorge Eliécer Gaitán, el abogado y político colombiano asesinado el 9 de abril de 1948, que fue inicialmente conocido por su fogosa expresividad en los tribunales. Aún se pueden escuchar sus ecos en defensas recientes como la de Pablo. Esto sin duda revela la fuerte inscripción de este tipo de crimen en un campo cultural marcado por la idea que Ferri expone bien; el crimen pasional es un crimen del sentimiento y es con el sentimiento que hay que mirarlo. Con el sentimentalismo que caracteriza las ideas sobre el amor en nuestras sociedades que han recibido las ideas modernas sobre el sujeto y el amor.

El amplio empleo de la retórica al que recurre Ferri, sus imágenes y la manera como alude a la literatura, nos transmite la idea de que estamos frente a la condición humana universal. Se supone que a ella le cantan los poetas pues tiene un lado intrínsecamente misterioso e inescrutable, sólo abordable desde la sensibilidad poética, como bien lo afirma el propio Ferri. Pero el efecto de sentido va más allá. Apunta a la idea de que el acto mismo por el cual el amor se transforma en crimen tiene algo de poético, de lírico. Así como poetas como Baudelaire o Leopardi cantan *La mort des amants* – poema de Baudelaire –, el propio acto de matar al otro se concibe como uno de amor llevado hasta el extremo. Ya De Musset, tan citado por Ferri, decía, « ni contigo puedo vivir ni sin ti » (*ibid*: 3). El estro poético se extiende a la poesía popular, a las canciones populares, al bolero y la ranchera, por ejemplo, tan difundidos en la América hispánica. *Arráncame la vida* es el título de un popular bolero, « arráncame la vida en el último beso de amor [...] » y es también el título de la novela de la mexicana Ángeles Mastretta (1997) en la que narra el asesinato del amante de la mujer de un político. « Me matarás », es el título de otro bolero. « Amar es llevar herido con un dardo celeste el corazón », proclama aún otro bolero, y el caribe vallenato canta a « los celos, esos celos que me matan, que me hieren, que me obligan a pensar que sin tu amor me voy a enloquecer ». Más explícita es la ranchera *La cárcel de Sinc Sing* pues pregona « tuve que matar a un ser que quise amar y aún que aún

estando muerta yo la quiero, al verla con su amante a los dos los maté ». Pero Joaquín Sabina, en rock, canta que los « crímenes que valen la pena son los pasionales ». Al entrelazado sentimental entre amor y muerte lo exaltan también el cine y la crónica roja, con sus titulares tremendistas y sugestivos.

El sentimentalismo del amor, pues, no es patrimonio de la latinidad, pese a su exaltación cultural latinoamericana, sino que guarda una relación estrecha con la concepción de la persona adulta moderna, aquella que busca una pareja por amor y la conserva para sí, como bien lo muestra el que *Otelo* sea una corriente encarnación del que mata por amor. Pero aquí existe una diferencia de género. Mientras se juzga como algo común que una mujer sea abandonada o traicionada, el hombre abandonado sufre una grave ofensa a su masculinidad: « Me sentí ofendido », repitió Pablo. Sufre un deshonor. Es cierto que cambios sucesivos acaecidos en la legislación penal brasileña y colombiana dejaron atrás la vigencia de la norma que daba lugar a que un hombre matara por celos a su mujer con impunidad (véase Jimeno, 2001). Pero el sentimentalismo del amor continúa envolviendo en velos rosados el crimen pasional hasta convertir un apuñalamiento en « unos cuantos piquetitos ».

CONEXIONISMO Y MENTE

Hasta ahora he puesto de presente la tendencia de nuestra configuración emotiva a psicologizar la acción humana seccionándola del curso de los acontecimientos en que está inscrita. Se pretende, así, que la acción es el producto de una cierta actividad que acontece en el interior de la mente humana, como si la « mente » estuviera aislada del mundo. La imagen empleada es aquella de la caja negra en cuyo interior transcurren, aislados de las relaciones con otros, procesos « mentales ». Para discutir este punto es interesante la propuesta de la vertiente de la antropología cognitiva que a veces se ha denominado « conexionista », pues apunta a resaltar que la comprensión de las representaciones y de los hechos sociales requiere de entender la forma como los individuos los internalizan y recrean (Strauss y Quinn, 1994 y 1997).

Este tema ya es tradicional de la antropología cognitiva (D'Andrade, 1995). Pero lo interesante es que esta vertiente avanza sobre un modelo de comprensión de la mente que incluye la emoción, la motivación y, también, las fuerzas sociales que modelan y son modeladas por las personas (Strauss y Quinn, 1994 y 1997). Con ello intentan recuperar al mismo tiempo la plasticidad y la persistencia de lo que llamamos cultura, pues enfatizan que el aprendizaje es como una red de unidades que se conectan unas con otras hasta conformar agrupaciones complejas de sentimientos asociados a las representaciones y a las experiencias en que se forjaron. Los llaman *esquemas culturales*, una variación del concepto de *habitus* empleado por Bourdieu (*ibid*). Las nuevas reacciones subjetivas (reflexión, autocrítica) o externas (acciones del grupo social), los nuevos contextos o experiencias transforman los esquemas y hacen posible la improvisación.

Esta orientación me permite plantear que la configuración emotiva sobre la cual se sustenta el crimen pasional es un esquema cultural relativamente

compartido por el grupo social y anclado en la concepción moderna del sujeto que cobija América Latina. No obstante, la concepción bipolar del sujeto se encuentra aquí con ideologías de larga duración sobre el honor masculino y el papel de la mujer « honrada ». Esto significa que es preciso entender el crimen pasional menos sustentado en la operación de la mente humana y más en una forma cultural y contingente de concebirla.

Justamente Leslie Brothers, en su trabajo sobre el estado de la investigación sobre las emociones y el cerebro humano, muestra que las ideas populares sobre las emociones adquirieron su actual significado sólo a finales del siglo XIX (Brothers 1999, con base en Candland, 1977. En: Wilson y Keil (eds.), 1999). El sentido popular actual de las emociones hace referencia a un tipo de experiencia subjetiva, al « sentimiento », y por otro lado, también, a la expresión del sentimiento, a su manifestación pública (ibid). En el surgimiento de ese sentido popular influyó la concepción de William James (1884)⁷ quien propuso lo que a su juicio eran las bases somáticas del sentimiento. El filósofo Richard Wolheim (1999) dice que James tuvo en común con Freud el haber equiparado las emociones con estados mentales que suponen las dicotomías racional Vs. irracional, objetivo Vs. subjetivo, activo Vs. pasivo. Otro aspecto perdurable en el sentido común es la afirmación de Freud de que los desórdenes emocionales se originan en experiencias de trauma o conflicto que minan la racionalidad (Oatley, *op. cit.*). Para Oatley, la obra de James, Darwin y Freud puso de manifiesto el malestar cultural con respecto de las emociones y contribuyeron a la creencia de que había algo errado con ellas. O bien, no tenían función en la vida adulta o eran activamente disfuncionales.

Desde el punto de vista de la investigación, sólo hasta los años 1950 algunos movimientos que tenían el énfasis cognitivo replantearon su valor funcional y su contribución a la racionalidad, en vez de considerarlas primariamente irracionales. Pero dada la aceptación general de la distinción entre emoción y cognición, durante casi todo el siglo XX la emoción recibió poca atención de parte de la neurología como no fuera sobre los mecanismos cerebrales de la agresión. Sólo a fines de los años sesenta distintos estudios llamaron la atención sobre las bases biológicas de la emoción, así como sobre la comprensión de ella como una entidad neurobiológica. Considero del mayor interés el que las neurociencias en el presente brinden apoyo para la propuesta de la unidad compleja interior/exterior, social/individual, emoción/cognición e intenten, cada vez más, sobrepasar un reduccionismo biológico (Niehoff, *op. cit.*).

Dentro de la perspectiva cognitiva diferentes investigadores han propuesto que las emociones son eminentemente relacionales, por cuanto vinculan los sujetos con los eventos del mundo (Oatley, 1999:274. Estos nuevos énfasis cognitivistas resaltan las funciones intracognitivas e interpersonales de las emociones (Arnold, en Oatley, *op. cit.*). Charles Darwin (1872)⁸ se había interesado en la evolución de la expresión emocional en varias especies y subrayó que los sentimientos y las acciones que los acompañan son parte esencial de la relación del organismo con su ambiente. Es decir, que las emociones son medios con los cuales cuenta el animal o la persona para aprehender el significado de los estímulos y para preparar el cuerpo para una respuesta adecuada (Brothers, 1999). Siguiendo esta línea de razonamiento, Keith Oatley definió la emoción como un estado o proceso psicológico encaminado hacia el

manejo de metas. El corazón de la emoción consiste en alistar a la persona para actuar en cierta forma, en cierta clase de interacción, sea de cooperación o de conflicto (Oatley, 1999:273).

Para nuestra discusión sobre el crimen pasional es pertinente la conclusión de las neurociencias contemporáneas en el sentido de que no es posible distinguir entre los estados somáticos que son emocionales de los que no lo son. También que las emociones no pueden definirse tan sólo como estados somáticos y, adicionalmente, que los cambios somáticos no son lo suficientemente específicos para albergar la variedad de las experiencias emocionales. También es de interés el creciente consenso respecto a que las emociones manejan la vida mental y proporcionan la base heurística que relaciona el flujo de los eventos diarios con las metas individuales y con las preocupaciones sociales (Oatley, *op. cit.* ; Brothers, *op. cit.*).

Algunas de los hallazgos anteriores fueron el punto de partida para las investigaciones de Eric Kandel, Thomas Jessel y James Schwartz (1997). Para ellos la conducta emerge gradualmente como resultado de los factores medio ambientales que actúan sobre los circuitos nerviosos en desarrollo y cuya influencia comienza desde el útero (*op. cit.* : 593-617). La emoción es controlada por circuitos nerviosos encefálicos, pero dado que experimentamos las emociones conscientemente, existen simultáneamente elementos cognitivos de las emociones que se localizan también en circuitos nerviosos encefálicos. Las investigaciones de Kandel han subrayado que la teoría de la emoción según la cual ésta es producto de cambios fisiológicos, tal como ha sido considerada desde William James, desconoce que en las emociones hay algo más que información fisiológica y son eminentemente relacionales. Incluso este investigador demostró experimentalmente la mediación cognitiva que existe en la manera como los sujetos experimentan estados emocionales (Kandel et al. : 652-654). Así, se puede afirmar que en la conducta no sólo entran en juego los aspectos cognitivos, tales como las percepciones y las creencias, sino que la conducta también refleja lo que una persona desea o necesita. Las emociones incrementan la alerta general de la persona y tienen una función organizadora de las secuencias de conducta.

Según Kandel et al., los estudios demuestran que la distinción entre determinantes biológicos y sociales está desfasada, puesto que todos los procesos mentales son biológicos y cualquier alteración de los mismos es orgánica. En segundo lugar, porque los procesos sociales, las intervenciones sociales (Ej. una psicoterapia) tienen efectos orgánicos, específicamente por su acción sobre las conexiones entre las células nerviosas (*ibid*: 741). El aprendizaje, tanto como las hormonas o el estrés, modifican la expresión orgánica (génica). Esto significa que, efectivamente, lo externo puede alterar lo interno; por ejemplo, en el tratamiento de las enfermedades caracteriales la psicoterapia puede producir cambios estructurales en el cerebro.

Las conclusiones más recientes de estos investigadores destacan la plasticidad del cerebro y apuntan a una comprensión unificada de la conducta. Destacan que todas las conductas, aún las más estereotipadas, incluyendo las emociones, se modelan en la interacción con el entorno. Por tanto, la conducta no se hereda ni los genes codifican comportamientos aislados, sino que lo que se determina genéticamente es el rango de conductas potenciales. Los comportamientos concretos se modelan en las interac-

ciones con el medio ambiente (*ibid*: 619). En resumen, lo que considero más interesante para las ciencias sociales es una línea de pensamiento multidisciplinaria que deje atrás la idea de que las emociones son simples propensiones naturales. Creo que apuntamos hoy día a entender las emociones como actos comunicativos, relacionales, inscritos en contextos socioculturales específicos. En nuestro caso particular, este enfoque le quita el piso a la idea de que el crimen pasional acontece en medio de un arrebato emocional instintivo en el que no participan los modelos sociales aprendidos. Es más bien la cultura la que moldea la emoción rodeándola de una aureola que romantiza el crimen y justifica al criminal. Propongo que esto acontece en el marco de un esquema cultural, de una verdadera *configuración emotiva* de carácter sociocultural. Parece propicio el momento para avanzar hacia una antropología de las emociones que tome en cuenta la creación histórica de configuraciones sociales de naturaleza tanto emocional como racional.

TANTA CABEZA COMO CORAZON

En el crimen pasional la violencia de la acción tiene su contraparte en la trivialización del crimen y los dos conforman nuestra *configuración emotiva*. Es decir, la manera como comprendemos y tratamos el crimen pasional hace parte de un esquema cultural que obra como una red de conexiones sistémicas que pone en estrecha relación ciertos pensamientos con determinados sentimientos.

En esta *configuración* queda oculto el entramado cultural del crimen pasional que pasa por ser algo natural, casi tan simple como cantar y coser. Ello ocurre mediante ciertos dispositivos prácticos y discursivos cuyo eje es la disociación entre emoción y razón en la mente humana, cuyo cometido es enmascarar, no sólo el modelado cultural de las llamadas emociones, sino también la imbricación entre los dispositivos discursivos y las relaciones de jerarquía y fuerza simbólica y real entre los géneros. En el seno de esta *configuración* está instalada la ambigüedad entre la prohibición social y normativa sobre el uso de la violencia y su disculpa cuando ésta es fruto de una intensa emoción varonil. En especial, se desestiman los énfasis y los aprendizajes del ambiente cultural en relación con la exaltación del uso de la fuerza como señal de masculinidad, sobre las diferencias de género en la concepción del honor personal y sobre las jerarquías entre hombres y mujeres en la relación amorosa.

Los principales mecanismos discursivos de nuestra *configuración emotiva* sobre el crimen pasional son la consideración de que *la violencia estalla*, lo que enmascara la historia de la relación amorosa hasta el desenlace violento del conflicto. El segundo, es la interpretación del acto violento como *un acto de locura* debido al impulso pasional, lo que obedece a una psicologización de la acción; el tercero, es el *sentimentalismo del amor* que ve el crimen como un exceso poético del amor. El sentimentalismo del amor en nuestras sociedades es alimentado por la literatura y una copiosa producción de imágenes « rosa » sobre la relación amorosa heterosexual. Ese mismo sentimentalismo impregna el tratamiento público y jurídico de los crímenes pasionales.

La consecuencia más importante de la configuración emotiva del crimen pasional es la consideración de que el criminal no representa un peligro social y que por lo tanto se lo debe tratar de manera benigna. Como se cree que el criminal actúa « fuera de sí », la pérdida de la conciencia implicaría una confusión sobre la intención de su acto, lo que refuerza la idea de mitigar su culpabilidad. Por esta razón, las penas son bajas – alrededor de tres años de prisión para los homicidas – e incluso, y pese a los cambios en la legislación penal colombiana y brasileña, resultan intentos exitosos de inimputabilidad.

En su conjunto, el tratamiento que se le da a este crimen pone en evidencia una concepción del sujeto según la cual existiría un ser humano universal. Éste sería una entidad psicológica diferenciada de la corporal y con vida propia, independiente de su medio social. La vida emocional de ese sujeto estaría regida por principios instintivos e irracionales, previos e inmunes al ambiente cultural; el orden cultural actuaría como un agente de imposición de fuera hacia dentro, siempre amenazado de burla por los principios impulsivos de placer y muerte. La separación entre mente y cuerpo, pese a que tiene una historia cultural que puede ser trazada desde sus ancestros cristianos y sectarios hasta su consolidación decimonónica (Gauss, 1985; Jimeno, 2000 y 2001), aparecería más bien como algo incuestionable. En Latinoamérica, el proceso de modernización que se dio en los decenios iniciales del siglo pasado, aconteció como una convergencia entre tradiciones distintas sobre la concepción de la persona. Algunas de antiguo origen mediterráneo o ibérico, otras más recientes, juntas, dieron lugar a la psicologización de la acción, al honor como sentimiento, y a darle un lugar peculiar a las emociones del individuo.

En contraste con esta concepción, es posible trabajar en una comprensión integral en la cual cogniciones y emociones sean entendidas como construcciones específicas de la historia cultural de los grupos sociales. Esto permite comprender la acción violenta como inserta en las interacciones sociales y en el repertorio de *habitus* sobre la resolución de conflictos del grupo social. Los estudios de las ciencias sociales que buscan comprender la vida emocional como el resultado del ambiente sociocultural y del conjunto de relaciones que forman la experiencia de cada individuo, pueden ahora encontrar puntos de convergencia con los estudios de neuropsicología y neuropsiquiatría. Uno de los más sobresalientes puntos de convergencia consiste en ver las emociones como aspectos de la cognición y no como sus opuestos. Los estados afectivos y los estados de conciencia, no sólo se entrelazan, sino que ambos conforman la *motivación* con la cual orientan las personas su actuación (Kandel, Jessel y Schawartz, 1997; Schachter, 1965, en Kandel et al., *op. cit.*). Existe, pues, una mediación cognitiva (percepciones y creencias) en los estados emocionales y, a la inversa, en la conducta no sólo inciden las percepciones y creencias, sino también los deseos y las necesidades. Ya es posible avanzar dejando atrás la concepción según la cual los determinantes biológicos y sociales de la conducta actúan en niveles separados de la mente.

Las representaciones de la realidad tienen asociaciones de afecto y desafecto que aprendemos en nuestra experiencia como individuos en una posición particular en la sociedad (hombres/mujeres, pobres/ricos, etc.). Las emociones hacen parte de la estructura de la sociedad y de sus tensiones de clase, género, etnia y como tales se emplean para consagrar, legitimar

o excluir personas y categorías sociales. La violencia como acción intencional que causa daño a otro no puede entenderse como el producto exclusivo de estados de alteración emocional, sino que en su empleo inciden, inseparablemente, creencias, percepciones y valores de origen histórico-cultural.

Notas :

- 1 Agudelo, 1990.
- 2 En revista *Emoção e inteligência*, « Amor e Tragédia. Paixões que Matam », N° 6, outubro, 2000:16 (traducción mía del portugués).
- 3 Las referencias citadas pertenecen al expediente del caso de Pablo que reposa en un juzgado penal de Bogotá. Me abstengo de citar el número de expediente para garantizar la confidencialidad que desean los familiares de la víctima.
- 4 Hannah Arendt, en Eichman em Jerusalem. Um relato sobre a banalidade do mal (1963,64) discutió con brillantez esta socorrida idea a propósito del caso Eichman y esbozó su polémica tesis sobre la banalidad del mal.
- 5 Pensión en Berlín.
- 6 Giacomo Leopardi, Canto XXVII, *Amore e morte*, ed. cit. nota del traductor del texto de Ferri.
- 7 *Principles of Psychology*, 1884.
- 8 Charles Darwin, *The Expression of the Emotions in Man and Animals*, 1872.

Bibliografía :

- Abu-Lughod, Lila, 1986, *Veiled Sentiments: Honor and Poetry in a Bedouin Society*, Berkeley, University of California Press.
- Agudelo, Nódier, 1990, *Emoción Violenta e inimputabilidad*, Medellín, Ediciones Nuevo Foro Penal.
- Agudelo, Nódier, 1996, *Grandes corrientes del Derecho Penal. Escuela Clásica*, Medellín, Ediciones Nuevo Foro Penal.
- Agudelo, Nódier, 1997, *Grandes corrientes del Derecho Penal. Escuela Positivista*, Santafé de Bogotá, Ediciones Nuevo Foro Penal.
- Badinter, Elizabeth, 1993, *Sobre a Identidade Masculina*, Rio de Janeiro, Ed. Nova Fronteira.
- Bernal Pinzón, Jesús, 1978, *El Homicidio. Comentarios al código penal colombiano*, Bogotá, Editorial Temis.
- Berkowitz, Leonard, « Is something missing? Some Observation Promoted by the Cognitive-neoassociationist- view of anger and Emotional Aggression », In Huesmann, Leonard and L. Rowell (eds), *Aggressive Behavior: Current Perspectives*, New York and London, pp 35-57.
- Bourdieu, Pierre, 2000, *La dominación masculina*, Barcelona, Editorial Anagrama.
- Brothers, Leslie, 1999, « Emotion and the Human Brain », en: Robert Wilson (ed.), *The M.I.T. Encyclopedia of the Cognitive Sciences*, Boston, Bradford Book, pp.271-273.
- Cancelli, Elizabeth, en prensa, *A cultura do crime e da lei (1889-1930)*, Brasília, Editora da UNB.
- Chodorow, Nancy, 1994, *Feminities, Masculinities, Sexualities. Freud and Beyond*, Kentucky, The University Press of Kentucky.

- Crapanzano, Vincent, 1994, « Réflexions sur une anthropologie des émotions », *Terrain*, n° 22, Mars, pp. 109-117.
- Damásio de, Jesús, 1994, *Código Penal Anotado*, São Paulo, Editorial Saraiva.
- D'Andrade, Roy, 1995, *The Development of Cognitive Anthropology*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Duarte Dias, Luiz Fernando, 1986, *Da vida nervosa nas classes trabalhadoras urbanas*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar Editores.
- Elias, Norbert, 1987, *El proceso de la civilización. Investigaciones sociogenéticas y psicogenéticas*, México, Fondo de Cultura Económica.
- Elias, Norbert, 1997, *Os alemães: a luta pelo poder e a evolução do habitus nos séculos XIX e XX*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar Ed.
- Eron, Leonard, 1994, « Theories of Aggression: From Drives to Cognitions », In: Huesmann, Leonard and L. Rowell (eds), *Aggressive Behavior: Current Perspectives*, New York and London, pp. 3-11.
- Ferri, Enrico, 2000, *Defensas penales*, Bogotá, Editorial Temis.
- Foucault, Michel, 1984, « Deux essais sur le sujet et le pouvoir », In: Hubert Dreyfus et Paul Rabinow (comp.), *Michel Foucault. Un parcours philosophique*, Paris, Éditions Gallimard, pp.297-321.
- Freud, Sigmund, 1973, *Obras completas*, Madrid, Editorial Biblioteca Nueva.
- García, José Luis, 1996, « Dominios cognitivos », En Joan Prat y Ángel Martínez, *Ensayos de Antropología Cultural. Homenaje a Claudio Estevan Fabregat*, Madrid, Ariel Antropología, pp. 215-221.
- Ghiglieri, Michael, 2000, *The dark Side of Man. Tracing the Origins of Male Violence*, Cambridge, Perseus Books.
- Gómez López, Jesús Orlando, 1995, *El delito emocional*, Bogotá, Ediciones Doctrina y Ley.
- Gómez Méndez, Alfonso, 1982, *Delitos contra la vida e integridad personal*, Bogotá, Universidad Externado de Colombia.
- Hungria, Néelson, 1982, *Comentários ao Código Penal*, Vol. V y VI, Rio de Janeiro, Companhia Editôra Forense.
- Huesmann, Leonard, *Aggressive Behavior: Current Perspectives*, New York and London.
- Jimeno, Myriam, 2002, « Crimen Pasional o el corazón de las tinieblas », in: Revista *En Otras Palabras*, n° 10, Enero-junio, pp. 7- 24.
- Jimeno, Myriam, 2001, *Crimen Pasional. Perspectivas de una antropología de las emociones*, Brasília, en preparación editorial.
- Jimeno, Myriam, 1998, « Corrección y respeto, amor y miedo en las experiencias de violencia », En: J. Arocha, F. Cubides, M. Jimeno (comp.), *Las violencias: inclusión creciente*, Santafé de Bogotá, Facultad de Ciencias Humanas, Colección CES Universidad Nacional de Colombia, pp. 311-331.
- Jimeno, Myriam, Ismael Roldán, David Ospina, L.E. Jaramillo, J.-M. Calvo y S. Chaparro, 1996, *Las sombras arbitrarias. Violencia y Autoridad en Colombia*, Santafé de Bogotá, Editorial Universidad Nacional de Colombia.
- Johnson, Lyman, Lipsett-Rivera, Sonya, 1998, « Introduction », In: Lyman Johnson and Sonya Lipsett-Rivera (eds.), *Sex, Shame and Violence. The Faces of Honor in Colonial Latin America*, Albuquerque, University of New Mexico Press, pp.1-17.
- Kandel, Eric, Schwartz, James, Jessel Thomas, 1997, *Neurociencia y conducta*, Madrid, Prentice Hall.

- Luhman, Niklas, 1991, *O Amor como paixão. Para a codificação da intimidade*, Rio de Janeiro, Editora Bertrand Brasil.
- Luna, Julio Eduardo, 1999, *Los celos y sus implicaciones jurídicas*, Bogotá, Ediciones Doctrina y Ley Ltda.
- Lutz, Catherine, White, Geoffrey M., 1986, « The Anthropology of Emotions », *Annual Review of Anthropology*, n° 15: pp. 405-36.
- Lutz, Catherine, Abu-Lughod, Lila (eds.), 1990, *Language and the Politics of Emotion*, Cambridge, Cambridge University Press\Paris, Editions de la Maison des Sciences de L'Homme, pp. 92-112.
- Lutz, Catherine, 1988, *Unnatural emotion: Everyday sentiments on a Micronesian atoll and their challenge to western theory*, Chicago, Chicago Press.
- Matovani, Ferrando, 1988, *El siglo XIX y las ciencias criminales*, Bogotá, Editorial Temis.
- Mauss, Marcel, 1985, « The Category of the Human Mind: the notion of person; the notion of self », En Carrithers, M., Collins, S. and S. Lukes, *The Category of the Person: Anthropology, Philosophy, History*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 1-25.
- Niehoff, Debra, 1998, *The Biology of Violence: how understanding the brain, behaviour and environment can break the vicious circle of aggression*, New York, The Free Press.
- Oatley, Keith, 1999, « Emotions », En Robert Wilson (ed.), *The M.I.T. Encyclopedia of the Cognitive Sciences*, Boston, Bradford Book, pp. 273-275.
- Peristiany, J. G. (ed), 1966, *Honour and Shame. The Values of Mediterranean Society*, Chicago, University of Chicago Press.
- Reddy, William, 1997a, *The Invisible Code. Honor and Sentiment in Postrevolutionary France, 1814-1848*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press.
- Reddy, William, 1997b, « Against Constructionism. The Historical Etnography of Emotions », *Current Anthropology*, n° 38 (3), p. 327-349.
- Reddy, William, 1999, « Emotional Liberty: Politics and History and the Anthropology of Emotions », *Cultural Anthropology*, n° 14 (2), p. 256-288.
- Reyes Echandía, Alfonso, 1974, *La Antijuridicidad penal*, Bogotá, Publicaciones de la Universidad Externado de Colombia.
- Rivera, Claudia, 2003, *Aprender a mirar. El discurso sobre el autismo*, Trabajo de Grado, Departamento de Antropología Universidad Nacional de Colombia, Bogotá.
- Sperber, Dan, Hirschfeld, Lawrence, 1999, « Culture, Cognition and Evolution », En WILSON, Robert et al (ed.), *The M.I.T. Encyclopedia of the Cognitive Sciences*, Boston, Bradford Book, pp. 112-132.
- Strauss, Claudia, Quinn Naomi, 1997, *A Cognitive Theory of Cultural Meaning*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Strauss, Claudia, Quinn Naomi, 1994, « A Cognitive/Cultural Anthropology », in: Robert Borofsky (ed.), *Assessing Cultural Anthropology*, New York, St. Louis, McGraw-Hill, pp. 284-300.
- Velásquez, Fernando, 1994, *Los Códigos Penales Iberoamericanos*, Colombia, Santafé de Bogotá, Forum Pacis.
- Vincent, Jean-Didier, 1987, *Biología de las pasiones*, Barcelona, Editorial Anagrama.
- Wolheim, Richard, 1999, *On the Emotions*, New Haven and London, Yale University Press.
- Wilson, Robert et al (ed.), 1999, *The M.I.T. Encyclopedia of the Cognitive Sciences*, Boston, Bradford Book.

Documentos

Expedientes Judiciales, Tribunal Federal de Brasília.
Expedientes Judiciales, Juzgados Penales de Bogotá.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

L'action violente est chargée de significations, assignées par la société spécifique dans laquelle elle se produit. Notre intérêt est centré sur les représentations et ses connexions affectives, la configuration émotive dans laquelle se produit le crime passionnel. Dans le crime passionnel, la conception moderne de la personne comme organisme scindé entre un « esprit » et un corps est spécialement significative. Selon cette configuration, les émotions apparaissent dans l'« esprit » où se produisent des processus occultes, impossibles à pénétrer et quelque peu mystérieux. Le travail est construit autour de trois formes narratives sur les crimes passionnels : les narrations personnelles de criminels contemporains (Brésil et Colombie) et les dossiers judiciaires de ces mêmes cas. Dans cette perspective, nous identifions trois grands mécanismes particulièrement signifiants : la croyance que la violence est un acte de folie, l'idée que la violence explose de manière soudaine et le sentimentalisme de l'amour. Une voie paraît s'ouvrir vers une compréhension intégrale et non dichotomique du comportement humain, dont le point de rencontre consiste à étudier les émotions comme un aspect de la connaissance, avec des attributs particuliers qui dépendent des relations entretenues avec l'environnement social.

La acción violenta está cargada de significados asignados por la sociedad específica en que ocurre; en este caso el centro de interés son las representaciones y sus conexiones afectivas, la configuración emotiva, dentro de la cual ocurre el llamado crimen pasional. En el crimen pasional es especialmente relevante la concepción moderna de la persona como una entidad escindida entre una « mente » y un cuerpo. Según esta configuración en la « mente » individual tienen asiento las emociones y allí ocurren procesos ocultos a los demás,

inescrutables, y un tanto misteriosos. El trabajo se sustenta en tres formas de narrativa sobre los crímenes pasionales: las narrativas personales de aquellos envueltos en este tipo de crimen en casos contemporáneos ocurridos en Brasil y en Colombia y los expedientes judiciales de estos mismos casos estudiados. Identifica tres grandes mecanismos de asignación de significado, las creencias de que la violencia es un acto de locura, la de que la violencia estalla de forma repentina y el sentimentalismo del amor. Parece abrirse paso una comprensión integral y no dicotómica del comportamiento humano, cuyo punto de encuentro está en ver las emociones como aspectos de la cognición con atributos particulares de relación con el entorno social.

The violent action is loaded with meanings, assigned by the specific society in which it occurs. In that case, the center of interest are the representations and its emotional connections, the configuration emotional person in whom occurs the crime of passion. In the crime of passion, the modern conception of the person as a body split between a « spirit » and a body is specially significant. According to this configuration, the feelings appear in the « spirit » where occur occult processes to the other individuals, inscrutable and a little mysterious. The work is built around three narrative forms on crimes of passion: the personal stories of contemporary passionate criminals of Brazil and Colombia and the judicial files of these same studied cases. It identifies three big mechanisms of assignment of meaning: the faiths that the violence is an act of madness, those whose violence explodes in a sudden way and the sentimentalism of the love. A way appears to open towards a complete compression and not a dichotomy of the human behavior, the meeting place of which has to see with the feelings as aspects of the knowledge, with the particular attributes of relation with the social environment.

Palabras Claves: Los crímenes de pasión, representaciones, violencia, configuración emocional, Colombia.

Mots-clés: Crimes passionnels, représentations, violence, configuration émotive, Colombie.

Keywords: Crimes of passion, representations, violence, configuration emotional, Colombia.

LECTURES

Laurent Faret, ***Les territoires de la mobilité : migration et communautés transnationales entre le Mexique et les États-Unis***, Paris, CNRS éditions, 2003, 351 pages, 60 photos, 38 dessins.

Les migrations : c'est sur ce thème emblématique des sciences sociales que Laurent Faret nous invite à le suivre au long de son dernier ouvrage. Si la sociologie, l'anthropologie, la démographie et l'histoire ont depuis longtemps investi ce sujet, l'auteur souligne que la géographie a, paradoxalement, tardé à s'y intéresser malgré l'évident rapprochement que l'on peut faire avec les thématiques spatiales. En plus de vouloir faire revenir la géographie à l'étude des processus migratoires, il met en avant l'originalité de sa démarche qui passe par l'analyse sociospatiale des logiques de mobilité. Laurent Faret veut montrer ici l'ensemble des phases et les implications qui se succèdent entre les lieux forts durant et après le processus migratoire, au-delà d'une simple étude spatiale. Les choix méthodologiques reposent sur l'étu-

de de données statistiques provenant d'un maximum de sources disponibles recoupées par des études de terrain donnant lieu à un travail riche d'anecdotes recoupant l'étude générale. Celle-ci repose sur trois parties formant tant une progression historique que sociale et spatiale.

La première partie est une étude ponctuelle articulée autour de l'aspect historique et de l'ampleur du phénomène migratoire. Sont présentés les premiers mouvements nationaux liés à la conquête spatiale du Mexique autour des grands axes de communications traditionnels (*Camino Real*) et des classiques mouvements centres/périphéries. Les mouvements internationaux et transnationaux, plus tardifs, bien que basés sur les mêmes axes n'ont pas les mêmes caractères sociaux que les précédents. Laurent Faret montre ici que les Mexicains utilisent leurs appuis préétablis dans des *daughter communities* pour profiter de l'expérience migratoire des anciens et prendre une certaine autonomie une fois installés, sans toutefois rompre leurs attaches antérieures. Ainsi se forme un système réticulaire d'explora-

SCIENTIFIQUE

tion et d'utilisation des capacités étasuniennes au profit d'une communauté vivant à cheval sur deux pays. La deuxième partie est, elle, une étude de cas basée sur un municipe du centre ouest mexicain: Ocampo. Laurent Faret développe ici la thèse du « pionnier » qui inaugure de nouvelles voies migratoires. Le schéma exploratoire créé est: opportunités/pionniers/filières. Les compétences engrangées par le pionnier servent aux *paisanos*, toujours issus de la famille ou du village, qui orientent leurs trajectoires migratoires selon les données continuellement acquises. L'auteur remarque aussi que la réussite des migrants transforme la structure sociale des communautés émettrices par leurs participations aux fêtes patronales et leurs investissements productifs. La réussite économique des migrants liée au mérite, soulignée par des attributs symboliques (voiture), supplante les élites locales qui tiennent leur pouvoir d'un héritage social. Quatre types de réseaux traduisent cette évolution: flux de personnes, d'argent, de matériel et flux immatériels. Ces derniers, les plus difficilement appréhendables, sont pourtant ceux qui influent le plus les transformations de la société de départ.

Enfin dans la troisième partie, Laurent Faret s'applique à expliquer les résultats de ces mouvements et de ces flux sur l'espace concerné. Ici on accompagne l'auteur dans les dynamiques propres de la transnationalité mexicaine qui s'affranchit des différentes contingences nationales grâce à la forte transgressivité qui régit la formation de ces nouveaux territoires. L'acte migratoire redéfinit pour lui le lien social du migrant à sa communauté d'origine en répondant à sa multilocalité et à la multi-polarisation de ses relations

sociales. Se forment donc de nouveaux territoires se superposant sans interaction selon que l'on appartienne à l'une ou l'autre communauté. En outre les rapports de domination entre lieux investis et lieux d'origines ne sont pas de simples rapports économiques mais basés sur les rapports sociaux entre *paisanos* transformant les espaces d'accueils étasuniens en territoires ponctionnés.

La conclusion nous invite à se séparer des grilles habituelles de compréhension des phénomènes migratoires pour entrer dans une analyse spatiale faisant la part belle aux phénomènes sociaux. La constitution de territoires transnationaux tient donc de l'accumulation d'un savoir-faire migratoire et de sa reformulation constante dans le temps. Laurent Faret nous démontre par là la toute puissance des réseaux sociaux mis en œuvre durant l'histoire migratoire mexicano-américaine. Leur constante réinvention empêche toute projection sur l'évolution future des systèmes migratoires mexicains dans cette région au-delà du moyen terme. Cette histoire résume finalement celle des rapports de la société coloniale espagnole à son espace américain.

Olivier Duriez

Lancha Charles, ***Histoire de l'Amérique hispanique de Bolivar à nos jours***. Paris, L'Harmattan, 2003, 541 p.

Le mérite essentiel de cet ouvrage est qu'il parvient à conjuguer une ambition vulgarisatrice, annoncée par son auteur dès l'avant-propos, à la rigueur scientifique nécessaire à l'étude d'un champ historique et spatial aussi large que *l'Amérique*

hispanique de Bolivar à nos jours. Cette conciliation parfaitement maîtrisée n'est toutefois pas la seule réalisée par Charles Lancha; en effet, son ouvrage se présente aussi comme une synthèse quasi exhaustive des interprétations historiques auxquelles ont pu donner lieu les différents événements, situations et grands hommes de ce continent. Aucune transformation sociale, aucun bouleversement politique, auxquels ne soient associées aussitôt les interprétations diverses établies au fil des années par les différents chercheurs à leur propos. Le lecteur y trouvera ainsi les différentes analyses de l'influence des Lumières sur le réveil des nations latino-américaines, mais aussi celles concernant la position de Bolivar vis-à-vis de l'esclavage ou encore les points de vue divergents exprimés par les spécialistes sur la question de l'héritage marxien de la pensée de Jose Martí... Si la neutralité idéologique est donc de mise, l'ouvrage est clairement construit autour de quelques perspectives majeures choisies par l'auteur pour appréhender son objet de la façon la plus complète et la plus cohérente possibles. La structure même du développement témoigne d'une volonté de considérer avec attention dans l'étude du sous-continent les relations de dépendance que celui-ci a entretenues avec les puissances impérialistes au cours des deux derniers siècles: au terme de chacune des deux parties qui composent l'ouvrage, un dernier chapitre en forme de conclusion vient successivement apporter des éclairages supplémentaires sur *les relations politiques et économiques de l'Europe et de l'Amérique latine au XIX^e siècle* (première Partie, chapitre VII) puis sur *les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine au XX^e siècle* (deuxième Partie, chapitre VI). On serait

presque tenté de résumer ainsi les processus étudiés ici par Lancha: du « pacte néo-colonial » à la Zone de Libre-échange des Amériques...

En effet, si les données chiffrées précises, la citation de nombreuses sources et la bibliographie quasi exhaustive donnent à cet ouvrage une tonalité encyclopédique – l'ouvrage est en partie constitué d'une compilation de cours donnés par l'auteur –, il n'en demeure pas moins empreint d'un engagement manifeste et certain en faveur d'une Amérique latine réellement indépendante, ce qui ne veut pas dire « isolée ». Il rejoint en cela Alain Rouquié, qui concluait ainsi son *Amérique latine, Essai sur l'Extrême Occident* par ces mots: « Les Amériques ne sont pas encore sorties du labyrinthe de la solitude ». Charles Lancha partage également ce « latinopessimisme » avec le politologue, s'il est permis d'adapter ce néologisme né chez les africanistes à la réalité latino-américaine, quand il s'interroge au terme de sa conclusion: « [...] un tel déficit – social – sera-t-il longtemps compatible avec le maintien de la démocratie? ». Notons toutefois que ce pessimisme fait davantage figure, comme chez bien des spécialistes de la question, de position théorique, voire de paradigme, qu'il ne relève d'une véritable conviction personnelle. Néanmoins, l'auteur semble particulièrement sensible à la mise en évidence de la pérennisation multiséculaire de problèmes et de conflits majeurs tels que la question agraire... Au cours des différents chapitres portant sur les cinq pays étudiés (Mexique, Argentine, Pérou, Chili, Cuba) se dessine progressivement dans l'esprit des lecteurs comme dans le texte la communauté des destins latino-américains à laquelle l'auteur croit fermement. Afin de donner corps à cette réalité, il développe au

SCIENTIFIQUE

fil de ces études « nationales » un certain nombre de thèmes transversaux tels que la question du militarisme, le problème foncier, les conflits interraciaux, ou encore la reproduction des schémas oligarchiques, sujets qui se caractérisent par leur ubiquité continentale. Enfin, l'ouvrage se distingue par la place qu'il accorde à la présentation des personnages étroitement associés à cette Histoire de l'Amérique hispanique, et des courants de pensée qu'ils ont fait naître : le peronisme, le maderisme, le porfirisme, le castrisme... autant d'idéologies que l'auteur s'efforce de replacer dans les conjonctures historiques qui les ont vus naître et dont il nous livre les différentes critiques. Ces études de sociologie politique qui rythment l'ouvrage donnent lieu à un passage en revue détaillée des personnages qui ont fait l'histoire du continent au cours des deux derniers siècles, des plus fameux (Marti, Zapata, Menem) aux moins connus, tel le Péruvien chantre de l'anti-impérialisme Haya de la Torre. En définitive, et au vu de l'état actuel des rapports de force internes et externes que connaît le continent, le long combat des peuples pour la liberté que représentent ces deux siècles d'histoire post-coloniale, selon Charles Lancha, est semble-t-il loin de trouver une fin... Ouvrage d'histoire mais aussi d'historiographie comme on l'a vu, répondant à la fois au genre de l'essai et à celui de l'encyclopédie, cette *Histoire de l'Amérique hispanique* apparaît finalement comme une tentative réussie de démonstration de l'homogénéité d'un continent souvent perçu comme éclaté.

Mathias Clamens

Gilles Bataillon, ***Genèse des guerres internes en Amérique Centrale (1960-1983)***, Paris, Les Belles Lettres, 2003.

Interrogeant dans un même mouvement les temps longs de l'histoire centraméricaine et les mutations diverses que connaissent les sociétés nicaraguayennes, salvadorienne et guatémaltèque dans les années 1960-1970, Gilles Bataillon éclaire de façon singulière les affrontements armés qui ont surgi dans ces trois pays à la fin des années soixante-dix. L'auteur revient sur ces nœuds événementiels en s'attachant à restituer les registres et les temporalités hétérogènes qui s'y entremêlent. Vues sous cet angle, ces « guerres internes » sont sous-tendues par des dynamiques sociales désarticulées et par la référence à une même culture politique. Elles s'appuient aussi paradoxalement sur une thématique démocratique, tout autant qu'elles reformulent un sentiment égalitaire. À la veille des années soixante, les secteurs agro-exportateurs tiennent une place centrale au sein des sociétés centraméricaines, majoritairement agraires. Traversés par des principes d'ordre et de hiérarchie, les rapports sociaux sont fondés sur des échanges inégaux entre les secteurs dominants et les strates subalternes. L'unification nationale se heurte néanmoins à une fragmentation des communautés et des territoires, de telle sorte que seuls les grands corps comme l'Église ou l'Armée peuvent incarner un principe d'unité. Or, l'effet conjugué de l'effroi répandu par la révolution cubaine et de l'Alliance pour le progrès conduite par Kennedy impulse le rôle de l'État en tant que vecteur de la modernisation. Ses appareils et ses initiatives se développent considérablement, tandis que la bureaucratie

étatique et les militaires tissent leurs réseaux clientélistes et deviennent de nouveaux intermédiaires. Les rapports traditionnels au sein du monde rural se distendent, favorisant la création par les minifundistes et paysans sans terres de leurs propres formes d'organisation. De nouveaux acteurs surgissent – instituteurs, commerçants, élites indiennes, syndicats, partis politiques, l'Église et ses ordres missionnaires –, des segments de la société jusque-là isolés se trouvent désormais au contact les uns des autres, et les mobilisations porteuses de visées concurrentes se multiplient.

Parallèlement, l'auteur insiste sur les caractéristiques de l'espace politique centraméricain, tel qu'il a été décrit par Charles Anderson : « le lieu d'un processus de manipulation et de négociation entre des concurrents pour le pouvoir dont les ressources font l'objet d'une appréciation et d'une reconnaissance réciproque afin de parvenir à un accord négocié au sommet. » Ce système est apte à recevoir de nouveaux concurrents, pour peu que les ressources qui leur permettent d'influer sur la vie politique (parmi lesquelles l'usage de la violence et les démonstrations de force figurent en bonne place) démontrent leur « capacité de pouvoir ». Aussi la politique est-elle conçue comme l'apanage du petit nombre et le système des « concurrents pour le pouvoir » ne compte-t-il pas de représentants des exclus. Pour les secteurs dominants, le social livré à lui-même n'est que chaos, et l'irruption des éléments populaires sur la scène politique risquerait de mettre à bas la civilisation. L'un des grands mérites de l'ouvrage est de souligner la prégnance de cette culture politique dans la mise en place des affrontements armés. Aux glissements symboliques qui s'opèrent autour des figures de la civilisation et de la barbarie, corres-

pond l'enjeu de sens majeur opposant les acteurs armés tout en induisant une lecture commune des événements. Tous protègent l'Ordre et les bonnes mœurs d'un chaos incarné, selon les acteurs, par la subversion communiste, la corruption, la rupture avec le système des concurrents pour le pouvoir, le viol des Droits de l'Homme, ou l'exclusion des secteurs les plus démunis.

Gilles Bataillon fait plus que replacer les affrontements armés dans le prolongement de la modernisation économique, il s'emploie à restituer les implications et le cheminement du discours qui l'accompagne. La thématique du droit à avoir des droits s'inscrit dans l'ébranlement des credos traditionnels et l'émergence de nouvelles formes de solidarité. Les nouveaux acteurs ont porté leurs revendications sur la scène politique, et à l'issue des guerres internes, ils ont contribué à l'avènement de régimes démocratico-libéraux. En outre, l'Armée et l'Église, en composant sur un pied d'égalité avec les autres secteurs sociaux, ont œuvré à un important travail de désincorporation et d'égalsation. Mais si le sentiment de la similitude imprègne, par exemple, le même culte rendu à tous les morts de la cause sandiniste, l'espace politique reste le domaine de compétence du petit nombre, bien au-delà d'une dissemblance des points de vue qui, elle, est de mieux en mieux acceptée.

En interprétant les affrontements armés dans un continuum et en utilisant les notions de contexte et de culture politique, Gilles Bataillon parvient à équilibrer des paradigmes dont la dimension monolithique et exclusive avait limité la portée. Le fonctionnalisme, les théories de la dépendance, de l'action collective ou de la mobilisation des ressources

SCIENTIFIQUE

laissent place au récit des acteurs, en révélant l'incertitude des événements, leur redéfinition et leur travail de mise en sens. De Tocqueville à Claude Lefort et Daniel Pécaut, l'auteur puise l'inspiration d'une réflexion qui lie indissociablement le cheminement de l'idée démocratique, l'efficacité symbolique des régimes qui s'en réclament, et les mises en forme de la coexistence humaine.

Vincent Bloch

Hubert Carton De Grammont, ***El Barzón. Clase media, ciudadanía y democracia. México***, IIS UNAM-Plaza y Valdés, 2001, 295 p.

Inicialmente El Barzón es un movimiento social de los productores rurales endeudados pero que se convirtió en el transcurso de los años noventa en una compleja e influyente organización de mexicanos endeudados. En pos de ser particulares y sectoriales como en las organizaciones rurales tradicionales, las demandas de los barzonistas alcanzaron un grado inusitado de generalidad gracias a la conciencia de estos actores de formar parte de una sociedad civil comprometida con el cambio democrático. Entre las demandas de El Barzón están: una mayor transparencia del actuar político, la elaboración e instrumentación de programas a medio plazo sobre la base de las exigencias sociales así como el valorizar y reforzar el papel de los ciudadanos como actores económicos. Hubert Carton de Grammont afirma con acierto que El Barzón es el movimiento social más significativo de la década de los noventa junto con el movimiento zapatista en Chiapas,

debido al hecho que fue un movimiento transclasista y mutisectorial que propuso una revisión radical del actuar político: « ciudadanizó » lo político. Para el autor de esta estimulante obra, en México prevalece todavía el « ciudadano colectivo » debido a la familia extensa, el clientelismo y la autoayuda.

A finales de los ochenta y principios de los noventa, el crecimiento de la cartera vencida aunado a la ausencia de una respuesta gubernamental coherente tuvo como consecuencia indirecta el fomentar la creación de organizaciones de deudores que compartían la idea de defender al patrimonio familiar. De la convergencia de estos movimientos regionales del norte de México nace El Barzón en 1993, año a partir del cual se desató una guerra de cifras respecto al monto de la cartera vencida. A manera de un Sherlock Holmes, el autor buscó quién, cómo y porque se manipularon las cifras del monto real de la cartera vencida. Sin lograr esclarecer totalmente este embroglio (cada institución gubernamental, cada organismo y cada organización tenía cifras distintas) no obstante Hubert Carton muestra que en el campo fueron las medianas y grandes empresas las que cayeron en cartera vencida porque « la apuesta de la apertura comercial y el retiro de subsidios provocó el sobreendeudamiento de muchos proyectos agroindustriales que intentaban realizar grandes inversiones en un corto plazo para enfrentar la apertura comercial ».

Los avances y retrocesos de los movimientos de deudores se deben a que están supeditados a las dinámicas de los partidos políticos. A partir de la instrumentación del Sistema de Reestructuración de la Cartera Vencida Agropecuaria (Sireca) en mayo de

1994, se « inició un proceso de ruptura entre dos concepciones políticas: una corriente más conservadora, de origen priista, encabezada por Jalisco y otra más radical, cercana al PRD, de liderazgo zacatecano. » La ruptura se produce en septiembre 1994 sobre una base ideológica, política y territorial. La discrepancia sobre la idoneidad de la reforma al artículo 27 constitucional y la Ley Agraria provocó un cisma. Por un lado quedó la oficialista Confederación Nacional de Productores Agropecuarios y Forestales El Barzón A.C. (El Barzón – Confederación). Por otro, esta la Unión Nacional de Productores Agropecuarios, Comerciantes, Industriales y Proveedores de Servicios El Barzón A.C. (El Barzón-Unión) dirigida por una coordinadora nacional conformada por los principales líderes estatales, casi todos militantes del Partido de la Revolución Democrática (PRD).

Precisamente, el investigador Hubert Carton de Grammont se dedicó en hacer una descripción casi periodística del único Barzón-Unión. El sociólogo detalla la sucesión de plantones y desaires, tomas de oficinas gubernamentales y represión judicial, reuniones infructuosas y promesas parcialmente cumplidas, las intermediaciones reales o fingidas de los gobernadores, todos los pormenores del no-reconocimiento de El Barzón como interlocutor acreditado, con el fin de no resolver el problema de fondo de la cartera vencida. De hecho, el subtítulo de esta excelente obra hubiera podido ser: « Crónica de un movimiento social anacrónico ».

En 1995 se reconocieron oficialmente 18 000 adjudicaciones y embargos, y fueron documentados 388 suicidios de deudores morosos. Para impedir los embargos se crearon brigadas de Resistencia Civil que

alcanzaron en apenas dos años el número de 2 000 y, por otro lado, se iniciaron acciones legales con el apoyo de abogados cuyo papel y remuneración tuvieron que ser redefinidos para impedir que estos tomarán el control *de facto* de la organización. El autor precisa que el crecimiento del Barzón fue su « fuerza y su debilidad, ya que pronto se enfrentó a la dificultad de articular los intereses concretos de grupos sociales tan disímbolos como grupos de la pequeña y mediana burguesía consumista, los transportistas de la Ciudad de México, los pequeños empresarios de todo tipo (pequeños talleres, dueños de restaurantes, comerciantes, etcétera). » En 1997, la tendencia política de El Barzón-Unión logró tomar el control de la organización e imponer el caminar hacia la vía de politización del movimiento social. Paralelamente, El Barzón se empeñó en instrumentar procesos democráticos internos para la selección de candidatos a puestos de elección popular. Con respecto a la estructura interna y los procesos de diferenciación interna, hubiera sido interesante desarrollar más el estudio de caso de El Barzón en Monterrey para mejor comprender el contexto y las formas de reproducción de la dominación androcéntrica así como la presencia invisible de mujeres en la Coordinadora Nacional. Finalmente, al detallar los actores y factores endógenos y exógenos que intervinieron en el proceso de construcción del Barzón, el estudio sociohistórico de Hubert Carton de Grammont contribuye indudablemente a la comprensión de un movimiento original y complejo, pieza clave en el rompecabezas de la transición hacia la democracia en México.

Bruno Lutz

La Diaspora noire des Amériques

Expériences et théories

Christine Chivallon



Migrations, diasporas, communautés : autant de notions, autant de concepts - pour le moins ambigus - qui concernent les populations noires des Amériques et s'inscrivent au cœur des grands débats actuels. Comment en effet envisager la notion de « diaspora » lorsque l'on est confronté à un tissu complexe de cultures diverses ? Comment parler de « communauté » lorsque des peuples ne semblent se conformer à aucun modèle stable d'identité, pas même à celui réputé dynamique de l'« hybridité » ?

Utilisant les incertitudes de la notion de « diaspora », les ambiguïtés de son usage, Christine Chivallon s'appuie sur les faiblesses du concept pour proposer une approche inédite de la complexité des cultures noires américaines et tenter de cerner dans leur pluralité les lignes de force en jeu. Centré sur des exemples puisés dans la Caraïbe, l'ouvrage opère un va-et-vient entre théories et expériences sociales. Il envisage l'histoire de la transportation aux Amériques, la matrice des sociétés de plantations, les

résistances culturelles des esclaves et de leurs descendants, les situations migratoires récentes depuis les Amériques, les diverses élaborations culturelles... C'est, semble-t-il, grâce à un questionnement frontal de la diversité, que des éléments d'interprétation de ce vaste ensemble culturel peuvent être apportés. L'auteur propose une conception où la juxtaposition et l'association de registres culturels contradictoires forment un agencement qui est à mettre en rapport avec une approche du monde noir comme forme résistante à toute culture érigée en système. Aucune thèse, qu'elle défende une « africanité » ou au contraire une « hybridité » des peuples, ne saurait être retenue si elle envisage un seul modèle d'identité et ignore cette composition particulière issue du rapport historique à la violence esclavagiste.

À l'heure où les cultures fondées sur l'esclavage et où la notion de « diaspora » font l'objet d'une attention particulière au sein de la communauté scientifique, comme du grand public, cet ouvrage critique, informé par les théories les plus récentes, notamment anglophones, fournit une référence solide pour qui s'intéresse autant à la notion de diaspora dans ses versions classiques et postmodernes qu'au monde noir des Amériques.

Collection Espaces et milieux - 17 x 24 - 264 p - br. 29 €

Pour trouver et commander nos ouvrages :

LA LIBRAIRIE de CNRS ÉDITIONS, 151 bis, rue Saint-Jacques - 75005 PARIS

Tél. : 01 53 10 05 05 - Télécopie : 01 53 10 05 07

Mél : lib.cnrseditions@wanadoo.fr

Site Internet : www.cnrseditions.fr

Frais de port par ouvrage : France : 5 € - Étranger : 5,5 €

Pour plus de renseignements, n'hésitez pas à contacter

le Service clientèle de CNRS ÉDITIONS, 15, rue Malebranche - 75005 Paris

Tél : 01 53 10 27 07 - Télécopie : 01 53 10 27 27

Mél : cnrseditions@cnrseditions.fr



La référence du savoir

Cahiers des Amériques Latines

Recommandations aux auteurs

Afin de faciliter la réalisation de la revue, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir suivre les instructions suivantes pour la préparation de votre texte.

1. Plan de l'article

- Titre général.
- Nom de l'auteur, institution, coordonnées personnelles.
- Texte.
- Notes et références bibliographiques (en fin de texte, et non en bas de page).
- Résumés d'environ 8 lignes (en français, espagnol et anglais) en fin de texte.

2. Format et longueur du document

Sur un format standard (21 x 29,7), les marges de la page seront de 2,5 en haut, en bas, à gauche et à droite.

Un maximum de 40 000 caractères est attribué pour chaque texte.

3. Police et style

La police recommandée est le Times. N'employez aucune feuille de style, s'il vous plaît.

- Texte principal : 12 points en maigre.
- L'interligne est double, sans alinéa en début de paragraphe. Les paragraphes sont jointifs.
- Dans la mesure du possible, choisissez les guillemets « et » au lieu de « pour vos citations.

4. Mise en page

- Le titre est centré, en majuscules.
- 1^{er} intertitre centré, en majuscules.
- Seconds intertitres en gras, alignés à gauche.
- Laissez une ligne entre chaque intertitre et entre chaque paragraphe.
- Ne pas utiliser le gras dans le texte (pour mettre en valeur certains éléments, ou pour écrire des mots en langue étrangère, utilisez plutôt l'italique).

5. Figures et tableaux

- Les illustrations (cartes, photographies...) sont les bienvenues (une illustration pleine page correspond à une page de texte, soit environ 2 500 signes). Les figures en version informatique ne sont pas placées dans le texte, mais présentées sur un fichier à part.
- Les titres sont placés au-dessus de celles-ci et alignés à gauche.
- Les explications et les légendes sont placées au-dessous, ainsi que les sources des illustrations.
- Figures, photos et tableaux sont numérotés de manière séparée, en chiffres arabes.

6. Notes et références bibliographiques

- Les notes seront peu nombreuses (pas de notes bibliographiques).
- La bibliographie est limitée aux auteurs cités dans le texte.
- Elle est présentée par ordre alphabétique de noms d'auteurs selon le modèle suivant :

Bataillon C., 1997, *Espacios mexicanos contemporáneos*. México, Fondo de Cultura Económica, 201 p.

- Quand il s'agit d'un article, on adoptera cette forme :

Théry H., 1997, «Des hommes, des femmes, des migrants», dans *Les Cahiers des Amériques Latines* n° 24, Paris, IHEAL, pp. 183-192.

- Les références bibliographiques dans le texte doivent être présentées de la manière suivante : (Bataillon, 1997 : 88).